

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉPARATION DES DOMMAGES

DANS LES RAPPORTS DE LA MINE

et des Propriétés voisines

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 12 mai 1906, à une heure et demie du soir

PAR

Ch. FOUGÈRES

Président : M. EUGÈNE GAUDEMET, *Professeur.*

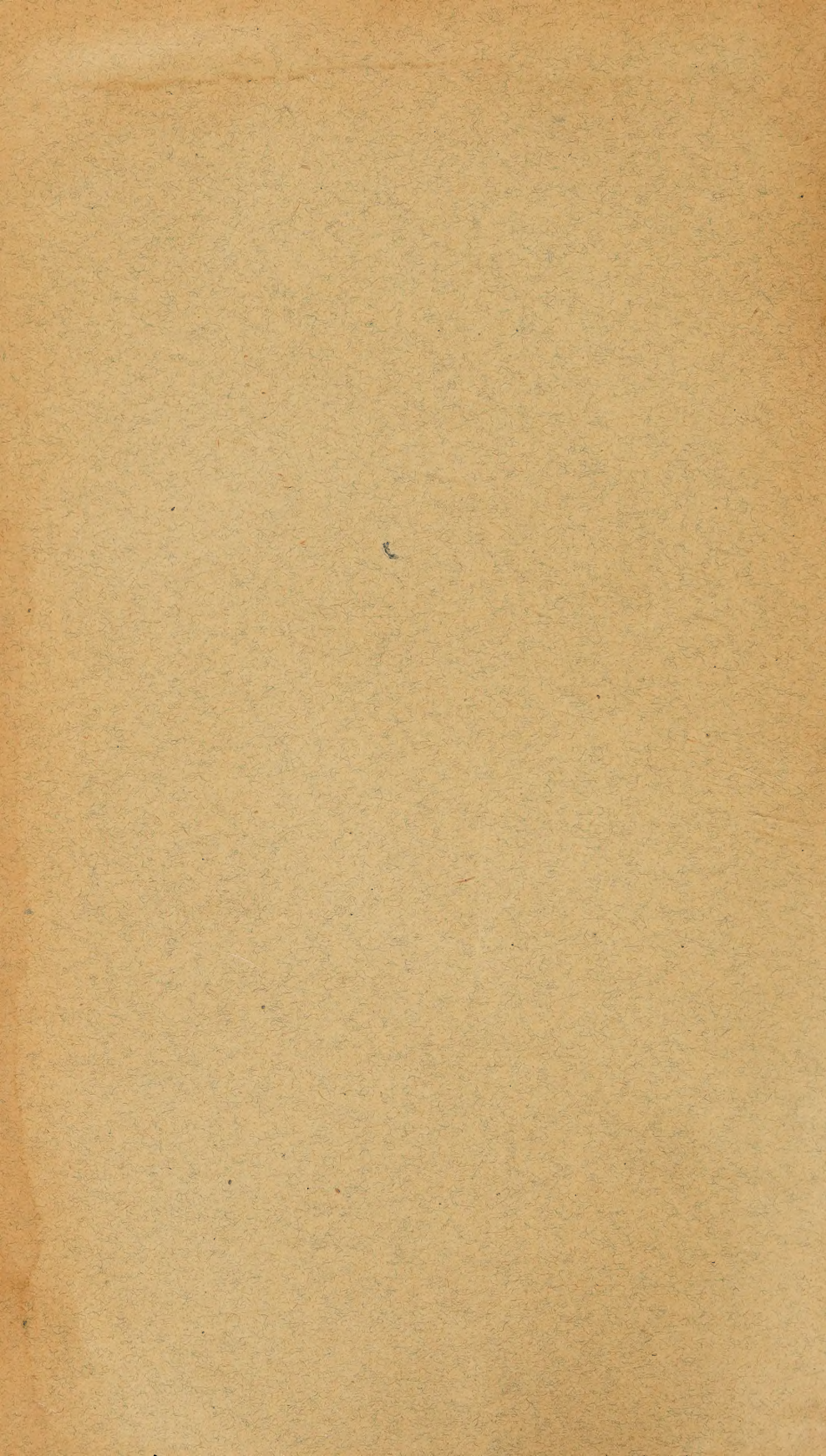
Suffragants : { M. DUVERDIER DE SUZE, *Professeur.*
 { M. VIGNES, *Professeur adjoint.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1906



A MON PÈRE

A MA MÈRE

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RÉPARATION DES DOMMAGES

DANS LES RAPPORTS DE LA MINE

et des Propriétés voisines

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 12 mai 1906, à une heure et demie du soir

PAR

Ch. FOUGÈRES

Président : M. EUGÈNE GAUDEMET, *Professeur.*

Suffragants : { M. DUVERDIER DE SUZE, *Professeur.*
 { M. VIGNES, *Professeur adjoint.*



DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

A l'heure actuelle, les mines (ensemble de travaux servant à l'exploitation d'un gîte de matières minérales utiles) sont une des bases les plus importantes de l'activité économique. Les richesses minérales forment la matière d'une immense industrie, elles fournissent aux besoins les plus usuels des citoyens et procurent aux nations les instruments de défense et de guerre. On comprend donc toute l'importance que présente l'exploitation des mines au point de vue de l'intérêt général d'un pays, et, par suite, toute l'importance que la législation exerce sur ses destinées économiques, soit qu'elle entrave, soit qu'elle seconde les efforts des exploitants.

Les plus anciens peuples de l'antiquité usaient de cette source de richesses. L'origine de l'exploitation des mines remonte, en effet, aux temps préhistoriques pour les pierres et les métaux, au onzième siècle environ pour la houille, bien que cette dernière ait été connue depuis une antiquité très reculée et que Théophraste en parle dans son *Traité des pierres*, sous le nom de *lilhanthrax*. Dès que l'homme eut besoin de pierres ou de métaux pour se construire des abris ou se fabriquer des armes, il dut nécessairement les demander à la terre et se livrer à une exploitation rudimentaire. C'est ainsi qu'à l'âge de pierre,

il recherche les bancs de silex qui se prêtent bien à la taille et au polissage; qu'à l'âge de bronze, il recherche les minerais de cuivre et de fer. Aussi voyons-nous les Egyptiens, les Phéniciens, les Grecs, exploiter les gisements de Chypre, les Carthaginois et les Romains, ceux d'Italie, d'Espagne, de la Gaule et de la Germanie.

Mais croyant ces richesses inépuisables, les premiers législateurs ne se préoccupèrent pas d'en réglementer la production. Avec les progrès de la civilisation, plus l'on devint à même d'apprécier toute la valeur d'une telle industrie, plus la réglementation devint étroite, et quant à sa propriété, aux modes de concession et d'exploitation, aux risques qui en découlent, et quant à la réparation des dommages dont elle peut être cause à l'égard de la propriété englobante.

Les mines sont, en effet, des causes permanentes de dommages, depuis le décret qui, à l'heure actuelle, permet de les rechercher jusqu'à la fin des travaux que nécessite leur exploitation. Laisant donc de côté tout ce qui a trait aux réglementations administratives concernant le mode effectif d'exploitation ou encore la sécurité des ouvriers, nous n'envisagerons la mine et la propriété qui la couvre, la côtoie ou la supporte, que dans leurs rapports en ce qui concerne les dommages qu'elles peuvent se causer l'une à l'autre, la réparation de ces derniers sous forme d'indemnité et la quotité de celle-ci.

Le but de notre étude sera donc l'étude de la réparation des dommages que peuvent causer la recherche et l'exploitation d'un gisement minier à la propriété de la surface, à une mine contiguë ou superposée et réciproquement.

A vrai dire, au point de vue que nous nous proposons d'envisager, les législations anciennes ne nous donnent rien de précis. Cependant *la législation romaine* nous montre la genèse des idées qui, en se mariant et en se

mallaxant, sont arrivées à nous fournir les solutions que nous admettons aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence.

A l'époque classique, la propriété des mines appartient exclusivement au propriétaire de la surface, d'où les lois qui régissent la surface régissent le tréfonds : ici, il ne peut, c'est certain, être question d'indemnité pour dommages causés par la mine à la surface, ces dernières appartenant au même individu.

A l'époque impériale, apparaît une innovation importante en ce sens que le propriétaire n'est plus seul apte à fouiller son fonds ; un autre peut sans autre droit, sans autre autorisation que celle qu'il puise dans la loi, devancer le propriétaire de la surface dans l'ouverture et l'exploitation d'une mine. Il a cependant, en plus d'une redevance au fisc, à obéir à deux conditions formelles à l'égard du propriétaire superficiaire : il doit lui payer une redevance du dixième des produits, qui n'est qu'une indemnité de dépossession de la partie du tréfonds occupée par l'exploitation, et, de plus, il doit s'engager à ne pas le priver de la jouissance de la surface. Les textes n'en disent pas plus. Mais, dès lors, nous pouvons dire que le conflit entre propriétaire du terrain superficiaire et concessionnaire de mine est né quant aux dommages que l'un peut causer à l'autre.

A la fin de l'empire, les textes sont presque muets : la cause en est dans l'abandon forcé que subissent tous les grands travaux, en présence des déchirements intérieurs et des invasions des barbares. Cependant les Francs, les Wisigoths, les Burgondes laissent aux vaincus le droit de vivre sous les lois qui les régissaient avant les invasions. Les Gallo-Romains conservent donc, avec certaines modifications rendues nécessaires par la conquête et le changement de maîtres, les lois romaines, les unes modifiées, les autres à l'état de tradition.

Les lois concernant les mines, lois appliquées en Gaule comme dans les autres provinces romaines et conservées par les barbares pour tout ce qui touchait aux impôts, durent vraisemblablement exercer une réelle influence sur les premiers édits de nos rois; nous en voyons une preuve dans le plus ancien document qui nous reste, une charte de Dagobert, qui, *sous les rois de la première race*, crée un vectigal en faveur du roi sur les mines, frappées, par conséquent, d'un impôt comme sous l'empire romain, au profit du fisc. (Cette charte, le plus ancien document que nous possédons, est rapportée dans la chronique de Duchesne, *Dagoberti vita*.)

Sous la seconde race, nous trouvons des lettres patentes de Charlemagne (786), et nous voyons les seigneurs créer à leur profit un droit féodal sur les mines, droit confirmé dans les arrêts du Parlement de Saint-Martin en 1261 et dans les *Olim* en 1275.

Sous les rois de la troisième race, nous rencontrons d'abord une *ordonnance de Charles VI*. Jusqu'ici la législation romaine et la tradition romaine réglaient, très sommairement, il faut le reconnaître, les rapports du propriétaire de la surface et du propriétaire de la mine; Charles VI établit le premier, nettement, de nouveaux principes quant à la recherche et à la propriété des mines. A la fin de son ordonnance de 1413, nous voyons toute facilité accordée « d'ouvrer continuellement sans être empêchés ni troublés dans leur ouvrage et ouvrer franchement et surement tant comme ils voudront ouvrer en icelles mines... Nous voulons et ordonnons que tous mineurs et autres puissent *quérir, ouvrir et chercher mines par tous lieux où ils penseront trouver*. » Plus loin, ordre est donné aux hauts justiciers, moyens et bas, de « bailler et délivrer aux dits ouvriers, marchands et maîtres des dites mines, *moyennant et par payant juste et raisonnable prix, chemins et voies, entrées et issues par*

leurs terres et pays, pour leur ouvrage faire et pour l'avancement de la dite besogne ». Donc, dans cette ordonnance, toutes facilités sont données pour quérir, ouvrir et chercher les mines en tous lieux et les seigneurs sont tenus de laisser les exploitants établir voies et issues nécessaires à leurs travaux et ce, moyennant indemnité. Le roi n'a donc sur les mines qu'un droit de souveraineté, qui se traduit par une redevance du dixième du produit. Quant au droit de propriété, il est reconnu au propriétaire de la surface : aucun doute n'est possible vu les termes employés à diverses reprises dans l'ordonnance : « ceux à qui sont lesdites mines... », plus loin « marchands et maîtres de tréfonds des mines qu'ils font ouvrir ».

Louis XI, en septembre 1471, rendit la célèbre *ordonnance de Montilz-lez-Tours*. La mine y appartient toujours au superficiaire, mais deux modifications sont apportées dans son droit de propriété. Les propriétaires fonciers doivent, dans un délai de quarante jours, faire la déclaration des mines que contiennent leurs propriétés ; faute de ce, ils sont pendant dix ans déchus des avantages qu'ils pourraient tenir de leurs mines et le grand maître supérintendant des mines peut les ouvrir et les faire exploiter. Les propriétaires qui déclarent vouloir exploiter eux-mêmes doivent obtenir l'autorisation du grand maître, s'il les trouve capables, et se mettre à l'œuvre dans les trois mois ; si le grand maître les trouve incapables d'exploiter, il peut accorder à d'autres ce droit, *sous condition d'indemniser le propriétaire* ; si la déclaration prescrite n'a pas été faite, le propriétaire ne reçoit d'indemnité de ceux qui exploitent que dans un délai fixé par le grand maître... ; sur tout le territoire du royaume le droit de recherches est donné à tous, sans que le propriétaire du fonds où les recherches ont lieu puisse s'y opposer et sans qu'il ait droit à une *indemnité*. Enfin les seigneurs et

propriétaires fonciers sont tenus de laisser établir les chemins nécessaires à l'exploitation des mines.

Cette ordonnance, lors de son enregistrement, avait été modifiée par le Parlement de Paris, et le Parlement de Toulouse avait adopté ces modifications, notamment en ce qui concerne le *droit de recherches* donné à des tiers, « pourvu, avait-il dit, que ce ne soit en terres labourables, vignes, prés, jardins, bois, maisons et sous le consentement du propriétaire ou par l'ordonnance du juge ordinaire, *partibus auditis* ». Ces dispositions furent reproduites dans l'article 11 de la loi du 21 avril 1810. Et cela nous amène à remarquer avec M. Mignerou (1) que « si l'on compare les dispositions de la loi de 1810, concernant la recherche et la découverte des mines avec l'édit de Louis XI, modifié par les Parlements, on sera frappé de la conformité des vues d'après lesquelles certaines questions ont été décidées, à deux époques séparées l'une de l'autre par un intervalle de plus de trois siècles et demi ». D'après l'ordonnance de 1471, le superficiaire reste bien propriétaire de la mine. Il peut en être approprié, mais sous certaines conditions; s'il est *recéant et solvable*, ce sera lui qui, avant tout autre, pourra exploiter; en ce cas, une autorisation est nécessaire : c'est le germe de la concession. Si le propriétaire n'est pas capable d'exploiter, le grand maître pourra en accorder l'autorisation d'abord au seigneur, ensuite à toute personne qu'il jugera apte et capable, mais *sous réserve d'une indemnité* au profit du superficiaire.

Charles VIII, Louis XII, François I^{er}, consacrent les principes de cette ordonnance de Louis XI dans leurs ordonnances de 1483, 1506, 1514, 1515, 1519, 1521, par l'avis des généraux des Monnaies sur le fait des mines en 1520, et par la déclaration de François I^{er}, de 1530.

(1) *Annales des mines*.

En 1548, intervint une ordonnance de Henri II. Les droits du propriétaire du sol avaient déjà été amoindris par toutes les ordonnances précédentes au profit du droit régalien. Ce droit, d'après M. Mignerou, conférait au prince une triple attribution : 1^o régler la destination de la propriété souterraine; en d'autres termes, pourvoir du privilège de l'exploiter les personnes qui pouvaient le mieux la mettre en valeur; 2^o en surveiller l'exploitation dans ses rapports avec l'ordre public, avec la conservation du sol et avec la sûreté des ouvriers; 3^o percevoir un certain tribut sur les produits qu'on obtenait de l'exploitation. Aussi, dans son ordonnance, Henri II se reconnaît un droit absolu sur les mines; il accorde des concessions générales pour tout le royaume; il n'est plus question du tout du propriétaire superficiaire; pour lui, aucun droit de préférence, le concessionnaire doit seulement *l'indemniser* pour la valeur des terres qu'il occupe et non des mines y étant. Le propriétaire de la surface n'est donc plus, dès lors, propriétaire de la mine.

L'édit de Henri IV, en 1601, accorde la concession toujours au nom du roi, mais celle-ci n'est plus générale et au profit d'un seul. Puis un *droit de préférence* à l'obtention de la concession est reconnu au profit du propriétaire du sol, s'il est reconnu capable d'exploiter. De plus, si la concession est donnée à un autre que ce propriétaire superficiaire, ce dernier n'a droit à une indemnité que pour la dépossession de la surface. Cet édit fut complété par un arrêt du Conseil de 1604.

De 1604 à 1722, interviennent de nombreux édits et de nombreuses lettres patentes, mais l'édit de 1601 reste la loi fondamentale.

L'édit de 1722, rendu par Louis XV, confirme encore plus formellement le droit régalien. Il contient, en outre, une innovation, c'est que le monopole de l'exploitation peut être accordé à une compagnie, pour une durée de trente ans.

En termes très généraux, une *ordonnance de 1744* décide que les propriétaires des terres exploitées auront droit à une *indemnité*.

Enfin, une ordonnance de 1786 permet d'exploiter les mines de fer, à charge d'indemniser les propriétaires de la *valeur du dessus* de leurs terres seulement.

Si maintenant, revenant en arrière, nous cherchons à dégager les principes juridiques dominant ces législations, nous voyons qu'à Rome, il ne peut être question d'aucune réparation de dommages causés par les mines aux terrains superficiaires, puisque la propriété de la mine et la propriété de ces terrains sont dans les mêmes mains. Dans notre très ancien droit, considérant l'état des mœurs de cette époque, l'insuffisance des documents qui nous en sont parvenus, et la facile mainmise des rois et des seigneurs sur les biens de leurs sujets, nous pouvons, je crois, sans trop de hardiesse, conclure à un respect bien secondaire de la propriété privée et à une absence à peu près complète de réparation des dommages causés. Mais si nous arrivons aux ordonnances de Charles VI et de Louis XI, aux lettres patentes de Henri II, nous voyons que les travaux extérieurs ne donnaient lieu qu'à une réparation égale au préjudice causé. Les ordonnances gardent le silence sur les travaux intérieurs; mais le dommage résultant de ceux-ci ne pouvait évidemment être réparé plus avantageusement que celui qui avait sa source dans des travaux extérieurs.

Avec la loi du 28 juillet 1791, à l'époque du droit intermédiaire, le législateur se préoccupe par-dessus tout du respect dû à la propriété privée, et quant à la propriété de la mine, et quant à la réparation des dommages qu'elle pouvait subir : la mine appartiendra généralement au propriétaire de la surface et ce ne sera que sur son refus que d'autres seront autorisés à exploiter. L'article 10 de cette loi est ainsi conçu : « Auront également la préfé-

rence sur tous autres, *excepté les propriétaires*, les entrepreneurs qui auront découvert les mines... » Et, suivant l'article 2 du titre II de la loi, le gouvernement pouvait, comme pour les mines, donner concession des carrières à des tiers, et indemnités étaient alors dues au propriétaire, tant pour la valeur des matières extraites que pour le dommage causé à la surface, et la base de cette indemnité était le double de la valeur du sol.

C'est la loi du 28 juillet 1791 qui a introduit en France l'indemnité du double. Elle semble s'être inspirée d'une ancienne loi liégeoise de 1487, appelée paix de Saint-Jacques, qui contient la disposition suivante : « Item que tous overiers (ouvriers) puissent prendre aisemence raisonnable sur hirtaige (héritage) d'aultruy pour faire burres (puits d'extraction, fosse à houille), peares (magasins à houille), voies pour cherier (charrier) et autres aisemences nécessaires à overage afferant, parmy *double dommage* rendant par l'estimation (l'estimation) de bonnes gens eulx et à ce cognissants, et bien asseguereir (donner) caution l'hirtier propriétaire du sol pour relivrier sondit hirtaige à son premier wason (gazon) et se cest vingne (vigne) jusqu'à la quart foulhe, etc. (1). »

Cette loi ne faisait résulter l'indemnité du double que des travaux extérieurs. Telle est aussi l'idée qui a dû prévaloir dans la rédaction de la loi de 1791. Les articles 21 et 22 parlent bien en termes généraux de « non-jouissance et dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines », et au premier abord ce mot « exploitation » semble embrasser les travaux intérieurs comme les travaux extérieurs. Mais c'est là une illusion que dissipe la lecture du reste des articles 21 et 22. Toutes les dispositions d'une loi se prêtent une lumière réciproque et doivent s'interpréter les unes par les autres.

(1) Delebecque, t. I, n° 348.

Or, après la phrase que nous venons de rapporter, le législateur ajoute : « Tant à raison des lavoirs, fuites des eaux et tout autre établissement de quelque nature qu'il soit, dépendant de l'exploitation. »

« Ces derniers mots « dépendant de l'exploitation », ainsi que le fait remarquer M. Léon Clément, ne peuvent désigner que les travaux extérieurs ; car à l'intérieur, il n'y a plus que l'exploitation elle-même, sans établissement qui s'en distingue en qualité de dépendance. »

Dans la période qui s'est écoulée de 1791 à 1810, on avait admis, dans la pratique, que l'indemnité du double n'était due que pour les travaux extérieurs.

Mais cette loi de 1791 ne fut qu'une loi de transition entre l'ancien droit et le droit actuel contenu dans la *loi du 21 avril 1810*. Et ce fut aussi une loi de transaction entre les trois intérêts éminemment respectables de l'Etat, du propriétaire foncier et de l'exploitant. « L'intérêt de l'Etat veut que les mines soient exploitées de façon à utiliser le mieux possible leurs richesses dans l'intérêt général. L'intérêt du propriétaire foncier veut que l'on tienne compte de ses droits de propriétaire du sol. Enfin l'intérêt de l'exploitant exige qu'il puisse se créer par ses travaux et par ses sacrifices, en compensation des risques et des hasards de toute nature qu'il ne cesse de courir, une propriété bien déterminée, hors des atteintes de l'Etat et du propriétaire de la surface (1). »

Donc, par exception à l'article 552 du Code civil, déclarant que « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous », cette loi innove deux propriétés distinctes et superposées ; elle considère la mine comme une propriété distincte de la surface et créée au profit du concessionnaire. De la mine, elle fait un immeuble ne

(1) V. Rapport de M. de Marcère, *Officiel* des 16-17 août 1874.

différant guère des autres qu'en ce que la propriété n'en peut être séparée de celle de la surface, créée, en un mot, qu'avec l'autorisation de l'Etat. Il peut cependant arriver que les deux propriétés : le sol et la mine, soient réunies sur une même tête, mais, même dans ce cas, elles restent distinctes.

Le droit moderne consacre donc d'une manière définitive le principe de deux propriétés bien distinctes : celle de la mine et celle de la surface; or ces deux propriétés par leur disposition naturelle, par leur contact incessant, doivent, plus que toute autre, être une cause de dommages à l'égard l'une de l'autre; les mines sont des causes permanentes de dommages pour la propriété de la surface, avons-nous dit précédemment. Et c'est le mode juridique de réparation de ces dommages, les principes consacrant une telle réparation, qui feront l'objet de notre étude.

Afin de rendre cette étude aussi complète que possible, nous la diviserons en trois parties principales :

Dans *la première partie*, nous n'aurons en vue que les dommages causés à la propriété de la surface parce que nous appellerons les travaux extérieurs de la mine, comprenant, sous ce terme général, les travaux de recherches du gisement et l'occupation du sol nécessaire pour l'établissement des bâtiments, des machines, des entrepôts et des voies de communication devant servir à l'exploitation intérieure et la faciliter. Quoique d'un intérêt moindre par rapport aux questions qui nous occuperont, puisque, au fond, nous ne pouvons faire ici qu'une analyse de la loi de 1810, nous avons cru, également dans le but que nous nous sommes proposé d'être aussi complet que possible, qu'il serait intéressant de mettre en face des principes invoqués et des solutions proposées ou admises en matière de réparation de dommages causés par les travaux intérieurs de la mine, la réglementation si différente, établie par la loi minière, de ces travaux de recherches ou d'occupa-

tion. Le chapitre premier renfermera la définition de ce qu'il faut entendre par recherche de la mine et ses diverses formes. Le second et le troisième renfermeront respectivement les mesures préventives et les mesures de garantie accordées au propriétaire de la surface à l'encontre de l'explorateur. Le chapitre quatrième réglera les indemnités qui devront découler des dommages que ces travaux causeront forcément au sol superficielle. Enfin un chapitre cinquième traitera de « l'occupation du sol » et de l'indemnité qui en devra être fournie à son propriétaire.

La seconde partie de notre étude renfermera ce qui a trait aux dommages résultant des travaux intérieurs des mines, de l'exploitation proprement dite. Une courte introduction nous les définira. Dans le chapitre premier se trouvera l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence en notre matière, depuis notre loi fondamentale du 21 avril 1810 à nos jours. Les bases de la responsabilité de la mine, son fondement juridique feront l'objet du chapitre second. Celui du chapitre troisième sera l'étendue de la responsabilité, les faits qui peuvent l'engager et l'indication des clauses d'exonération de cette responsabilité. Tout différent sera le contenu des deux derniers chapitres de cette seconde partie : le quatrième concernant les dommages causés à la mine par le propriétaire de la surface et le cinquième les relations entre exploitants de mines voisines et de mines superposées, au point de vue toujours de la réparation des dommages que leurs exploitations peuvent se causer mutuellement.

Une étude, à titre de comparaison avec nos principes en cette matière, de la législation dans les colonies françaises et dans les nations étrangères formera, en deux chapitres, notre *troisième partie*.

Pour terminer, dans une conclusion générale, nous résumerons l'état de notre question en droit français, nous analyserons les divers projets de réforme de la loi de 1810 soumis aux Chambres ces derniers temps, et, enfin, nous indiquerons le sens dans lequel on devrait tendre, à notre avis, pour solutionner au mieux et sous tous ces aspects cette question de dommages et de réparation si délicate.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De la recherche des mines.

Définition. — L'occupation de la surface a un champ d'application tout spécial au cas de travaux de recherches. La condition préalable de toute concession minière est en effet, certainement, la découverte du gisement minier, l'étude de son étendue et la détermination de ses limites : pour arriver à les connaître, il est donc nécessaire de se livrer à divers travaux de sondage, d'établissement de puits ou galeries qui constituent les recherches. Il faut donc bien distinguer *les travaux de recherches*, qui peuvent être effectués dans certains cas, tout au moins, sans aucune intervention du gouvernement et *les travaux d'exploitation*, toujours subordonnés à l'acte de concession du gouvernement, distinction bien établie par l'article 12 de la loi du 21 avril 1810.

Les travaux de recherche d'une mine, *stricto sensu*, sont alors uniquement ceux qui ne donnent lieu à aucun abatage, aucun sortage de produits minéraux utiles ; ce sont les sondages, les puits, les galeries, s'étendant à travers le stérile, mais s'arrêtant à l'endroit où ils atteignent la couche métallifère recherchée. Toutefois une interprétation aussi étroite n'a jamais été admise. On a considéré

que les travaux de recherches ayant pour but de mettre le gouvernement à même de faire la concession de la mine, ils devaient non pas seulement constater l'existence du gisement concessible, mais encore faire présumer que ce gisement pouvait être l'objet d'une exploitation régulière et profitable; ce qui suppose que ces travaux auront été poussés assez loin pour permettre de vérifier la nature et l'allure du gisement, et, par suite, d'en conjecturer la richesse. L'instruction ministérielle du 3 août 1810 avait déjà consacré cette manière de voir, en déclarant que, pour demander une concession, il faut faire connaître non seulement le lieu où se trouve la substance minérale, mais aussi la disposition des amas, couches ou filons, de manière à démontrer la possibilité d'une exploitation utile.

Devront donc être regardés comme travaux de recherche et non comme travaux d'exploitation, ceux-là même qui se poursuivant à travers le gisement minier lui-même et le recoupant, n'ont d'autre but que d'en faire connaître la nature, la direction, les allures principales, la richesse. Les travaux de cette espèce portent plus spécialement le nom de travaux de reconnaissance. Sans doute, puisque ces travaux s'exécutent dans le gisement, ils donneront des produits et des produits utiles comme ceux que peut donner l'exploitation; aussi aurons-nous à nous préoccuper du sort de ces produits. Mais ce n'est point une raison pour les assimiler aux travaux d'exploitation, tant qu'ils ne poursuivent que ce seul but, la reconnaissance. Quant à la ligne de démarcation entre les travaux de recherches et les travaux de reconnaissance, il est impossible de la fixer *a priori* d'une manière précise. A défaut d'indication de la loi, la question reste une question d'espèce ou de mesure à apprécier dans chaque cas par les tribunaux. Tout travail de recherche qui dégénérerait en travail d'exploitation, deviendrait par cela même un

travail illégal et motiverait l'intervention de l'autorité administrative et des tribunaux correctionnels.

DE LA RECHERCHE PAR LE PROPRIÉTAIRE DU SOL

Chaque propriétaire a le droit d'effectuer des recherches sur son terrain, car ce droit est un des attributs du droit de propriété ; d'où il résulte que ce propriétaire, dans l'exercice de ce droit, n'est astreint à aucune formalité bien qu'il reste soumis à la surveillance de l'administration. Ce droit de surveillance qui appartient à l'administration sur les travaux de recherches qu'effectue le propriétaire dans son terrain fut très controversé sous l'empire de la loi du 21 avril 1810. Cependant même alors l'affirmative était admise d'une manière générale (1). Ce droit ne peut plus être contesté aujourd'hui, car l'article 50 de la loi de 1810, tel qu'il a été modifié par la loi du 27 juillet 1880, décide formellement que si les travaux de recherches d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent des villes, villages, hameaux et établissements publics, il y sera pourvu par le préfet.

Cependant, le propriétaire superficiaire ne peut certainement pas rechercher, dans les terrains qui ont déjà fait l'objet d'une concession, les substances minérales désignées dans l'acte de concession. La Cour de Grenoble, dans son arrêt du 19 août 1831 (D. 1832. II. 43), s'est prononcée en ce sens (2).

Quelques auteurs vont plus loin encore. Et, en s'appuyant sur la disposition finale de l'article 12 de la loi

(1) Dupont, *Traité de jurisprudence des mines*, t. I, p. 68 et 124. — Richard, *Législation française des mines*, t. I, n° 117. — Lamé-Fleury, texte annoté loi 1810 sur l'art. 10, p. 14. — Chaffe, *Annales des mines*, 3^e série, t. XIV, p. 514.

(2) Aguillon, t. I, n° 112, et Cuvillier, p. 57, admettent aussi cette doctrine.

de 1810, aux termes de laquelle « dans aucun cas les recherches ne pourront être autorisées dans un terrain déjà concédé », ils (1) enseignent que le propriétaire superficiaire perd le droit de fouille, même en ce qui concerne les substances minérales autres que celles faisant l'objet de la concession. Et l'instruction ministérielle du 3 août 1810 s'est prononcée en faveur de cette interprétation, en disant que, sans elle, il s'établirait, sous prétexte de recherches, des exploitations illicites.

Mais la plupart des auteurs (2) décident en sens contraire que le propriétaire de la surface conserve, dans le terrain déjà concédé, le droit de recherches pour toute substance étrangère à la concession. Vainement objectera-t-on la prohibition de l'article 12 *in fine*, car cette prohibition ne défend que les recherches « autorisées » ; or le propriétaire n'a pas besoin d'autorisation pour faire des recherches dans son fonds, la disposition dont s'agit ne lui est donc pas applicable.

Quant aux dommages causés par le propriétaire qui pratique des fouilles sur son propre fonds, il ne peut pas en être question ici. Car ces investigations sont libres certes. L'article 552 du Code civil, en disposant « que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous », ajoute en forme de déduction : « Le propriétaire peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos ». L'article 12 de la loi des mines consacre aussi ce droit primordial : « Le propriétaire, y est-il dit, pourra faire des recherches, sans formalité préalable, dans les lieux réservés par l'article 11 comme dans les autres parties de sa propriété. »

(1) Delebecque, t. II, n° 760. — Naudier, p. 118. — Richard, n° 125. — Splingard, n° 11.

(2) Dupont, *Jurisprudence*, t. I, p. 135, et *Cours*, p. 68. — Peyret-Lallier, t. I, n° 173. — Aguillon, t. I, n° 113. — Bréchignac et Michel, n° 127. — Cuvillier, p. 57. — Voir aussi : Nîmes, 21 août 1849, Recueil des arrêts de Nîmes, 1849, p. 353.

Avant la loi du 27 juillet 1880, la question de savoir si la prohibition de l'article 11, § 2, interdisant de faire des forages pour la recherche d'une mine dans le rayon de cent mètres de terrain attenant aux habitations et clôtures, était applicable au propriétaire qui fouille son terrain, fut très controversée. La négative avait été jugée, et la Cour de Douai (1), notamment, avait décidé que cette prohibition ne concernait que les tiers agissant en vertu d'une concession du gouvernement et non pas les propriétaires qui, en vertu du droit, à eux, propre, pratiquaient des fouilles sur leurs terrains et ce, quand même ils n'étaient pas propriétaires des clôtures et habitations.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même et l'article 11, § 2, modifié par la loi de 1880, interdit au propriétaire qui exécute des recherches dans son fonds, d'ouvrir pour ces fouilles, des puits ou galeries à moins de cinquante mètres des habitations ou des terrains clôturés des tiers, si ceux-ci n'y consentent. Et, de plus, ce propriétaire est soumis aussi à la disposition de l'article 15 de la loi de 1810, laquelle visant le cas de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, astreint l'auteur de ces travaux à donner caution de payer toute indemnité en cas d'accident (2).

Mais le propriétaire peut faire des recherches sans formalité préalable dans les enclos murés, cours et jardins et sous les habitations qui lui appartiennent comme dans les autres parties de sa propriété, et ce en vertu de l'article 12 de la loi de 1810.

Quant aux dommages que le propriétaire peut occasionner à des tiers, dans le cours de ses travaux de recherches, ils seront réglés *suivant le droit commun*,

(1) 3 décembre 1858, jurisprudence de Douai, tables, 1811 à 1853, p. 526.

(2) Cuvilier, p. 49 et 55.

d'après les principes ordinaires de la responsabilité civile ; notamment en ce qui touche les eaux minérales, ils seront soumis à la loi des 14-22 juillet 1856, qui établit la protection de ces sources, et *suivant les prescriptions spéciales du droit minier* (1).

Remarquons enfin que le propriétaire peut exercer son droit lui-même ou le céder à autrui. De toutes façons il n'y a jamais là qu'une simple manifestation du *jus utendi atque abutendi*. S'il cède son droit à autrui, il faut observer d'abord que cette cession reste soumise aux principes de la liberté des conventions entre particuliers, puis qu'à cette cession s'appliqueront les règles du droit réel. Ce droit de recherches est, en effet, un droit réel immobilier, parce qu'il constitue un démembrement de la propriété. La Cour de cassation l'a ainsi jugé dans un arrêt du 16 juin 1856 (D. 1856. I. 421) : « Attendu, dit-elle, que ce droit de recherches n'est pas un simple droit personnel, qui puisse se résoudre en dommages-intérêts, mais bien un véritable attribut de propriété, un droit réel immobilier de sa nature, puisqu'il est inhérent à l'immeuble lui-même. Qu'en effet, aux termes de l'article 10 de la loi du 21 avril 1810, nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, enfoncer des sondes ou tarières, sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire ou avec l'autorisation du gouvernement après que le propriétaire a été entendu, et à la charge d'une préalable indemnité envers lui... »

Et la Cour de cassation belge a précisé encore davantage en disant que ce droit constitue une véritable servitude (2). Pour elle le fonds servant, c'est la surface, et le fonds dominant, la propriété souterraine. Mais il nous paraît difficile de considérer la mine comme un fonds

(1) V. *Revue bourguignonne*, 1897 : M. Gény, *Clauses d'exonération*.

(2) Cass. belge, 10 mai 1845. — *Pasicrisie belge*, 1845. I. 386.

dominant, alors qu'on ignore encore son existence et que d'ailleurs cette mine n'étant pas concédée n'a pas une existence légale distincte de la surface.

Si donc le droit de recherches est un droit réel immobilier, on doit par suite le soumettre à la nécessité de la transcription par application de l'article 2 de la loi du 23 mars 1855.

Observons enfin que le droit de recherches ne sera pas cependant toujours exercé par le propriétaire du terrain; le gouvernement a, en effet, le pouvoir de concéder ce droit à un tiers en vertu de l'article 10 de la loi de 1810, dans le cas où le propriétaire resterait inactif ou s'opposerait à toute recherche; il le peut encore si les recherches étaient mal dirigées, l'intérêt général étant intéressé à la bonne conduite des exploitations.

RECHERCHES FAITES PAR UN TIERS AVEC L'AUTORISATION DU GOUVERNEMENT

L'article 10 de la loi du 21 avril 1810 donne un droit absolu au gouvernement d'autoriser de telles recherches, même si le propriétaire superficiaire refuse de les permettre; cependant le gouvernement ne pourra accorder une telle permission qu'après avoir entendu ce propriétaire (1). De plus, le tiers auquel le permis de recherches est accordé ne peut en user qu'après avoir payé au préalable à ce propriétaire une indemnité, destinée à réparer le préjudice qui lui sera causé par la non-jouissance du sol et les dégâts occasionnés à son terrain (2). Et si les travaux de recherches occasionnent à la superficie d'au-

(1) Peyret-Lallier, t. I, n° 152. — Bury, t. I, n° 76. — Naudier, p. 117. — Féraud-Giraud, t. I, n° 256. — Cuvilier, p. 52.

(2) Bréchignac et Michel, n° 106. — Féraud-Giraud, t. I, n° 262.

tres dommages que ceux qui sont la conséquence directe de l'occupation, par exemple des fissures, des affaissements, des éboulements de murs, le propriétaire de la surface aura encore droit aux mêmes indemnités que celles qui lui seraient dues, pareil cas échéant, par le concessionnaire d'une mine, et ce en vertu du § 7 de l'article 43 (1).

Qu'il nous suffise de signaler ces grands principes dominant les relations du propriétaire de la surface et du tiers qui a obtenu du gouvernement le droit d'effectuer des recherches sur et sous cette surface. La loi a édicté, pour la protection de ce propriétaire, des formalités nombreuses et minutieuses, qui précéderont l'acte de concession ou qui y seront contenues. Ces formalités formeront un ensemble de mesures préventives et de mesures de garantie très importantes contre les dommages qui peuvent résulter des travaux entrepris. Et leur étude sera l'objet des chapitres suivants de cette première partie de notre travail. A cet *intérêt*, donc, de connaître les mesures édictées pour prévenir ou garantir de tels dommages, s'en ajoutera un second, plus particulier à l'ensemble de notre étude ; souvent les articles de ces lois qui réglementent ces formalités apparaîtront et seront cités par nous au cours de notre étude : il est donc intéressant, au premier chef, de connaître ces articles, et quant à leurs prescriptions, et quant à leur champ d'application, et quant à leur portée.

Cependant avant de quitter la matière qui nous occupait ici, il nous faut signaler une question spéciale à elle et indiquer la solution qu'elle nous semble comporter.

Que deviendront, en effet, les produits minéraux provenant des travaux de recherches effectués par un tiers autorisé à fouiller par le gouvernement ?

(1) Dupont, *Cours*, p. 49. — Aguillon, t. I, n° 102.

D'abord, le permis de recherches ne donne pas, par lui seul et *a priori*, le droit de vendre et d'utiliser les produits minéraux extraits au cours des recherches. Ce droit est, en effet, subordonné à un permis de vente, accordé par décret. Et ce décret fixe en même temps la redevance tréfoncière que l'explorateur aura à payer au propriétaire superficière ; mais la vente de ces produits ne peut donner lieu, en aucun cas, à la redevance proportionnelle que la loi de 1810, dans son article 33, impose aux propriétaires de mines (1). Hors des produits concessibles, les travaux de recherches pourront encore amener l'extraction de substances non concessibles, mais néanmoins utilisables, telles que des pierres à bâtir. Sur ces substances, le propriétaire du terrain conserve le droit que lui reconnaissent tout à la fois le Code civil et la législation minière. Il pourra donc, s'il a fait les travaux de recherches, en disposer librement, sans demander aucune autorisation administrative. Si les travaux sont faits par un tiers autorisé, l'explorateur peut bien traverser les substances inconcessibles qu'il rencontre, les abattre, les sortir, mais il ne pourra jamais avoir le droit de se les approprier : elles sont au propriétaire du sol. S'il en a besoin, il peut s'en servir dans certaines circonstances, moyennant une indemnité au propriétaire du terrain.

RECHERCHES FAITES PAR UN TIERS SANS AUTORISATION DU
PROPRIÉTAIRE, NI DU GOUVERNEMENT

Ces recherches sont illicites et constituent un délit minier, qui tombe sous le coup des pénalités édictées par

(1) Décret ministériel du 15 décembre 1838. — Aguillon, t. I, nos 124 et 129. — Dupont, *Cours*, p. 52 et 70. — Féraud-Giraud, t. I, n° 270. — Bréchignac et Michel, nos 105 et 343.

les articles 93 et suivants de la loi de 1810. Le préfet a, en outre, le droit de prendre un arrêté formel ayant pour but de les interdire.

Par application des articles 1382 et suivants du Code civil, le propriétaire superficiaire a une action en dommages-intérêts contre l'explorateur à raison des dégâts qu'il a causés à la surface. Et l'on s'accorde également pour décider que, dans le cas où l'explorateur a enlevé des substances non concessibles, le propriétaire superficiaire a, en outre, contre lui, une action en revendication et une action en dommages-intérêts. Toutes ces actions relèvent des tribunaux de droit commun (1).

Que décider si les substances enlevées sont concessibles?

Si la mine est concédée, le concessionnaire les revendique ou s'en fait rembourser la valeur.

Si la mine n'est pas concédée, le même droit est au propriétaire de la surface, si l'on considère que tant qu'une mine n'est pas concédée, elle est à ce propriétaire (2). Mais l'administration dénie ce droit de propriété au propriétaire de la surface, elle lui reconnaît seulement droit à une indemnité, que, par analogie avec les articles 6 et 42 de la loi de 1810, le gouvernement a seul le droit de fixer. Un certain nombre d'auteurs partagent cette opinion (3). Et il a été jugé notamment en ce sens que le droit qui appartient au gouvernement seul de fixer les droits du propriétaire de la surface dans les produits de la mine, s'applique généralement aux droits sur les

(1) Aguillon, t. I, n^{os} 110, 88. — Lecocq, *Revue des mines*, année 1888, p. 142. — Bréchnignac et Michel, n^o 107. — Lyon, 14 janvier 1841, S. 1841. II. 177. — Conseil d'Etat, 16 avril 1841, D. 1841. III. 347; 9 juin 1842, D. 1842. III. 294. — Nîmes, 21 août 1849, Rec. arr. Nîmes, 1849, p. 353.

(2) Naudier, p. 38. — Féraud-Giraud, t. I, n^o 16. — Bury, t. I, n^o 35. — Cass., 1^{er} février 1841, D. 1841. I. 97. — Cass. belge, 26 avril 1849, *Pasicrisie belge*, 1849. I. 389.

(3) Aguillon, t. I, n^{os} 117 et 128. — Dupont, t. I, p. 83. — Chevallier, p. 60. — Datrooz, *Belgique judiciaire*, 10 et 13 octobre 1861.

produits qui sont le résultat de recherches antérieures à la concession et non autorisées. En outre, les tribunaux judiciaires connaîtront de la demande en dommages-intérêts que le propriétaire de la surface pourrait former, en un tel cas, contre la personne qui a fait les extractions de minerai, et le tribunal civil, en condamnant un individu pour avoir ainsi fouillé sans concession, a le pouvoir d'ordonner la cessation immédiate des travaux (1).

Enfin, remarquons qu'au point de vue pénal, l'enlèvement, par un exploitant, non autorisé, de matières concessibles ou non, constitue un vol, et est punissable comme tel (2).

(1) Conseil d'Etat, 16 avril 1841 et 9 juin 1842 précités. — Limoges, 22 mars 1870, *Revue judiciaire du Midi*, 1870. I. 238. — Cotelle, t. II, p. 59. — Joussetin, t. II, p. 29. — Naudier, p. 123. — Richard, n° 135. — Lyon, 14 janvier 1841 précité. — Douai, 24 août 1853, *Jurisprudence de Douai*, 1859, p. 428. — Cass., 17 janvier 1835. P. chr.

(2) Comp. Cass. 27 avril 1866, S. 1866. I. 449, et 13 mars 1897, *Pandectes françaises périodiques*, 1898. VII. 106.

CHAPITRE II

Mesures préventives.

MESURES PRÉVENTIVES RÉSULTANT DU PERMIS DE RECHERCHES

La condition de l'explorateur qui a obtenu du gouvernement la permission de faire des recherches sous la propriété d'autrui, est bien différente de celle du propriétaire qui fait des fouilles dans son terrain.

Autant l'un possède de liberté, comme nous l'avons vu, autant l'autre, avant d'obtenir le permis qui lui donnera le droit d'occuper des terrains appartenant à des tiers, doit subir de formalités longues et dispendieuses établies par la loi.

L'article 10 de la loi de 1810 énumère sommairement les conditions nécessaires à l'obtention du permis de recherches :

« Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire de la surface ou avec l'autorisation du gouvernement, donnée après avoir consulté l'administration des mines, à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire et après qu'il aura été entendu. »

Le ministre de l'intérieur Montalivet, à la date du

3 août 1810, a, dans une instruction, commenté pratiquement cet article et en a réglé l'application. Celui qui veut explorer le fonds d'autrui doit en adresser une demande au préfet, qui, après enquête, statue sur elle et fait parvenir l'arrêté qu'il aura pris au ministère de l'intérieur. L'instruction ministérielle ajoute « pour être statué définitivement ». Car d'après l'article 10, c'est au gouvernement qu'il appartient de décider sur la demande de recherches. Toutes les formalités à remplir pour que ces actes préliminaires aient leur pleine validité, sont longues et dispendieuses; elles sont bien faites pour décourager l'explorateur aventureux et défendre le propriétaire contre les entreprises hasardeuses. Celui-ci connaîtra le danger qui le menace : aussi, souvent préférera-t-il traiter à prix d'argent avec le futur explorateur. D'autres fois, il écartera toutes recherches en alléguant qu'il a des indications pertinentes sur la richesse minière de son terrain, fournies peut-être par des recherches personnelles. Et, à ce propos, une question surgit. Il faut se demander si le propriétaire ne pourrait pas écarter tout explorateur, en pratiquant lui-même des fouilles sous son terrain ? Ne peut-on pas soutenir, en ce cas, que l'intérêt public est sauvegardé et que toute expropriation devient inutile et partant injuste ? Le Conseil d'Etat a le plus souvent résolu cette question contre le propriétaire. Le droit qui lui appartient ne doit point faire obstacle au droit de l'Etat. L'action du gouvernement ne doit jamais être paralysée par un simulacre de recherches ou par des recherches mal conduites. L'intérêt public exige que l'exploration soit confiée au plus capable. Et, à ce point de vue, le propriétaire n'inspirera pas toujours le plus de confiance (1).

En sens contraire, doit-on décider que le propriétaire

(1) Cf. *Annales des mines*, t. XVI, p. 721 et 730.

perd son droit de libres recherches par cela seul qu'un permis d'exploration a été concédé à un tiers, en vertu de l'article 10? La question est très controversée et toute la difficulté provient de la rédaction, à double sens, de l'article 12 de notre loi qui s'exprime ainsi : « ... Il (le propriétaire) sera obligé d'obtenir une concession avant d'établir une exploitation. Dans aucun cas, les recherches ne pourront être autorisées dans un terrain déjà concédé. » Que signifie cette interdiction de recherches, ainsi faite par un texte proclamant le droit du propriétaire? Et quel est ce terrain concédé?

Cela peut s'entendre d'un terrain faisant actuellement l'objet de recherches autorisées et alors l'article 12 interdirait au propriétaire d'exercer son droit de fouilles concurremment avec celui qui a obtenu le permis. Mais cela est contredit dans le rapport présenté au corps législatif par M. de Girardin, qui déclare que « des recherches qui auraient pour objet une mine concédée seraient une entreprise sur la propriété d'autrui ». Il est plus vraisemblable que l'article 12 *in fine* supprime le droit de recherches dans le territoire soumis à une exploitation régulière en vertu d'une concession. Quant à la portée de l'interdiction : *pour les uns*, ceux-ci s'appuyant sur les mots « en aucun cas », décident d'une manière absolue qu'il ne peut être fait aucune recherche par qui que ce soit dans les limites du territoire concédé ; *pour les autres*, ce monopole est limité seulement à la substance même pour l'extraction de quoi a été accordée la concession. Le droit de recherches subsiste donc au moins au profit du propriétaire. Il est plus douteux qu'il subsiste aussi au profit d'un explorateur étranger, car l'article 12 interdit l'autorisation des recherches dans un territoire concédé (1).

(1) Cf. Delebecque, t. II, n° 760. — Peyret-Lallier, n° 173. — Dupont, p. 130 et suiv. — Aguillon, n° 113.

Donc le propriétaire doit être prévenu de la demande en recherches qui a son terrain pour objectif, il doit être entendu dans l'enquête préliminaire. Or qu'arrivera-t-il si l'on a omis de le prévenir, de l'entendre? Tant que le décret n'est pas rendu, il a le droit de présenter au ministre les observations qu'il jugera convenables. Ce recours gracieux lui est toujours ouvert. Ajoutons qu'il ne peut être question ici d'un recours contentieux, puisque « à défaut de texte législatif qui les place dans le domaine de la juridiction administrative, les réclamations élevées contre les actes de l'administration active qui ne blessent que des intérêts, n'appartiennent pas au contentieux administratif », comme le fait remarquer M. Ducrocq au n° 245 de son Cours de Droit administratif.

Ces mesures préventives, qui viennent de nous occuper, sont antérieures au permis de recherches. D'autres sont édictées par le permis lui-même. L'autorité administrative peut, en effet, émettre des prescriptions variant suivant les circonstances. Deux cependant ont été prévues dans l'instruction ministérielle du 3 août 1810. L'une concernant la durée des recherches. « Cette durée, dit-elle, conformément aux anciens usages, n'excédera pas deux années. Les permissions pourront être renouvelées après cette époque, s'il y a lieu, sur l'avis de l'administration des mines, et aux mêmes conditions à l'égard des propriétaires des terrains ».

L'autre clause est relative au délai que peut laisser courir l'explorateur avant de commencer les travaux : un délai trop long pourrait être nuisible aux intérêts du propriétaire superficiaire. Aussi le ministre a fixé ce délai à trois mois. De plus, les travaux commencés, l'administration se réserve de contrôler la diligence de l'explorateur. Et si on le trouve inactif, sur le rapport du préfet et de l'administration des mines, la permission de recherches peut être révoquée par décret et accordée à d'autres.

MESURES PRÉVENTIVES RÉSULTANT DU DÉCRET
DE CONCESSION

Les formalités à suivre pour obtenir des concessions sont contenues au titre IV de la loi de 1810.

L'article 22 porte que « la demande en concession sera faite par voie de simple pétition adressée au préfet qui sera tenu de la faire enregistrer à sa date sur un registre particulier et d'ordonner les publications et affiches dans les dix jours ». L'instruction ministérielle du 3 août 1810 vient compléter cet article en exposant les mentions que la pétition doit contenir, c'est-à-dire « les nom, prénoms, qualités et domicile du demandeur, la désignation précise du lieu de la mine, la nature du minerai à extraire, l'état auquel les produits seront livrés au commerce, les lieux d'où l'on tirera les bois et combustibles qui seront nécessaires, l'étendue de la concession, les indemnités offertes aux propriétaires des terrains, à celui qui aurait découvert la mine, s'il y a lieu, la soumission de se conformer au mode d'exploitation déterminé par le gouvernement ».

L'article 14 exige que le pétitionnaire justifie des facultés nécessaires pour « entreprendre et conduire les travaux et des moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui lui sont imposées par l'acte de concession ». L'instruction ministérielle ajoute que le pétitionnaire devra produire un extrait du rôle de ses impositions, ou, si le pétitionnaire est une société, à produire un acte de notoriété établissant que les membres réunissent les qualités nécessaires pour exécuter les travaux et acquitter les indemnités ou redevances auxquelles la concession peut donner lieu.

La pétition ainsi formée, l'article 25 charge le secrétaire général de la préfecture de délivrer au demandeur

un extrait certifié de la procédure concernant la demande en concession. Dans les dix jours de la réception de la demande, le préfet est tenu d'ordonner les publications et affiches. L'article 23, modifié par la loi du 27 juillet 1880, a réduit à deux mois le délai pendant lequel l'affichage doit avoir lieu.

Enfin notre nouvel article 23 exige deux publications faites à un mois d'intervalle dans certains journaux.

Les publications des demandes, d'après l'article 24, doivent être faites sur la porte des maisons communes et des églises paroissiales et consistoriales, un jour de dimanche et au moins une fois par mois pendant la durée des affiches. Les maires sont tenus de certifier ces publications.

Toutes ces formalités ont pour but de prévenir les intéressés, c'est-à-dire l'inventeur de la mine, s'il y a lieu, et les propriétaires du sol que le pétitionnaire voudrait faire comprendre dans sa concession. Seront aussi prévenus l'usufruitier, l'usager et généralement toute personne pouvant exercer un droit réel sur le sol, encore le créancier hypothécaire qui verra son droit reporté partiellement sur la redevance que le futur concessionnaire sera tenu de payer aux propriétaires de surface.

Tous les intéressés peuvent donc faire opposition à la pétition et, en vertu de l'article 26, modifié par la loi du 27 juillet 1880, ils peuvent aussi formuler une demande en concurrence.

Le délai des affiches et publications expiré, le préfet envoie son avis au ministre, d'après l'article 27. Dès lors, toutes les oppositions sont admissibles devant le ministre ou le secrétaire général du Conseil d'Etat : « Dans ce dernier cas, ajoute l'article 28, l'opposition aura lieu par une requête signée et présentée par un avocat au Conseil d'Etat, comme il est pratiqué pour les affaires contentieuses, et, dans tous les cas, elle sera notifiée aux parties

intéressées. Si l'opposition est motivée sur la propriété de la mine acquise par la concession ou autrement, les parties seront renvoyées devant les tribunaux et cours. »

Il faut assimiler les demandes en concurrence à l'opposition et décider que tant que le décret n'est pas rendu, toute opposition et toute demande sont admissibles (1).

L'instruction des diverses demandes ou oppositions s'achève devant l'autorité supérieure. Puis un décret en Conseil d'Etat statue définitivement sur les demandes en concession.

En tant qu'il désigne le concessionnaire, le décret est un acte de juridiction gracieuse, pouvant, certes, blesser des intérêts, mais non violer un droit : nul n'a droit, en effet, à la concession.

La règle générale à poser est que toute personne intéressée peut se prévaloir de l'omission d'une formalité pour attaquer l'acte de concession, lorsque, d'ailleurs, l'inaccomplissement de cette formalité (publications, affiches, etc.) a eu lieu en violation de la loi et au préjudice du réclamant.

CAHIER DES CHARGES. — L'instruction administrative précédant l'acte de concession constitue une mesure préventive d'une utilité générale. Le cahier des charges, annexé au décret, a pour objet principal de prohiber toute exploitation dommageable.

La loi de 1810 n'en parle pas. L'instruction ministérielle du 3 août 1810 énumère les obligations principales que doit contenir le décret.

Et c'est un décret du 18 novembre 1810 sur l'« organisation du corps des mines » qui, dans son article 24, édicte la nécessité de leur rédaction : « Les ingénieurs en

(1) Dupont, t. I, p. 188.

chef, dit-il, proposeront aux préfets et adresseront au directeur général les projets d'affiches et *les conditions du cahier des charges pour toutes les concessions de mines.* »

Ici nous arrête une question intéressante ayant trait à la légalité et par suite au caractère obligatoire de ces règlements. Le cahier des charges peut-il être assimilé à une convention échangée entre le concessionnaire et l'Etat ?

Si le décret de concession était un acte d'aliénation par lequel le gouvernement dispose d'une portion du domaine public, on comprendrait qu'il imposât à l'acquéreur toutes sortes de conditions non contraires aux lois. Mais il n'en est pas ainsi ; car, dans l'exposé des motifs de la loi de 1810, le législateur a eu soin de dire que les mines n'étaient pas biens nationaux. Il y a des intérêts divers à sauvegarder (droits du propriétaire, de l'inventeur, etc.) et, pour les ménager, le gouvernement est libre d'imposer au concessionnaire toutes les obligations qui sembleront convenables. Mais si d'autres motifs l'entraînent, le gouvernement commettra un abus de pouvoir et ses décisions devront être inefficaces. Quant aux clauses qui seraient contraires aux lois, il n'est pas douteux que leur effet soit nul.

Donc le gouvernement est libre de dresser l'acte de concession dans le sens des intérêts commis à sa garde ; mais, ce faisant, il n'a pas le droit de modifier la loi et ne peut la compléter en y introduisant des motifs qui lui sont étrangers.

Tous les intéressés peuvent se prévaloir des clauses du cahier des charges. C'est pour eux et comme leur mandataire légal que le gouvernement les a stipulés (1).

(1) Dalloz, 1886. I. 165.

MESURES RÉSULTANT DE L'ARTICLE 11 DE LA
LOI DE 1810.

La loi veut soustraire certaines catégories de biens aux dommages causés par la recherche des mines ou leur exploitation et elle a édicté en leur faveur l'article 11.

« Nulle permission de recherches ni concession de mines ne pourra, sans le consentement du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, ni d'établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins. Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de cinquante mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenant sans le consentement des propriétaires de ces habitations. »

Les modifications introduites dans l'ancien article 11 par la loi du 27 juillet 1880, ont été résumées ainsi par le rapporteur de la loi à la Chambre, dans la séance du 17 février 1880 :

« Le rayon de la zone de protection que le législateur de 1810 a établi pour assurer la tranquillité du domicile des citoyens est réduit de cent à cinquante mètres.

» La loi de 1810 traitait également toutes les clôtures murées, qu'elles fussent ou non attenantes aux habitations, tandis que le projet n'admet de protection pour les enclos, cours et jardins, qu'autant que ces clôtures murées dépendront d'une maison d'habitation.

» Les puits et galeries seuls sont tenus à une distance de cinquante mètres des habitations et enclos ; quant aux machines, magasins et ateliers, ils rentrent dans le droit commun (1). »

(1) *Journal officiel*, du 28 février 1880, annexe 2309.

Cette triple réforme était depuis longtemps réclamée par les concessionnaires de mines. Les avantages accordés au propriétaire de la surface par la loi de 1810 étaient excessifs : ainsi, un exploitant ne pouvait construire un magasin dans la zone asservie.

Pour échapper à cet inconvénient, on prétendit restreindre l'application de l'article 11, en soutenant que le propriétaire d'une habitation ne pouvait prétendre à une zone de protection qu'à la condition d'être en même temps propriétaire des terrains compris dans la zone (1). Ce système fut adopté par plusieurs Cours et tribunaux. Une loi belge, du 8 juin 1865, le consacra. Mais la Cour de cassation refusa de l'admettre et trancha la question en faveur du propriétaire (2). Cette jurisprudence eut des conséquences très préjudiciables au développement des exploitations minières (3).

La rédaction nouvelle de l'article 11 supprime toute difficulté. Conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, il n'est pas nécessaire, pour prétendre à une zone de protection, d'être propriétaire du sol compris dans la zone. Seulement, le rayon de la zone est réduit de moitié et les magasins et machines n'en sont pas exclus.

L'énumération contenue à l'article 11 doit être considérée comme limitative, car le législateur de 1880 a jugé utile d'ajouter, à la liste de l'ancien article, l'« établissement des ateliers » ; et, de plus, il est à considérer que cet article apporte des exceptions aux droits ordinaires de l'explorateur et du concessionnaire : *exceptiones sunt strictissimæ interpretationis*.

(1) En ce sens : Peyret-Lallier. — Dalloz, Douai, 5 décembre 1838. — Lyon, 7 décembre 1849. — Dijon, 13 juillet 1853.

(2) Cour de cassation, Chambres réunies, 19 mai 1856, D. 1856. I. 209.

(3) Rapport de M. Brossard, cité par Ducrocq, n° 412, note.

Quant aux propriétés que les explorateurs doivent respecter, la loi distingue :

1° Les enclos murés, cours et jardins;

2° Un périmètre de cinquante mètres de rayon autour des maisons d'habitation ou autour des clôtures murées attenantes aux maisons d'habitation.

La nouvelle rédaction de l'article 11 a fait cesser une controverse : seront protégés les enclos murés, les cours et les jardins et non seulement les enclos murés à destination de cour ou jardin.

Quant à la zone réservée, elle s'étend autour des clôtures murées attendant aux habitations, comme aux maisons d'habitation, mais non pas autour des jardins et des cours non murés qui avoisinent les maisons.

Pour décider dans quel cas une parcelle de terrain mérite l'appellation de cour ou de jardin, on doit reconnaître aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation.

Evidemment la loi ne protège pas les constructions ou enclos établis postérieurement aux travaux visés par l'article 11. Elle défend de faire ces travaux; elle n'ordonne pas de les démolir, lorsqu'ils ont été dûment exécutés. Et il n'y a lieu de distinguer que si une maison a été construite ou un enclos fermé postérieurement aux permis de recherches, mais antérieurement aux sondages et autres travaux. L'article 11, en ce cas, doit s'appliquer, car ses termes sont formels et nulle part il n'est trace d'une distinction entre maisons et enclos antérieurs au permis et ceux qui ont été établis postérieurement.

La mesure de protection édictée par l'article 11 est absolue. La résistance du propriétaire est invincible et, sans son consentement exprès ou tacite, aucune recherche ne peut être faite sur le terrain défendu. Le propriétaire pourra recourir au Conseil d'Etat par voie contentieuse contre un acte administratif qui viole son droit. Il peut aussi faire valoir son droit devant les tribunaux

civils (1). L'article 15 de la loi de 1810 contient une application formelle de ce principe.

Le propriétaire, invoquant l'article 11, peut donc, en dépit du décret, demander aux tribunaux de prononcer l'interdiction des travaux entrepris dans les limites protégées par la loi.

MESURES PRÉVENTIVES RÉSULTANT DES RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

L'Etat s'est réservé un droit de surveillance sur les mines. L'exercice de cette surveillance fait l'objet du titre V de la loi de 1810.

Deux sortes de tendances se manifestèrent, lors de la discussion de la loi, parmi les membres de la Commission : l'une, favorable à la réglementation des exploitations ; l'autre, inclinant à la liberté illimitée des concessionnaires. Napoléon fixa les irrésolutions de la Commission en s'exprimant ainsi sur le droit de surveillance réservé aux représentants de l'Etat : « On accordera aux ingénieurs le droit de visiter les mines, sous *le rapport de l'art seulement*. Lorsque, dans le cours de leurs visites, ils apercevront *des abus scandaleux*, ils en avertiront le préfet qui en référera au ministre et le ministre en rendra compte au gouvernement. L'abus de la propriété doit être réprimé toutes les fois qu'il nuit à la société. »

Dès lors, d'après les articles 47 à 50, les ingénieurs de l'Etat n'exercent le droit de surveillance que sous le rapport de l'art ; ils doivent dénoncer au gouvernement les vices, les abus ou dangers, la suspension et la restriction d'une exploitation ; l'autorité administrative interviendra pour obliger l'exploitant à prendre toutes les mesures

(1) Cassation, 21 avril 1823. — Conseil d'Etat, tribunal des conflits, 14 décembre 1832 et 18 février 1846. — Ducrocq, *loc. cit.*, n° 248, § 2.

nécessités par la sécurité publique ; quant aux améliorations à introduire dans une exploitation de mines, les concessionnaires ont une liberté d'appréciation complète pour les adopter ou les écarter.

ART. 47. — Les ingénieurs des mines exerceront, sous les ordres du ministre de l'intérieur et des préfets, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.

ART. 48. — Ils observeront la manière dont l'exploitation sera faite, soit pour éclairer les propriétaires sur ses inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, abus ou dangers qui s'y trouveraient.

ART. 49. — Si l'exploitation est restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au ministre de l'intérieur, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

ART. 50, modifié par la loi du 27 juillet 1880. — Si les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent des villes, villages, hameaux et établissements publics, il y sera pourvu par le préfet.

Divers décrets et deux lois sont venus ensuite pour organiser cette surveillance administrative des mines.

Pour l'exécution de l'article 50, les mesures à prendre étaient, en quelque sorte, abandonnées à l'arbitraire des préfets. Le décret du 3 janvier 1813, simplifié par l'ordonnance du 26 mars 1843, est venu suppléer à cette lacune par des réglementations minutieuses. Le décret de 1813 ne s'occupe que de la sûreté des ouvriers et de celle des exploitations. Par une omission regrettable, il ne parlait pas des dispositions à prendre pour la protection de la surface.

Enfin, le décret du 25 septembre 1882 est venu compléter l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1843 qui, aujourd'hui, est ainsi conçu : « Dans les cas prévus par l'article 50 de la loi du 21 avril 1810, modifié par la loi

du 27 juillet 1880, et généralement lorsque, pour une cause quelconque, les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine seront de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent les villes, villages, hameaux et établissements publics, les explorateurs ou les concessionnaires seront tenus d'en donner immédiatement avis à l'ingénieur des mines et au maire de la commune dans laquelle la recherche ou l'exploitation sera située. »

L'article 8 du décret édicte, lorsqu'une exploitation est achevée, pour prévenir les dommages pouvant résulter de l'abandon des travaux, la défense au concessionnaire d'abandonner son exploitation en tout ou en partie, si auparavant elle n'a été visitée par l'ingénieur des mines.

La loi du 8 juillet 1890 n'a fait que confier à des délégués choisis par les ouvriers mineurs le droit d'inspection et de surveillance sur les travaux d'exploitation.

Et la loi du 27 avril 1838, suivie de l'ordonnance du 23 mai 1841, consacre les pouvoirs de l'administration, en cas de danger résultant de l'inondation des mines.

D'après l'article 49 de la loi de 1810, l'administration peut encore intervenir dans l'exploitation des mines au point de vue de la conservation et de l'utilisation de la richesse minérale, et au point de vue de la défense de certains intérêts que l'article 50 a voulu soustraire à l'action dommageable des exploitations.

La question se posa un jour de savoir si le préfet pourrait interdire les travaux sur une parcelle dépendant d'une concession pour la conservation d'une source qui alimenterait des fontaines communales. Le Conseil des mines émit l'avis qu'en l'absence de dispositions légales, il n'appartenait pas à l'administration de protéger une

catégorie de biens que la loi n'avait pas sauvegardés. Avant la loi de 1880 un décret réglementaire, pas plus qu'un arrêté préfectoral n'aurait pu éloigner les exploitants « des voies de communication, des eaux minérales. des sources qui alimentent des villes... » L'énumération des biens protégés par l'article 50 était limitative : on ne peut y faire d'addition que par une loi.

Tranchant un point controversé jusqu'alors, la loi de 1880 a assimilé les travaux de recherches à ceux de l'exploitation quant à l'application de l'article 50.

Le concessionnaire peut-il réclamer des dommages-intérêts à l'occasion des mesures réglementaires qui resserrent ou suspendent son droit d'exploitation ?

La question met en opposition deux principes : la perpétuité et l'inviolabilité de la propriété minière, d'une part, et le droit de surveillance et de police donné à l'administration pour régler l'exercice de cette même propriété, d'autre part.

Elle se posa, pour la première fois, dans une affaire demeurée célèbre sous le nom d' « affaire des mines de Couzon », en 1833. (Mines de Couzon contre Lequin et Biot) (1).

Il y fallut discuter la question de savoir si la dépossession dûment imposée au propriétaire de la mine pouvait avoir lieu sans indemnité.

L'opinion, qui prévalut en dernière ligne, s'appuyait sur l'article 7 de la loi des mines : l'acte de concession donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous les autres biens « et dont on ne peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés ». L'Etat, en concédant une mine, crée une propriété à laquelle il ne peut plus toucher. Il ne saurait

(1) Dalloz, *Propriété des mines*, t. I, p. 159.

exproprier le concessionnaire, même pour cause d'utilité publique, qu'à la charge d'une juste indemnité. Comment donc pourrait-il déposséder indirectement au profit d'un autre concessionnaire sans indemnité aucune, pour l'existence d'une prétendue servitude d'utilité publique ? Il faut donc reconnaître au concessionnaire le droit de s'adresser aux tribunaux pour contraindre l'entrepreneur de transport, subrogé à l'Etat quant à la faculté d'exproprier pour cause d'utilité publique (dans le cas particulier de l'affaire dont s'agit), à réparer le préjudice causé. Le tribunal de Saint-Etienne admit cette opinion.

La Cour de Lyon, le 11 août 1835, réforma ce jugement. Et la Cour de cassation (1), réformant l'arrêt de la Cour de Lyon, adopta le jugement du tribunal de Saint-Etienne ; « car, disait un des considérants, le droit de surveillance réservé, par l'article 50 de la loi de 1810, à l'autorité administrative sur l'exploitation des mines, n'altère en rien le droit de propriété du concessionnaire et ne lui impose pas l'obligation de subir la perte d'une partie de sa concession pour la création d'un établissement nouveau, sans une juste indemnité. »

La Cour de Dijon, saisie par l'arrêt de renvoi, refusa la doctrine de la Cour de cassation.

La Cour de cassation annula encore l'arrêt de la Cour de Dijon, malgré les conclusions du procureur général Dupin (2).

Et la Cour de Grenoble admit enfin la doctrine déjà adoptée par le jugement du tribunal de Saint-Etienne et la Cour de cassation.

Cette jurisprudence se maintint depuis très uniformément.

Le nouvel article 50, en étendant les droits de l'admi-

(1) Cour de cassation, 18 juillet 1837, D. 1837. I. 441.

(2) Cour de cassation, 3 mars 1841, D. 1841. I. 164.

nistration à la protection des voies de communication, des eaux minérales, des sources... n'a pas eu pour objet d'abolir cette jurisprudence. Ce n'est qu'à l'égard des concessions postérieures à la loi de 1880 qu'on pourra dénier tous droits aux indemnités de dépossession en cas d'interdiction de travaux d'exploitation, devant assurer la sécurité aux voies ferrées.

Quant aux mesures prises par l'administration pour la protection des sources, eaux minérales..., on peut les assimiler à celles que le législateur de 1810 avait édictées en faveur des habitations.

CHAPITRE III

Mesures de garantie.

GARANTIE RÉSULTANT DE L'ARTICLE 10

L'explorateur, du fait même de ses travaux de recherches, cause un dommage au propriétaire du sol. La réparation de ce dommage fait l'objet des articles 10, 15 et 43 de la loi de 1810. Les deux premiers ont pour but de garantir le propriétaire de la surface contre l'insolvabilité de l'explorateur.

« ART. 10. — Nul ne peut faire de recherches sur le terrain d'autrui, même avec l'autorisation du gouvernement, qu'à la charge d'une préalable indemnité envers les propriétaires de la surface. »

Cet article est conforme au droit commun. En effet, à certains égards, l'exercice du droit de fouilles constitue une sorte d'expropriation. Et l'article 545 du Code civil édicte, en ce cas, la règle suivante : nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Un édit de Charles VI, en 1413, autorisait, ainsi que nous l'avons vu précédemment, « tous mineurs et autres à quérir, ouvrir, et chercher mines dans tous les lieux où ils pourraient en trouver, et aller traiter et faire ouvrir moyennant juste et préalable prix ».

L'article 10 suit donc la tradition et, de plus, est l'uni-

que moyen de contrôler la solvabilité de l'explorateur et de placer l'intérêt comme frein à son esprit d'aventure.

L'instruction du 3 août 1810 complète notre article en disposant que l'arrêté du préfet doit contenir « l'avis des experts sur l'indemnité à payer aux propriétaires ».

Quant à la juridiction compétente en matière de contestations relatives à ces indemnités, avant la loi de 1880, l'ancien article 44 donnait lieu à de nombreuses difficultés, et le nouvel article 43 s'exprime ainsi en cette matière, dans son dernier paragraphe : « Les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol aux concessionnaires de mines en vertu du présent article, seront soumises aux tribunaux civils. » Cet article ne vise textuellement que les indemnités réclamées au concessionnaire, mais il s'applique aussi à notre cas, car les motifs de la loi sont les mêmes pour les indemnités dues par l'explorateur.

Sur quelles bases sera faite l'évaluation de cette indemnité préalable ? On ne peut, en effet, apprécier une indemnité avant que le dommage soit causé. Les experts devront donc indiquer les dangers habituels et l'étendue approximative des dommages probables. L'indemnité, accordée par le tribunal, sera donc provisoire, conditionnelle et approximative. Le règlement définitif ne se fera qu'à l'issue des travaux.

A quel moment l'indemnité préalable est-elle fixée ? L'article 10 exige « que l'autorisation du gouvernement soit donnée à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire ». Le propriétaire peut donc s'opposer à toute occupation de son bien, tant qu'il n'a pas reçu la garantie que la loi lui accorde. Il agira par une demande introduite devant les tribunaux civils, tendant à interdire les travaux à entreprendre et la suppression de ceux entrepris.

Que devient ce droit à l'indemnité préalable tant que les travaux ne sont pas entrepris ?

L'obligation de l'explorateur date du jour où il fait des recherches sur le terrain d'autrui. Il peut commencer ses travaux au moment qu'il jugera convenable, dans le délai qui lui est imparti, à moins que le décret ne fixe un délai pendant lequel les travaux doivent être mis en activité. Du reste, le propriétaire a tout avantage à continuer la culture de ses biens, car, du jour où on le dépossédera, il pourra se faire indemniser de toutes les pertes qu'il va subir.

La loi ne s'occupe que du conflit existant entre l'explorateur et le propriétaire ; mais qu'advient-il si la propriété est démembrée entre un usufruitier et un nu propriétaire ? En ce cas, il est certain que la première victime de la dépossession sera l'usufruitier. Comment réparera-t-on le préjudice qu'il subit ? Peut-il s'en faire indemniser ?

Les articles 10, 11 et 41 à 45 de la loi de 1810 consacrent le principe affirmé par l'article 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

En réalité, l'article 545 protège non seulement la propriété, mais aussi tout droit acquis, et en nommant le droit de propriété, il est certain que le législateur n'a pas voulu restreindre à ce seul droit l'application d'une règle d'équité. De même dirons-nous de la loi de 1810 qu'elle indique sous la désignation du propriétaire toute la classe des ayants droit. L'usufruitier peut donc exercer tous les droits qui compètent au propriétaire lui-même, et peut se faire attribuer, comme le propriétaire, une indemnité préalable.

De même pour le titulaire d'une servitude, d'un droit d'usage ou d'habitation, s'exerçant sur le fonds soumis aux recherches.

De même enfin pour le concessionnaire de mines, si on peut autoriser la recherche de matières non concédées.

Le but de la *garantie* résultant de l'article 10 est donc d'empêcher que l'ayant droit, après avoir souffert des dégradations sur son terrain, ne puisse plus exercer un recours utile contre l'auteur du dommage. Or, pour assurer efficacement ce recours, il suffit que l'auteur des recherches fournisse préalablement une caution bonne et solvable qui s'engage jusqu'à concurrence de l'indemnité établie, ou qu'il consigne le montant de cette indemnité. Dès lors, il sera libéré valablement tant qu'il s'agira de dommages éventuels. L'ayant droit n'a pas intérêt à réclamer davantage : la limite de son intérêt est aussi celle du droit qu'il puise dans l'article 10.

GARANTIES RÉSULTANT DE L'ARTICLE 14

L'article 14 de la loi de 1810 est ainsi conçu : « L'individu ou la Société (demandeur en concession) doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux et des moyens de satisfaire aux indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession. »

La mine doit, en effet, être au plus capable. Pour être capable d'entreprendre l'exploitation d'une mine, il faut pouvoir supporter les charges nombreuses qui grèvent la concession ; il faut non seulement avoir la faculté d'entreprendre et de conduire les travaux fort coûteux de l'exploitation, mais il faut aussi présenter une solvabilité suffisante pour être en mesure de payer les indemnités mises à la charge du concessionnaire.

Avant de concéder, le gouvernement devra donc s'assurer que le demandeur en concession offre les garanties suffisantes. La loi ne détermine pas les justifi-

cations que le gouvernement doit exiger du concessionnaire et à juste titre, car les mesures que la loi aurait pu édicter à ce sujet risquaient d'être inutiles ou insuffisantes, les moyens de preuve, en cette matière, n'ayant qu'une valeur relative variant avec les circonstances.

L'instruction du 3 août 1810 exige du pétitionnaire la production d'un extrait du rôle des impositions, ou, en cas de société, un acte de notoriété établissant que les membres réunissent les qualités nécessaires pour exécuter les travaux et acquitter les indemnités. Le gouvernement peut se montrer plus exigeant et préciser, par décret, les modes d'exécution de l'article 14.

GARANTIE RÉSULTANT DE L'ARTICLE 15

L'article 15 parle des dommages causés par les travaux intérieurs des mines, mais il édicte aussi une mesure de garantie, qui, seule, nous occupera ici. Cet article est ainsi conçu :

« Il doit aussi, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, donner caution de payer toute indemnité en cas d'accidents ; les demandes ou oppositions des intéressés seront, en ce cas, portées devant nos Cours et tribunaux (1). »

Cet article est certainement applicable à l'explorateur ; nous voyons dans son historique une déclaration de Napoléon (2), faisant pressentir la garantie nouvelle de la caution, précédée de cette remarque : « Les observations

(1) Cette disposition peut être rapprochée de la loi 6 : *De metallariis et metallibus*, qui défend de pousser les travaux d'extraction du marbre sous les maisons, parce que les fondations en pourraient être ébranlées.

(2) Rapportée dans Locré, séance du 13 février 1810, ch. ix, p. 425.

présentées par M. Réal s'appliquent au mode d'exploitation ; l'article en discussion ne traite encore que de la recherche... »

Lorsqu'en effet, l'explorateur fait des fouilles « sous des maisons d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat », ne menace-t-il pas la vie de ceux qui se trouvent au-dessus de lui ? Le préjudice éventuel présente donc ici une gravité exceptionnelle ; cette caution ne fait donc pas double emploi avec l'indemnité préalable : elle la complète et la suit, et, malgré cela, il est très rare, en pratique, de voir les intéressés exiger ce supplément de garantie. La caution possède encore un autre avantage sur l'indemnité préalable : le propriétaire de constructions postérieures au permis de recherches pourra se prémunir contre les dommages causés à ses constructions et pourra en exiger caution. Si le concessionnaire est traité comme l'explorateur, on devra décider de même que la caution pourra lui être demandée à l'occasion de constructions édifiées après l'acte de concession (1).

L'article 15 parle de « travaux à ouvrir » ; les travaux en cours d'exécution, doit-on décider, sont aussi prévus par notre article, car la crainte des propriétaires superficiaires est la même : ils courent le même risque. Mais pour les travaux achevés, l'article 15 ne s'applique pas, car l'obligation qui y est consacrée est exceptionnelle et il faut interpréter restrictivement les termes de la loi (2).

Pour une raison analogue, on ne reconnaîtra aucun droit à la caution, si aucun accident, vu les circonstances, la consistance du sol, la profondeur des galeries, ne paraît probable.

Toute personne intéressée à invoquer l'article 15 a le

(1) *Contra* : Dupont, t. I, p. 305.

(2) Bury, n° 666.

droit de vérifier par elle-même l'existence du danger qu'elle invoque. Et le tribunal pourra ordonner, à l'explorateur, de produire ses plans et de laisser visiter ses travaux.

L'article 15 vise encore les travaux sous des maisons « ou dans leur voisinage immédiat ». Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour déclarer que ces mots concernent les maisons et lieux d'habitation et non pas seulement les exploitations (Aguillon, n° 332).

Mais qu'est-ce que le voisinage immédiat ? A défaut de limites précises données par la loi, il faut reconnaître ici au juge un pouvoir souverain d'appréciation, mais, dans tous les cas, il faudra toujours considérer que l'interprétation de l'article 15 doit être restrictive, ce texte ayant une portée exceptionnelle.

Les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour fixer le chiffre de la caution. L'indemnité éventuelle représentera la valeur du préjudice redouté. Et, pour cela, on devra se reporter au titre XIV du livre III du Code civil, et notamment à l'article 2040.

L'article 2041 permettra aussi à l'explorateur ou au concessionnaire de remplacer la caution par un autre gage tel qu'une hypothèque.

Dans le jugement, le tribunal devra préciser les dommages éventuels dont la réparation est ainsi garantie par la caution.

Si le cautionnement ne peut être fourni, l'article 15 *in fine* dit que les « oppositions » des intéressés seront portées devant les tribunaux et Cours. Ces oppositions seront la résistance des intéressés aux travaux de recherches ou d'exploitation, le droit de demander aux tribunaux d'en interdire la continuation.

Faut-il accorder aux tribunaux le droit d'interdire les travaux gravement nuisibles à la sûreté du sol ?

Dalloz, n° 216, observe que « la vie des hommes étant

plus précieuse que toutes les indemnités pécuniaires, les propriétaires pourraient même, nonobstant cautionnement offert, s'opposer encore à ce que les travaux fussent dirigés sous leurs habitations, s'il était démontré qu'il y eût péril imminent ».

Puis l'article 50 nouveau dit : « Si les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité publique, la conservation de la mine, la sûreté des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, celle des eaux minérales, la solidité des habitations, l'usage des sources qui alimentent les villes, villages et établissements publics, il y sera pourvu par le préfet. » Cet article confère donc à l'autorité administrative ce droit de haute protection qu'on voudrait attribuer aux tribunaux. D'où conflit. Mais, dans cet article, les mots « solidité des habitations » ne font évidemment allusion qu'au droit d'assurer la conservation des édifices privés. Dès lors, pourquoi permettre l'empiétement du pouvoir judiciaire sur l'autorité administrative ? L'administration est donc chargée de la protection des intérêts privés aussi bien que de celle de l'intérêt public.

Quelques bonnes que soient ces raisons, elles doivent s'effacer devant un droit supérieur qui est celui, pour le propriétaire, de défendre sa maison d'habitation et, pour l'exploitant, de conserver sa concession. La défense de la propriété, qu'elle soit souterraine ou superficière, est placée sous la sauvegarde de l'autorité judiciaire, c'est à la juridiction civile qu'il appartient donc de prescrire telles mesures qu'il sera bon.

La jurisprudence est certaine sur ce point et adopte cette opinion (1).

(1) Cour de cassation, 23 avril 1850 ; 17 juin 1857 ; 2 avril 1879.

Cependant ce droit, quoique reconnu à l'autorité judiciaire, n'est appliqué qu'avec une extrême réserve. Si un jugement dépasse les limites séparant l'intérêt privé de l'intérêt public, le préfet peut dénoncer cet empiétement en élevant le conflit. Mais les autorités administratives et judiciaires peuvent exercer librement leurs pouvoirs propres, quand le droit légitime des particuliers est menacé, à notre avis.

CHAPITRE IV

I. — INDEMNITÉS AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SURFACE ATTRIBUÉES PAR LE DÉCRET DE CONCESSION

L'article 17 formule la règle suivante : « L'acte de concession, fait après l'accomplissement des formalités prescrites, purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits du propriétaire de la surface et des inventeurs ou de leurs ayants droit, chacun dans leur ordre après qu'ils auront été entendus ou appelés légalement ainsi qu'il sera ci-après réglé. »

Sous un certain aspect, la propriété minière est considérée par le législateur comme accessoire de la propriété du sol, et les articles 6, 18, 42 reconnaissent alors au superficiaire certains droits sur le tréfonds. D'où naissance de l'indemnité due au propriétaire du sol.

Et Regnault de Saint-Jean d'Angely, dans l'exposé des motifs de la loi sur les mines, s'exprime ainsi sur la légitimité de cette indemnité (1) :

« On a reconnu qu'attribuer les mines au domaine public, c'était blesser les principes consacrés en l'article 522 du Code Napoléon, dépouiller les citoyens d'un droit consacré, porter atteinte à la grande charte civile, premier garant du pacte social.

» On a reconnu, d'autre part, qu'attribuer la propriété

(1) Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v^o mines, p. 621 et 622.

de la mine à celui qui possède le dessus, c'était lui reconnaître, d'après la définition de la loi, le droit d'user et d'abuser, droit destructif de tout moyen d'exploitation utile, productif, étendu, droit opposé à l'intérêt de la société qui est de multiplier les objets de consommation et de reproduction de richesse ; droit qui soumettrait au caprice d'un seul la disposition de toutes les propriétés environnantes de nature semblable ; droit qui paralyserait tout autour de celui qui l'exercerait, qui frapperait de stérilité toutes les parties de mines qui seraient dans le voisinage... Il a fallu faire d'une mine une création particulière, une propriété nouvelle, à laquelle toutes les définitions du Code Napoléon puissent s'appliquer. Dans cette création, le droit du propriétaire de la surface ne doit pas être méconnu ni oublié ; il faut, au contraire, qu'il soit consacré pour être purgé, réglé pour être acquitté, afin que la propriété que l'acte du gouvernement définit, limite et crée en vertu de la loi, soit d'autant plus invariable qu'elle aura plus strictement satisfait à tous les droits, désintéressé même toutes les prétentions. »

Ces principes sont appliqués par les articles 6 et 42.

« ART. 6. — Le décret de concession règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées.

» ART. 42. — Le droit accordé par l'article 6 de la présente loi aux propriétaires de la surface sera réglé sous la forme fixée par l'acte de concession. »

L'article 42 a été modifié ainsi par la loi du 27 juillet 1880. Et la redevance sera déterminée en se préoccupant des coutumes reçues et des qualités des gisements concédés, bien plus que des termes peu explicites de la loi. Le gouvernement a toute liberté pour déterminer les formes de la redevance due aux propriétaires de la surface. Cette redevance est une réparation offerte aux propriétaires de la surface, en raison de l'éviction qu'ils subissent par suite du décret de concession.

La redevance étant une sorte d'indemnité d'expropriation, comment se fait-il qu'un acte arbitraire du gouvernement le fixe? Si l'article 42 donne au gouvernement tous pouvoirs pour fixer les formes de la redevance, est-il également vrai que l'article 6 lui confère tous droits pour établir la quotité de cette même redevance?

Sans doute, pour justifier cette indemnité, ces droits, la loi peut les considérer comme l'équivalent de droits antérieurs grevant la mine au profit des mêmes propriétaires. Mais ces droits antérieurs n'ont qu'une existence purement théorique, puisque la même loi défend aux propriétaires superficiaires d'exploiter les richesses minérales gisant sous le sol : donc aucune atteinte à un droit utile. En admettant le principe de la redevance, le législateur de 1810 n'a obéi qu'à un scrupule d'équité. Une théorie importante invoquait le droit naturel pour donner au propriétaire du sol la complète disposition du sous-sol et des mines. D'anciens usages, depuis longtemps établis, autorisaient ce propriétaire à exploiter librement la mine et on n'osa pas condamner, d'un seul coup, la théorie et les usages. Tout en prohibant pour l'avenir l'exploitation des mines par les propriétaires de la surface, la loi leur assura une compensation, en réservant au gouvernement le soin de fixer la quotité (art. 6) et la forme (art. 42) de cette compensation.

Et il était juste et nécessaire de confier au gouvernement l'examen des motifs d'intérêt général qui, seuls, peuvent influencer sur le règlement de ces droits dont parle l'article 6, un débat litigieux ne pouvant intervenir pour la fixation de cette indemnité, vu le manque de règles précises pour fixer et évaluer le dommage.

Si le décret de concession est acte de juridiction gracieuse, il peut cependant être attaqué s'il a été rendu en dehors des formes légales. Si le propriétaire de la surface, en effet, lors des mesures d'instruction édictées par

la loi, n'a pas été légalement appelé, il devra être déclaré recevable à se pourvoir contre le décret de concession et ce décret sera rapporté, « ses droits ne seront pas purgés ». (Conseil d'Etat, 21 février 1814.) S'il a été entendu ou légalement appelé lors de l'instruction préparatoire, toute réclamation de sa part devra être repoussée. (Conseil d'Etat, 2 avril 1886.)

Malgré le décret de concession rendu dans les formes, la réclamation du propriétaire sera utilement formulée, dans le cas où il invoque un droit de propriété sur la mine même concédée par décret. Car il a le droit de poursuivre directement devant les tribunaux les pétitionnaires qui le troublent dans la possession de son bien, quoique l'opposition ait pu être proposée pendant la période d'instruction ; auquel cas, le ministre ou le Conseil d'Etat, saisi de l'opposition, aurait renvoyé devant les tribunaux judiciaires seuls compétents la question de propriété (art. 28).

L'article 6 donne au gouvernement le droit de fixer la redevance due au propriétaire de la surface. Ne faut-il pas préférer la fixation résultant d'un accord privé entre les propriétaires et le demandeur en concession ?

Jusqu'en 1842, on favorisait ces arrangements. Exemple : l'article 5 du cahier des charges pour les concessions créées en 1824 dans le département de la Loire : « S'il existe de semblables conventions, elles seront exécutées pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux règles qui seront prescrites en vue de l'acte de concession, pour la conduite des travaux souterrains et dans les vues d'une bonne exploitation. Dans le cas opposé, elles ne pourront donner lieu entre les parties intéressées qu'à une action en indemnité (1). »

Ainsi le décret ne fixait la redevance qu'à défaut d'un

(1) Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v^o mines, n^o 309.

accord antérieur entre les parties. Le principe de la liberté des conventions s'appliquait naturellement.

L'expérience montra les dangers des conventions de ce genre. Dans la période d'instruction, pour éviter les oppositions et les demandes en concurrence (surtout de la part des propriétaires du sol), le pétitionnaire accepterait des charges peu en rapport avec les exigences d'une exploitation régulière et profitable. C'est donc par un motif d'intérêt supérieur et pour éviter de livrer la mine à l'agiotage que la loi a investi le gouvernement du droit exclusif de fixer la nature et la quotité de la redevance (1).

Le 8 octobre 1843, une circulaire ministérielle décida qu'à l'avenir, les dispositions du tarif de redevances, contenu dans l'acte de concession ou dans le cahier des charges y annexé, seraient applicables nonobstant les stipulations contraires qui pourraient résulter de conventions antérieures entre un concessionnaire et les propriétaires de la surface, lesdites conventions étant, à cet égard, déclarées nulles et non avenues.

Peu après cette circulaire, la question se posa de savoir si des conventions contraires aux nouveaux cahiers des charges, nulles certainement à l'égard du gouvernement, n'étaient pas valables entre les parties contractantes ?

Le concessionnaire des mines de la Péronnière, avant l'acte de concession, règle amiablement ses redevances. Le gouvernement fixe un tarif plus avantageux. Le concessionnaire veut s'en tenir à ce tarif, d'où procès. Le tribunal de Saint-Etienne se déclare compétent : il peut statuer sur l'application d'un décret, qui, dans une disposition, prononce la nullité de toute convention antérieure relative aux redevances du propriétaire, déclare-t-il. Le préfet de la Loire prend un arrêté de conflits le 1^{er} juin 1843 (2).

(1) *Annales des mines*, 4^e série, t. IX, p. 607, et t. X, p. 761.

(2) Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v^o mines, n^o 502.

La question de compétence mise à part, pour nous, le tribunal administratif aurait dû admettre que les parties pouvaient traiter entre elles et déclarer excessive la disposition attaquée. Car, tant que dure l'instruction préparatoire de l'acte de concession, les droits du propriétaire de la surface sont futurs et incertains. Malgré cela, ils peuvent être l'objet de conventions, ils peuvent être aliénés, échangés, donnés. Dans ces conditions, il est manifeste que le pétitionnaire peut, aussi bien que toute autre personne, négocier cette valeur indéterminée. Cette valeur apparaîtra sous la forme d'une créance qui le grèvera : il peut importer beaucoup à ce débiteur futur de se rédimier à l'avance, par un marché aléatoire, de l'obligation que la loi fera peser sur lui.

Les documents de jurisprudence sur cette matière ont trait, le plus souvent, à la compétence. Le tribunal des conflits, en de nombreux arrêts (1), reconnaît la compétence des tribunaux administratifs. La Cour de cassation (2) reconnaît la compétence des tribunaux ordinaires, et ne reconnaît aucun effet, d'accord en cela avec le tribunal des conflits, aux conventions antérieures à l'acte de concession.

Par contre, on n'a jamais contesté la légitimité des conventions postérieures à l'acte de concession, modifiant le tarif des redevances. La volonté commune du créancier et du débiteur peut modifier leur rapports d'obligations (3).

II. — INDEMNITÉS A L'INVENTEUR DE LA MINE

A côté de l'indemnité que le concessionnaire doit au propriétaire de la surface, en réparation de l'éviction que

(1) Tribunal des conflits, 13 juin 1843, 24 janvier 1846, 5 novembre 1851.

(2) Cour de cassation, 11 février 1880, D. 1881. I. 16. — Dans le même sens, Dupont, t. I, p. 261 et suiv.

(3) Validité des conventions antérieures : Bury, *Législation des mines*, n°s 451 et suiv. — Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v° mines, n° 501.

ce dernier subit par suite du décret de concession, en existent d'autres qui pourront être accordées à l'inventeur, et pour la découverte de la mine, en vertu de l'article 16 de la loi de 1810, et pour les frais de recherches ou pour les travaux utiles à l'exploitation qu'il aura pu faire, en vertu de l'article 46 de la même loi.

1° *Indemnité pour découverte de la mine.* — Cette indemnité, établie par l'article 16, a pour objet de récompenser l'inventeur du service que la découverte de la mine a rendu à l'industrie minérale et de le dédommager, en quelque sorte, du bénéfice qu'il aurait pu espérer retirer de sa découverte. Ce n'est pas une indemnité représentative de ses travaux, de ses déboursés. Non, elle est fondée sur ce motif qui fut indiqué à la discussion de la loi au Conseil d'Etat, dans la séance du 24 juin 1809, que « si l'on indemnise l'inventeur de ses dépenses et non de la perte de ses bénéfices, qui que ce soit ne voudra entreprendre des recherches dont les frais demeurent à sa charge lorsqu'il échoue, et dont les avantages tournent au profit d'un autre lorsqu'il réussit (1) ».

Mais dans quelles conditions cette indemnité sera-t-elle due à l'inventeur ? Pour la Belgique, un avis du Conseil des mines, du 25 février 1842, fixe trois conditions : d'abord l'invention doit être le résultat de recherches faites en vue de découvrir la mine, puis les recherches doivent avoir été accomplies légalement, c'est-à-dire avec l'autorisation du gouvernement si l'autorisation est requise. Enfin, les recherches doivent être arrivées à démontrer la possibilité d'une exploitation utile (2). Pour la France, l'instruction ministérielle du 3 août 1810 (A. § 1),

(1) Locré, p. 108. — Naudier, p. 157. — Féraud-Giraud, t. I, n° 298. — Aguillon, t. I, n° 199. — Peyret-Lallier, t. I, n° 294. — Biot, p. 188.

(2) Bury, t. II, n° 209. — Splingard, n° 29.

fournit quelques données à cet égard en exposant qu' « on ne doit considérer comme découvertes, en fait de mines, que celles qui font connaître non seulement le lieu où se trouve une substance minérale mais aussi la disposition des amas, couches ou filons, de manière à démontrer la possibilité de leur utile exploitation ». L'instruction ministérielle n'exige donc pas qu'on ait fait des recherches régulièrement autorisées. Peu important les circonstances qui ont amené la découverte, pour que l'inventeur ait droit à l'indemnité. Le gouvernement appréciera, dans chaque cas, s'il y a invention et quel est l'inventeur. Il décidera, d'après les circonstances de chaque espèce, en tenant compte des difficultés que l'inventeur a eu à vaincre, de l'importance de la mine découverte... quel sera le montant de l'indemnité. Et un arrêt du Conseil d'Etat, du 10 mai 1889 (D. 1890. III. 81), décide que ce montant sera réglé souverainement par le gouvernement en Conseil d'Etat dans l'acte de concession (1). Les sommes ainsi allouées par le gouvernement sont très variables, en pratique on en a vu de 200 francs et d'autres de deux millions. Quelquefois, cette indemnité sera réglée sous la forme d'une rente annuelle, et ce système paraît plus équitable surtout quand la rente est proportionnelle aux bénéfices produits par l'exploitation.

On a dit que la fixation de l'indemnité par des conventions entre les particuliers semblait contraire au texte de l'article 16 qui dit expressément : « l'indemnité réglée par l'acte de concession ». Mais toute difficulté disparaît et le texte se trouve littéralement respecté quand l'acte de concession a consacré un tel règlement. On peut cependant soutenir que l'acte de concession n'a pas à intervenir, quand les parties ont réglé et que c'est seulement à défaut d'accord entre les parties que l'article 16 doit

(1) Mignerou, *Annales des mines*, 3^e série, t. II, p. 564.

recevoir son application. Et les travaux préparatoires fournissent un argument en faveur d'une telle doctrine : « Il sera difficile de régler l'indemnité, disait l'archi-chancelier. Ce sera un moyen de plus de forcer le propriétaire et l'inventeur de s'arranger de gré à gré, dans l'incertitude où ils seront sur la composition qu'ils obtiendront par l'acte du gouvernement (1). » Et les difficultés pouvant naître d'une telle convention seront de la compétence des tribunaux ordinaires.

Quel que soit le pouvoir discrétionnaire du gouvernement dans la fixation du chiffre de cette indemnité, il nous faut reconnaître que cette indemnité est cependant pour l'inventeur un véritable droit. Et ce droit peut alors être l'objet de tous les contrats que la législation autorise à l'égard de droits analogues. Et cette remarque nous amène à nous demander quelle est *la nature du droit reconnu* par l'article 16 à l'inventeur ?

Est-ce un droit personnel contre le concessionnaire primitif ? Est-ce un droit réel sur la concession elle-même, de telle sorte que l'inventeur aurait une action en tout temps contre le détenteur actuel de la concession, quel qu'il fût ?

Ce second caractère doit être reconnu à ce droit de l'inventeur à une telle indemnité, certainement si l'indemnité est réglée par une rente annuelle. Et il lui est encore reconnu d'ordinaire, même si elle est réglée par une somme fixe, car cela est plus conforme à l'idée essentielle « qui consiste à considérer l'entreprise de l'exploitation d'une mine et partant la mine, sans distinction des personnes, entre les mains de qui elle se trouve, comme une abstraction, une individualité juridique, qui subsiste inaltérée jusqu'à épuisement du gisement (2) ». Plus juridi-

(1) Locré, *Législation des mines*, p. 108.

(2) Aguillon, t. I, n° 203.

quement on peut dire que l'inventeur a rendu un service dont profitent tous les concessionnaires successifs et qu'ainsi la réclamation de l'inventeur a une base légale quand elle est dirigée contre le représentant actuel de la propriété minérale. Ajoutons que si le concessionnaire mis en cause n'est pas le concessionnaire primitif, il pourra naturellement exercer son recours contre son auteur pour faire trancher le litige suivant les conditions d'après lesquelles la cession de la mine est intervenue entre eux. Mais cette cession doit être *res inter alios acta...* pour l'inventeur qui ne peut connaître que la mine, le concessionnaire ou l'entreprise actuels.

2° *Indemnités pour frais de recherches de la mine.* — Aux termes de l'article 46 de la loi de 1810, « toutes les questions d'indemnité à payer par les propriétaires des mines, à raison des recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, seront décidées conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ».

Ce texte semble confondre les indemnités pour recherches proprement dites et les indemnités pour travaux. Ces deux espèces d'indemnités doivent pourtant être distinguées pour être évaluées séparément, car les dépenses nécessitées par les recherches ne seront pas toujours les mêmes que les dépenses faites pour l'établissement des travaux d'exploitation (1). Les frais de recherches proprement dits devront comprendre les travaux qui ont conduit à la découverte du gisement, bien qu'ils ne soient pas ensuite profitables à l'exploitation ultérieure de la mine. Mais encore l'indemnité pour frais de recherches ne sera-t-elle due qu'à l'explorateur qui est en même temps l'inventeur. Ce point a été affirmé dans la discussion au Conseil d'Etat, dans la séance du 24 juin 1809,

(1) Bréchnignac et Michel, n° 243. — Bury, t. II, nos 819, 822, 827. — Dufour, *Droit administratif*, t. VI, n° 656.

par Regnaud de Saint-Jean d'Angely : « Il est rare, disait-il, que les premiers travaux conduisent à découvrir une mine, on ne la trouve pour l'ordinaire qu'après des recherches longues et infructueuses, entreprises à grands frais et ensuite abandonnées par plusieurs compagnies successives. Les nouveaux entrepreneurs profitent des travaux précédents, mais ils n'en tiennent pas compte à ceux qui les ont faits, car s'il leur fallait rembourser toutes les dépenses précédentes, et qui ont causé la ruine de leurs auteurs, ils ne pourraient pas se charger de l'entreprise. On ne doit donc obliger le propriétaire, lorsqu'il obtient la concession, que d'indemniser l'inventeur, c'est-à-dire celui dont les recherches récentes ont réussi (1). » Et cela se comprend, l'indemnité ayant son origine dans la découverte qui a été le résultat des frais à rembourser.

Le but de cette indemnité étant d'éviter une perte à l'explorateur qui a réussi et ne devient pas concessionnaire, elle devra comprendre le remboursement intégral de ses frais. Et cela est équitable. Sans doute, l'explorateur aura fait souvent plus de dépenses qu'il n'aurait fallu en faire pour découvrir la mine, si l'on n'eût pas été dans l'incertitude sur la disposition du gîte à l'époque des recherches. Mais il faut tenir compte du caractère aventureux que présente la recherche des mines, et considérer que le concessionnaire aurait probablement fait les mêmes dépenses en pure perte, s'il s'était livré lui-même aux travaux d'exploitation. Il arrivera ainsi que le concessionnaire pourra être tenu de payer à l'inventeur des travaux antérieurs à ceux de l'inventaire lui-même, si ce dernier a payé quelque chose à l'explorateur primitif pour avoir le droit de continuer les recherches. Mais il ne faut pas toutefois que les dépenses aient été manifeste-

(1) Locré, *Législation des mines*, p. 107.

ment engagées sans raison suffisante. Car on ne saurait poser comme principe qu'une indemnité serait toujours due à ceux qui ont fait des recherches quelconques relativement à une mine avant la concession. Si bien que les concessionnaires d'une mine ne doivent aucune indemnité aux explorateurs (et cela a été jugé à diverses reprises) pour leurs travaux de recherches, si ces travaux n'ont fourni aucune indication utile sur la direction et la disposition des couches exploitables comprises dans la concession (1), et s'ils n'ont présenté pour les concessionnaires aucune utilité directe ni indirecte, tant à raison de la façon dont ils ont été exécutés que de leur peu d'importance. Enfin un arrêt du Conseil d'Etat, du 11 mai 1872 (D. 1873. III. 92), a décidé que l'explorateur d'une mine n'a pas le droit de se faire rembourser par le concessionnaire de la totalité des dépenses qu'il a faites, lorsque les travaux d'exploration ont été exécutés dans des conditions dispendieuses, hors de proportion avec les résultats obtenus.

3^o *Indemnités pour les travaux utiles à l'exploitation.* — Il s'agit ici de travaux qui ont pu n'être d'aucune utilité pour la découverte de la mine, mais qui sont utiles à son exploitation. Ce sont ceux que vise l'article 46 en parlant des « travaux antérieurs à la concession ». D'après une jurisprudence bien assise, ce sont tous les travaux qui présentent pour le concessionnaire une utilité soit directe soit indirecte, tous ceux dont le concessionnaire peut se servir pour la poursuite de son exploitation et même tous ceux qui, sans pouvoir être directement utilisés, comme certains sondages par exemple, profitent au concessionnaire par les indications utiles qu'ils lui fournissent

(1) Conseil d'Etat, 3 février 1859 (D. 1859. III. 81); 10 janvier 1867 (D. 1868. III. 97). — Peyret-Lallier, n^{os} 294 et suiv. — Dupont, *Jurisprudence*, t. I, p. 326. — Dufour, *Lois des mines*, n^o 64. — Bury, t. II, n^o 821.

sur l'allure ou la nature du gisement. L'indemnité afférente à ces travaux se fonde uniquement sur l'utilité qu'ils présentent pour l'exploitation elle-même; d'où il suit qu'elle ne sera pas comme l'indemnité, pour frais de recherches proprement dits, attachée à la qualité d'inventeur (1). D'autre part, cette indemnité n'a d'autre objet que de faire payer au concessionnaire le profit qu'il retire de travaux exécutés par autrui, ces travaux ne donneront donc lieu à indemnité qu'autant qu'ils seront reconnus applicables à la poursuite de l'exploitation, mais aussi l'indemnité ne comprendra que la représentation de l'utilité actuelle que les travaux ont pour le concessionnaire, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas dépasser la valeur du profit que le concessionnaire peut en retirer; nouvelle différence entre l'indemnité pour travaux et l'indemnité pour frais de recherches.

Au sujet de la quotité de l'indemnité, s'il y a lieu de mettre à la charge des concessionnaires une indemnité au profit du propriétaire, à raison des travaux faits par ce dernier avant la concession et qui peuvent être utilisés pour l'exploitation de la concession, le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 6 mars 1872 (*Lab. chr.*, p. 130), a décidé qu'il n'y a pas à déduire du montant de cette indemnité le montant des bénéfices que ces travaux ont pu procurer au propriétaire. Le Conseil d'Etat, le 3 février 1859 (D. 1859. III. 82), a encore jugé que l'explorateur n'a droit à aucune indemnité à raison des ouvrages qu'il aurait exécutés, antérieurement à la concession, pour l'exploitation provisoire de la mine, si ces ouvrages ne peuvent être utilisés par les concessionnaires, ni à raison des frais qu'a pu entraîner l'exploitation provisoire, ni à raison des

(1) Peyret-Lallier, t. I, n° 295. — Dupont, *Jurisprudence*, t. I, p. 323, *Cours*, p. 208. — Féraud-Giraud, t. I, n° 300. — Aguillon, t. I, n° 207. — Bréchignac et Michel, n° 411. — Bury, t. II, n° 827.

frais des expériences faites pour constater les qualités des produits de la mine, et, de plus, que les concessionnaires ne sont pas tenus de reprendre les outils ayant servi à l'exploitation provisoire et qu'ils ne sont pas tenus, enfin, de rembourser à l'explorateur le prix des terrains dont celui-ci a pu faire l'acquisition pour établir ses travaux de recherches et d'exploitation ou les sommes qu'il a payées pour la location des terrains dans lesquels il a pratiqué des extractions.

Les deux indemnités, pour frais de recherches et pour travaux utiles à l'exploitation, sont toutefois assimilables en un point, c'est quant à l'autorité chargée de leur fixation en cas de désaccord entre les parties. A l'encontre de l'indemnité due pour découverte de la mine, réglée par décret en Conseil d'Etat, les deux autres indemnités sont réglées par le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. Tel est le sens du renvoi fait par l'article 46 de la loi de 1810 à l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII. Pour fixer l'indemnité, le Conseil de préfecture recourra habituellement à une expertise, mais cette dernière n'est point obligatoire.

Au sujet de la double indemnité dont le principe est reconnu par l'article 46, on s'est demandé si l'intéressé pouvait en poursuivre le recouvrement contre tout concessionnaire actuel ou seulement contre le concessionnaire primitif. La question est la même que pour l'indemnité reconnue à l'inventeur par l'article 16. Nous devons lui donner la même solution et pour les mêmes motifs : dans toutes hypothèses, l'indemnité est une charge de la concession plus qu'une dette du concessionnaire primitif ; par conséquent, le paiement pourra en être réclamé au concessionnaire actuel, sauf recours de ce dernier, le cas échéant, contre son auteur (1). De plus, bien que cette

(1) Aguillon, t. I, nos 208 et 209.

double indemnité que vise l'article 46 soit un droit bien incertain quant à sa valeur et même quant à son existence, tant qu'il n'a pas été reconnu et fixé, ce droit n'en peut pas moins être transmis par l'inventeur ou l'explo- rateur en la personne duquel il s'est formé.

CHAPITRE V

Occupation du sol.

INDEMNITÉ POUR OCCUPATION

La servitude d'occupation est une restriction importante au droit de propriété du propriétaire du sol. La mine est, en effet, d'un accès difficile ; il a fallu, pour rendre l'exploitation possible, autoriser, dans certains cas, le concessionnaire à occuper la surface. Mais ce n'est pas, comme le voudrait M. Rey, une servitude permanente et perpétuelle ; c'est une servitude passagère, dont l'étendue et la durée sont en rapport avec les besoins de l'exploitation.

Ce droit d'occupation, on peut le dire, est une épave du moyen âge. Il en est question dans les ordonnances de Charles VI (30 mai 1413) et de Louis XI (septembre 1471).

Les lettres patentes de Henri II, du 10 octobre 1552, consacrent au profit du sieur de Roberval le droit « de prendre ès lieux qu'il verrait convenables terres, héritages et ruisseaux pour construire, bâtir et édifier toutes usines, moulins, fonderies, affineries et maisonnages nécessaires tant pour eux que pour mettre en œuvre, retirer et accommoder les choses provenant desdites usines et minières, en payant toutefois préalablement la

superficie des terres raisonnablement, selon que le cas le querra (1) ».

La loi de 1791 admettait aussi, d'une façon très large, le droit d'occupation.

La loi du 21 avril 1810, comme toutes les législations actuelles, l'a consacré dans les articles 43 et 44.

Ce droit d'occupation n'est pas spécial aux mines. Il existe en faveur des entrepreneurs de travaux publics. (Décret du 8 février 1868.) Il est accordé aussi au propriétaire d'un terrain enclavé qui réclame un passage sur un fonds le séparant d'une voie de communication.

Travaux auxquels s'applique le droit. — Sous l'empire de la loi de 1810 dont voici le texte des articles 43 et 44 :

ART. 43. — Les propriétaires de mines sont tenus de payer les indemnités dues au propriétaire de la surface sur le terrain duquel ils établiront leurs travaux. Si les travaux entrepris par les exploitateurs ou par les propriétaires de mines ne sont que passagers, et si le sol où ils ont été faits peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé.

ART. 44. — Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines, prive les propriétaires du sol de la jouissance du revenu au delà du temps d'une année, ou lorsque après les travaux les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut exiger des propriétaires des mines l'acquisition des terrains à l'usage de l'exploitation. Si le propriétaire de la surface le requiert, les pièces de terres trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface, devront être achetées en totalité par le propriétaire de la mine. L'évaluation du prix sera faite, quant au mode, suivant les règles établies par la loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais, etc., titre XI ; mais le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'exploitation de la mine.

Difficultés auxquelles donnent lieu : 1° les chemins de charroi ; 2° les voies ferrées.

(1) Lamé-Fleury, *Législation minière sous l'ancienne monarchie*, p. 5, 6, 14, 15, 41, 42.

Le concessionnaire d'une mine a évidemment le droit d'établir des chemins de charroi dans le périmètre de sa concession, s'il n'existe aucune voie de communication. Mais, s'il existe d'autres voies et en les supposant dans un état de délabrement tel que les transports sont difficiles, le concessionnaire ne pourrait-il pas, quoique l'enclave ne soit pas absolue, pratiquer d'autres voies plus appropriées aux nécessités de son exploitation ?

L'ancien droit qui nous paraît encore en vigueur sur ce point n'exigeait pas une enclave absolue. La preuve s'en trouve dans l'ordonnance de Charles VI (30 mai 1413), dans les édits de Louis XII (juillet 1514) et de Henri IV (mai 1604). L'article 21 de la loi de 1791 était conçu dans le même sens. Cependant l'ancien droit ne se préoccupait guère d'améliorer les voies de communication. Aussi, comment supposer un seul instant que le législateur moderne se soit montré moins large, moins soucieux des intérêts économiques que les auteurs de nos vieilles ordonnances ? Le législateur de 1810 ne s'est pas exprimé formellement à cet égard ; mais, dans les articles 43 et 44, il se sert de l'expression générale de *travaux*, susceptible de la plus large extension.

L'article 80 encore de la loi de 1810 montre bien que l'ancienne tradition a été continuée, que les travaux donnant lieu à l'occupation embrassent les chemins de charroi. Aux termes de cet article, les propriétaires d'usines métallurgiques ont le droit d'établir des chemins de charroi sur le terrain d'autrui. Evidemment le législateur a dû attribuer autant de droit aux concessionnaires encore plus dignes d'intérêt que les usiniers.

La pratique administrative s'est fixée en ce sens favorable à la prospérité des mines (1).

(1) Arrêté ministériel, 30 août 1838. — Circulaire du directeur général des mines, 6 septembre 1838. — Circulaire du 1^{er} décembre 1860.

Les mêmes raisons autorisent à admettre les voies ferrées, malgré leurs inconvénients spéciaux, au nombre des travaux donnant lieu au droit d'occupation. Le silence de la loi est naturel, il n'y a pas encore de chemins de fer.

Tous ces travaux peuvent donc être exécutés dans les limites du périmètre de la concession. Mais hors de ces limites ?

A s'en tenir aux articles 43 et 44, il faut répondre non. Mais des considérations d'utilité pratique firent admettre la théorie contraire. En effet, il peut être très utile de relier par une voie ferrée une exploitation à un chemin ou à un canal qui se trouve à quelque distance des limites de la concession et cela lors même qu'il existe une autre voie de communication, si cette voie fait un détour ou est incommode. Une loi belge, du 2 mai 1837, a donné satisfaction à ces besoins. « Le gouvernement, *article 12*, sur la proposition du conseil des mines pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir des voies de communication dans l'intérêt d'une exploitation de mines... » Cette règle fut suivie en France.

Les articles 43 et 44 de la loi de 1810 présentaient donc de graves lacunes ; ils n'expliquaient pas comment devait s'effectuer la prise de possession des terrains nécessaires aux travaux des mines ; ils n'énuméraient pas les travaux qui, par leur importance, justifiaient le droit d'occupation de la propriété d'autrui. La loi du 27 juillet 1880 a fait droit aux critiques soulevées contre les anciens articles. Et sa réforme semble avoir tenu un compte égal de l'intérêt des propriétaires de la surface et des nécessités de l'exploitation des mines.

ART. 43. — Le concessionnaire peut être autorisé par arrêté préfectoral, puis après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper dans le périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combus-

tibles, à l'établissement des routes ou à celui des chemins de fer ne modifiant pas le relief du sol.

Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou par un explorateur, muni du permis de recherches mentionné à l'article 10, ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture, au bout d'un an, comme il était auparavant, l'indemnité sera réduite à une somme double du produit du terrain endommagé.

Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol, pendant plus d'une année, ou lorsque après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires peuvent exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol.

La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface, doit être achetée en totalité, si le propriétaire l'exige.

Le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

Les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol aux concessionnaires de mines, en vertu du présent article, seront soumises aux tribunaux civils.

Les dispositions des paragraphes 2 et 3, relatives au mode de calcul de l'indemnité due au cas d'occupation ou d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherches ou d'exploitation ; la réparation de ces dommages reste soumise au droit commun.

ART. 44. — Un décret rendu en Conseil d'Etat peut déclarer d'utilité publique les canaux et les chemins de fer, modifiant le relief du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre, ainsi que les canaux, les chemins de fer, les routes nécessaires à la mine et les travaux de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux, à exécuter en dehors du périmètre. Les voies de communication créées en dehors du périmètre pourront être affectées à l'usage du public, dans les conditions établies par le cahier des charges.

Dans le cas prévu par le présent article, les dispositions de la loi du 3 mai 1841, relatives à la dépossession des terrains et au règlement des indemnités, seront appliquées.

I. — EXERCICE DU DROIT D'OCCUPATION

La loi de 1880 confère au pouvoir exécutif, ou simplement au préfet, le droit d'accorder le permis d'occupa-

tion. Un arrêté préfectoral suffit, s'il s'agit d'exécuter, dans le périmètre de la concession, l'un des travaux prévus par l'article 43, § 1^{er}. Il faut, au contraire, procéder par la voie de l'expropriation régulière pour les travaux énumérés dans l'article 44.

Le préfet ne doit accorder le permis d'occupation que lorsque ce permis est « nécessaire ». Il faut observer toutefois que le vœu de la loi est d'assimiler, au cas de nécessité, le besoin d'échapper à une dépense excessive que le permis d'occupation fera éviter. Les intentions du législateur de 1880 sont favorables à l'exploitant et il ne faut pas entendre, dans leur sens strict, les mots « occupation nécessaire ».

Un simple arrêté préfectoral permet de créer dans le périmètre de la concession des chemins de fer ne modifiant pas le relief du sol. Avant 1880, une jurisprudence libérale, comme nous l'avons vu, entendait dans un sens large le droit conféré à l'exploitant « pour l'exécution de ses travaux ». Le Conseil d'Etat avait validé (23 février 1870 ; 9 juillet 1875 ; 15 juin 1877) des permis d'occupation accordés pour établir des chemins de fer à voie étroite. Le dernier arrêt ne s'occupait plus de la largeur de la voie : le chemin de fer à la surface était donc assimilé aux chemins de charroi.

De plus, la faculté, timidement accordée autrefois par la jurisprudence, de construire, même hors du périmètre de la concession, des chemins de fer ou autres destinés à relier l'exploitation aux chemins déjà existants est formellement attribuée aux concessionnaires des mines par la loi de 1880, qui donne au gouvernement le droit d'en régler l'exercice par un décret rendu en Conseil d'Etat.

L'article 44 autorise encore, hors du périmètre concédé, l'établissement de « travaux de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des

eaux », après une déclaration d'utilité publique donnée par décret en Conseil d'Etat, comme pour les routes, chemins de fer et canaux.

Recours du propriétaire de la surface contre le permis d'occupation. — S'il s'agit d'un permis accordé par simple arrêté préfectoral, la loi ne veut pas que cet arrêté soit pris sans que le propriétaire ait été mis à même de présenter ses observations. Le propriétaire peut donc recourir au Conseil d'Etat par la voie contentieuse, s'il se plaint que la loi ait été violée à son détriment par cela seul qu'il n'a pas été entendu, ni dûment appelé par le préfet. L'arrêté ne peut avoir aucun effet avant d'être notifié au propriétaire : sans la notification, la voie de recours serait indéfiniment ouverte, parce que le propriétaire n'aurait pas été appelé valablement à faire valoir ses droits (1).

L'article 44 considère comme présentant le caractère d'utilité publique certains travaux nécessaires aux mines et la dépossession qu'il autorise, pour faciliter l'établissement de ces travaux, est une véritable expropriation, soumise aux règles de la loi du 3 mai 1841. Peut-on dire que l'article 11 s'oppose à ce que l'expropriation s'étende à certaines catégories de biens ? Non, car il serait singulier que la déclaration d'utilité publique eût moins d'effets, en ce qui concerne les travaux des mines, que pour des travaux d'un autre genre : établissement d'un tramway par exemple. De plus, on ne peut se pourvoir contre une déclaration d'utilité publique que par le recours extraordinaire pour incompétence ou excès de pouvoir, ouvert contre tous les actes de l'autorité administrative, s'ils ont été rendus en violation des formes substantielles.

Le droit d'occupation donné par l'article 44 se confond

(1) Montpellier, 9 février 1882. D. 1883. II. 155.

donc avec le droit d'expropriation. Le permis d'occupation résultera, en pareil cas, de l'arrêté préfectoral réglementé par la loi du 3 mai 1841, et désigné, en pratique, sous le nom d'arrêté de cessibilité. (Loi du 3 mai 1841, articles 4 à 12.)

II. — INDEMNITÉ POUR PRIVATION DE JOUISSANCE

Lorsque les travaux entrepris par l'explorateur ou le concessionnaire ne sont que passagers, il sera dû seulement une indemnité pour privation de jouissance. Mais il faut trois conditions :

- 1° Les travaux ne doivent durer qu'un an au plus ;
- 2° Le sol doit pouvoir être mis en culture au bout de ce temps ;
- 3° Le sol doit pouvoir être cultivé comme il l'était auparavant.

Alors l'indemnité est réglée à une somme double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé. Ce produit difficile à évaluer sera estimé par les tribunaux judiciaires qui ont ici tout pouvoir d'appréciation.

Si l'occupation dure plus d'un an, le propriétaire n'est pas tenu de contraindre l'exploitant à l'acquisition du terrain. S'il préfère demander l'indemnité de non-jouissance, celle-ci sera réglée annuellement et, par suite, à des taux divers et variables comme l'aurait été le produit net lui-même.

Le propriétaire a pu donner à bail le terrain occupé. En ce cas, l'évaluation est facile à établir : on extraira du revenu locatif le montant des impositions annuelles supportées par le bailleur. La jurisprudence a décidé que l'exploitant n'avait pas affaire avec le locataire, s'il y en a un, et ce n'est pas ce dernier qui touchera l'indemnité de non-jouissance, même si on maintient à sa charge

l'obligation de payer les fermages (1). Tout ce qu'on peut admettre, c'est que le fermier pourra réclamer des dommages-intérêts au concessionnaire, conformément au paragraphe final de l'article 43, s'il justifie que la diminution du prix du bail ne constitue pas un dédommagement suffisant.

Si le terrain est grevé d'un usufruit, l'usufruitier aura droit à la double indemnité de non-jouissance : il jouit, en effet, du fonds grevé comme le propriétaire lui-même.

Le titulaire d'une servitude n'a pas la jouissance du fonds, mais il a un droit réel sur le fonds, et, d'après l'article 545 du Code civil, il ne peut en être dépossédé que moyennant une juste indemnité.

Comment déterminer quand l'indemnité sera fixée au double (§ 2, art. 43) ou simplement proportionnée au dommage causé (paragraphe final, même article)?

Lorsque l'indemnité est fixée au double, on apprécie d'après le produit net du bien occupé. Or, une servitude ne donne pas, à proprement parler, de produit. Le titulaire pourra donc demander seulement à l'occupant des dommages-intérêts. Et lorsque l'occupant acquerra le terrain, il devra une indemnité définitive pour compenser la perte de la disparition du droit. A l'encontre des autres ayants droit à une indemnité, avant toute occupation le titulaire pourra exiger le paiement préalable des dommages-intérêts qui lui sont dus.

Faut-il décider que l'indemnité due au propriétaire de la surface, en vertu du paragraphe 2 de l'article 43, doit être payée préalablement? la loi de 1880 n'a pas tranché la difficulté.

En faveur du droit du propriétaire à réclamer l'indemnité préalable, on soutient que l'article 43 se réfère implicitement à l'article 10 qui oblige l'explorateur à

(1) Douai, *Gazette du palais*, 18 février 1888.

fournir l'indemnité avant de commencer les travaux. L'article 43, dit-on, met sur même rang l'explorateur et le concessionnaire : on ne peut dire que le permis d'occupation confère à l'un plus de droits qu'il n'en donne à l'autre et exempte le concessionnaire seul du paiement préalable. Dans l'opinion adverse, on soutient, au contraire, que l'article 43 n'assimile l'explorateur au concessionnaire qu'au point de vue de l'évaluation de l'indemnité. Si, dans une autre disposition, la loi a voulu protéger le propriétaire contre l'insolvabilité de l'explorateur, elle n'a pas jugé à propos d'étendre cette disposition au concessionnaire qui ne poursuit pas des travaux aléatoires et qui offre, dans sa concession même, un gage sérieux de solvabilité.

Notre opinion est que l'indemnité doit être préalable. Dans le silence de la loi (art. 43), il faut se référer aux règles du droit commun. L'article 545 du Code civil est d'une application générale : nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et *préalable indemnité*. Pour faire exception à l'article 545, il faut une disposition formelle et on la cherche vainement dans la loi des mines. En vain objecterait-on que l'occupation passagère n'impose pas au propriétaire la cession de sa propriété : il s'agit, dans tous les cas, d'une cession partielle, d'une dépossession matérielle et cela suffit pour qu'il y ait éviction prévue par l'article 545 (1).

Nous connaissons les règles particulières à la prestation de la préalable indemnité ; ajoutons que les obligations mises à la charge de l'explorateur par l'article 10 doivent s'appliquer ici.

(1) En ce sens : Peyret-Lallier, n° 420. — Dupont, t. I, p. 295. — Delebecque, n° 741. — *Contra* : Biot, p. 248. — Bury, n° 551. — Montpellier, 9 février 1882. D. 1883. II. 139.

Lorsque l'occupation passagère a cessé, l'explorateur ou le concessionnaire sont tenus de remettre le terrain occupé dans l'état où il était auparavant. Il ne faut pas empêcher, en effet, le propriétaire de reprendre son bien et de l'affecter à son ancienne destination. Le propriétaire, dit l'article 43, peut exiger l'acquisition du sol. Ainsi, c'est une simple faculté qui lui est offerte et à l'exercice de laquelle il peut renoncer. Il a donc le droit, soit d'exiger l'acquisition de son terrain, soit de se faire attribuer l'indemnité de non-jouissance tant qu'il n'a pas repris son terrain, et il n'est tenu de le reprendre que si les travaux ont duré moins d'un an et si le sol peut être rendu à son ancienne culture. Enfin, alors même qu'il n'est pas *tenu de reprendre* son terrain, le propriétaire *peut le réclamer* à l'exploitant ou obliger ce dernier à supprimer les traces de ses anciens travaux, si les nécessités de l'occupation ont cessé. Si les travaux ont bouleversé le sol au point de ne pouvoir remettre les lieux en leur état primitif, il faut décider, conformément à l'article 1142 du Code civil, que l'obligation de l'occupant se résoudra en dommages-intérêts (1).

Si le propriétaire des terrains occupés opte pour le paiement annuel des indemnités de non-jouissance, il acquiert un droit à une sorte de loyer du sol ainsi retenu par l'occupant. En ce cas, ces indemnités annuelles se prescrivent par cinq ans (article 2277 du Code civil édictant cette prescription, applicable à tout ce qui est payable par année).

Un arrêt de Lyon du 3 janvier 1857 écarte toute objection contre cette opinion : « Attendu, dit-il, que cette indemnité représentant le prix de l'occupation du sol est un revenu ; qu'elle est payable chaque année, c'est-à-dire à des échéances périodiques, qu'il importe peu que cette

(1) Lyon, 14 juin 1860. S. 1861. II. 163.

indemnité constitue une créance indéterminée ; que cette indétermination n'en laisse pas moins ouverte l'action en paiement ; que, même au point de vue de l'ordre public, c'est surtout les créances indéterminées dont il importe de hâter la liquidation et le paiement par la perspective d'une prescription imminente ; que, dès lors, elle tombe évidemment sous le coup des dispositions de l'article 2277. »

III. — DE L'ACQUISITION OBLIGATOIRE DES TERRAINS SOUMIS A L'OCCUPATION

« ART. 43. — Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire... le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation. »

Nous avons déjà vu les divers partis que pouvait prendre le propriétaire du sol. Quels seront ses droits, s'il opte pour l'aliénation du sol occupé ?

D'abord, le droit d'option appartient-il toujours au propriétaire ? Si la propriété est démembrée, l'exercice de ce droit ne doit-il pas être reconnu à l'usufruitier ? Or, l'usufruitier a droit aux indemnités de non-jouissance et, d'autre part, l'usufruitier ne doit pas engager l'avenir et priver le propriétaire de la faculté de reprendre le terrain occupé ou de se le faire payer. Donc, à notre avis, pendant la durée de l'usufruit, le droit d'option ne peut être exercé que par suite d'un accord amiable entre le nu propriétaire et l'usufruitier. Cette solution, à la vérité, porte des entraves à la libération définitive de l'exploitant, mais, par contre, sauvegarde les droits acquis. Il en est tout différemment avec la thèse de M. Bury (n° 515) : le nu propriétaire a seul droit d'option, l'usufruit est reporté sur le prix d'acquisition.

S'il y a des hypothèques sur les terrains occupés, l'acqué-

reur aura soin de procéder aux formalités de la purge. L'occupant n'est pas autrement tenu vis-à-vis des créanciers hypothécaires, et jusqu'à l'aliénation du fonds, ceux-ci n'ont droit à exercer que contre leur débiteur direct, conformément à l'article 3131 du Code civil. Si l'immeuble subit, de la part de l'occupant, des dégradations pouvant amener une diminution du gage des créanciers, ceux-ci pourront poursuivre leur remboursement ou demander un supplément d'hypothèque. Tout cela sera dommageable au propriétaire ; aussi celui-ci sera-t-il fondé à réclamer, en plus de l'indemnité de non-jouissance, des dommages-intérêts proportionnés au préjudice subi.

L'ancien article 44 disait que le terrain à acquérir devait être estimé au double de la valeur qu'il avait *avant l'exploitation de la mine*. Aujourd'hui, l'article 43 exige l'estimation au double de la valeur qu'avait le terrain *avant l'occupation*. Quelle occupation entend-on ? celle résultant de l'arrêté préfectoral ou l'occupation devenue définitive à la suite de l'option faite par le propriétaire en faveur de l'acquisition forcée ?

On a dit que s'il s'agissait de l'occupation définitive, on doit fixer le prix du terrain au moment de son acquisition. Le propriétaire peut se contenter pendant longtemps des indemnités de non-jouissance : si, durant ce temps, le terrain bénéficie d'une plus-value, le propriétaire doit en profiter. Donc estimation au moment de la demande d'achat formulée par le propriétaire (1).

Ce système nous paraît inacceptable, car il est contraire à la loi. L'article 43 dit que le terrain sera estimé au double de la valeur qu'il *avait* avant l'occupation. La loi veut donc qu'on détermine cette valeur dans le passé avant de l'estimer, et choisit à cet effet le moment de l'ou-

(1) Lyon, 14 mars 1877. D. 1879. II. 5.

verture des travaux de l'occupation. Il arrive que les travaux des mines augmentent la valeur vénale des terrains qui les entourent et il n'est pas juste de demander à la mine de donner au propriétaire la double valeur d'une plus-value créée par elle. D'autre part, les travaux des mines peuvent nuire à la valeur du sol par les désagréments du voisinage, et il est injuste de faire supporter au propriétaire du sol des dépréciations de ce genre. Aussi la loi a tout concilié en disant que le prix de l'acquisition définitive sera établi d'après la valeur du bien au moment où il a passé entre les mains du futur acquéreur.

Les tribunaux ont un souverain pouvoir d'appréciation pour calculer les éléments qui composent la valeur du terrain : ils peuvent même tenir compte de la valeur d'affection. Ils pourront déterminer aussi, en cas de détérioration d'un terrain, s'il y a lieu à son acquisition, prendre en considération ce fait qu'un terrain est devenu impropre à la culture, enclavé ou d'un abord difficile, sa grandeur minime par rapport à la mine (1).

S'il y a occupation en vertu de l'article 44, il n'est plus question d'indemnité, la faculté d'option réapparaît et la loi du 3 mai 1841 règle tout.

IV. — DOMMAGES PRÉVUS AU DERNIER ALINÉA DE L'ARTICLE 43

Les dommages causés se rattachent encore à toutes les conséquences nuisibles des travaux d'occupation. En général, l'occupant est tenu de réparer tous les dommages causés à la surface : la suppression des sources, le dégagement d'odeurs nuisibles et d'eaux malsaines, le morcellement des fonds occupés et l'obstacle à leur culture, etc., de plus le préjudice causé au titulaire d'une servi-

(1) Bréchignac et Michel, n° 380.

tude et au locataire de l'immeuble occupé, engagent sa responsabilité hors des indemnités affectées au propriétaire dépossédé, ainsi que nous l'avons déjà vu.

On a soutenu que ces dommages ne devaient pas donner lieu à une indemnité spéciale : l'indemnité fixée constituant une sorte de forfait résumant toutes les dépréciations subies du fait de l'occupant (1).

L'opinion contraire est généralement admise. Le vrai motif qui a déterminé le législateur à doubler l'indemnité du propriétaire n'est pas l'intention de résumer en une seule toutes les réparations qui lui sont dues. Le législateur de 1810 n'a pas vu là l'exercice ordinaire de la servitude de passage, mais d'une servitude plus onéreuse. Incidemment, le législateur de 1880 s'est occupé de cela. M. Bozériaux proposa un amendement : le propriétaire réclamant une indemnité en vue de la dépréciation de son terrain devrait renoncer préalablement à l'indemnité du double que la loi lui accorde et réclamer pour tout dommage une indemnité simple. Cet amendement ne fut pas pris en considération (2) parce qu'il est juste de conserver au propriétaire la situation favorable qui lui était faite par l'ancien article 44. La jurisprudence est en ce sens (3).

Le dernier alinéa de l'article 43 s'applique aussi aux dommages causés par les travaux d'exploitation intérieure. Les réparations seront alors égales au préjudice. En ce cas l'exploitant est chez lui, jouit de son bien propre. En cas de travaux extérieurs, il prend possession du bien d'autrui, il prive le propriétaire de la jouissance de ce qui lui appartient. Il est naturel d'admettre une différence entre les deux cas et d'admettre une indemnité plus forte dans le second que dans le premier.

(1) Biot, p. 255. — Dijon, 29 mars 1854. D. 1854. II. 143. — Bruxelles, 1888, *Revue des mines*, 1888, p. 247.

(2) *Journal officiel*, 19 février 1880.

(3) Cass., 7 juin 1869. S. 1870. I. 73 ; 27 janvier 1885. D. 1885. I. 297.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

Définition. — Dans la partie qui précède, nous n'avons envisagé uniquement que les dommages résultant pour la surface du sol situé au-dessus de la mine, du seul fait de l'occupation. Or, il semble que ces travaux extérieurs soient les seuls qui puissent donner lieu à une indemnité. Les autres travaux, ceux qui s'exécutent à l'intérieur de la terre, ne sont autre chose que l'exploitation réduite à ce qu'elle a de plus essentiel et ne constituent que l'exercice du droit de propriété minérale. Si ce droit de propriété était analogue au droit de propriété ordinaire, n'est-il pas évident que les dommages provenant de ces travaux ne pourraient servir de fondement à aucune demande en indemnité, sauf, bien entendu, les dommages qui proviendraient de la faute du concessionnaire? Mais l'existence de la mine et son exploitation peuvent être la source pour les terrains du périmètre de divers préjudices : ces travaux, en effet, peuvent occasionner des dégradations, soit aux parcelles occupées, soit à des parties de la propriété non occupée ; les travaux souterrains peuvent

avoir des conséquences fâcheuses pour la surface, par suite de la déconsolidation du sol qui peut amener des éboulements, des crevasses, par suite de la dépréciation de la valeur du terrain superficiaire ou de la gêne qui peut résulter dans son exploitation, par suite encore du tarissement ou du détournement des eaux qui jaillissaient à leur surface. Tous ces travaux, donc, et les dommages qui en résultent, entraînent-ils une responsabilité pour l'exploitant? Et, au cas d'affirmative, qui n'est pas douteuse, l'indemnité est-elle acquittée par le prix ou la valeur de la jouissance au double, fixée pour l'occupation? Est-ce, au contraire, une indemnité régie par le droit commun qu'il faut allouer? Telle est la question que nous devons essayer de résoudre dans notre seconde partie. Quelle est la réparation des dommages résultant des travaux intérieurs d'exploitation des mines? Et non seulement à l'égard du propriétaire du terrain immédiatement superposé à la mine, mais encore à l'égard du propriétaire dont le terrain est dans le voisinage de la mine. Nous verrons ensuite si réparation est due par le propriétaire de la surface au concessionnaire de la mine à raison des dommages qu'il peut causer à cette dernière. Enfin nous étudierons les relations qui lient, quant aux dommages qu'ils peuvent se causer réciproquement, et quant aux travaux dont ils peuvent exiger l'exécution au profit les uns des autres, les exploitants de mines voisines et de mines superposées.

Pour remplir notre but, nous diviserons cette partie en cinq chapitres. Dans le premier, nous suivrons la curieuse évolution qu'ont suivie la doctrine et la jurisprudence depuis la promulgation de la loi du 21 avril 1810 pour arriver aux solutions actuellement admises. Dans un second chapitre, nous étudierons les différentes bases que l'on a proposées à la responsabilité de la mine à l'égard de ces dommages que causent ses travaux

souterrains à la propriété superficière, en indiquant celle que nous croyons devoir préférer comme étant la plus logique et la plus juridique. Dans le troisième chapitre, les questions à résoudre seront l'étendue de cette responsabilité de la mine, les faits qui l'engagent, et dans un appendice sera indiqué s'il y a lieu d'admettre des clauses d'exonération de cette responsabilité. La réparation due par le propriétaire de la surface à la mine, à raison des dommages qu'il peut lui causer, fera l'objet du chapitre quatrième. Enfin le cinquième chapitre contiendra l'étude des relations juridiques qui peuvent exister entre exploitants de mines voisines et de mines superposées.

CHAPITRE PREMIER

Evolution de la doctrine et de la jurisprudence de 1810 à nos jours.

Nous avons vu, dans notre première partie, comment la loi du 21 avril 1810 a réglé la réparation des dommages occasionnés par les travaux de recherches, comment elle a réglementé la recherche des mines, quelles mesures devant prévenir et garantir ces dommages elle a édictées et quelle fixation elle a cru devoir établir, quant aux dommages résultant pour la propriété superficielle, et des travaux de recherches, et de l'occupation du sol. Il nous reste donc à voir maintenant la responsabilité qu'encourra la mine à raison des dommages qui résultent de ses travaux intérieurs.

Depuis la promulgation de la loi du 21 avril 1810, le principe de la responsabilité des concessionnaires de mines envers le propriétaire de la surface, à raison des dommages causés par les suites de l'exploitation régulière de la mine, a donné naissance à de nombreuses hésitations et à une intéressante évolution de la part de la doctrine et de la jurisprudence. Cette dernière a, en effet, subi de fréquentes variations, et on peut diviser en *trois périodes* son évolution depuis la promulgation de la loi jusqu'à nos jours : en premier lieu, elle admet pour ces dommages causés par l'exploitation régulière de la mine une complète *irresponsabilité* au profit des concessionnaires; puis elle accorde aux propriétaires de la surface

une *double indemnité* par application des articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810 ; enfin elle en arrive à l'application pure et simple du *droit commun* (ce qui fut mis hors de conteste et posé en règle par la loi du 27 juillet 1880).

Question préliminaire. — Le principe de la responsabilité du concessionnaire de mines envers le propriétaire de la surface pour les dommages causés par l'exploitation régulière de la mine, et hors le cas d'occupation des terrains de la surface, *se trouve-t-il écrit « in terminis » dans la loi du 21 avril 1810 ?*

Disons tout de suite que certains articles de cette loi fixent bien des indemnités pour la réparation de certains dommages, mais qu'aucun ne peut s'appliquer à notre cas, bien qu'on y ait songé par instants.

L'article 10 (1), d'abord, impose seulement une indemnité au profit du propriétaire superficiaire « à raison des travaux de recherches », faits sur sa propriété antérieurement à l'acte de concession.

L'article 15 (2), portait bien l'obligation « le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat » de « donner caution de payer toute indemnité en cas d'accident ».

Mais la loi ne dit pas d'une façon explicite si l'article 15

(1) « ART. 10. — Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines, enfoncer des sondes ou tarières sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement formel du propriétaire de la surface, ou avec l'autorisation du gouvernement, donnée après avoir consulté l'administration des mines à la charge d'une préalable indemnité envers le propriétaire et après qu'il aura été entendu. »

(2) « ART. 15. — Il doit aussi, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, donner caution de payer toute indemnité, en cas d'accident : les demandes ou oppositions des intéressés seront, en ce cas, portées devant nos tribunaux et Cours. »

s'applique au concessionnaire et laisse de grandes hésitations subsister tant dans la doctrine que dans la jurisprudence.

Longtemps *l'applicabilité de l'article 15* au concessionnaire fut admise. La Cour de cassation l'a reconnue implicitement dans plusieurs arrêts (Cass., 12 août 1872. D. 1872. I. 369). De même en Belgique où un arrêt a affirmé sans autre justification que « l'article 15, interprété par les motifs qui ont déterminé son adoption, ne laisse aucun doute que la caution qu'il institue s'impose à l'exploitant concessionnaire comme à l'exploitant explo-rateur. » (Bruxelles, 29 mars 1888, *Annales des mines*, 1888 p. 170.)

Cette caution, dit-on, est utile, en effet, comme garantie préalable vis-à-vis d'un concessionnaire qui demain peut être insolvable, et cela toujours en prévision des dommages qu'une exploitation vigilante ne saurait écarter. Le but du cautionnement que l'on exige ainsi de la part des concessionnaires pour les travaux souterrains est donc de garantir, en cas de dommages, le paiement de toute indemnité aux propriétaires de la surface. Mais les termes de la loi, à cet égard, sont bien généraux et M. Delebecque (n° 748) en déduit même cette conséquence que l'indemnité dont il s'agit peut avoir pour cause la perte des eaux souterraines dont aurait à se plaindre le propriétaire de la surface : « Le législateur, en effet, dit-il, a voulu que le propriétaire du sol ne souffrit aucun préjudice par suite des travaux des exploitants et par là se trouve résolue une question très délicate d'après les principes du droit commun ; nous voulons parler de la perte des eaux souterraines par l'effet des travaux pratiqués dans le voisinage. L'article 15 imposant l'obligation de payer toute indemnité comprend ce cas de dommage comme tous les autres... » Peyret-Lallier (n° 269) s'exprime en termes analogues.

Il résulte des termes mêmes de l'article 15, ajoute-t-on, que l'exploitant n'est astreint à donner caution que lorsqu'il dirige ses travaux « sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat ». A cet égard, M. Delebecque (n° 745) remarque qu'il y a même lieu de croire que ce ne sera que lorsque les travaux seront assez rapprochés du sol, pour faire redouter un danger, que le propriétaire sera fondé à exiger le cautionnement. Cet auteur ajoute que dans le cas de travaux souterrains, le danger pour les édifices du sol ne pouvant résulter que des excavations, des galeries, des vides causés par l'exploitation, la cause est ordinairement perpétuelle, mais qu'il ne faut pas pour cela en conclure que la caution fournie doit aussi être perpétuelle; les tribunaux pourraient, sur la demande du concessionnaire, constater que le danger n'est plus à craindre et prononcer la libération de la caution. M. Delebecque cite notamment un arrêt de la troisième chambre de la Cour d'appel de Bruxelles, du 26 juin 1837, rendu en ce sens. L'on doit admettre, en tous cas, que le concessionnaire, au lieu d'être astreint à fournir des cautions en nombre multiplié, pourrait ne fournir qu'un cautionnement unique pour répondre des suites de tous les travaux de la même concession; ce serait le moyen pour lui d'éviter, dans un pays où la propriété se divise de plus en plus, la multiplicité des actions ou recours que les divers propriétaires ou habitants du territoire compris dans la concession peuvent avoir à exercer à raison de l'exécution des travaux exigés par l'exploitation. De plus, les propriétaires peuvent, tant que le cautionnement n'a pas été fourni par les concessionnaires, s'opposer aux travaux souterrains. A cet égard, nous répéterons maintenant ici et c'est aussi ce que note M. Peyret-Lallier (n° 276) que « la vie des hommes étant plus précieuse que toutes les indemnités pécuniaires, les propriétaires

pourraient même, nonobstant le cautionnement offert, s'opposer encore à ce que les travaux fussent dirigés sous leurs habitations, s'il était démontré qu'il y eût péril imminent. Les tribunaux, appelés à statuer sur cette opposition, comme l'ingénieur des mines en cas de danger imminent, pourront ordonner la suspension des travaux. » M. Bury, au numéro 664 de son tome I, soutient encore cette opinion.

Mais le *système contraire*, d'après lequel la caution ne peut jamais être réclamée du concessionnaire, semble avoir prévalu, depuis, dans la jurisprudence et la doctrine. Un arrêt de la Cour de Lyon a refusé très explicitement d'étendre la disposition de l'article 15 au concessionnaire. (Lyon, 9 juin 1880. *Annales des mines*, partie administrative, année 1881, p. 298.) « Attendu, dit-il, quant à l'article 15 que ses termes, comme la rubrique du titre dans lequel il est placé, ne permettent pas de l'appliquer aux travaux d'exploitation d'une mine concédée, mais seulement aux recherches faites préalablement par le demandeur d'une concession ; que les garanties moins complètes, offertes dans ce dernier cas, expliquent la prévoyance de la loi pour sauvegarder les intérêts du propriétaire dont la maison peut être plus ou moins endommagée par des recherches faites dans le but d'obtenir une concession que le gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser. »

Ces considérations peuvent encore être corroborées par d'autres. L'obligation de donner caution, pour un dommage simplement à craindre et non encore causé, est dans notre droit une exception. Y astreindre le concessionnaire serait méconnaître le caractère fondamental de l'assimilation de la mine à une propriété de droit commun, si énergiquement affirmée par le législateur de 1810. Pour légitimer une pareille exception, il faudrait donc un texte bien formel.

De plus, « l'applicabilité de l'article 15 est contestable, dit M. Aguillon (n^{os} 327, 328), à cause de la place de cet article dans l'économie générale de la loi ». En effet, tous les articles qui précèdent ou suivent l'article 15, tels que les articles 13, 14, 16, placés comme lui dans une section qui a pour rubrique : « De la préférence à accorder pour les concessions », dans un titre qui traite : « Des actes qui précèdent la demande en concession de mines », visent tous l'époque antérieure à la concession. Sans doute, la loi nous offre dans l'article 11 des prescriptions exceptionnelles s'appliquant à la fois aux explorateurs et aux concessionnaires, qui sont placées à côté de l'article 15. Mais au moins le texte de l'article 11 ne donne lieu à aucune ambiguïté : il porte explicitement la mention de l'explorateur et du concessionnaire : « Nulle permission de recherches, ni de concession de mine ne pourra... » Rien de pareil dans l'article 15 dont le malencontreux « *il doit aussi...* » ne se rattache grammaticalement qu'à l'individu ou à la société demandeur en concession, lequel n'est donc encore qu'explorateur. Rien de plus logique, d'ailleurs, qu'un traitement différent soit fait à cet égard à l'explorateur et au concessionnaire. Qu'on exige caution d'un explorateur qui ne peut présenter par lui-même aucune garantie, on le conçoit, mais le concessionnaire offre pour garantie sa concession ; on s'explique mal, dans le système général de la loi de 1810, qu'on lui applique un traitement différent de celui admis entre propriétaires d'héritages limitrophes, qui ne seraient pas fondés à réclamer caution l'un à l'encontre de l'autre. MM. Bréchignac et Michel, au numéro 145, partagent la même manière de voir.

En résumé et à notre avis, il faut admettre que l'article 15 n'est pas applicable aux concessionnaires de mines et ne considère que les explorateurs. Car, en somme, le seul argument que l'on puisse invoquer contre

notre théorie a été relevé, comme nous l'avons vu, dans l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 29 mars 1888. Il repose sur « les motifs qui ont déterminé l'adoption de cet article... » Et... ces motifs on les cherche dans une observation faite par Napoléon, au cours des travaux préparatoires de la loi de 1810, que Locré (*Législation des mines*, p. 317) rapporte ainsi : « Pour prévenir toute entreprise nuisible aux voisins, on pourrait astreindre l'*exploitant* à donner caution des dommages que son entreprise peut occasionner... » Mais, outre que les idées et les vues de Napoléon n'ont pas toutes passé dans la loi, la portée de l'observation est singulièrement affaiblie par cette remarque que la discussion, au cours de laquelle elle s'est produite, n'avait point trait au mode d'exploitation, mais uniquement « à la recherche de la première ouverture ». C'est ce que l'empereur lui-même avait commencé par établir au moment où il prit la parole.

Ajoutons que la jurisprudence tend, de plus en plus, à admettre notre théorie (voyez en ce sens : Saint-Etienne, 10 novembre 1868, et Lyon, 4 juin 1869 : *Moniteur judiciaire*, du 16 octobre 1869; Lyon, 9 juin 1880 : Recueil de Lyon, 1880, p. 264) et que généralement en pratique les intéressés n'exigent pas ce supplément de garantie que l'article 15 semble, pour certains, leur accorder.

L'article 15 ne s'applique donc pas pour nous au concessionnaire. Mais admettons qu'on l'étende au concessionnaire ; alors même, les derniers mots de cet article : « en cas d'accident » pouvant paraître faire allusion au résultat d'une faute proprement dite, qui n'eût pas été une simple suite de l'exploitation régulière de la mine, nous n'y trouvons point écrit le principe de la responsabilité du concessionnaire de mines. Ce texte ne prévoyait, en tous cas, que certains dommages, dans des conditions très spéciales, et ne faisait que supposer la responsabilité sans en préciser la mise en œuvre.

De même, *les articles 43 et 44* (1) (texte primitif de la loi de 1810) réglaient les indemnités dues pour occupation de terrains par le concessionnaire.

Enfin *l'article 45* (2) prévoyait seulement les dommages causés à une mine par l'exploitation d'une autre mine.

Aucun texte de la loi du 21 avril 1810 ne contenait donc, *in terminis*, le principe de la responsabilité des concessionnaires de mines.

I. — Aussi dans les premiers temps de l'application de la loi de 1810, *les concessionnaires de mines avaient cru pouvoir induire une complète irresponsabilité à leur profit, pour ces dommages causés à la surface par l'exploitation régulière de leur concession*. Ils considéraient que le législateur avait constitué (et ce, en se basant surtout sur les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810) la propriété de la mine ou

(1) « ART. 43. — Les propriétaires de mines sont tenus de payer les indemnités dues au propriétaire de la surface sur le terrain duquel ils établiront leurs travaux. Si les travaux entrepris par les explorateurs ou par les propriétaires de mines ne sont que passagers et si le sol où ils ont été faits peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé.

» ART. 44. — Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines prive les propriétaires du sol de la jouissance du revenu au delà du temps d'une année où lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut exiger des propriétaires des mines l'acquisition des terrains à l'usage de l'exploitation. Si le propriétaire de la surface le requiert, les pièces de terre trop endommagées ou dégradées sur une trop grande partie de leur surface devront être achetées en totalité par le propriétaire de la mine. L'évaluation du prix sera faite quant au mode, suivant les règles établies par la loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais, etc., titre XI; mais le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'exploitation de la mine. »

(2) « ART. 45. — Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité; lorsque, d'un autre côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire et tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre : le règlement s'en fera par experts. »

du tréfonds, comme propriété indépendante à côté de celle de la surface et que toutes les conséquences de cette sorte d'expropriation légale, subie par la propriété du sol, trouvaient leur dédommagement dans la redevance permanente et annuelle que le propriétaire de la mine était tenu de lui payer, sorte d'indemnité définitive de la dépossession, coupant court à toute réclamation, qui serait fondée sur le fait de l'exploitation régulière.

Au moment, en effet, où il forme sa demande en concession, au moment où les conditions de cette concession sont réglées par le gouvernement, le concessionnaire connaît l'état de la surface; il sait que son titre l'autorisera et l'obligera à occuper temporairement ou définitivement une plus ou moins grande étendue de cette surface; il sait que, sauf la restriction établie par l'article 11 de la loi de 1810, il pourra et quelquefois devra détériorer ou peut-être détruire ce qui se trouve à la surface du sol. C'est en vue de cette situation qu'il évalue les charges auxquelles il aura à faire face, notamment les redevances à payer aux propriétaires de la surface (art. 42), les indemnités qu'entraîneront les dommages causés aux parcelles occupées (art. 43, 44). C'est en vue de cette même situation, qu'il apprécie et que le gouvernement apprécie à son tour (art. 14) les ressources à réunir pour assurer l'exploitation; c'est, enfin, par suite de ces prévisions reposant sur une base donnée qu'il se décide à demander et que le gouvernement se décide à lui accorder la concession.

Et s'il en était autrement, la perturbation la plus profonde serait immédiatement jetée dans les calculs du concessionnaire, dans les moyens et résultats de son exploitation. Car, par ces dommages-intérêts non prévus auxquels le concessionnaire pourrait désormais être exposé, celui-ci, placé entre l'obligation d'exploiter qui lui est imposée par la loi et l'impossibilité d'exploiter

désormais à des conditions avantageuses, ne pourra échapper à une ruine certaine. Evidemment, ce n'est pas là ce qu'a voulu, ce qu'a entendu la loi de 1810.

On sait, en effet, quel est le système de cette loi. Après de longs débats, le législateur a constitué deux propriétés distinctes, celle de la surface qui préexistait déjà, celle de la mine ou du tréfonds, qui jusque-là n'appartient à personne. Il a fait de celle-ci une propriété ordinaire ; il l'a placée sur la même ligne que toutes les autres propriétés, sauf certaines différences qui dérivent de la nature des choses. Aux termes de l'article 6, l'acte de concession règle les droits du propriétaire de la surface sur le produit des mines concédées. D'après l'article 7, cet acte donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est, dès lors, disponible et transmissible comme tous les autres biens, et l'on ne peut en être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés. Les mines et leurs accessoires sont immeubles, conformément au droit commun (art. 8). L'acte de concession purge, en faveur du concessionnaire, tous les droits des propriétaires de la surface ou autres (art. 17). Du jour de la concession, la propriété de la mine est distinguée de celle de la surface et désormais considérée comme propriété nouvelle sur laquelle des droits nouveaux de privilèges et hypothèques peuvent être assis (art. 19, 20, 21). Cette propriété comprend, dans l'étendue du périmètre fixé, toute la richesse minérale qui fait l'objet de la concession, c'est-à-dire non seulement celle qui est enfouie dans les profondeurs de la terre, mais même celle qui peut exister à la surface (art. 1^{er}). En présence de ces principes posés par la loi de 1810, il faut reconnaître que le propriétaire de la mine, désormais protégé par le droit commun, ne peut être dépouillé soit directement soit indirectement d'aucune partie du gîte qui lui a été concédé et ne peut être soumis, dans l'exercice de son

droit, à d'autres restrictions qu'à celles qui résultent de la loi. Le concessionnaire ne formerait pas sa demande ou ne la formerait que sur d'autres bases, si l'état de choses n'était pas ce qu'il est, et, de son côté, le gouvernement, si l'état de choses n'était pas ce qu'il est, n'établirait pas ces conditions ou bien il les atténuerait, il les modifierait en conséquence.

Le respect dû à un contrat solennel réclame donc ici en faveur du propriétaire de la mine. Il faut même ajouter que ce propriétaire n'est pas libre d'exploiter ou de ne pas exploiter; car, s'il n'exploitait pas, l'administration, usant de son droit général écrit dans l'article 1184, interviendra pour le forcer à exploiter, sous peine de déchéance de la concession (art. 49, loi de 1810 et loi du 27 avril 1838). Il faut ajouter aussi qu'il n'est pas libre de travailler dans telle ou telle direction, comme s'il établissait une route, un canal, ou tout autre ouvrage dont l'emplacement pourrait être, au besoin, porté sur tel ou tel point : exploiter une mine, c'est suivre le filon qu'elle recèle, c'est le suivre quelles que soient les sinuosités et on a pu et dû mesurer à l'avance les charges ; on ne saurait, du moins, lui en imposer après coup l'aggravation arbitraire et indéfinie.

Ainsi en luttant contre l'obligation qu'on voudrait faire peser sur lui, le propriétaire de la mine lutte pour éviter une ruine infaillible et pour obtenir le maintien intégral du contrat sous la foi duquel il a traité. Que fait, au contraire, le propriétaire de la surface ? Il lutte pour s'enrichir, il lutte pour améliorer sa propriété et ce n'est pas en usant de son droit, c'est en paralysant le droit du propriétaire de la mine qu'il prétend réaliser cette amélioration. Son propre droit peut être diminué, il est vrai ; mais il a reçu, il reçoit tous les jours le prix de cette restriction par la redevance permanente et annuelle que le propriétaire de la mine est tenu de lui payer

(art. 12, loi de 1810) et qui constitue précisément l'indemnité de l'espèce d'expropriation partielle qu'il subit à cet égard. Cette redevance a si bien le caractère d'un prix à forfait, définitivement réglé dans la pensée qui vient d'être indiquée, qu'elle est immuable. Vainement la valeur de la surface viendra à diminuer, ce sera toujours la même somme que le propriétaire de la mine devra payer au propriétaire de la surface. Ce n'est pas trop exiger assurément que d'enlever à ce dernier la faculté d'aggraver, à son profit, les charges du premier, alors que celui-ci ne peut les diminuer dans son propre intérêt. En admettant donc que le droit du propriétaire de la surface se trouve quelque peu amoindri par le droit du propriétaire de la mine, on voit que l'équité n'en est point blessée, comme elle le serait, à l'égard du propriétaire de la mine, dans le système contraire. D'ailleurs, l'objection elle-même perd entièrement ce qu'elle a de spécieux si l'on remarque que l'exploitation des mines est une source féconde de richesses de premier ordre, qu'elle augmente habituellement dans des proportions considérables la valeur des propriétés qui les renferment ; et qu'ainsi, alors même que ces propriétés devraient être soumises aux restrictions qu'exigent nécessairement la conservation et l'exploitation des mines, il y aurait d'autant moins lieu de s'étonner qu'en définitive ces restrictions mêmes sont payées, on le répète, par les redevances que perçoivent les propriétaires de la surface.

De plus, si la doctrine contraire était exacte, elle aboutirait fatalement à une véritable impossibilité. Si, comme on le prétend, les droits du propriétaire de la surface demeurent entiers après la concession, il peut changer l'état du sol, il peut élever des constructions, il peut attendre que les galeries qui auront été établies en vue de l'état que présentait alors la surface, soient arrivées sous son terrain, et sans se préoccuper de ces galeries, sans

s'inquiéter des désastres qu'il y causera, il peut, d'une part, décliner toute responsabilité de ces désastres, puisqu'il n'aura fait qu'user de son droit, et, d'autre part, se faire indemniser lui-même des ébranlements ou autres dommages que la préexistence et l'exploitation des travaux souterrains occasionneront à ces nouveaux établissements. Il faut aller jusque-là ; il faut accepter cette inconcevable violation de toute justice ou bien il faut reconnaître que les droits respectifs sont fixés par l'état de choses existant au moment de la concession, c'est-à-dire par l'acte de concession.

Enfin, le système contraire pourrait encore entraîner un conflit regrettable entre les décisions administratives et les décisions judiciaires. Il peut, en effet, être admis par les experts et, après eux, par les Cours d'appel, que, moyennant tels travaux, le concessionnaire de la mine éviterait tout dommage à la surface, et que, par suite, il est en faute de ne pas les exécuter. Mais l'administration seule compétente pour prescrire et surveiller les travaux à faire dans l'intérieur des mines peut déclarer que les appréciations des experts judiciaires sont erronées et que les précautions conseillées par eux sont impraticables ou même dangereuses : elle peut défendre au concessionnaire de s'y conformer, de telle sorte que celui-ci pourra, en définitive, être judiciairement condamné pour n'avoir pas effectué certains travaux qui lui seront interdits par l'administration.

Ces prétentions émises ainsi à l'origine par les concessionnaires de mine, quoique bien appuyées par des considérations d'une logique stricte et d'un raisonnement très juridique, n'obtinrent pas devant la justice le succès qu'elles méritaient. Cependant deux arrêts de la Cour de cassation, du 18 juillet 1837 et du 3 mars 1841, sanctionnèrent la théorie qu'elles défendaient.

II. — Mais la jurisprudence ne tarda pas à consacrer le principe de l'indemnité pour les dommages causés à la surface par les suites de l'exploitation régulière de la mine.

En 1841, la Cour de cassation établit nettement cette solution et sa décision est un corps de doctrine sur les rapports qui lient entre elles la propriété du sol et celle du dessous, lorsqu'elles sont devenues deux propriétés distinctes et séparées. Cette solution confirme le principe d'indemnité réciproque entre établissements du dessus et du dessous.

Dans son arrêt du 4 janvier 1841 de la Chambre des requêtes, la Cour de cassation pose ce principe que le concessionnaire d'une mine doit indemniser le propriétaire de la surface de tous les dommages accidentels qui résultent de l'exploitation souterraine de la mine et en tire les deux conséquences particulières suivantes, à savoir : que si des travaux d'exploitation, résulte pour le propriétaire de la surface la privation des eaux qui servent à l'irrigation de ses propriétés ou à son usage, il a le droit de répéter contre le concessionnaire de la mine une indemnité à raison de cette privation et, en second lieu, que celui qui a donné, à titre de bail à locataire perpétuelle, un immeuble dans lequel se trouve une mine avec stipulation que le preneur jouira de l'immeuble « tel qu'il a été joui jusqu'alors », et qui, plus tard, se rend concessionnaire de la mine, devient passible de dommages-intérêts envers le preneur, si, par son exploitation, il détourne les eaux employées à l'irrigation de la propriété baillée : il ne peut, comme bailleur, diminuer par son fait l'utilité de la chose transmise au preneur.

Et la Cour de cassation expose ainsi les motifs de sa décision en disant qu'« elle la déduit de l'esprit comme du texte et de l'ensemble des dispositions de la loi du 21 avril 1810, notamment de la combinaison de l'article 6 avec les articles 10, 11, 15, 43 et 45, dans tous lesquels

on voit les intérêts du propriétaire de la surface protégés contre les entreprises du propriétaire de la mine ». (S. 1841. I. 325.)

Depuis lors, le principe maintes fois affirmé par les arrêts n'a plus été mis sérieusement en doute. Parmi les arrêts marquants où la Cour de cassation en a fait l'application, citons un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, du 20 juillet 1842. (S. 1842. I. 963.) Cet arrêt, comme le précédent, déclare que le concessionnaire d'une mine doit indemniser le propriétaire de la surface de tous les dommages accidentels qui résultent de l'exploitation souterraine de la mine. S'il résulte des travaux d'exploitation pour le propriétaire de la surface la privation des eaux qui servent à l'irrigation de ses propriétés et des crevasses ou des affaissements, il a le droit de répéter contre le propriétaire de la mine une indemnité à raison de cette privation et de ces dommages (art. 43, 44, 45, loi de 1810). Plus complet que le précédent il ajoute : « Est suffisamment motivé l'arrêt qui, sur une demande en dommages-intérêts, considère que le défendeur est tenu d'indemniser le demandeur des dommages constatés bien qu'il ne déclare point d'une manière expresse que ces dommages aient été causés par la faute du défendeur. »

Un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, du 16 novembre 1852 (D. 1853. I. 189); des arrêts de Dijon, du 21 août 1856 (S. 1856. II. 518); de la Chambre des requêtes, du 17 juin 1857 (S. 1857. I. 639), et de la même Chambre, du 3 février 1857 (D. 1857. I. 193), affirment encore la responsabilité du concessionnaire de mine à l'égard des dommages causés par son exploitation aux constructions élevées à la surface, et encore que ces constructions soient postérieures à la concession de la mine, en se basant sur les articles 544 et 552 du Code civil, ainsi que sur les articles 11 et 50 de la loi du 21 avril 1810, et même qu'elles aient été édifiées depuis l'exploitation com-

mencée, et dans le périmètre où s'étendait déjà cette exploitation. Puis, au sujet d'un conflit possible entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, ces arrêts ajoutent : « Les tribunaux civils, saisis d'une demande en réparation du préjudice résultant des travaux d'exploitation d'une mine, sont compétents pour ordonner, dans un *intérêt privé*, les mesures propres à prévenir le retour du dommage, conformément aux articles 47 et 50 de la loi de 1810...; à la charge toutefois de ne point prescrire des mesures contraires à celles que l'administration a prises ou pourrait prendre dans l'*intérêt général* confié à son droit de police et de surveillance...; et on ne saurait voir une semblable contrariété dans le jugement d'avant dire droit qui se borne à ordonner une visite des lieux et l'indication des mesures propres à soutenir le toit de la mine et à prévenir tous affaissements du sol, les juges conservant la liberté la plus complète d'écarter, par les moyens proposés, ceux qui constitueraient un empiétement sur les droits de l'administration. »

Ce qui se dégageait nettement de ces premières décisions de la jurisprudence, c'était que la propriété de la mine, créée par la loi au-dessous et en contact immédiat de voisinage avec celle de la surface, devait, à peine de dommages-intérêts, respecter celle-ci — dont les droits ne disparaissaient pas — la redevance tréfoncière représentant seulement le prix de l'expropriation partielle, subie par le propriétaire du sol, c'est-à-dire de l'aliénation forcée du tréfonds, de ses droits sur les produits de la mine, comme dit l'article 6 de la loi de 1810, mais non pas l'indemnité à forfait de dommages inconnus et impossibles à apprécier lors de la concession.

Obéissant alors à l'impulsion exagérée qui se manifeste en face de toute réaction, une *question nouvelle* se présenta à l'esprit des jurisconsultes de cette époque. Fallait-

il aller plus loin et *considérer la mine comme constituant, à raison de son origine due à une concession privilégiée, une propriété en quelque sorte inférieure par rapport à celle de la surface*, et assujettie vis-à-vis de celle-ci, de par l'acte même de concession (*adde* : art. 47 et 50 de la loi du 21 avril 1810), à des obligations qui n'eussent pas trouvé leur réciproque de l'autre côté ?

La question se posa à l'occasion d'un procès intenté par la Société des mines de Couzon contre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne. Les concessionnaires de la mine auxquels il fut interdit, par une mesure administrative, d'exploiter dans le voisinage du passage du chemin de fer nouvellement concédé à travers le périmètre de la mine, demandèrent une indemnité pour le préjudice que cette interdiction leur faisait éprouver, considérant que cette interdiction devait être assimilée à une expropriation pour cause d'utilité publique. La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, rendit son arrêt le 3 mars 1841 (S. 1841. I. 259), accordant l'indemnité que la Compagnie des mines demandait. Elle ajoutait même que cette indemnité était due non seulement pour l'interdiction qui résulte du passage souterrain du chemin de fer dans l'intérieur même de la mine, mais aussi pour l'interdiction qui résultait de son passage à la surface. Et de plus, à son avis, l'article 50 de la loi de 1810 qui confère à l'autorité administrative le droit d'interdire l'exploitation des mines lorsqu'elle compromet la sûreté des établissements de la surface, ne s'applique pas aux établissements formés depuis la concession de la mine : ces établissements ne peuvent porter préjudice à la mine sans l'indemniser.

Arrêt. La Cour :

Vu l'article 9 de la charte constitutionnelle et l'article 545 du Code civil relatifs à l'indemnité due à ceux qui sont dépossédés de leur propriété pour cause d'utilité publique ; vu aussi l'article 1382 du

Code civil d'après lequel tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; vu, enfin, l'article 7 de la loi de 1810 sur les mines ;

Attendu que, par dérogation à l'article 552 du Code civil, cet article 7 déclare que les concessions de mines en confèrent la propriété perpétuelle ; que cette propriété est disponible et transmissible comme les autres immeubles, dont nul ne peut être exproprié, que dans le cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés conformément au Code civil, c'est-à-dire sans indemnité ;

Attendu que tout propriétaire a droit à cette indemnité, non seulement lorsqu'il est obligé de subir l'éviction entière de sa propriété, mais aussi lorsqu'il est privé de sa jouissance et de ses produits pour cause d'utilité publique ; que, seulement dans ce cas, l'indemnité n'est pas préalable ;

Attendu que la concession d'une mine a pour objet l'exploitation de la matière minérale qu'elle renferme ; que le concessionnaire auquel cette exploitation est interdite, pour un fait à lui étranger, sur une partie du périmètre de la mine pour un temps indéterminé, est privé des produits de sa propriété et éprouve une éviction véritable dont il doit être indemnisé ;

Attendu qu'à la vérité, l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 confère à l'autorité administrative le droit de pourvoir par des mesures de sûreté publique à la conservation des puits, à la solidité des travaux de la concession et à la sûreté des habitations de la surface ;

Mais que cette disposition n'altère en rien le droit de propriété du concessionnaire, et ne lui impose pas l'obligation de subir la perte d'une partie de sa concession, à raison de la création d'un établissement nouveau, sans cette juste indemnité ;

Attendu que si, nonobstant la concession de la mine, les droits inhérents à la propriété de la surface restent entiers, conformément à l'article 544 du Code civil, il ne s'ensuit pas que le propriétaire de la surface ait le droit de pratiquer des travaux nuisibles à l'exploitation dans l'étendue de son périmètre ;

Et, attendu qu'il n'est pas dénié, en fait, par l'arrêt attaqué, que la Compagnie du chemin de fer (dont la concession d'ailleurs est postérieure à l'établissement de la mine), a poussé ses travaux dans le périmètre de la mine, sans que cette concession ait été soumise à aucune réserve en faveur du parcours du chemin de fer ; que, dès lors, ladite Compagnie avait porté une atteinte directe à l'exploitation de la mine ; qu'elle se serait donc rendue passible d'une indemnité à évaluer à raison d'une éviction dont elle profiterait, et d'une interdiction qui n'aurait pas été prononcée par l'autorité administrative, si cette voie nouvelle n'avait été établie ; que néanmoins l'arrêt attaqué a refusé aux demandeurs

toute action en indemnité au sujet des interdictions prononcées par l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1829; qu'en le jugeant ainsi, cet arrêt a fausement appliqué l'article 552 du Code civil, mal interprété l'article 50 et formellement violé l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, ainsi que les articles 545 et 1382 du Code civil et l'article 9 de la charte constitutionnelle ;

Casse, etc.

La Cour reconnaît donc que la propriété des mines est entièrement indépendante de la propriété du sol supérieur et ne lui est, en aucune façon, subordonnée ; autrement dit que la propriété du sol n'a aucun droit de prééminence sur la propriété des mines qu'il renferme lorsque elles sont devenues l'objet d'une concession. En conséquence, ces deux propriétés se doivent donc indemnité réciproque pour tout dommage, dépréciation ou expropriation subie par l'une au profit de l'autre, ou à son occasion. Cependant, dans leur conflit, il faudrait peut-être considérer un droit d'antériorité résultant de l'existence même des établissements formés au-dessus ou au-dessous du sol ; et il semble que, sous ce rapport, on serait conduit à reconnaître qu'il peut y avoir des *droits acquis*, droits que l'établissement du dessus ou du dessous doit forcément respecter.

La Cour admettait là des idées certes nouvelles en Droit, et qui furent fort discutées avant d'être admises. Il y avait là une question présentant de nombreux et graves intérêts : elle intéressait, en effet, les mines, les chemins de fer, la condition générale de la propriété, la commodité et la sûreté publique. Et deux systèmes étaient en présence : le premier raisonne à l'égard de la mine comme à l'égard de la surface, ce fut celui qu'admit la Cour de cassation ; le second que nous allons examiner, reconnaît la propriété de la mine, mais ne la place pas sur la même ligne que la propriété de la surface : celle-ci a conservé sa liberté ; la mine doit le support à toutes les édifications qui se font sur le sol : c'est une condition de la con-

cession, disait-on ; elle ne peut donc se plaindre alors même que, par suite, cette concession se trouverait moins avantageuse.

Le concessionnaire d'une mine en est propriétaire certes, mais à deux conditions : la première, c'est qu'il exploitera sans détérioration du droit qui continue d'appartenir au propriétaire de la surface au même titre qu'avant la concession pour tout autre objet que la mine elle-même ; la seconde, ce sera aussi sans diminution des droits qui appartiennent à l'État à titre de souveraineté pour tout ce qui regarde la police, la sûreté, l'administration de la surface, l'intérêt général du pays.

Evidemment, toutes les propriétés sont respectables, mais elles ne sont pas toutes de même espèce. Et l'on peut affirmer qu'il n'y a pas de propriété qui, pour son régime, ne soit assujettie à des conditions plus ou moins restrictives, absolues ou relatives, appropriées à son origine, à sa nature, propres à son usage, à sa situation. On peut citer, par exemple, les usines, les établissements insalubres, les canaux, les chemins de fer, les cours d'eau et la propriété littéraire si difficile à définir et à fixer !

La concession d'une mine est une propriété, mais c'est une propriété d'une nature spéciale, dont la loi du 21 avril 1810 fixe les caractères particuliers et les conditions d'existence.

Cette loi ne reconnaît le droit des propriétaires du sol sur la mine que pour leur accorder une indemnité dont le taux varie et est réglé par l'acte de concession, mais une indemnité définitive qui absorbe absolument et complètement, pour le présent et pour l'avenir, le droit à la mine, sans aucune préférence réservée au propriétaire pour l'exploitation.

En conséquence, les mines constitueront, dans la main du concessionnaire, une propriété nouvelle, distincte et séparée de la surface, disponible, transmissible, susceptible d'hypothèque et garantie par la loi.

Mais si tels sont les caractères généraux de cette nouvelle propriété, il ne faut cependant pas la confondre en tout point avec la propriété du sol, et ne pas méconnaître les caractères particuliers qui résultent de la disposition expresse de la loi et de la situation inférieure de la mine par rapport au sol.

Ainsi, la première condition imposée à la mine (art. 47-50) est de supporter le sol, de ne pas compromettre la sûreté des édifices établis à la surface ; la seconde, le concessionnaire de la mine, bien que propriétaire, n'a pas le *jus utendi et abutendi*, caractères de la propriété absolue, il faut qu'il use, car s'il n'exploite pas, la loi du 27 avril 1838 autorise à faire ordonner sa dépossession. Une troisième, enfin, résulte de l'article 7 de la loi de 1810 : cette propriété est transmissible et cependant elle ne peut pas être vendue par lots ou partagée sans autorisation spéciale du gouvernement.

Il est donc évident que la propriété des mines est un genre de propriété qui a ses conditions particulières d'existence.

Quels sont alors les droits du propriétaire de la surface ?

Avant la concession de la mine, le propriétaire du sol était propriétaire du dessus et du dessous, du fonds et du tréfonds, à toute profondeur ; il avait, dès lors, le droit de bâtir, de creuser, d'extraire des pierres, de la tourbe, etc., de faire des chemins, de creuser des puits artésiens... Par la concession d'une mine, de quoi le propriétaire du sol est-il privé ? D'une seule chose, du droit accordé à un tiers de chercher les matières minérales qui sont l'objet de la concession, et de les extraire de leur gisement. Pour cet objet, et pour cet objet seul, le concessionnaire devra payer au propriétaire du sol une indemnité (art. 18 et 42), une indemnité qui ne s'applique qu'à cela.

Et si les travaux d'exploitation endommagent la surface par des creusements de puits, par des dépôts de matières

extraites, dans ce cas il y a lieu à une nouvelle indemnité, ayant une cause toute nouvelle et les articles 43 et 44 de la loi de 1810 veulent qu'elle soit du double du préjudice causé ou de la valeur expropriée (unique cas dans notre Droit où il y ait ainsi une action *in duplum*).

Du reste, le propriétaire primitif du sol conserve tout les droits qu'il avait avant la concession de la mine. Or, il les avait tous, il faut seulement voir ce qui lui est strictement enlevé et se dire qu'il conserve le surplus au même titre qu'auparavant, aussi parfaitement, *optimo jure*.

En conséquence, il conserve non seulement le droit de maintenir toutes les constructions établies antérieurement à la concession, mais aussi celui d'en établir de nouvelles, droit essentiel de ceux qui habitent la surface, consacré par le Code civil dans ses articles 544 et 552. Il suffit qu'il n'attaque pas la mine, seul objet qu'il ait à respecter.

Si un seul des autres droits du propriétaire de la surface lui était enlevé, le sol se trouverait asservi à la mine ; ce serait une véritable servitude *altius non tollendi*, *amplius non ædificandi*. La terre, en un mot, ne serait plus tenue de le porter.

Une telle gêne, si le législateur avait voulu l'imposer au propriétaire superficiaire, eût exigé une seconde indemnité ; or aucune indemnité de ce genre n'est imposée aux concessionnaires de mines, parce que aucune servitude de ce genre n'est imposée par la concession au propriétaire de la surface.

Et si la conséquence d'une concession de mine était d'imposer le *statu quo* à la superficie, tout le périmètre souvent étendu souffrirait de la même interdiction : ce serait le désert imposé sur tout le périmètre, à moins que, pour chaque œuvre nouvelle, on ne donne une indemnité à la mine dont les concessionnaires exerceraient alors sur le sol une espèce de suzeraineté ou plutôt de souveraineté.

Or il semblerait plus raisonnable que l'inverse existât :

la mine, par le seul fait de la situation des lieux, doit être assujettie de plein droit à toutes les conséquences qui résultent de l'infériorité de cette situation.

Et la principale obligation des concessionnaires vis-à-vis du sol est de supporter ce qu'on peut, à bon droit, appeler le toit de la mine, véritable servitude *oneris ferendi* vis-à-vis du sol, dont la solidité, en effet, dépend de l'accomplissement rigoureux de cette condition, et comme cette condition est naturelle, puisqu'elle résulte de la juxtaposition des lieux, il s'ensuit qu'elle est absolue, perpétuelle, non limitée, et qu'elle implique la double obligation de ne pas miner sous les édifices et les chemins, ou de faire des travaux de consolidation. Ce droit que nous invoquons ici résulte de la disposition générale des articles 639 et 640 du Code civil et de la disposition spéciale de la loi du 21 avril 1810, articles 44, 47 et 50.

Or si telle est la condition générale et naturelle de la propriété des concessionnaires d'une mine, il en résulte que, si par le fait de l'existence d'un édifice, dont ils ne doivent pas compromettre la sûreté, ils éprouvent quelque restriction dans l'exploitation de leur concession, on ne leur doit pas pour cela d'indemnité, car on ne peut pas appeler dommage, dans le sens d'une réparation qui s'y attache, un préjudice de fait qui est la conséquence d'un engagement subi en présence d'un droit plus puissant qu'on est tenu de respecter.

Indépendamment de ces droits incontestables inhérents à la propriété du sol, au profit de ceux qui en sont demeurés propriétaires, l'Etat, de son côté, conserve ses droits généraux de police et d'administration. De plus, comme les particuliers, L'Etat conserve le droit de construire dans le périmètre de la concession, et il peut, après comme avant la concession, ouvrir de nouvelles voies de communication, il peut ordonner la construction

de chemins de fer sans que lui ou ses concessionnaires n'aient à payer d'indemnité au second sol, au sol de la mine, parce que la condition inhérente à la concession de la mine a été de supporter la surface et de n'en jamais compromettre la solidité.

Le caractère des réserves exprimées à cet égard dans les articles 11, 15, 47 et 50 de la loi de 1810, étant général, absolu, d'ordre public, il est dans leur nature d'être perpétuelles, et elles s'étendent non seulement aux édifices existants au jour de la concession, mais aussi à tous les besoins publics, à toutes les survenances ; et pourquoi ? parce que ces survenances sont l'exercice du droit propre de la surface qui n'est pas asservie à la mine, tandis que la mine est assujettie à la surface : elle lui doit support.

Tels étaient les principes fondamentaux, essentiels, que l'on soutint en cette matière. La Cour suprême n'a pas cru nécessaire, de consacrer formellement ces idées. Et elle s'est contentée, comme nous l'avons vu, de baser l'obligation imposée au concessionnaire, à défaut par lui de soutenir suffisamment le toit de la mine, de réparer, le cas échéant, les dommages causés à la surface par les travaux d'une exploitation même régulière sur l'esprit et sur l'ensemble des dispositions de la loi du 21 avril 1810, notamment sur la combinaison de l'article 6 avec les art. 10, 11, 15, 43 et 45.

Se fondant alors sur le nouvel esprit de la jurisprudence et sur le revirement de ses idées en ce qui concernait la réparation des dommages causés par les suites de l'exploitation régulière d'une mine, certains propriétaires de surface endommagée par des travaux intérieurs des mines s'avisèrent *d'invoquer l'application des articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, pour réclamer une indemnité fixée au double du revenu ou pour exiger du concessionnaire l'acquisition de leur terrain au double de sa valeur*, suivant la distinction de ces textes qui visent textuellement

« le cas d'occupation de terrains » pour la recherche ou les travaux des mines, et qu'on voulait ainsi étendre au cas de dommages provenant de « l'exploitation souterraine ».

Ces prétentions, fort bien soutenues par des arguments empreints d'une logique qui parut indiscutable, furent longtemps accueillies par la jurisprudence.

Envisageant d'abord le côté pratique et économique de la question et se préoccupant des conséquences que pourrait avoir pour l'industrie houillère cette doctrine, on fit remarquer que si à cette époque l'industrie houillère souffre quelque dépression, si cette dépression pèse de tout son poids sur les industries et notamment sur l'industrie métallurgique, pour lesquelles la question du combustible est capitale, la cause n'en est pas dans les droits de la surface à être largement indemnisée, et la doctrine absolue des indemnités doubles n'a qu'une influence véritablement insensible sur le prix de la houille, la facilité de ses débouchés et par suite la propriété des mines : la cause en est dans l'insuffisance et la difficulté des transports, cause signalée par tous les hommes compétents, économistes, industriels, par M. Schneider, vice-président du corps législatif, au Sénat par M. Baroche, président du Conseil d'Etat, aperçue aussi par le souverain qui essaie de conjurer le péril dans la lettre impériale du 5 janvier 1860. Cette doctrine ne présente donc aucun danger pour l'avenir de l'industrie, et ne doit pas préoccuper l'intérêt public qui n'est pas menacé.

De plus, cette solution est la plus conforme à la fois aux textes des lois des 28 juillet 1791 et 21 avril 1810, à la pensée qui a inspiré, à la volonté qui a dicté ces lois, au respect nécessaire des droits de la propriété foncière, aux exigences les plus légitimes d'une équité bien entendue et sagement comprise.

La loi du 28 juillet 1791, en effet, après avoir posé le principe que les mines... sont à la disposition de la

nation, en ce sens qu'elle en aura la surveillance et le droit de disposition, ajoutait que leur exploitation aurait lieu à charge d'indemniser les propriétaires de la surface (art. 1^{er}). Puis l'article 21 disait formellement que cette indemnité s'entendait des « dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines ». Enfin l'article 22 portait : « Cette indemnité aura pour base le double de la valeur intrinsèque de la surface du sol qui sera l'objet desdits dégâts et non-jouissances... » Or, quoi de plus général et de plus compréhensif que ces mots « dégâts et non-jouissances » occasionnés par « l'exploitation des mines » ? A le prendre littéralement, le texte de ces articles justifie donc pleinement les prétentions de la surface.

Ces articles 21 et 22 de la loi de 1791 sont devenus, quant au principe de l'indemnité double, les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810. Le législateur de 1810 a suivi pas à pas celui de 1791.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 43 n'est autre que l'article 1^{er} de la loi précédente : « Les propriétaires des mines sont tenus de payer les indemnités dues au propriétaire de la surface sur le terrain duquel ils établiront leurs travaux. » L'article 43 porte ensuite : « Si les travaux entrepris par les explorateurs ou les propriétaires de mines ne sont que passagers, et si le sol où ils ont été faits peut être mis en culture au bout d'un an, comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée au double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé. » Article 44 : « Lorsque l'occupation des terrains pour la recherche ou les travaux des mines prive le propriétaire du sol de la jouissance du revenu au delà du temps d'une année, ou lorsque après ces travaux les terrains ne sont plus propres à la culture, on peut exiger des propriétaires des mines l'acquisition des terrains à l'usage de l'exploitation... Le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la

valeur qu'il avait avant l'exploitation de la mine. » Ces articles réglementent bien l'hypothèse de dommages qui nous occupent, quoiqu'on ait voulu dire que l'article 43 ne parle que de travaux passagers, donc extérieurs et, dès lors, ne s'applique pas aux travaux intérieurs. A cet égard, il nous est facile de faire remarquer que les travaux souterrains peuvent parfaitement n'être que temporaires, et surtout le dommage qui en résulte peut n'être que temporaire ; la pensée du législateur, lorsqu'il emploie l'expression « travaux passagers », est donc tout simplement de mettre en parallèle le dommage temporaire qui ne donne lieu qu'à une indemnité, calculée d'ailleurs au double (art. 43), et le dommage définitif qui donne lieu à achat forcé, également au double (art. 44).

Le mot « occupation » pourrait faire naître un doute, en éveillant l'idée d'une entreprise directe sur la surface et par des travaux superficiels. Mais ce doute ne peut subsister longtemps, car l'on voit bien que ce qui domine ici, c'est l'idée de dépossession, de privation de jouissance imposée au propriétaire de la surface : c'est au résultat que la loi s'attache : et cela doit être, car la loi est avant tout pratique : or, au point de vue pratique, quand la dépossession a lieu, il importe fort peu qu'elle résulte de travaux superficiels ou de travaux souterrains.

Les articles 43 et 44 ne sont donc bien que la reproduction de la loi de 1791. Il y a cependant une seule modification qu'il importe de signaler : l'article 22 de la loi de 1791 laissait aux propriétaires de la surface le choix entre le paiement d'une indemnité calculée au double de la valeur de la portion endommagée, ou l'achat, par l'exploitant, de toute la propriété, dans le cas où cette propriété n'excédait pas dix arpents : mais l'achat n'avait alors lieu qu'au simple. La loi de 1810 a modifié cette alternative : l'exploitant ne sera plus tenu, en principe, d'acquérir d'autres terrains que ceux qu'auront directe-

ment affectés les dégâts ; mais, dans le cas où l'achat pourra lui être imposé, le prix en sera fixé au double, comme l'eût été l'indemnité d'après la loi de 1791. Telle est l'innovation que signale M. de Girardin, dans son rapport au corps législatif, et elle est extensive plutôt que restrictive des droits de la surface. Car le propriétaire superficiaire conservait le choix que lui assurait l'article 22 : il perd, certes, le droit de requérir l'achat de toute sa propriété, mais il gagne le droit de requérir l'achat au double, de la même façon qu'eût été calculée l'indemnité.

Notre doctrine s'appuie solidement encore sur l'esprit des lois de 1791 et de 1810. La loi de 1791 fut, en effet, une loi de réaction contre les abus de jouissance des grands concessionnaires en faveur de la surface. Et comme toute loi de réaction, elle dépassa son but, en sacrifiant l'indépendance si nécessaire des exploitations aux droits qu'avait la surface sur la mine elle-même (art. 1-3, loi de 1791, art. 552 du Code civil). Mais ses auteurs imaginèrent une combinaison extrêmement heureuse, celle des indemnités doubles ; combinaison heureuse, car elle présentait l'avantage, au profit de la mine, de prévenir les alarmes, les préjugés, les résistances mêmes de la surface ; et au profit de la surface, de la protéger contre l'incurie des exploitants ou la témérité de leurs entreprises : les intérêts mutuels de la surface et de la mine devenaient de mutuelles garanties. Par ce système, le législateur assure, et c'était justice, le respect nécessaire des droits de la surface ; or, si l'on songe aux tendances favorables à la surface auxquelles obéit le législateur alors, il est certain que, dans son esprit, ce système protecteur dut s'appliquer à toutes les hypothèses.

La justification de notre doctrine qu'il est ainsi permis de puiser dans le texte des deux lois de 1791 et de 1810 et dans l'esprit qui a dicté ces lois, ne se trouve pas moins dans les travaux préparatoires de la seconde, au cours

desquels on rencontre, à plusieurs reprises, partout exprimée ou supposée, la généralité du système des indemnités ou de l'achat au double.

Les circulaires ministérielles viennent enfin confirmer ce caractère général et absolu des articles 21 et 22 de la loi de 1791 et 43 et 44 de la loi de 1810. M. Chaptal, ministre de l'Intérieur, dans sa circulaire du 18 messidor an IX, pour l'exécution des lois relatives aux mines, a fait le commentaire complet de la loi, plaçant sous des rubriques distinctes chaque groupe de questions se rattachant à l'interprétation de cette loi. Le paragraphe 16 a pour rubrique : « Des devoirs des concessionnaires et permissionnaires » et, sous cette rubrique, on lit : « Les concessionnaires ou permissionnaires sont tenus de payer exactement aux propriétaires de terrains superficiels les indemnités fixées par la loi, savoir... 2° conformément aux articles 20, 21 et 22 du même titre... » M. Chaptal ne fait aucune distinction : les indemnités, en général, dues par les concessionnaires des mines, sont réglées, quant à leur quotité, par les articles 21 et 22. Ces articles sont donc une règle générale. M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur, est plus explicite encore dans son instruction du 3 août 1810, donnée pour l'exécution de la loi du 21 avril 1810. « L'acte de concession énonce... il indique l'obligation aussi d'acquitter envers les propriétaires de la surface, ou à l'égard des inventeurs, les indemnités qui seront fixées ou qui seraient dues aux termes des articles 6, 42, 51, 53, 55 et 43, 44, 45, 46. Tous les droits des propriétaires de la surface sont ainsi rangés en deux classes : la première comprend ceux qui se rattachent à la redevance, régie par les articles 6, 42, 51, 53 et 55 ; la seconde comprend les indemnités proprement dites, régie par les articles 43 et 44 à l'égard de la surface, 45 à l'égard de l'exploitation voisine et 46 à l'égard de l'une et

de l'autre. Les articles 43 et 44 pour les indemnités dues aux propriétaires de la surface, règlent donc tous les cas. M. de Montalivet, ainsi que M. Chaptal, considère donc les articles 43 et 44 comme un code complet des indemnités dues à la surface. Ainsi, après le témoignage des conseillers d'Etat qui ont préparé la loi, après le témoignage de M. de Girardin qui l'a expliquée à ses collègues du corps législatif, on recueille celui du ministre chargé d'en assurer l'exécution.

Ajoutons, en terminant, que ces articles 43 et 44 n'ont aucun caractère exceptionnel dans la loi de 1810. Ce qui est exceptionnel, c'est la loi de 1810 elle-même, qui est une loi spéciale. Mais, comme toutes les lois spéciales règlent l'ensemble des matières qui en sont l'objet, ainsi la loi de 1810 règle toutes les questions qui touchent aux mines et se suffit à elle-même. En un mot, la loi de 1810 forme le véritable droit commun en matière de mines. Ces motifs sont aussi ceux par lesquels se sont déterminés les auteurs les plus consultés, parmi lesquels nous citerons MM. Peyret-Lallier (*Traité de la législation des mines*, n° 419), Dufour (*Droit administratif*, t. II, mines, n° 399) et Dupont (*Jurisprudence des mines*, t. I, p. 313). Tout se réunit ainsi, texte et esprit de la loi, travaux préparatoires, instructions ministérielles et doctrine, pour établir et démontrer l'application des articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810 à la privation de jouissance résultant, pour le propriétaire de la surface, d'accidents et de dommages causés par les travaux de l'exploitation intérieure.

La grande majorité des arrêts rendus de 1847 à 1860 admit cette thèse. Un arrêt du 23 avril 1850 (Dijon, 30 mars 1849 et req. rej., 23 avril 1850, S. 1850. I. 735 ; D. 1850. I. 150) déclare en effet que « l'article 43 de la loi de 1810, qui fixe au double du revenu l'indemnité due par le concessionnaire de la mine, pour les terrains par lui occupés pour ses travaux extérieurs, est applicable

également à la dépréciation qui résulte non de travaux extérieurs, mais des éboulements ou autres désordres causés à la surface par les travaux intérieurs. »

Dans le même sens, l'arrêt de rejet de la Chambre des requêtes du 22 décembre 1852 (S. 1853. I. 14 ; D. 1853. I. 93), s'exprime ainsi : « L'article 43 de la loi de 1810, d'après lequel le concessionnaire d'une mine peut être contraint à acquérir, moyennant un prix fixé au double de leur valeur, les terrains sur lesquels il a établi ses travaux, lorsque ces terrains ont subi une dépréciation qui les rend impropres à la culture, et équivaut ainsi à une véritable occupation, s'applique non seulement au cas où la dépréciation provient de travaux extérieurs, mais encore à celui où elle résulte de dégradations causées à la surface par les travaux intérieurs de la mine. » Et l'arrêt, tranchant un autre point délicat, fait évaluer le terrain à acquérir non au jour où a commencé l'exploitation de la mine, mais au jour où a eu lieu le dommage qui a rendu obligatoire pour le concessionnaire l'achat du terrain endommagé.

Un arrêt de Nîmes, du 10 février 1857 (S. 1857. II. 343 ; D. 1857. II. 212), résume de même la question : ainsi le propriétaire de la surface a droit à l'indemnité au double, non seulement lorsqu'il y a « occupation » de ses terrains, mais même lorsqu'ils sont simplement « détériorés » par les travaux intérieurs et ajoute que les dispositions de la loi de 1810 ne sont nullement exclusives de l'application du principe de l'article 1382 du Code civil, que tout fait dommageable oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. « Le propriétaire des terrains soumis à une exploitation de mines, y est-il dit, a droit, indépendamment des indemnités qui lui sont accordées par la loi de 1810, à être aussi indemnisé, en vertu de l'article 1382 du Code civil, de la dépréciation générale causée à sa propriété par le voisinage des mines. »

L'arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 2 décembre 1857 (S. 1858. I. 377 ; D. 1857. I. 434), impose, malgré les conclusions contraires de l'avocat général, M. de Marnas, l'application des articles 43 et 44 de la loi de 1810, non seulement au cas d' « occupation » des terrains pour la recherche et les travaux extérieurs des mines, mais encore à celui de simple « dommage » causé à la surface par les travaux intérieurs d'exploitation.

Les arrêts de Nancy, du 7 juillet 1858 (S. 1858. II. 572 ; D. 1861. II. 162), de Nîmes, du 15 décembre 1858 (S. 1859. II. 20 ; D. 1859. II. 47), de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 17 juillet 1860 (S. 1860. I. 699 ; D. 1860. I. 321 et 325), appliquent les mêmes principes d'extension des articles 43 et 44 au cas de simple dépréciation produite par des travaux intérieurs des mines. Et le dernier arrêt cité étend la disposition, et aux terrains non bâtis, et aux bâtiments existants sur le sol où la mine est ouverte et qui sont endommagés par l'exploitation. « Donc, dit cet arrêt, au cas où, sur la demande du propriétaire du terrain dans lequel une mine est ouverte, tendant à faire condamner le concessionnaire de cette mine à acquérir la propriété du demandeur endommagée par les travaux d'exploitation, et à lui en payer le prix au double de sa valeur, conformément à la disposition de l'article 44 de la loi de 1810, le défendeur déclare consentir à faire cette acquisition, mais seulement au prix simple de l'estimation de la propriété, les juges peuvent, en présence de ce consentement, ordonner l'acquisition au double de la valeur estimative ; ce n'est pas là violer le principe de l'indivisibilité de l'aveu judiciaire lequel ne saurait être invoqué ici. Il n'en est pas de ce cas comme de celui d'une offre spontanée d'acquisition. » (Code civil, art. 1356).

A ce sujet, M. Dalloz ajoute en note sous l'arrêt : « Il est incontestable que le concessionnaire est tenu de réparer les dommages causés par son exploitation aux constructions

élevées à la surface. Mais, au lieu d'une simple indemnité, peut-on exiger que le concessionnaire acquière ces constructions en payant le double de leur valeur, par application des articles 43 et 44 ? A ne consulter que les termes de ces articles, on pourrait être porté à croire qu'ils ont uniquement en vue les terrains propres à la culture ; mais il semble plus conforme à l'esprit de la loi de décider, comme ici la Cour de cassation le fait, que la faculté, accordée au propriétaire par les articles précités, s'applique, par identité de raison, au cas où le terrain est bâti aussi bien qu'à celui où il est cultivé. (Même sens : Peyret-Lallier, t. I, n° 425. — Dufour, *Lois des mines*, n° 97.)

III.— Cependant cette jurisprudence qui faisait régir par le principe de l'indemnité au double, tel que l'organisent les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, indistinctement tous les cas de dommages, soit que les dommages proviennent de l'occupation temporaire ou définitive de la surface, soit qu'ils aient accidentellement pour cause les travaux souterrains, intérieurs des exploitations, en dehors de tout fait d'occupation du sol, ne fut jamais unanime.

Durant même toute la période où elle triompha, de nombreux arrêts vinrent sanctionner la doctrine contraire et firent appliquer le principe de l'indemnité au double, seulement et exclusivement aux dommages qui résultent pour le propriétaire du sol des occupations plus ou moins prolongées de la surface par les travaux extérieurs des mines. « *Les articles 43 et 44 sont inapplicables à la dépréciation produite par les travaux intérieurs, tels qu'affaissements, éboulements ou fissures causés à la surface : l'indemnité, dans ce cas, doit être réglée d'après le droit commun et selon le dommage réellement éprouvé* », pose en principe la Cour de Dijon, dans son arrêt du 29 mars 1854 (D. 1854, II. 143). De même, dans un arrêt de la même Cour, du 21 août 1856 (D. 1857. II 6), nous

trouvons approuvée la même doctrine : « Les articles 43 et 44 de la loi de 1810, y est-il dit, qui fixent au double du revenu net l'indemnité due au propriétaire de la surface par les explorateurs ou propriétaires de mines, et obligent ceux-ci à acheter les terrains où sont exécutés les travaux en payant le double de leur valeur, ne s'appliquent qu'au cas d'*occupation* de ces terrains, et non à celui de détérioration causée à la surface par les travaux intérieurs résultant par exemple de fissures et éboulements produits par ces travaux. C'est uniquement d'après les règles du droit commun que doit être réglée l'indemnité due au propriétaire de la surface pour une telle détérioration. »

Un arrêt de Lyon, du 5 août 1858 (S. 1858. II. 664; D. 1859. II. 7), et un arrêt de Grenoble, du 20 mars 1861 (S. 1861. II. 249; D. 1861. II. 185), peuvent encore être cités parmi les plus importants des arrêts, qui allèrent à l'encontre de la doctrine généralement admise.

En Belgique, où la loi française du 21 avril 1810 est la base de la législation des mines, cette divergence n'existait pas dans la jurisprudence : il y était admis sans conteste dans la pratique, que les dispositions des articles 43 et 44 sont des dispositions exceptionnelles, ne se rapportant qu'au cas de prise de possession temporaire ou définitive de la surface par les concessionnaires de mines et nullement en cas de dommages occasionnés à la superficie par les travaux souterrains d'une exploitation : c'est ce qui résulte d'abord d'un avis du conseil des mines du 27 mars 1850 : « Considérant que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 ne concernent que les travaux à entreprendre à la surface pour le service de l'exploitation, tels que percement de bures, établissement de magasins, ouvertures de routes et de canaux et qu'on ne peut en étendre l'application à d'autres cas ; que cette interprétation résulte des discussions qui ont précédé la loi, des instructions et circulaires invoquées par les demandeurs, et de

la doctrine des auteurs... » (V. M. Chicora, *Jurisprudence du conseil des mines*, p. 310) et ensuite d'une jurisprudence bien établie. (Bruxelles, 27 décembre 1843, *Pasicrisie belge*, 1844, II, 59 ; 12 juin 1844, *ibid.*, 1845. II. 310 ; 16 février 1848, *ibid.*, 1848. II. 63. Liège, 6 janvier 1849. *Pasicrisie belge*, 1849. II. 97 ; 24 juillet 1855, *ibid.*, 1856. II. 145.) A cette époque, une contradiction énergique [et très bien motivée a été opposée à la doctrine dominante qui étendait l'application des articles 43 et 44 de la loi de 1810 « à tous les cas de dommages, quelle qu'en soit la cause ». MM. Rey (*Propriété des mines*, t. I, p. 220), Fourcade-Prunet (Thèse de doctorat, p. 169 et suiv.) et Dolez, avocat à la Cour de cassation belge (*Journal des mines*, nos des 7 décembre 1860, 3 et 10 janvier 1861), se mirent à la tête du mouvement.

L'opinion que soutiennent ces derniers jurisconsultes et que la jurisprudence belge sanctionne: « Le principe de l'indemnité des articles 43 et 44 ne régit, de la manière la plus restreinte, que le cas de dommages provenant de l'occupation de la surface », était en effet préférable. Car il serait bien désastreux au point de vue économique que l'extension de ce principe aux dommages qui sont occasionnés à cette même surface par les travaux « intérieurs » des mines, se trouvât autorisée par la loi, puisqu'un pareil système, en aggravant outre mesure la situation déjà en elle-même si onéreuse et si aléatoire des exploitants, ne peut avoir pour résultat que de paralyser l'esprit d'entreprise qui attire vers les travaux des mines les aptitudes et les capitaux. Heureusement il n'en est rien, et en se reportant aux précédents historiques, aux textes et à l'économie générale de la loi du 21 avril 1810, aux travaux préparatoires, aux inductions logiques, l'on arrive à la preuve complète que le législateur a, au contraire, laissé sous l'empire du droit commun le mode de réparation applicable à des accidents toujours possibles

à la surface, même avec l'exploitation souterraine la plus prudente, la plus conforme aux lois et règlements, et aux prescriptions de la science.

Analysons donc cette preuve dans ses divers éléments :

1° *Précédents historiques.* — Non seulement l'ancienne législation minérale, antérieure à la loi de 1791, ne présente aucune disposition dont on puisse induire qu'une indemnité au double soit due aux propriétaires fonciers pour la réparation des dommages et dégâts résultant des travaux *intérieurs* des mines, mais il est remarquable que, même pour les dommages provenant des travaux *extérieurs*, elle a toujours fixé l'indemnité d'après les principes du droit commun, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du préjudice simple que l'établissement de ces travaux extérieurs fait éprouver aux propriétaires de la surface. C'est ce que prouvent jusqu'à la dernière évidence, d'abord les lettres patentes de Charles VI, du 30 mai 1413, où il est dit simplement que les exploitants ont droit de pratiquer à la surface des chemins et voies, entrées et issues, et autres travaux profitables à leurs mines « moyennant et par payant juste et raisonnable prix » ; l'ordonnance de Louis XI, rendue en septembre 1471, à Montilz-lez-Tours, qui, en autorisant les travaux de recherches, d'ouverture et d'exploitation de mines sur le terrain d'autrui, porte seulement : « sauf l'indemnité de celui ou de ceux auxquels appartiendra le territoire », et qui ajoute plus loin que, de même, les chemins, voies, entrées, issues « et toutes autres clauses nécessaires à l'exploitation » peuvent être établies à la surface « moyennant et par payant juste et raisonnable prix » ; les lettres patentes de Henri II, du 10 octobre 1552, portant amplification des privilèges précédemment accordés au seigneur de Roberval, et qui consacrent, au profit de ce concessionnaire et de ses associés, le droit de « prendre ès lieux

qu'ils verraient convenables, terres, héritages et ruisseaux pour construire, bâtir et édifier toutes usines, moulins, fourneaux, fonderies, affineries et maisonnettes nécessaires, tant pour eux que pour mettre en œuvre, retirer et accommoder les choses provenant desdites usines et minières que aussi prendre terre pour faire chemins... en payant toutefois préalablement la superficie des terres raisonnablement, selon que le cas le requerra, sans que les dits propriétaires puissent prétendre aucun droit aux dites mines, ni demander autre intérêt que la récompense des terres, superficie ou incommodité d'icelles, encore qu'en icelles les dites mines soient tirées. » (V. textes dans Lamé-Fleury, *Législation minérale sous l'ancienne monarchie*, p. 5, 6, 14, 15, 41, 42). Dans le même sens, autres lettres patentes de Henri II, en date des 30 septembre 1548 et 9 décembre 1551, et de François II, du 29 juillet 1560 (*ibid.*, p. 29, 32, 51). C'est ce que prouvent encore, avec la même évidence, les lettres patentes de Henri III, du 31 janvier 1580, portant permission au sieur de Collonges de chercher, ouvrir et exploiter des mines et minières en France... « à charge aussi de payer, par ledit Collonges, aux propriétaires des fonds et héritages, rièrre lesquels seront lesdites mines, et des lieux où ils passeront les dommages-intérêts qu'ils feront à la superficie des dits fonds, eu égard aux fruits et revenus d'iceux tant seulement. » (*Ibid.*, p. 67.)

Il serait inutile de multiplier les citations : qu'il nous suffise de faire remarquer, d'une manière générale, que tous ces textes où il n'est pas dit un mot d'une indemnité au double, ont été reproduits ou confirmés sans aucune modification par tous les monuments subséquents de l'ancienne législation minérale (à cet égard, l'édit de Henri IV, de janvier 1597, sur les mines ; l'arrêt du Conseil d'Etat du roi, du 20 janvier 1691, spécial aux mines de fer ; un autre arrêt du même Conseil, du

22 juin 1728 ; l'édit de Louis XV, de septembre 1739, portant règlement pour les mines et minières du royaume, et l'arrêt du Conseil d'Etat du roi, du 14 janvier 1744, portant règlement pour l'exploitation des mines de houille dans Lamé-Fleury, *loc. cit.*, p. 69 et suiv., 97 et suiv., 105 et suiv., 127-148).

A défaut de l'ancienne législation minérale, l'on ne peut invoquer les dispositions de la loi de 1791 à l'appui du système qui « étend à tous les cas de dommages indistinctement » l'application du principe de l'indemnité au double. C'est là un des points sur lesquels on a justement insisté. Il est vrai que l'indemnité au double s'applique, d'après les articles 21 et 22 de la loi précitée, aux cas de « non-jouissances et dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines » et que ce sont des expressions génériques qui, au premier abord, paraissent devoir s'entendre de toute espèce de dommages, quelle qu'en soit la cause : mais il faut remarquer qu'après avoir employé ces expressions, qui ne doivent pas être considérées isolément, le législateur de 1791 en restreint aussitôt la portée littérale en ajoutant qu'il s'agit de non-jouissances et dégâts occasionnés à la surface « tant à raison des chemins que des lavoirs, fuites des eaux et tout autre établissement, de quelque sorte qu'il soit, dépendant de l'exploitation » ; toutes indications qui ne se réfèrent nécessairement qu'à des dommages provenant de travaux extérieurs établis à la surface par les exploitants ; cela est d'abord évident pour les lavoirs, chemins et fuites des eaux ; et quant aux mots « tout autre établissement, de quelque nature qu'il soit, dépendant de l'exploitation », il est clair qu'ils ne peuvent se référer aux non-jouissances et dégâts provenant des travaux intérieurs des mines, cette dernière espèce de dommage ayant pour cause le fait de l'extraction des matières minérales, et non la création d'un établissement

dépendant de l'exploitation. La pensée du législateur de 1791 ne se portait donc que sur les dommages provenant de travaux extérieurs. D'ailleurs, dans le doute, le principe de l'indemnité au double, constituant dans la loi de 1791 une dérogation à la fois aux traditions historiques les plus constantes et aux règles de droit commun, doit être restrictivement interprété. Il est au reste remarquable que, de 1791 à 1810, cette interprétation n'a jamais été, dans la pratique, l'objet d'une contestation : on la voit suivie, sans difficulté, comme usage constant, dans les plus riches bassins houillers, ainsi qu'en fait foi, notamment pour la Belgique, un mémoire présenté au Conseil d'Etat par les exploitants du département de Jemmapes, lors de la discussion de la loi de 1810. (V. Locré, *Législation sur les mines*, p. 257.)

2^e *Texte et économie de la loi du 21 avril 1810.* — Pour établir que les articles 43 et 44, concernant l'indemnité au double, s'appliquent même aux dommages accidentellement causés à la surface par les travaux *intérieurs* des mines, la Cour de cassation dit d'abord, en substance, que les articles précités ne distinguent pas entre le cas de ces derniers dommages et le cas où les dommages proviennent de l'occupation des terrains. (Req., 22 décembre 1852. D. 1853. I. 95. — Civ. cass., 2 décembre 1875. D. 1857. I. 434. — 17 juillet 1860. D. 1860. I. 321.) Mais c'est là commettre une pétition de principes ; pour nous, nous voyons, au contraire, cette distinction d'une manière très claire dans la loi. Les articles 43 et 44 distinguent entre les deux espèces de dommages, par cela même qu'ils ne parlent pas des dommages causés à la surface pour les travaux extérieurs, et, comme ce sont manifestement des dispositions exceptionnelles, leur application ne peut être étendue au delà du cas qui s'y trouve prévu. Nous disons que les articles 43 et 44 ne parlent que des dommages

causés directement à la surface par les occupations de terrains qu'exigent les travaux extérieurs des mines. Et, en effet, c'est ce que suppose de la manière la plus irréfragable tout leur contexte ; le paragraphe 1^{er} de l'article 43 spécifie tout d'abord l'hypothèse en présence de laquelle se place le législateur : « Les propriétaires de mines, dit-il, sont tenus à payer les indemnités dues au propriétaire de la surface, *sur* le terrain duquel ils établiront leurs travaux » ; *sur* (et non *sous*) le terrain duquel... ; ici donc le dessous ne peut être pris pour le dessus, et il n'est, en conséquence, uniquement question que des travaux extérieurs, tels que établissements de puits, de machines, de magasins, qu'il est impossible de confondre avec les travaux d'exploitation qui s'exécutent à plusieurs centaines de mètres de profondeur.

Le paragraphe 2 du même article, prévoyant le cas d'occupation temporaire, dispose que les *travaux entrepris* donneront lieu à une indemnité double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé, et il est bien clair que le sens de ces mots : *travaux entrepris* est déterminé par le paragraphe 1^{er}, qui, comme on vient de le voir, ne peut s'entendre que des travaux extérieurs. Dans l'article 44, la pensée du législateur devient de plus en plus évidente : cet article règle l'application du principe de l'indemnité au double pour le cas *d'occupation* définitive ou réputée telle des terrains de la surface ; or, en droit, le mot *occupation* dont se sert la loi, a un sens spécial, technique, qui ne pouvait être ignoré des jurisconsultes aussi éminents que les créateurs de la loi de 1810 : *occuper* un terrain, c'est en prendre possession et s'y établir, et ce fait ne peut se réaliser que par les travaux extérieurs des mines. Ainsi, par ce seul mot *d'occupation*, le texte même de l'article 44 exclut, plus énergiquement encore que ne le fait l'article 43, l'extension de l'indemnité au double aux dommages et dégâts qui proviennent, indépendamment

de toute prise de possession du terrain de la surface, des travaux *intérieurs* d'une exploitation souterraine. (V. en ce sens : Lyon, 2 juillet 1859. D. 1860. II. 104, en ses motifs, et M. Dolez, *loc. cit.*) Dira-t-on avec la Cour de cassation (arrêts précités), en équivoquant sur la portée du mot « occupation », qu'à tout prendre, soit que le dommage provienne de travaux *extérieurs*, soit qu'il ait été occasionné par l'exploitation *souterraine* de la mine, il y a toujours pour le propriétaire de la surface une privation de jouissance *équivalant* à une dépossession de souterrain pour travaux d'exploitation, et que, dès lors, le résultat étant le même, l'indemnité doit être aussi la même, c'est-à-dire réglée au double dans l'un et l'autre cas ? Nous répondons que c'est là raisonner par analogie, et qu'il est élémentaire, que lorsqu'il s'agit de dispositions exceptionnelles, déroatoires au droit commun, on ne peut s'autoriser par de semblables raisonnements à en étendre l'application, plus ou moins arbitrairement, d'un cas à un autre.

Maintenant, ainsi que l'a fait observer M. Dufaure, si le législateur avait entendu assimiler, quant au mode de réparation, les dommages occasionnés par les travaux *intérieurs* des mines à ceux qui ont pour cause l'occupation temporaire ou définitive de la surface, comment expliquerait-on qu'il ne soit fait aucune mention, dans les articles 43 et 44, des bâtiments et édifices si sujets à être endommagés par les travaux et qu'il y soit question seulement des terrains « propres à la culture, de pièces de terres endommagées sur une plus ou moins grande partie de leur surface » ? Ce silence qui serait inexplicable n'a rien, au contraire, que de fort logique dans notre système d'interprétation : aux termes de l'article 11 de la loi, les édifices et bâtiments ne pouvant être occupés par les explorateurs et les concessionnaires de mines, le législateur n'avait pas à les mentionner dans des articles

qui n'étaient faits que pour régler les effets de l'occupation de la surface. La loi, enfin, dans l'article 44, donne au propriétaire du sol, lorsque les travaux sont permanents ou réputés tels, le droit d'exiger l'acquisition « des terrains à l'usage de l'exploitation » ; or, au point de vue de cette qualification, en est-il des terrains où l'on établit des puits, des machines, des magasins, comme des terrains qui s'affaissent, se crevassent ou se dessèchent, comme des maisons qui se lézardent par suite des travaux intérieurs d'une mine ? Ce n'est que par un étrange abus de mots que l'on pourrait considérer ces derniers terrains comme étant « à l'usage de l'exploitation » ; le législateur ne les avait donc pas en vue lorsqu'il édictait les articles 43 et 44 de la loi de 1810.

L'article 15 de la même loi vient à l'appui de toute cette argumentation : ainsi d'abord, il y est dit, pour le cas de travaux souterrains à exécuter sous des maisons et bâtiments, que l'exploitant doit donner caution de payer en cas d'accidents « toute indemnité », et non pas une indemnité au double ; d'autre part, cet article 15, mettant sur la même ligne l'indemnité due pour dommage provenant de travaux souterrains au propriétaire d'une maison ou bâtiment et celle due, pour la même cause, au propriétaire d'une exploitation minière, il semble bien, puisqu'il n'a jamais été contesté que la fixation de cette dernière indemnité doit s'effectuer d'après les règles du droit commun, qu'il y a lieu, en raison de l'assimilation établie par la loi elle-même, de régler aussi, sur la même base, l'indemnité du propriétaire de la maison.

En dernier lieu, nous ferons remarquer qu'en érigeant les mines en propriétés distinctes et séparées de la surface, le législateur a établi, par voie de superposition, deux propriétés dans un état de contact et de voisinage immédiat, et qu'il est de la plus stricte équité qu'aucune de ces propriétés ne soit la vassale ou la suzeraine de l'autre,

mais bien qu'elles soient toutes deux soumises, dans leurs rapports, à un régime d'égalité et de réciprocité. Tel a été le but que le législateur de 1810, en particulier, s'est efforcé d'atteindre. Dès lors et du moment qu'il est constant que le propriétaire du sol ne doit que l'indemnité du droit commun au propriétaire d'une mine qui éprouve un dommage par suite de travaux exécutés à la surface, c'est-à-dire par suite de l'exercice même des droits inhérents à la propriété superficière, ne serait-ce pas bouleverser toute l'économie de la loi que de fixer, d'après une autre base, l'indemnité due au propriétaire de la surface par le concessionnaire, à raison des travaux intérieurs que celui-ci exécute chez lui et sur sa chose et qui ne sont aussi de sa part que l'exercice même du droit de la propriété minière ?

3° *Travaux préparatoires.* — Les fragments qui nous sont parvenus de la discussion au Conseil d'Etat du projet de loi sur les mines, devenu la loi du 21 avril 1810, ne présentent absolument rien qui soit en opposition avec l'interprétation restrictive des articles 43 et 44, telle que nous venons de l'établir en nous fondant sur les précédents historiques et sur le contexte même desdits articles : loin de là ! Lorsqu'on a discuté au Conseil d'Etat l'article 15 du projet devenu l'article 10 de la loi de 1810, il n'a jamais été question dans la discussion que des travaux de recherches, c'est-à-dire de travaux superficiels et nullement de travaux d'exploitation souterraine, et l'observation de M. Marniola sur la nécessité de poser aux experts pour règle que le propriétaire doit être indemnisé de toutes les pertes actuelles et subséquentes occasionnées par les *recherches*, ne se référerait qu'au cas où les travaux, faits sur le *terrain* de la surface, en changeraient la nature et en détruiraient les produits. Or, à quelle conclusion voit-on aboutir, après cette observation,

la discussion au Conseil d'Etat? A un renvoi pur et simple, pour l'évaluation des dommages dont il s'agit, à l'article 44: c'est donc que ce dernier article prévoyait essentiellement pour l'application du mode de réparation qu'il détermine le cas de travaux superficiels. (V. Locré, *Législation sur les mines*, p. 105.) D'un autre côté, lors de la discussion au Conseil d'Etat des articles 43 et 44, il est constaté que M. Marniola reproduisit l'observation qu'il avait faite dans la séance du 24 juin 1809, c'est-à-dire sur l'article 15 du projet: or, nous venons de reconnaître que cette observation n'avait trait qu'aux travaux de recherches, aux travaux superficiels; mais admettons que M. Marniola ait reproduit son observation en lui donnant, en dernier lieu, plus de portée, c'est-à-dire en ayant en vue cette fois les dommages résultant d'une exploitation souterraine, qu'il regrettait de ne pas voir compris dans les articles 43 et 44: le procès-verbal de la discussion constate que ces articles furent adoptés tels qu'ils étaient présentés et qu'ainsi il ne fut pas donné suite à l'observation de M. Marniola. (V. Locré, *op. cit.*, p. 130 et suiv.)

Mais c'est surtout dans les discours des orateurs officiels que la pensée du législateur sur la portée toute restreinte des articles 43 et 44 se révèle tout entière. Et, en effet, d'une part, Regnault de Saint-Jean d'Angely, dans l'exposé des motifs, désigne les indemnités réglées par ces articles « des indemnités à ceux dont on est obligé de *prendre* les propriétés pour *creuser les puits, faire l'extraction, déposer les matières* », ce qui ne peut s'entendre que des indemnités dues à raison de travaux exécutés à la surface; et, d'autre part, Stanislas de Girardin, par cela même que dans son rapport au Corps législatif, il rattache les articles 43 et 44 à la nécessité de faire cesser la double enclave dont les mines, propriétés des concessionnaires, sont frappées, indique fort clairement qu'il ne s'agit dans

lesdits articles que des dommages occasionnés par des travaux extérieurs établis à la surface du sol.

4° *Inductions logiques.* — Si l'on examine maintenant la question en théorie pure, abstraction faite des textes, rien ne paraît plus rationnel en soi que cette distinction pour le mode de réparation du dommage, entre les travaux *extérieurs* établis à la surface et les travaux *intérieurs* des mines. Les premiers sont directement et nécessairement incompatibles avec *les usages* ordinaires du sol ; il fallait donc, avant tout, protéger les propriétaires de la surface contre les abus de semblables travaux, c'est-à-dire contre les occupations arbitraires et inutiles : et, à ce point de vue, on comprend parfaitement qu'en ce qui concerne ces travaux, le législateur n'ait pas eu uniquement pour objet d'assurer la réparation du dommage et qu'il ait dû, en consacrant le principe de l'indemnité au double, introduire dans la loi un élément pénal répressif et par cela même préventif. Mais la seconde espèce de travaux présente un caractère bien différent ; il n'est pas de leur nature d'empêcher le propriétaire de la surface d'utiliser le sol suivant sa destination ; si leur exécution fait éprouver au sol un dommage, ce n'est là qu'un accident qui n'en est pas la conséquence forcée. Dès lors, puisqu'à la différence des travaux *extérieurs*, du fait de l'occupation, les travaux dont il s'agit ne tendent pas en eux-mêmes directement et nécessairement à supprimer, entre les mains du propriétaire du sol, l'exercice même du droit de propriété, n'est-il pas évident qu'il n'y a plus ici le même motif de viser au delà de la réparation pure et simple du dommage, telle qu'elle a lieu d'après le droit commun, et de renforcer la protection due à la propriété de la surface par des dispositions exceptionnelles, qui, comme on vient de le faire observer, ont quelque chose de pénal et de répressif ?

Nous ferons encore une observation. Stanislas de Girardin, après avoir rattaché le droit d'occupation des concessionnaires sur les terrains de la surface au droit de faire cesser la double enclave qui pèse sur les mines, explique l'obligation de la double indemnité, en disant que le passage pour la culture des terres, dans le cas ordinaire d'enclave, étant une servitude réciproque entre les héritages de la surface, l'équité n'exigeait que la simple indemnité du dommage ; mais que dans l'exploitation des mines, la même réciprocité n'existant pas à cet égard entre le propriétaire de la surface et celui de la mine, il était juste de doubler ici l'indemnité.

On a beaucoup critiqué cette explication : le passage pour la culture des terres, a-t-on dit, n'est point réciproque entre les propriétaires de la surface : le fonds enclavé, qui trouve accès à la voie publique à travers le fonds voisin, n'est jamais grevé au profit de ce voisin d'une servitude semblable. (V. notamment en ce sens : M. Dufour et Fourcade-Prunet, *loc. cit.*) Mais cette critique est-elle bien fondée ? Suivant la judicieuse remarque de M. Dufaure, cette réciprocité qui n'existe pas aujourd'hui quant aux charges du droit d'enclave entre propriétaires de la surface, ne peut-elle pas exister demain par le déplacement du chemin public ? Et n'est-il pas possible que tel fonds qui souffre la servitude parce qu'il borde une route, s'en trouve affranchi par le changement de direction de cette route, et soit peut-être obligé de réclamer à son tour un passage sur le même fonds au profit duquel il était assujéti ? Suivant nous, l'explication de Stanislas de Girardin subsiste donc dans toute sa force. Ainsi, *en résumé*, la réciprocité au moins éventuelle qui existe entre propriétaires de la surface pour l'exercice du droit d'enclave, manque complètement, au même point de vue, entre le propriétaire du sol et celui d'une mine. Maintenant voici où nous voulions en venir : en est-il de

même, relativement aux dommages qui peuvent résulter pour la propriété de la surface des travaux *intérieurs* d'une exploitation ? Non : il existe ici, au contraire, la plus parfaite réciprocité entre les deux propriétaires : les travaux *intérieurs* de l'exploitation souterraine constituent, de la part du propriétaire de la mine, l'exercice même de son droit de propriété ; si le propriétaire de la surface est éventuellement exposé à en éprouver quelque dommage, est-ce que, par contre et réciproquement, le propriétaire de la mine n'est pas également exposé à des dommages éventuels à raison des travaux de la surface, qui sont, de la part du propriétaire de cette surface, la mise en action du droit de propriété superficielle ? Donc en considérant sous ce nouvel aspect le principe de l'indemnité au double, l'on arrive encore, par une autre voie, à reconnaître que le motif qui en justifie l'application, en cas de dommages provenant de l'occupation du sol, cesse de pouvoir être invoqué lorsqu'il s'agit de dommages survenus à la surface par suite des travaux *intérieurs* des mines.

D'après tout ce qui précède, nous considérons donc comme bien établie l'opinion qui restreint l'indemnité au double au seul cas de dommages causés à la surface par les travaux *extérieurs* des mines, et qui n'accorde que l'indemnité de droit commun pour les dommages accidentellement causés par les travaux *intérieurs* de l'exploitation.

La Cour de cassation finit par sanctionner cette nouvelle théorie, et son arrêt solennel des Chambres réunies écarta définitivement le système jusque-là consacré, qui étendait l'application des articles 43 et 44 de la loi de 1810 à tous les cas de dommages, résultant, et des travaux extérieurs, et des travaux intérieurs des mines.

L'arrêt du 23 juillet 1862 (S. 1862. I. 801 ; D. 1862. I. 257) décida donc que les dommages causés à la surface

par les travaux intérieurs devaient être évalués, d'après le droit commun, conformément à l'article 1149 du Code civil, et donner lieu, par conséquent, à des dommages-intérêts, fixés au simple du préjudice constaté. Il disposait que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 qui imposent aux concessionnaires de mines l'obligation de payer au propriétaire de la surface, sur le terrain duquel ils établissent leurs travaux, le double de ce qu'aurait produit net le terrain endommagé, et qui même, dans certains cas, autorisent le propriétaire de la surface à exiger des concessionnaires l'acquisition au double de leur valeur des terrains à l'usage de l'exploitation, n'ont en vue que le cas de dommages provenant de l'occupation du sol par suite des travaux extérieurs des mines ; et ne s'appliquent pas au règlement des indemnités dues au propriétaire de la surface pour les dommages qui résultent accidentellement des travaux intérieurs d'exploitation. Dans ce dernier cas, il n'y a lieu qu'à une simple réparation du dommage, conformément au droit commun. Dès lors la jurisprudence suivit la route qui lui avait été indiquée et la suivit sans défaillance.

Parmi les arrêts nombreux rendus en ce sens et les plus importants : un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 4 août 1863 (S. 1863. I. 432 ; D. 1863. I. 445), indique que le préjudice causé à la superficie par les travaux *souterrains* de l'exploitation d'une mine, travaux, qui par exemple ont amené la destruction ou la ruine des bâtiments existants sur le sol, donne lieu à des dommages-intérêts fixés conformément aux règles du droit commun en matière de quasi-délit et, par conséquent, le concessionnaire de la mine doit être condamné au paiement d'une indemnité calculée sur la valeur réelle et non sur une valeur double de celle des bâtiments détruits. « ...Que d'accord avec le principe de toute équité des articles 1382 et suivants du Code civil, dit-il,

l'article 1149 dispose que les dommages et intérêts sont en général de la perte qu'on a faite et du gain dont on a été privé; attendu que les articles 43 et 44 de la loi de 1810 ne peuvent être étendus au delà des cas qu'ils prévoient; qu'ils s'appliquent uniquement aux travaux établis sur le sol à l'effet d'arriver à l'exploitation de la mine...; que, de leur combinaison avec les articles 15, 45 et 46 de la même loi, il résulte qu'ils ont laissé sous l'empire du droit commun la réparation des dommages qui ne résultent pas de l'occupation plus ou moins prolongée du sol par les travaux extérieurs du concessionnaire de la mine... »

Un autre arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 18 novembre 1863 (S. 1864. I. 36; D. 1863. I. 446), applique les mêmes principes et ce, à un point plus spécial : lorsque les travaux souterrains d'exploitation de la mine ont eu pour effet de rendre impropre à la culture le terrain du propriétaire de la surface, le concessionnaire n'est tenu de payer le dommage ou le prix de la chose qu'à sa *simple valeur*, conformément aux règles du droit commun en matière de quasi-délit.

L'arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, du 7 avril 1868 (D. 1868. I. 217), envisage le cas d'une maison que les travaux de la mine ont rendue inhabitable et qu'il a fallu démolir. Ce nouvel arrêt complète la jurisprudence en décidant que la valeur qui sert de base à l'indemnité est celle existante au jour où a eu lieu le dommage, quel que soit le prix du terrain ou de la construction. La moins-value du bâtiment, eu égard à la somme qu'il a coûtée à son propriétaire, est à la charge de celui-ci, le maître de la mine ne pouvant être tenu que de la perte résultant de ses travaux. C'est encore là une application du droit commun qui limite la responsabilité d'un quasi-délit à la perte soufferte comme conséquence de ce quasi-délit, sans que la victime du dommage y puisse trouver

l'occasion d'obtenir la réparation d'un préjudice auquel la faute à réparer est tout à fait étrangère. Et il importerait que la moins-value tint précisément au voisinage de la mine, le maître de la construction ne pouvant imputer qu'à lui-même un préjudice qui provient uniquement de la nature et des conditions du sol sur lequel il a bâti, ou, en d'autres termes, de sa mauvaise spéculation. Il faut que le fait du propriétaire de la mine soit venu s'y ajouter, et c'est au moment où les fautes qui entraînent sa responsabilité atteignent la chose du propriétaire de la surface que doit être évaluée cette chose, pour la détermination de l'indemnité.

« Attendu, dit la Cour, qu'en décidant que l'indemnité due au demandeur en cassation pour la maison que les travaux de la compagnie avaient rendue inhabitable, devait être égale à la valeur réelle de ladite maison au moment où le fait s'était produit, sans égard à ce que sa construction avait pu coûter, l'arrêt attaqué, loin de violer les articles 1149 et 1382, a fait une exacte application des principes les plus certains, la réparation ne pouvant excéder l'importance du préjudice causé au moment où il se réalise. Rejette. »

L'arrêt de la Cour de Dijon, du 2 juillet 1874 (S. 1875. II. 135 ; D. 1875. II. 86), présente un grand intérêt en ce qu'il étend le même principe à des hypothèses nouvelles et fréquentes en pratique : celles de dommages causés aux propriétés des voisins, soit par les inondations provenant des eaux d'épuisement de la mine, soit par la fumée des machines employées à l'extraction de ses produits. Les concessionnaires d'une mine, dit-il, ne sont tenus qu'aux dommages-intérêts réglés selon le droit commun, à raison de la dépréciation causée par le voisinage des travaux aux terrains situés en dehors du périmètre de l'occupation. Ainsi, lorsque l'inondation d'un terrain voisin par les eaux provenant de l'épuisement d'une mine cause une

dépréciation permanente au fonds, lorsque, par exemple, elle a eu pour résultat de convertir une forêt de chênes en une forêt de trembles et autres bois blancs, le propriétaire n'a droit qu'à une somme équivalente à la dépréciation du fonds, c'est-à-dire au capital de la diminution causée au revenu annuel. Pareillement le dommage résultant pour les mêmes fonds de l'envahissement par la fumée des machines doit être réparée suivant les règles du droit commun. Mais il y a lieu de réserver aux propriétaires du sol leurs recours contre le nouveau concessionnaire de la mine pour l'aggravation du préjudice qu'il occasionnerait en prolongeant la transmission nuisible des eaux sur la forêt.

La responsabilité du concessionnaire existe donc relativement à tous les dommages causés aux terrains de la surface, même sans sa faute ou sa négligence, soit par des travaux souterrains, éboulements ou fissures, soit à la suite de l'exploitation sur le sol. Quant aux dommages-intérêts à payer par le concessionnaire, ils devront égaler le préjudice causé et en comprendre la réparation intégrale, sans toutefois qu'il soit possible de les porter au double de leur estimation exacte comme cela a lieu dans les cas d'occupation.

Cette dernière jurisprudence se trouve aujourd'hui législativement mise hors de conteste par la loi du 27 juillet 1880, modifiant l'article 43 de la loi du 21 avril 1810. Dans sa nouvelle rédaction, ce texte, pour les dommages qui nous intéressent ici, renvoie au droit commun (1).

(1) Nouvel article 43, *in fine* : « Les dispositions des paragraphes 2 et 3, relatives au mode de calcul de l'indemnité due au cas d'occupation ou d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherches ou d'exploitation ; la réparation de ces dommages reste soumise au droit commun. »

Pour conclure, citons un passage d'un arrêt du 23 juillet 1894 (*Annales des mines*, 1895, 1^o, 9^e série, partie administrative, t. IV, p. 31) de la Cour d'Aix qui résume nettement l'état de la question :

Attendu que les lois de 1810 et de 1880 ont très clairement réglé la situation des concessionnaires de mines vis-à-vis des propriétaires de la surface ; elles obligent ces derniers à subir dans un intérêt public un démembrement de la propriété, mais leur accordent, à titre de compensation, le droit d'être largement dédommagés des conséquences de cette sorte d'expropriation. L'indemnité qui leur est due, en tant qu'elle se rapporte au sol, dont ils ont été contraints de faire l'abandon, ou au préjudice causé par les travaux faits à l'extérieur, est réglée par la loi ; elle est évaluée par les tribunaux, en ce qui touche les dommages-intérêts résultant des travaux de recherches et d'exploitation.

Ainsi, actuellement, l'exploitant est responsable des dommages causés par ses travaux, mais seulement dans les conditions ordinaires et non dans celles indiquées pour le cas d'occupation temporaire.

CHAPITRE II

Bases de la responsabilité de la mine.

INTRODUCTION

Toute responsabilité suppose nécessairement chez l'agent responsable la violation d'un devoir corrélatif, d'un droit chez la victime, que ce droit et ce devoir aient leur source dans une loi ou dans une convention. On peut donc dire, en donnant à ce mot un sens large, que toute responsabilité suppose une faute; mais nous le répétons, c'est une faute dans un sens très étendu, dans le sens de violation d'une obligation et non dans l'acception étroite du mot qui est la violation d'une obligation légale. Car on est toujours en faute de ne pas accomplir ce à quoi on est tenu, à moins que ce ne soit le résultat d'un accident de force majeure. Si l'obligation est générale, tout le monde doit s'y soumettre; si elle est spéciale, si elle provient d'une loi privée, elle oblige ceux qui y ont volontairement consenti, lors même que plus tard l'accomplissement en deviendrait impossible pour une raison autre que la force majeure. Comme tout autre *le concessionnaire d'une mine est responsable de ses délits et de ses quasi-délits* envers ceux qui en éprouvent un préjudice quelconque. En particulier, sa

responsabilité s'étend aux actes préjudiciables à la surface qu'il exécute sous terre, lorsqu'ils sont contraires aux règles de l'art, parce qu'ils sont une violation d'une obligation imposée par la loi et dont la sanction est écrite dans les articles 1382 et 1383 du Code civil.

La responsabilité du concessionnaire se fondera donc sur les principes du droit commun, contenus *aux articles 1382 et 1383 du Code civil*, et ces principes s'appliqueront avec toutes leurs conséquences, lorsque l'on démontrera, à la charge de l'exploitant, une faute ou du moins une négligence ou une imprudence caractérisée, auxquelles soient imputables les dommages dont on se plaint.

Cette théorie de droit commun, qui ne peut donner lieu à aucune controverse, a cependant fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Lyon, du 10 janvier 1874, rendu sur appel d'un jugement du tribunal de Saint-Etienne, du 7 mars 1873. La Cour a sanctionné purement et simplement l'application de ces principes de toute équité absolument incontestables.

En cas, donc, d'exploitation irrégulière, où une faute pourrait être reprochée au concessionnaire, les articles 1382 et 1383 s'appliqueront.

Parmi les dommages causés par l'exploitation régulière de la mine, les uns s'appliqueront à des *propriétés privées*, les autres à des *dépendances du domaine public*. *Obéira-t-on aux mêmes principes* en ce qui concerne la réparation des unes et des autres ? Un régime différent ne sera-t-il pas, au contraire, applicable aux uns et aux autres ?

S'il s'agit de dommages causés par l'exploitation de la mine à des *propriétés privées* de la surface ou à des établissements constituant une propriété de droit commun ou une entreprise privée, il n'y aura pas à distinguer si le propriétaire est un être réel, une association ou une société constituant une personne civile de droit privé ou une per-

sonne morale de droit administratif, Etat, département, commune, établissement public ou d'utilité publique.

Par contre, il y a lieu de rechercher la solution à appliquer aux cas où l'établissement de la surface constituerait une *dépendance du domaine public* dont le caractère essentiel est de ne pouvoir constituer la propriété de personne.

Il ne semble pas y avoir *a priori* de motifs pour ne pas appliquer les mêmes principes de réparation qu'aux propriétés privées pour les dépendances du domaine public à la charge du concessionnaire et à la diligence de l'autorité chargée de la conservation dudit domaine public. C'est ce que la Cour de cassation semble avoir décidé, d'une façon fort nette, dans son arrêt du 21 juillet 1885 en disant « que la responsabilité du concessionnaire existe sans qu'il y ait lieu de distinguer si les constructions ou installations sont d'intérêt public ou privé ».

A s'en tenir aux règles ordinaires du droit civil, nous pourrions nous arrêter là ; mais du moment qu'il s'agit de dépendances du domaine public, nous touchons forcément au domaine du droit administratif. Or les règles des rapports entre particuliers dérivant du droit civil ne sont pas nécessairement les règles du droit administratif applicables entre les particuliers et la puissance publique chargée des intérêts de la société. La Cour de cassation n'a probablement pas pris garde à cela et a peut-être trop généralisé un simple principe de droit civil dans son arrêt du 21 juillet 1885. Il faut faire certaines réserves ou distinction, semble-t-il, en présence de ces cas de responsabilité.

Tout d'abord s'il s'agit de dépendances du domaine public appartenant à la grande ou à la petite voirie, un élément particulier intervient. Le fait d'avoir porté une atteinte matérielle à l'assiette ou à l'établissement de la voie constitue une contravention de voirie passible d'une

répression pénale, par le Conseil de préfecture pour la grande voirie, par le tribunal de simple police pour la petite voirie et la voirie municipale.

Mais il convient de dégager de cette action répressive, considérée comme une action publique à effet purement pénal, l'action qu'on peut considérer comme civile, à fin de réparation du dommage occasionné.

Or, sur ce point, la question ne laisse pas de se compliquer ou de pouvoir se compliquer dans certains cas, par suite d'un élément du droit administratif dont il n'y avait pas lieu de tenir compte avec des établissements privés ou de propriété privée, mais qu'il est impossible de négliger lorsqu'il s'agit d'établissements ou d'entreprises qui n'ont pu être créés que par une exécution de travaux publics. Ce principe de droit administratif est que l'intérêt privé ne peut pas être matériellement lésé par l'exécution de travaux publics sans donner ouverture à un droit à indemnité.

D'autre part, l'administration peut, en vertu de l'article 50 de la loi de 1810, imposer certaines mesures à l'exploitant de mines pour la protection des établissements de la surface en général et de ceux du domaine public en particulier.

Il y a donc là un ensemble d'éléments, plusieurs étant contradictoires entre eux, dont il est impossible de ne pas tenir compte et que l'on devra essayer de concilier dans une mesure équitable, à défaut d'un texte précis, pour arriver à une solution. On peut, croyons-nous, sortir de toutes ces difficultés, en tenant compte des dates respectives de l'institution de la mine et de la création de la dépendance du domaine public ou de l'entreprise d'intérêt public qui se trouvent en présence.

Telles sont les observations que nous avons cru devoir faire au sujet des différences qui doivent distinguer les deux régimes, et de propriétés privées, et de dépendances

du domaine public. Il était utile de les indiquer et de les faire pressentir, car maintenant, nous ne nous occuperons plus que des dommages causés à la propriété privée, et il était bon que l'on sût que la réparation de ces divers dommages n'obéissait pas à des règles tout à fait identiques, le fonds étant cependant le même dans les deux cas.

Pour les dommages causés à la surface et résultant de l'exploitation régulière de la mine, la loi du 27 juillet 1880 « renvoie au droit commun ». Est-ce à dire qu'on ait abandonné l'idée primitivement établie, de fonder la responsabilité, dont il s'agit, sur la loi du 21 avril 1810 ? On pourrait être tenté de le croire, à lire certains passages du rapport présenté à la Chambre des députés, à l'occasion de la loi de 1880, par M. Brossard, citant comme droit commun visé par le nouvel article 43 les articles 1382 et 1383.

« A côté des dommages causés par les travaux exécutés à la surface, dit en effet M. Brossard (*Journal officiel* du 28 février 1880, année 1880, t. I, p. 2329), il en est d'autres visés par le dernier paragraphe de l'article 43, occasionnés par les travaux souterrains et pour lesquels la réparation est due par les exploitants. Depuis plusieurs années, la jurisprudence est établie en ce qui concerne les indemnités à allouer en pareil cas ; elles sont réglées suivant le droit commun, c'est-à-dire par application des articles 1382 et 1383 du Code civil et non des articles 43 et 44 de la loi de 1810. La rédaction soumise à votre sanction est conforme à cette jurisprudence... »

Depuis longtemps d'ailleurs les décisions judiciaires avaient fait intervenir ici les articles 1382 et 1383. Et la Cour de cassation elle-même n'avait pas toujours écarté l'application de ces textes. (Req., 20 juillet 1842. S. 1842. I. 963. — Req. rej., 16 novembre 1852. D. 1853. I. 139. — Req. rej., 3 février 1857. D. 1857. I. 193. — Civ. cass., 4 août 1863. D. 1863. I. 352.)

On a dit alors qu'il fallait choisir entre le système qui admet des obligations imposées au concessionnaire d'après la situation des lieux et par l'autorité seule de la loi (c'est-à-dire la loi du 21 avril 1810) et le système de la responsabilité, en vertu des articles 1382 et 1383 ; attendu que ces deux conceptions s'excluraient l'une l'autre (1).

La vérité est plutôt que la plupart des arrêts s'expliquent fort bien si l'on considère que la responsabilité, en vertu de la loi de 1810, peut, en certains cas, se doubler de celle issue des articles 1382 et 1383. Cela arrive toutes les fois que l'on relève une faute, tout au moins une négligence ou une imprudence caractérisée, à la charge des exploitants. (Req. rej., 16 novembre 1852. S. 1853. I. 756. — Dijon, 21 août 1856. D. 1857. I. 275.)

Alors coexistent deux causes distinctes de responsabilité régies d'une façon différente. Idée que la Cour de Lyon exprime d'une façon très nette dans son arrêt du 14 juillet 1846. (S. 1847. II. 17.)

Attendu, dit-elle, que les concessionnaires ont satisfait à toutes les précautions ordonnées par l'administration... ; que dès lors on ne saurait imputer aux concessionnaires aucune imprudence qui puisse donner lieu contre eux à la responsabilité dérivant des articles 1382 et suivants du Code civil, ni motiver sous ce rapport la demande en dommages-intérêts... ;

Attendu qu'à la vérité si l'action exercée avait pour cause des dommages éprouvés à la surface, les concessionnaires de la mine dont l'exploitation aurait causé ces dommages, seraient tenus de les réparer, lors même qu'ils auraient agi avec les précautions ordinaires ; qu'en effet, le droit d'utiliser le sol et d'y faire toutes cultures, plantations et constructions est un droit primitif antérieur à toute concession et exploitation de mines, et qui constitue, à l'égard de celles-ci, une servitude naturelle et légale ; mais que cette règle qui résulte d'ailleurs des articles 47-50 de la loi de 1810 cesse d'être applicable lorsqu'il s'agit non plus de la surface, mais d'un chemin de fer souterrain autorisé et établi depuis la conces-

(1) Bréchignac et Michel, *Résumé de la doctrine et de la jurisprudence en matière de mines*, n° 161, p. 214.

sion de la mine ; qu'une telle œuvre, toute exceptionnelle, qui n'existe pas à sa surface, ne peut imposer à la mine dont elle traverse le périmètre, des pertes ni des dépenses que celle-ci n'aurait point éprouvées si le tunnel n'avait pas été créé après la concession...

Un autre arrêt de la Cour de Riom, du 21 février 1881. (D. 1881. II. 133), expose non moins clairement la même idée. (Mines de Pontgibaud contre divers.)

Attendu, dit-il, en ce qui regarde le droit commun que l'article 1382 placé sous la rubrique : « Des délits ou quasi-délits », ne peut par cela même être appliqué qu'au cas d'une faute commise *faciendo* ou *omittendo* ; que devant la loi civile ordinaire, il ne saurait y avoir faute de la part de l'exploitant d'une mine à creuser et à fouiller le sous-sol à une profondeur quelconque, au risque de trancher et détourner des veines d'eau souterraines émergeant à la surface du sol, puisqu'il ne fait en cela qu'user de son droit de propriété de la mine, suivant les articles 544 et 552 du Code civil et que réaliser le but même de la concession ;

Attendu que l'article 45 est le seul qui règle impérativement la réparation des dommages causés à raison des eaux, soit faisant irruption, soit évacuées par l'effet du voisinage ou toute autre cause, s'il s'agit des rapports de deux exploitations minières ;

Que dans ces conditions, la superposition des deux propriétés crée entre elles un rapport intime ; qu'il en résulte pour chacun des deux propriétaires l'obligation étroite, rentrant dès lors dans les termes de l'article 1382, de ne porter aucune atteinte à la jouissance de l'autre et que, s'il en était autrement, le concessionnaire devrait évidemment être tenu, comme au cas réglé par l'article 44, d'acquérir la pleine propriété des terrains stérilisés par la privation de l'eau qui les fécondait...

De tout cela, il faut donc conclure que l'on ne doit pas abandonner l'idée de fonder la responsabilité du concessionnaire sur la loi du 21 avril 1810, et que la loi du 27 juillet 1880, en renvoyant quant à ces indemnités au droit commun, a voulu seulement indiquer que l'indemnité au double des articles 43 et 44 de la loi de 1810 ne s'appliquerait pas aux dommages qui nous occupent.

Mais alors quel sera le fondement de cette responsabilité ? Quelle base juridique devons-nous lui donner ?

Devrons-nous la chercher dans l'idée d'une faute présumée, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, ou bien dans l'idée d'une faute par le seul fait de faire échec au droit d'autrui ? Un quasi-contrat de concession devra-t-il la motiver ? Ou bien n'est-ce pas plutôt en considérant la situation des lieux et l'autorité de la loi que nous la trouverons ?

Telle est la solution qui fera l'objet de notre chapitre second. Nous y étudierons donc les diverses théories proposées, en indiquant celle que l'on doit accepter à notre avis : en premier lieu, la théorie (que nous adopterons comme étant la plus juridique et répondant le mieux aux nécessités pratiques) donnant comme base juridique à cette responsabilité l'autorité de la loi ; en second lieu, celle lui donnant l'idée d'une faute présumée, en vertu de l'article 132 ; en troisième lieu celle donnant l'idée de faute par le seul fait de faire échec au droit d'autrui ; enfin en quatrième lieu, celle qui la trouve dans un quasi-contrat de concession.

I. — AUTORITÉ DE LA LOI

La responsabilité du concessionnaire pour dommages causés par les travaux intérieurs des mines à la propriété superficielle, quand ces dommages ne sont dus à aucune faute, et c'est le cas d'une exploitation conduite suivant les règles de l'art, se fonde, d'après la plus récente jurisprudence, sur l'esprit et sur l'ensemble des dispositions de la loi du 21 avril 1810.

Voici la formule adoptée par la jurisprudence pour établir le principe d'indemnité à la charge du propriétaire de la mine :

« Ce principe ressort évidemment, dit-elle, du texte, de

l'esprit et de l'ensemble de la loi, notamment de la combinaison de l'article 6 avec les articles 11, 15, 43 et 10, 45. » (Cass., req., 20 juillet 1842, D. 1842. I. 396) (1).

La situation physique du fonds et du tréfonds, l'un à l'égard de l'autre, est absolument exceptionnelle, il est donc bien naturel que leurs rapports juridiques ne soient pas ceux du droit commun. On comprend, dès lors, qu'une loi spéciale a dû poser de nouvelles règles et si on lit bien la loi de 1810, on trouve qu'elle l'a fait sinon expressément, du moins suffisamment. Chacun des articles pris à part peut ne pas fournir un argument sans réplique; la loi considérée dans son ensemble, l'esprit qui l'a dictée n'est pas douteux; le législateur a voulu que la mine ne causât aucun préjudice à la surface, que les avantages de la propriété ne fussent en rien diminués par l'exploitation de la mine.

C'est la théorie qu'avait admise, dès 1841, la Cour de cassation et c'est ce qu'elle a continué à décider, comme il est facile de s'en rendre compte, en lisant attentivement ces derniers arrêts.

Ces arrêts montrent mieux que tous autres documents les motifs sur lesquels s'appuie la théorie de son système.

Les premières bases se trouvent dans un arrêt du 4 janvier 1841 (req. de Lavernède contre Allègre, Dalloz, v^o mines, p. 705) dont les termes ont été reproduits avec plus de développement encore dans un deuxième arrêt du 20 juillet 1842 (req. Grand'croix contre Guillemain, D. 1842. I. 396), arrêts se rapportant tous deux à des dommages causés à des champs.

« L'obligation première et principale du concessionnaire de la mine envers le propriétaire du sol, dit le

(1) En ce sens : Cass. civ., 18 juin 1883. D. 1883. I. 413. — Bury, t. I, n^o 665. — Féraud-Giraud, n^o 623. — Biot, p. 284. — Splingard, *Des concessions de mines dans leurs rapports avec le droit civil*, n^o 125. — La jurisprudence belge est aussi en ce sens : Dalloz, *Supplément*, v^o mines, n^o 449.

deuxième arrêt, est de supporter et maintenir le toit de la mine ; c'est une condition naturelle, absolue, perpétuelle, qu'il est inutile d'imposer et, lorsque les moyens ordinaires ne suffisent pas pour soutenir le sol, le concessionnaire doit en employer d'extraordinaires, même faire une voûte si cela est indispensable ; d'où il résulte, en fait et en droit, que dans l'espèce la faute est présumée d'après l'événement sans qu'il soit besoin d'autre vérification, et il a été fait dans la cause une juste application des articles 1382 et 1383. Loin de déroger aux conséquences qui résultent de la nature des choses et des principes généraux du droit, la loi de 1810 a littéralement consacré le principe d'indemnité en faveur du propriétaire de la surface pour tous les préjudices que lui cause l'exploitation de la mine. Ce principe ressort du texte, de l'esprit et de l'ensemble de la loi, notamment de la combinaison des articles 6, 10, 11, 15, 43 et 45. »

Dans son arrêt du 16 novembre 1852 (Req. Compagnies des mines de la Loire contre Eclairage Rive-de-Gier, D. 1853. I. 183), la Cour de cassation a été doublement explicite, si l'on peut s'exprimer ainsi. En effet, il s'agissait, dans l'espèce, non pas de dommages aux champs, à des maisons ou à des constructions et entreprises ordinaires du propriétaire du sol, mais bien à des dommages à une canalisation de gaz. Le concessionnaire a été tenu de les réparer par ces motifs :

Attendu que la circonstance que les travaux de la mine avaient été faits suivant les règles de l'art ne saurait affranchir la Compagnie des mines de la responsabilité par elle encourue que cette responsabilité existe par cela seul qu'un dommage a été éprouvé et que ce dommage est la conséquence des travaux ou de l'omission de certaines précautions.

Rien de plus net on le voit et, vu les faits de l'espèce, cette responsabilité spéciale du concessionnaire ne paraît pas découler du lien de droit que l'on prétendrait invo-

quer entre la mine et la propriété de la surface, celle-là étant considérée comme un démembrement de celle-ci, mais uniquement de la situation et de la nature respective des propriétés placées l'une au-dessus de l'autre. La mine est considérée, en principe, comme assujettie au sol, à la surface, toutes les entreprises qui peuvent s'y faire doivent être protégées contre les conséquences des travaux des concessionnaires.

Cette suprématie de la surface sur la mine a été très nettement affirmée par les deux arrêts du 3 février 1857 (req. Coste-Claval et C^{ie} contre Petin, D. 1857. I. 193) et du 17 juin 1857 (Req. Chagot contre Tremeau) qui ont posé le principe que réparation était due au propriétaire pour toutes constructions élevées non seulement après la concession de la mine, mais encore postérieurement au début de l'exploitation dans le quartier considéré.

Attendu que le concessionnaire d'une mine, dit l'arrêt du 17 juin 1857, doit user de la concession de manière à ne porter aucune atteinte à l'usage légitime de la propriété de la superficie ; qu'au nombre et au premier rang de ses obligations, il faut placer le devoir de donner au toit de la mine toute la solidité nécessaire à la sécurité des constructions élevées à la surface, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les constructions antérieures et celles postérieures soit à la concession, soit à l'exploitation de la mine, la situation des parties étant la même quant au devoir du concessionnaire de la mine de respecter le droit du propriétaire du sol d'y asseoir des bâtiments.

L'arrêt du 3 février 1857, accentuant cette responsabilité comme découlant du fait seul, avait déjà dit :

Que le dommage causé à la propriété doit donner lieu à une réparation que la juridiction ordinaire doit apprécier, sans qu'il soit besoin de s'adresser préalablement à la juridiction administrative pour savoir si le concessionnaire a suivi, avec plus ou moins de fidélité, les instructions à lui données par l'administration ou s'il s'est conformé aux précautions générales à prendre lors d'une exploitation de mines.

Nous mentionnerons encore les motifs analogues, mais

encore plus explicites, par lesquels, dans ses deux arrêts du 8 juin 1869 (D. 1869. I.), la Cour de cassation a condamné le concessionnaire à réparer le dommage produit à la surface par un détournement ou tarissement d'eaux, résultant de travaux souterrains faits directement sous la propriété endommagée :

La constitution artificielle des deux propriétés distinctes, de la surface et du tréfonds, établit entre l'une et l'autre des rapports nécessaires, très différents de ceux qui existent entre deux héritages situés l'un à côté de l'autre, et dès lors aussi des obligations réciproques dont la loi de 1810 a dû tenir et a tenu compte. Du rapprochement des articles 6, 10, 11, 15, 43, 45 de ladite loi, il résulte que le législateur a entendu protéger la propriété de la surface contre les entreprises du concessionnaire de la mine.

Dans un arrêt du 18 juin 1879, rendu par la Chambre civile (Schneider contre Avril), la Cour de cassation a confirmé d'une façon encore plus solennelle, et non sans importance en Droit, le principe de la responsabilité absolue du concessionnaire. Il résulterait, en effet, de cet arrêt que le préjudice provenant du fait du concessionnaire, malgré « une exploitation régulière prudemment et sagement conduite », suivant les termes de l'arrêt, est un fait sur lequel il est licite aux parties de transiger par avance. Au contraire, les dommages « qui seraient causés par une faute imputable au concessionnaire ou à ses agents » constitueraient un délit civil sur lequel il ne serait pas licite au concessionnaire de stipuler sa non-responsabilité en vertu de « ce principe d'ordre public qui ne permet pas de stipuler la non-responsabilité de sa propre faute ».

On reconnaîtra sans peine quel jour cet arrêt capital jette sur la matière telle que la voit la Cour de cassation et combien loin nous sommes, avec sa jurisprudence si souvent et si nettement répétée, de la doctrine de la responsabilité engagée seulement en cas de faute.

Un dernier arrêt, du 21 juillet 1885 (Houillères Rive-de-Gier contre Compagnie chemins de fer P.-L.-M.), rendu dans une affaire particulièrement intéressante, sur laquelle nous aurons à revenir, a résumé cette longue succession de décisions et, on peut l'admettre, définitivement consacré la doctrine de la Cour de cassation en disant :

Attendu qu'aux termes de l'article 15 de la loi de 1810, tout concessionnaire de mines est tenu de réparer le préjudice que son exploitation occasionne aux constructions ou installations faites à la surface par les propriétaires ou avec leur autorisation ; que cette responsabilité existe sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces constructions ou installations sont d'intérêt public ou privé, si elles sont postérieures ou non à l'application de la mine, par cela seul qu'un dommage a été causé à la suite de travaux exécutés même suivant les règles de l'art, c'est-à-dire sans faute imputable au concessionnaire de la mine.

Nous nous inclinons devant la doctrine de la Cour de cassation, que nous espérons, pour notre part, voir consacrer par le législateur avec une réserve toutefois contre le dol ou la faute ; nous comprenons qu'à défaut d'un texte qui l'y autorisât formellement, la Cour ait invoqué les principes généraux d'équité pour fortifier sa doctrine.

Au reste, la Cour de cassation belge, dans un arrêt du 17 juin 1854 (*Pasicrisie*, 1854. I. 292) et dans un autre du 30 mai 1872 (Société Grand-Bordia contre Delbos), n'a pas fait difficulté d'admettre la responsabilité du concessionnaire, même dans le cas de détournement de sources par des travaux effectués dans le voisinage et non au-dessous même de la propriété endommagée :

Attendu, dit l'arrêt du 17 juin 1854, que dans le premier cas dont s'occupe l'article 45, pas plus que dans le deuxième, il n'est fait aucune application des principes de droit commun consacrés par l'article 1382 ; qu'elle distingue la *cause* pour laquelle les eaux pénètrent d'une mine dans une autre mine de ce qui n'en est que l'occasion ; que cette cause peut consister dans le voisinage ou toute autre circonstance aussi peu imputable aux exploitants ; que

loin d'exiger que les travaux d'exploitation de cette mine soient la cause directe et immédiate de ce que les eaux pénètrent dans l'autre mine, elle se borne à requérir que cette infiltration des eaux en plus grande quantité dans l'autre mine soit occasionnée par ces travaux ;

Attendu que ledit article n'exige pas davantage que les travaux qui occasionnent l'infiltration plus abondante des eaux soient irréguliers, illicites ou exécutés à dessein de nuire ; qu'il parle de travaux d'exploitation en général et sans distinction ; que les expressions « travaux d'exploitation d'une mine, les mêmes travaux » dont il se sert s'appliquent, pour le premier comme pour le deuxième cas dont il s'occupe, à toute espèce de travaux d'exploitation de la mine, qu'il y ait faute ou non ;

Attendu finalement que les expressions « il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre », employées une seule fois pour les deux cas dont s'occupe l'article 45, indiquent clairement que cette indemnité est due, en acquit d'une charge purement réelle, inhérente à l'exploitation de la mine, abstraction faite du point de savoir s'il y a délit ou quasi-délit.

De même : Liège, 12 juillet 1855. — Bruxelles, 3 décembre 1873. — Cassation belge, 26 octobre 1877.

Critique de cette théorie. — M. Guérin (p. 22) reconnaît très volontiers que la responsabilité du concessionnaire se lit entre les lignes, se devine dans la loi de 1810, « mais nous croyons, dit-il, que la loi la suppose seulement, il nous semble qu'elle ne la crée pas. Il faut toujours consulter l'esprit de la loi plutôt que son texte, mais il faut remarquer que si le législateur peut sous-entendre ce qui va de soi, il doit exprimer, au contraire, très nettement ce qui est exceptionnel. »

M. Aguillon, peu favorable à cette jurisprudence, n'hésite pas à en reconnaître cependant toute la portée, et, au numéro 382 de son tome I^{er}, la critique violemment : « Que ce système, dit-il, soit plus en accord avec l'équité et la nature des choses, nous n'y ferons pas d'objection ; mais on doit maintenir qu'il ne ressort absolument pas de la loi et que dans ce cas, plus spécialement que dans tout autre peut-être, la jurisprudence a

substitué sa solution à celle de la loi... Or, était-ce bien à la jurisprudence à substituer ses solutions à celles de la loi ? Ne pourrait-on pas redire ici avec les Cours de Nîmes (14 janvier 1873, 27 février 1878) et de Riom (21 février 1881), à l'occasion de contestation pour détournement d'eau : « S'il y a une lacune à ce sujet dans la législation, il n'appartient qu'aux pouvoirs publics de la combler. »

Constatons du reste, en terminant, que cette jurisprudence applique le système le plus en accord avec l'équité et la nature des choses, et qu'elle a d'ailleurs été acceptée comme base des innovations législativement réalisées en 1880, soit dans le rapport au Sénat de M. Paris (*Journal officiel*, 1879, I, p. 704), qui s'exprimait ainsi : « ... Le seul vœu émis à ce sujet a été que la loi restreignît l'évaluation au double au dommage direct causé par l'occupation et qu'elle soumit par une disposition formelle aux règles du droit commun la réparation du préjudice résultant de travaux souterrains... » ; soit dans la discussion qui a eu lieu au Sénat, dans la séance du 18 février 1879, en vue d'une réforme de détail qui n'a pas abouti. Remarquons enfin que si le rapport de M. Brossard à la Chambre des députés n'a cité que les articles 1382 et 1383, c'est, soit parce qu'il s'est placé dans l'hypothèse d'une faute, au moins légère, de la part des exploitants, soit parce que ces textes du Code civil lui ont semblé les seules dispositions de droit commun ordonnant la réparation adéquate au préjudice causé. A cet égard, il eut été certainement plus correct de citer l'article 1149 du Code civil comme l'avait fait M. Paris dans son rapport. Pour toutes ces raisons, nous admettons cette théorie et sans aucune réserve.

Conception juridique expliquant ce système (nature des obligations de la mine). — La loi de 1810, en séparant la propriété minière de celle du sol, a constitué un régime

sui generis : celui de deux propriétés en contact par superposition, ayant chacune, à les prendre isolément, la plénitude de ses attributs, mais se trouvant, par le rapprochement nécessaire de leurs objets, asservies l'une envers l'autre à des obligations de voisinage beaucoup plus complexes que celles qui existent entre des fonds simplement limitrophes : « Attendu, dit la Cour de cassation, dans son arrêt du 8 juin 1869 (D. 1870. I. 147), que par suite de la concession d'une mine, deux propriétés superposées sont créées, l'une comprenant la superficie, l'autre le tréfonds ; que la constitution artificielle de ces deux propriétés distinctes établit entre l'une et l'autre des rapports nécessaires très différents de ceux qui existent entre deux héritages situés l'un à côté de l'autre, et dès lors aussi des obligations réciproques dont la loi de 1811 a dû tenir et a tenu compte. »

Mais bien que distinctes de celles que consacre le droit commun de la propriété foncière, ces obligations réciproques entre le tréfonds et la superficie n'en ont pas moins la même nature juridique. Et l'on peut dire justement que la loi du 21 avril 1810 a établi de la mine à la surface une situation de servitude légale.

La conception juridique qui explique donc ce système de la loi de 1810 ne peut être que celle de la dépendance respective de la propriété superficielle et de la mine. Celle-ci est concédée « à la condition de soutenir le sol et de lui laisser sa destination naturelle qui est de servir à la culture et à la construction des édifices. Cette condition n'est pas remplie : cela suffit pour engager la responsabilité du concessionnaire. » Et c'est alors, par suite d'un véritable statut de propriété, que la mine se trouve astreinte, indépendamment de toute faute du concessionnaire, à laisser intacte la destination naturelle de la surface. Celle-ci doit pouvoir servir, dans l'avenir comme dans le passé, à la culture, à la construction de bâtiments.

Si, par suite de travaux souterrains, le sol s'affaisse ou se disloque au point d'entraver son utilisation normale, le concessionnaire doit s'attendre, comme conséquence nécessaire de sa concession même, à devoir réparer tous les dommages.

De sorte que l'on a décidé que si le propriétaire du sol voulant bâtir sur son terrain en est empêché par des travaux d'exploitation qui ne lui permettraient pas d'asseoir solidement son édifice, il ne peut être contraint de subir cette nécessité sans dédommagement (1). Le considérant d'un arrêt rapporté dans Sirey (1847. II. 276) nous montre bien la contre-partie de la dépendance respective existant entre les deux propriétés : « Dans le rayon du périmètre de concession d'une mine, dit-il, le propriétaire du fonds supérieur ne peut faire sur son fonds des travaux qui pourraient causer quelque dommage aux galeries souterraines de la mine : ce fonds est, en effet, grevé d'une sorte de servitude résultant de la superposition de deux propriétés indépendantes, dont la position ne peut être aggravée par suite du droit, ici limité, de propriété. »

Et en note le commentateur de l'arrêt ajoutait : il a été jugé, par une application *a fortiori* du même principe que si le propriétaire de la surface ou ses ayants droit ont exécuté des travaux souterrains qui ne constituent point un usage naturel du sol, tels que l'établissement d'un chemin de fer, ils n'ont aucune action en dommages-intérêts contre les concessionnaires d'une mine ouverte dans le tréfonds pour réparation de dommages qui auraient été causés à ces travaux par l'exploitation de la mine.

Or il est bon de rappeler ici qu'aux termes de l'article 686 du Code civil, le principe de la liberté des conventions

(1) Cotellet, *Cours de droit administratif, travaux publics*, t. II, p. 259.

s'étend aux servitudes et qu'il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés telles servitudes que bon leur semblera pourvu qu'elles soient conformes à la notion juridique de ce droit. Or personne ne prétendra que l'obligation de soutenir le toit de la mine ou l'interdiction d'inonder les galeries soient contraires à l'ordre public, et il est évident que le concessionnaire et le superficiaire n'en sont tenus qu'en tant que propriétaires, que ces services ne sont imposés ni à leurs personnes, ni en faveur de leurs personnes qui sont absolument indifférentes; que ces obligations ne les suivront pas le jour où ils cesseront d'être propriétaires; que d'autres en seront tenus, les nouveaux propriétaires; parce qu'en réalité elles sont imposées sur un héritage, pour l'usage et l'utilité d'un héritage, dont les propriétaires successifs ne sont que les représentants; enfin, que ces obligations s'éteindront par l'application de la règle: *nemini res sua servit* et de l'article 705 du Code civil, si les deux propriétés venaient à se réunir dans la même main, mais qu'elles revivraient forcément en l'absence de conventions contraires, si la confusion venait à cesser.

Pour être encore plus précis, on peut dire que la loi de 1810 établit de la mine à la surface (c'est-à-dire entre deux propriétés en contact par superposition) une situation de servitude légale, rentrant dans la formule générale de l'article 651 du Code civil.

Avec M. le procureur général Dupin, qui déclarait, le 3 mars 1841, devant les Chambres réunies de la Cour de cassation (S. 1841. I. 459) : « La principale obligation des concessionnaires, vis-à-vis du sol, est de supporter ce qu'on peut appeler à bon droit le toit de la mine, véritable servitude *oneris ferendi* vis-à-vis du sol, dont la solidité, en effet, dépend de l'accomplissement rigoureux de cette condition », les auteurs admettent généralement la notion d'une servitude légale ou naturelle.

Pour eux (1), en faisant des mines une propriété nouvelle, et en la distinguant de la propriété de la surface, le législateur n'a pas entendu que l'une d'elles fut la vassale ou la suzeraine de l'autre. Ces deux propriétés sont, par le résultat même de la situation des lieux et de cette superposition, dans un état de dépendance réciproque, qui altère de chaque côté la plénitude du droit et qui les soumet forcément à des conditions spéciales d'existence et d'exercice. Cette constitution artificielle de deux propriétés distinctes de la superficie et du tréfonds, établit entre l'une et l'autre des rapports nécessaires, très différents de ceux qui existent entre deux héritages situés l'un à côté de l'autre et, dès lors aussi, des obligations réciproques dont la loi de 1810 a dû tenir compte. Une des principales obligations des concessionnaires est donc de maintenir le propriétaire de la surface dans la jouissance intégrale de tous ses droits, en ce sens que les travaux intérieurs de la mine ne doivent aucunement porter atteinte à la jouissance de la surface, telle que l'autorise et la comporte sa destination naturelle. Par suite, les concessionnaires doivent tenir compte au propriétaire de la surface de tous les faits dont ils sont les auteurs et qui seraient préjudiciables à celui-ci.

Et un jugement du tribunal de Saint-Etienne, du 23 février 1885 (*Revue de Delecroix*, année 1885, p. 127), rapporte notre principe : « Attendu, dit-il, qu'il faut rester sous l'empire de cette jurisprudence qui décide que, au moment de la concession, de véritables servitudes ou, plus exactement, des obligations réelles sont nées, déri-

(1) Demolombe, t. IX, n° 650. — Mémoire de MM. Gény et Toussaint, n° 16, p. 18. — *Répertoire de l'Enregistrement*, v° mines, n° 11330. — Bréchignac et Michel, n° 166. — Féraud-Giraud, n° 623. — Chevalier, *Propriété des mines*, p. 153. — Biot, p. 282. — Naudier, p. 258. — Dalloz, *Propriété des mines*, t. I, n° 441. — Aubry et Rau, 4^e édit., t. II, § 223 *in fine*, p. 445.

vant de la situation respective des deux propriétés superposées ; que ces obligations réciproques de voisinage résultent de la nature même des choses, parce que, sans elles, l'une ou l'autre de ces propriétés disparaîtrait bien vite ou deviendrait inutile... ; que la mine doit notamment supporter la surface et que cette obligation est tellement rigoureuse que si les moyens ordinaires ne suffisent pas pour soutenir le sol, le concessionnaire doit en employer d'extraordinaires... »

Et bien mieux, un jugement du tribunal d'Autun, du 14 février 1882, traite notre servitude de « servitude générale de support qui est imposée par la loi et par la nature des choses à la propriété de la mine au profit de la propriété du sol ».

Signalons, dans un intérêt purement spéculatif, l'analogie que nous paraît présenter notre cas avec la situation où se trouvent, vis-à-vis les uns des autres, les différents propriétaires d'une maison dont ils ont chacun un étage, car c'est loin d'être une opinion dominante en doctrine et en jurisprudence que celle qui crée, en vertu de l'article 664 du Code civil, une servitude légale entre eux ; servitude qui obligerait les propriétaires d'étages inférieurs à soutenir ceux qui sont au-dessus et ceux-ci à ne rien faire qui aggravât cette charge : « Attendu, dit la Cour de Rouen (22 mai 1840, en note : Dalloz, *Répertoire*, v^o servitudes, n^o 920, p. 244), que le propriétaire du rez-de-chaussée est tenu, envers le propriétaire des étages supérieurs, d'une servitude qui consiste à supporter ces étages, sans qu'aux termes des règles du droit commun, il puisse être rien fait qui soit de nature à l'aggraver. »

Une autre analogie plus intéressante existe, encore, entre la situation du concessionnaire et celle de l'explorateur qui a obtenu l'autorisation de faire des travaux de recherches. Car il est admis que l'exercice du droit de recherches constitue une servitude véritable pour la surface obligée de le tolérer.

Cette servitude que M. Dupin, en 1841, qualifiait de servitude *oneris ferendi*, oblige donc essentiellement le concessionnaire, s'il ne soutient pas le toit de la mine à réparer, au moyen d'indemnités, le dommage causé par ses travaux d'exploitation.

Cette conception juridique est si bien celle de la jurisprudence, et particulièrement de la jurisprudence de la Cour de cassation, que, dans un de ses derniers arrêts, elle est allée jusqu'à imposer au concessionnaire actuel responsabilité envers les propriétaires de la surface, à raison de travaux antérieurs à sa concession, et cela indépendamment de toute faute de sa part, indépendamment même de tout profit personnel, par ce seul fait qu'il détient une concession grevée de cette obligation envers les propriétaires de la surface, comme d'une sorte de *charge réelle*.

« Une compagnie concessionnaire de mines, déclare-t-elle (D. 890. I. 473), qui, mise aux lieu et place des anciens exploitants, a contracté comme eux l'obligation de soutenir le toit des galeries et de consolider le sol et ne l'a point fait ou l'a fait d'une manière insuffisante, est tenue de réparer le dommage causé au propriétaire de la surface, alors même que ce dommage devrait être attribué aux travaux de l'exploitation licite et régulière, antérieure à la concession. »

Or cette solution ne fut pas admise par la Cour de cassation sans de longues controverses. La question revenait, en effet, à celle-ci ; l'indemnité à laquelle un propriétaire a droit pour le préjudice subi est-elle une charge réelle qui peut être réclamée à tout moment contre le concessionnaire actuel ou ne peut-elle être réclamée que de l'exploitant dont les travaux ont produit le dommage ?

Nous avons vu la réponse que la Cour de cassation a faite à cette question ; nous allons voir comment elle jus-

tifie son opinion, quels arguments apportent les adversaires de sa théorie et comme quoi M. Aguillon, dans son traité de la *Législation des mines*, n° 389, pousse encore plus loin cette théorie.

Il est un principe certain, c'est que l'acquéreur d'un immeuble n'est point tenu des obligations personnelles contractées par son auteur relativement à la chose transmise. (Demolombe, *Traité des contrats*, t. I, n° 283. — Aubry et Rau, 4^e édit., t. II, § 176 *bis*, p. 74) ; à plus forte raison ne peut-il être rendu responsable du dommage causé à autrui par les actes faits par son vendeur, alors que celui-ci était propriétaire. On en a conclu que le concessionnaire d'une mine ne saurait, en principe, être contraint de réparer le dommage causé au propriétaire de la surface par le fait de l'exploitation antérieure à sa concession. (Dijon, 14 juin 1877 et 28 mars 1879. — Laurent, *Principes de droit civil*, t. XX, n° 540. — Féraud-Giraud, *Code des mines et mineurs*, t. II, n° 635. — Comp. Bury, *Traité législatif France-Belgique*, 2^e édit., n^{os} 7, 10, 717.) La Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 5 avril 1870 (Trié contre Picot), rendu en matière de dommages résultant d'une exploitation de carrières, a tranché dans ce sens :

« L'engagement formé sans convention par suite d'un quasi-délit n'a d'effet qu'entre l'auteur de la faute dommageable et la partie lésée ; l'obligation de réparer le dommage n'est imposée qu'à celui qui a commis la faute ou à celui que la loi déclare responsable du fait d'autrui ; l'exécution de cette obligation ne peut être poursuivie que contre ceux qui représentent la personne de la partie responsable, c'est-à-dire les héritiers ou successeurs universels, mais non contre ses successeurs à titre particulier. »

Mais on admet que la responsabilité de l'acquéreur est engagée « s'il utilise les travaux de son vendeur, cause

du dommage » (Féraud-Giraud, *loc. cit.* — Dalloz, *Jurisprudence générale*, v^o mines, n^o 339. — Bury, *loc. cit.*, n^o 711. — Dijon, 14 juin 1877 et 28 mars 1879) ; « s'il est personnellement la cause de la nocuité des anciens travaux. ., s'il est possible de lui reprocher une faute pour n'avoir pas surveillé et entretenu les anciens travaux » (Féraud-Giraud, *ibid.* — Bury, *op. cit.*, n^o 712-717. — Charleroi, 9 août 1860, 14 février 1863 : *Belgique judiciaire*, t. XIX, p. 282, et t. XXI, p. 743. — Bruxelles, 12 août 1864, et 26 juillet 1869, *ibid.*, t. XXIII, p. 1457, et t. XXVII, p. 1505) ; ou encore si les travaux antérieurs, « se confondant avec ceux postérieurs à l'achat, il n'est pas possible de distinguer entre leurs auteurs ». (Féraud-Giraud, *ibid.*)

Dans une autre opinion que M. Aguillon a adoptée au n^o 389 de son traité, on va plus loin encore ; on considère l'indemnité due pour réparation du dommage comme une charge réelle pour la mine et non comme une obligation personnelle à l'ancien exploitant, auteur du dommage ; le propriétaire de la surface, dit-on, ne sachant souvent à qui imputer des dommages qui ne se révèlent parfois que longtemps après l'exécution des travaux dont ils dérivent, doit pouvoir s'adresser, en tout cas, au détenteur actuel ; ce dernier a pris de son prédécesseur « la mine avec tout son développement de travaux souterrains et de surface ; il est censé profiter de tous, encore bien qu'il puisse y en avoir plus d'un qu'il n'utilise pas ou n'utilisera pas directement » ; on allègue enfin la disposition de l'article 1384 du Code civil, suivant lequel on est responsable du dommage des choses que l'on a sous sa garde. (Aguillon, *Législation des mines françaises et étrangères*, t. I, n^o 387.)

Un arrêt de la Cour de Caen, du 26 juillet 1876 (S. 1877. II. 253), fait l'application de cette théorie aux dommages produits aux propriétés voisines par une exploitation de carrières :

« Il y a entre tous les héritages contigus des obligations réciproques et corrélatives adhérentes au sol lui-même et indépendantes de la personne qui le détient ; en un mot, de véritables obligations réelles, dont le propriétaire du fonds lésé a le droit de poursuivre l'exécution sur le fonds voisin représenté par son propriétaire actuel quel qu'il soit, sans avoir à rechercher si l'état préjudiciable dans lequel a été mis le fonds, provient de ce propriétaire actuel ou de ses prédécesseurs ;

» Dans ce cas, en effet, l'acquéreur n'est pas fondé à se plaindre de la responsabilité qui lui incombe, parce qu'il a connu, en achetant, le vice de l'immeuble acquis par rapport à l'immeuble contigu et qu'il a su ou dû savoir qu'il pourrait être forcé de remettre le premier de ces immeubles dans l'état exigé par les lois ou usages du voisinage. »

La jurisprudence des tribunaux a oscillé longtemps entre les différents systèmes. Ainsi la Cour de Dijon, le 24 mars 1879, confirmant purement un jugement du tribunal d'Autun, du 23 juillet 1878, a admis que l'indemnité due au propriétaire était « une charge réelle attachée à la concession et transmissible avec elle » se fondant surtout sur ce que, dans l'espèce, il s'agissait particulièrement d'une indemnité pour occupation de terrains, de telle sorte que la Cour faisait observer que, « par le fait de son acquisition, le concessionnaire actuel a été substitué de plein droit, dans les obligations qui incombent à ses prédécesseurs au regard des occupations ; il en est tenu à partir de ce moment ».

Au contraire, pour des indemnités qui seraient dues pour dommages, la même Cour a, par deux fois, repoussé le système de la réalité.

« Il est, en effet, de doctrine et de jurisprudence constantes en cette matière, a-t-elle dit dans un premier arrêt (14 juin 1879, Guyot contre Bouet) confirmant un

jugement du tribunal d'Autun, du 29 décembre 1876, et il est d'ailleurs conforme aux principes généraux de la responsabilité, que lorsqu'il y a eu, dans l'espèce, plusieurs concessionnaires successifs, chacun d'eux n'est responsable que de ses faits personnels, et que, lorsqu'il s'agit de dommages causés par le fait d'autrui ou par une exploitation précédente, comme dans le cas actuel, il n'en est tenu que dans la mesure où il en profite pour sa propre exploitation. »

Dans son deuxième arrêt, du 28 mars 1879 (Bost contre Mines de la Chapelle), la Cour ajoutait :

« S'il est de principe qu'en dehors des occupations de terrains ou travaux extérieurs qui constituent une charge réelle de la mine, chacun des concessionnaires successifs n'est responsable que de ses faits personnels, et que, lorsqu'il s'agit de dommages causés par une exploitation précédente, il n'en est tenu que dans la mesure où il en a profité pour sa propre exploitation, cette règle de droit commun peut être modifiée par le cédant et le concessionnaire. »

La Cour de Dijon reconnaît donc que le concessionnaire actuel peut être tenu pour responsable du dommage résultant de travaux ou occupations dont il a profité et dans la mesure dont il en a profité.

La Cour de Bruxelles, dans son arrêt du 26 juillet 1869 (*Pasicrisie*, 1870. II. 69), admet la théorie la plus avancée :

« L'exploitant actuel est responsable non seulement de ses propres travaux, mais encore de ceux exécutés par d'anciens exploitants auxquels il a succédé ; en devenant propriétaire d'une exploitation ancienne, il prend sous sa garde tous les travaux qui en font partie et il est tenu de veiller à ce que ces travaux ne deviennent pas une cause de dommages pour la surface ; dans ce cas, l'article 1384 du Code civil reçoit son application.

» Mais il serait contraire à la justice et à l'équité

d'imputer au concessionnaire actuel les conséquences des travaux qui lui sont étrangers et qu'il ne connaît pas, puisqu'il se trouve dans l'impossibilité de prendre les mesures de précaution nécessaires pour éviter les accidents que de semblables travaux pourraient produire.

» Pour soutenir le système contraire, l'intéressé allègue que le propriétaire de la surface a une action réelle contre la mine pour obtenir la réparation du dommage qu'il éprouve et qu'il suffit que les travaux dommageables soient situés dans le périmètre de concession, pour que l'exploitant actuel en soit responsable ;

» Ce système ne trouve son appui dans aucune disposition de la loi de 1810 ; l'article 45 invoqué par l'intéressé ne règle que les relations des charbonnages entre eux, pour un cas spécial seulement, et ne peut être étendu aux relations de la mine avec les propriétaires de la surface. »

Quant à la première théorie (charge réelle), il nous faut reconnaître le poids de son argumentation, appliquée, surtout à titre de doctrine générale en matière de responsabilité civile. Mais il nous paraît que pour les mines, il y a une situation, encore plus que pour les carrières, spéciale à l'exploitant dont on ne peut pas ne pas tenir compte, situation qui fait que, s'il est un successeur à titre particulier, comme le dit l'arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1870, c'est au moins un successeur à titre particulier, *sui generis*, auquel il y a lieu de faire un régime spécial.

En second lieu, il nous paraît impossible de faire de l'indemnité pour réparation du dommage causé à la surface une charge réelle pour la mine ; un droit réel doit avoir pour fondement une disposition de la loi ; or aucun texte ne crée un droit de ce genre au profit du propriétaire de la surface ; par contre, l'article 15 de la loi du 21 avril 1810 (Dalloz, *Jurisprudence générale*, v^o mines,

n° 618) dispose que celui qui veut obtenir une concession de mine « doit, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou lieux d'habitation, sous d'autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, donner caution de payer toute indemnité en cas d'accidents ». L'obligation de fournir caution semble supposer que le droit à l'indemnité est un droit purement personnel et que c'est à défaut d'une garantie réelle que le législateur a voulu assurer au propriétaire de la surface l'engagement d'une caution. Enfin le nouvel article 43 de la loi sur les mines (27 juillet 1880) (D. 1881. IV. 33) ne laisse guère de doute ; il déclare en termes exprès que la réparation des dommages non visés par les paragraphes 2 et 3 « reste soumise au droit commun ».

Dans son arrêt de 1890, la Chambre civile de la Cour de cassation considère évidemment la faute personnelle du nouveau concessionnaire comme la condition de la responsabilité mise à sa charge, à raison des travaux antérieurs à sa concession ; elle motive, en effet, le rejet du pourvoi, en déclarant que la solution de l'arrêt attaqué est suffisamment justifiée par la constatation faite par cet arrêt de l'inexécution des obligations qui pesaient sur le nouveau concessionnaire, c'est dire que la négligence de ce concessionnaire a été la cause de sa responsabilité. Pour que le concessionnaire fût obligé de réparer la totalité du dommage, il fallait que sa négligence eût été cause de tout le dommage, car il ne devait répondre que de son fait personnel, non du fait de son prédécesseur. Si le dommage avait pour cause première les travaux de son prédécesseur, il n'en devait réparation qu'en supposant démontré que ces travaux seraient restés inoffensifs, s'il en avait conjuré les suites en consolidant le sol comme il était tenu de le faire. Et la Chambre civile a estimé que la preuve de cette corrélation entre la faute et le dommage résultait suffisamment de l'arrêt de la Cour de Lyon attaqué.

C'est donc à la théorie, émanant de cet arrêt de la Cour de cassation, qu'à notre avis, il convient de s'arrêter. (Comparer : Splingard, *Des concessions de mines dans leurs rapports avec les principes du droit civil*, Bruxelles, 1880, n° 104, p. 135. — Et dans le même sens, le commentaire officiel du projet de loi de 1894, *Journal officiel*, Chambre, annexes 1894, p. 767, col. 3, sur l'art. 53.)

Sans doute, on peut penser que c'est là une exagération de l'idée fondamentale. Cette exagération ne s'imposait pas d'après les principes de la matière des servitudes.

Que nous disent les principes en effet (1) : le propriétaire de l'héritage servant, qui a fait exécuter des travaux contraires à l'exercice de la servitude, est tenu de rétablir, à ses frais, les choses dans leur ancien état, et peut même, le cas échéant, être condamné à des dommages-intérêts. Que si l'héritage servant était passé dans les mains d'un successeur particulier, celui-ci serait bien obligé de souffrir le rétablissement de l'ancien état de choses ; mais il ne pourrait être condamné à le faire opérer à ses frais et ne serait passible d'aucuns dommages-intérêts, sauf au propriétaire de l'héritage dominant à récupérer ces frais et dommages-intérêts contre l'auteur des travaux qui forment obstacle à l'exercice de la servitude.

Donc quel est le caractère de l'obligation qui incombe au propriétaire du fonds servant, de rétablir les lieux dans leur ancien état et d'indemniser le propriétaire du fonds dominant du préjudice qui lui a été causé par le trouble apporté à l'exercice de la servitude ?

Est-ce une obligation personnelle, dont l'exécution ne puisse être poursuivie que contre l'auteur même du trouble apporté à la jouissance du propriétaire du fonds dominant ou ses successeurs à titre universel ?

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., t. III, § 254.

Est-ce une obligation réelle qui pèse sur le fonds lui-même et dont soit tenu, par conséquent, tout détenteur du fonds servant, encore bien qu'il ait été personnellement étranger au trouble apporté à la jouissance du propriétaire du fonds dominant ?

Sur ce point trois opinions :

1° C'est une obligation réelle (1).

2° Il faut distinguer : le propriétaire du fonds dominant peut exiger contre tout détenteur la destruction des ouvrages qui gênent l'exercice de la servitude ; mais le propriétaire du fonds dominant ne peut réclamer au tiers détenteur les dommages-intérêts qui lui sont dus (2).

3° Avec MM. Aubry et Rau nous admettons l'opinion que consacre un récent arrêt rapporté dans Sirey (1891, II. 169) : « Le tiers détenteur du fonds servant ne peut être tenu, ni de l'exécution des travaux nécessaires pour rétablir l'exercice de la servitude, ni des dommages-intérêts dus au propriétaire du fonds servant ; il est seulement obligé de laisser exécuter les travaux. »

Les principes de la matière des servitudes n'imposent donc pas cette exagération de l'idée fondamentale de notre théorie. Aussi a-t-elle été repoussée par de plus récentes décisions. Une première, du tribunal de Saint-Etienne, du 14 mars 1892 (*Delecroix*, 1892, p. 326), pose nettement les principes suivants :

« La substitution à titre onéreux d'une société minière à une autre société minière entraîne, à l'égard des propriétaires de la surface et des parties contractantes, les conséquences suivantes pour ce qui concerne les dommages causés par l'exploitation :

» Si ces dommages se sont révélés en entier avant la

(1) Demolombe, *Traité des servitudes*, t. II, n° 895.

(2) Laurent, *Principes de droit civil*, t. VIII, n° 271.

prise de possession, c'est la première société qui en est responsable;

» S'ils se révèlent à une date postérieure et s'ils ont pour cause exclusive les travaux de l'exploitation nouvelle, c'est la deuxième société qui est responsable;

» S'ils ont pour cause unique les travaux anciens, c'est encore la société détentrice qui est responsable vis-à-vis du propriétaire de la surface ;

» S'ils ont à la fois pour cause les travaux antérieurs et les travaux postérieurs à la prise de possession, la responsabilité se répartit proportionnellement entre les deux sociétés, soit directement, soit par la voie de recours en garantie. »

Une seconde décision, non moins nette, émane de la Cour de Lyon par son arrêt du 21 juin 1893 (*Revue Délécroix*, 1894, p. 102).

« Les dommages causés à la surface par une exploitation minière ne peuvent, à moins de conventions contraires, engager la responsabilité définitive que de ceux qui les ont causés. »

La Cour de Lyon avait déjà appliqué le même principe dans un arrêt du 2 mars 1888, où elle décidait que le propriétaire de la surface, dans le périmètre d'une concession, est en droit d'assigner le concessionnaire de la mine qui exploite au moment où le dommage se produit, ce concessionnaire étant présumé responsable des travaux qui ont occasionné le dommage, sauf à lui à appeler en cause les exploitants les plus anciens ou tous autres et à débattre contre eux la responsabilité des travaux qui ont causé le dommage :

« Considérant que, sans examiner le point de savoir si l'action en indemnité qui appartient au propriétaire de la surface, à l'occasion du dommage que lui causent les travaux souterrains des mines, est réelle ou personnelle, il est vrai tout au moins de dire que ce propriétaire est

en droit d'assigner le concessionnaire de la mine qui exploite au moment où le dommage se produit ; que cet exploitant, par cela seul qu'il a la mine sous sa garde, est présumé responsable des travaux d'où provient le dommage, sauf à lui à appeler en cause des exploitants plus anciens ou tous autres et à débattre contre eux la responsabilité des travaux qui ont causé le dommage objet du litige... »

Enfin un arrêt de la Cour de cassation, du 24 juillet 1894 (*Revue Delecroix*, 1895, p. 210), pose le même principe : « En cas de cession de mine, la substitution complète d'une société dans tous les droits et charges inhérents aux concessions cédées laisse à la société cédante l'entière responsabilité des travaux par elle opérés avant la cession, ainsi que des dégâts qui peuvent en être la suite. »

Mais on ne peut nier que l'excès même, auquel avait été conduite un instant la jurisprudence, ne mette très nettement en lumière la pensée inspiratrice et directrice de tout son système. (Caen, 26 juillet 1876. S. 1877. II. 253.)

Cependant faisons remarquer que, l'indemnité constituant une charge personnelle, il ne faut pas en conclure que l'action en paiement de cette indemnité ne pourra être exercée que contre le concessionnaire qui a fait exécuter les travaux nuisibles. Elle peut, en outre, être intentée contre les ayants cause universels et, parmi les ayants cause particuliers, contre ceux qui ont accepté la situation grevée de cette charge ou qui sont censés l'avoir acceptée parce qu'ils en ont profité (1).

Nous dirons même que l'on peut répéter l'indemnité contre le détenteur actuel de la mine, car il faut se souvenir que les ayants cause particuliers sont tenus de certaines obligations personnelles de leurs auteurs, de celles

(1) Féraud-Giraud, t. II, n° 635, p. 64. — En ce sens : deux arrêts, Cour de Dijon, 14 juin 1877 et 28 mars 1879, note Dalloz, 1890. I. 473.

« relatives à la chose formant l'objet de la transmission et qui ont pour effet de restreindre ou de modifier le droit transmis (1) ».

Or l'auteur des dégâts ne pourrait continuer son exploitation qu'en les réparant ; comment transmettrait-il à son successeur plus de droits qu'il n'en a ?

Car il ne faut pas oublier qu'une mine ne se compose pas que de galeries, que c'est un ensemble de choses comprenant des dettes et des créances ; qu'elle est un patrimoine comme un fonds de commerce ou une succession. C'est ce tout, cet immeuble, qui est transmis, et sauf convention contraire, la situation doit rester la même, elle est acceptée telle quelle. La Cour de cassation nous paraît avoir adopté ce principe dans un arrêt du 28 février 1890 (D. 1890. I. 473).

Mais nous ne ferions pas de difficultés pour admettre que l'auteur seul du dégât puisse être poursuivi, si sa responsabilité était engagée par une imprudence ou une faute contre les règles de l'art, par un délit ou un quasi-délit, parce que cette responsabilité-là est absolument personnelle. Et la Cour de cassation a bien affirmé cette doctrine dans son arrêt du 5 avril 1870 (D. 1871. I. 234).

Mais lorsqu'il s'agit d'un dommage qui est le résultat d'une jouissance non abusive, d'une exploitation normale, résultat qui se serait produit quel que fût le concessionnaire, s'il y a des obligations *in rem scriptæ*, celle de réparer ce dommage doit en être.

En principe donc le propriétaire de la surface peut poursuivre le concessionnaire actuel sans avoir à prouver qu'il est l'auteur du dommage ou qu'il a profité des travaux (2).

(1) Aubry et Rau, 5^e édit., t. II, § 176 *bis*, p. 102.

(2) Cette théorie arrive au même résultat que celle de M. Aguillon. Mais nous n'admettons pas la même base que celle de cet auteur.

Il n'y aura d'action que contre l'auteur du dommage si les dommages résultant d'anciens travaux s'étaient déjà produits avant le changement de propriétaire (Bréchignac et Michel, n^{os} 220 et 222).

De ce que l'indemnité due pour dégâts de surface est un droit personnel, nous tirons cette autre conclusion que l'action n'appartient qu'à celui qui a éprouvé le dommage; qu'elle ne passe pas de plein droit au tiers acquéreur de l'immeuble endommagé, car s'il est vrai que la surface elle-même ait subi un préjudice, ce n'est pas le nouveau propriétaire qui en a souffert, c'est l'ancien, parce qu'il a vendu avec perte (Bréchignac et Michel, n^o 232).

Pour conclure, nous dirons que, en l'absence de toute faute, permettant de faire appel aux articles 1382 et 1383 du Code civil, la responsabilité du concessionnaire de mines, pour dommages causés à la surface par les travaux intérieurs de son exploitation, ne peut reposer que sur l'idée d'une servitude légale imposée à la mine envers la surface par la loi de 1810 et l'assujettissant, s'il ne soutient pas le sol de façon à lui laisser sa destination naturelle, à réparer le dommage causé au moyen d'indemnité. Cette servitude légale n'a pas été organisée par le Code civil, parce que ce Code a réservé tout ce qui concernait la législation spéciale des mines et a laissé cette branche sous l'empire des lois particulières.

C'est ce que M. Aguillon (au n^o 15, du t. I, de son *Traité de législation des mines*, p. 17 et 18) appelle très justement « le droit minier ». « Il doit y avoir, en effet, nécessairement un droit spécial aux mines, dit-il (c'est le *Bergracht* des Allemands qui ont parfaitement compris et appliqué ces notions dans leur droit moderne), au même titre qu'un droit commercial, qui fixe, tant pour l'institution de la propriété minérale que pour les rela-

tions des mines avec la surface et les exploitations voisines, les règles que le droit commun est impuissant à donner, parce qu'il a été fait pour régler les droits relatifs à des choses de nature essentiellement différente. Cependant il faut éviter d'étendre ce droit minier au delà de ses limites naturelles ; partout où le droit commun est applicable, c'est lui qui doit être appliqué. Il ne faut pas sortir du droit public, rompre l'unité de législation générale et violer l'égalité devant la loi, pour créer, en se méprenant sur le but et la nature du droit minier, un régime d'exception à l'industrie des mines. »

Il n'en est pas moins vrai que les obligations, imposées par ces lois à la mine envers la surface, rentrent fort exactement dans le cadre ouvert à toutes les servitudes légales par l'article 651 du Code civil.

Nous citerons encore à l'appui de notre manière de voir, ces termes fort nets d'un arrêt de la Cour suprême :

« ...Attendu que par suite de la concession d'une mine, deux propriétés superposées sont créées, l'une comprenant la superficie, l'autre le tréfonds ; que la constitution artificielle de ces deux propriétés distinctes établit envers l'une et l'autre des rapports nécessaires très différents de ceux qui existent entre deux héritages situés l'un à côté de l'autre, et dès lors aussi des obligations réciproques, dont la loi de 1810 a dû tenir et a tenu compte... » (S. 1886. I. 62. — D. 1885. I. 297. — Comp. motifs analogues de deux arrêts : Req. rej., 8 juin 1869. D. 1870. I. 147 ; S. 1869. I. 413.)

Que l'on ne s'étonne pas d'ailleurs, si la conséquence de cette situation reconnue par la loi de 1810 se ramène définitivement à une indemnité due par la mine à la surface, en cas de dommages occasionnés par l'exploitation.

M. Huc observe fort exactement au sujet des servitudes naturelles et légales du Code civil : « Il faut remarquer

que toutes les prétendues servitudes, dérivant de la situation des lieux ou établies par la loi, se réduisent finalement à l'obligation de payer une somme d'argent, comme par exemple, lorsqu'il s'agit de réparations à faire à un mur mitoyen. C'est pour ce motif que l'article 1370 les qualifie d'engagements, d'obligations personnelles et non de servitudes. Cet aperçu paraît plus exact que celui qui est autorisé par l'article 639. Cependant il ne faudra pas méconnaître que ces obligations semblent reposer activement et passivement sur la tête des « possesseurs quelconques des héritages » et ne faire qu'un avec la chose elle-même ». (Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. IV, n° 261, p. 322.)

II. — FAUTE PRÉSUMÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 1382

La responsabilité du concessionnaire, en cas d'exploitation régulière de la mine, peut être déduite des articles 1382 et suivants du Code civil, par l'idée de faute présumée.

Et, en effet, quel est le but des articles 1382 et suivants du Code civil ? Ne créent-ils pas, en ce qui concerne notre cas, des limites dans lesquelles se trouve circonscrit l'exercice du droit de propriété pour l'intérêt réciproque des fonds voisins ?

« Les rapports de contiguïté, disent MM. Aubry et Rau, au n° 194 du tome II de leur cinquième édition, ou de voisinage entre des fonds appartenant à des propriétaires différents ont pour effet nécessaire de mettre en conflit les droits respectifs de ces propriétaires ; et ce conflit ne peut être concilié qu'au moyen de certaines limitations imposées à l'exercice des facultés inhérentes à la propriété.

» Ces limitations normales et indispensables peuvent

en théorie, se ramener aux règles suivantes qui découlent elles-mêmes de ce principe que l'exercice du droit de propriété demeure subordonné à la condition de ne point causer de dommage à la propriété d'autrui.

» Le propriétaire d'un fonds ne peut y faire aucun ouvrage de nature à porter une atteinte matérielle aux fonds voisins.

» Il lui est interdit de disposer des constructions de manière à compromettre la sûreté, l'indépendance ou la tranquillité de la jouissance des fonds voisins et d'affecter ses bâtiments à des usages de nature à produire de pareils inconvénients.

» ... Ces dispositions n'ont, en réalité, d'autre objet que de déterminer les limites dans lesquelles doit se restreindre l'exercice normal du droit de propriété ou de concilier, au moyen d'une espèce de transaction, les intérêts opposés des propriétaires voisins.

» L'exercice abusif de son droit de propriété donne donc naissance à une action en dommages-intérêts et au droit de demander suppression ou changement de l'état de choses qui porte préjudice. »

Le droit commun suffira donc à réprimer les abus que la mine pourrait commettre vis-à-vis de la surface, à dédommager la surface de tous les abus que la mine pourra lui faire subir.

Les articles 1382, 1383 et 1149 du Code civil s'y appliqueront même en dehors de toute faute contre les règles de l'art. En effet, une maison située sur un sol déconsolidé se lézarde ou s'écroule ; les experts déclarent sans hésitation qu'aucune faute n'a pu être relevée contre celui qui exploite la mine, cela prouve-t-il qu'il n'a pas commis de faute ? Nullement, cela prouve qu'en apparence son exploitation a été régulière, tandis qu'en réalité elle a été abusive, puisque des dégâts ont été commis ; le fait matériel, l'accident lui-même suffit à démontrer la faute. Il n'y

a pas à rechercher ailleurs si le concessionnaire a ou non commis une faute contre son art : il l'a commise puisque le sol qu'il devait soutenir s'est affaissé. Il devait faire plus qu'une exploitation régulière et normale : il fallait prendre des précautions extraordinaires, exécuter des travaux exceptionnels : l'événement l'a bien montré.

On reconnaîtra, sans doute, que les propriétaires de mine exploitent *librement*, mais à leurs risques et périls ; que leur première obligation est de soutenir à tout prix le toit de la mine et de veiller à la sûreté des constructions de la surface ; que si ce toit s'ébranle ou s'écroule, si les constructions sont menacées ou détruites, *la faute sera présumée de plein droit*, sans qu'il soit besoin d'autre vérification.

Ainsi est établi l'empire du droit commun qui ne peut se rétrécir que dans les cas expressément prévus. Ainsi sera consacrée une distinction profondément équitable entre l'hypothèse où le propriétaire de la mine exerce une servitude légale, sort de chez lui, *envahit la propriété d'autrui* et se soumet par là même aux réparations spéciales qu'a établies la loi où il puise son titre, et l'hypothèse toute différente où il se concentre dans son domaine, où *il se borne à l'exploiter* comme il en a le droit et le devoir, mais où, par un fait quelconque dans l'exploitation même de sa chose, il porte un préjudice à autrui, hypothèse qui n'avait pas besoin d'être prévue, puisqu'elle était si naturellement soumise aux règles générales établies pour la réparation de tous les dommages.

On fait donc observer dans ce système que le principe fondamental de la loi sur les mines est l'assimilation de la mine à une propriété de droit commun : la mine doit être soumise à toutes les règles que le droit fixe pour les rapports des propriétaires entre eux, à moins qu'une prescription de la loi spéciale des mines n'en ait disposé autrement d'une façon explicite et formelle. Or, dans son

ancien texte, la loi de 1810 était muette sur la question des dommages ; dans son nouveau texte, il est dit explicitement, à la fin de l'article 43 : « La réparation des dommages reste soumise au droit commun. » En droit commun, le principe de la réparation des dommages se trouve dans les articles 1382 et 1383, d'après lesquels on n'est tenu de réparer le préjudice fait à autrui que lorsqu'il est la conséquence d'une faute. Le fait seul ne suffit pas pour engager la responsabilité ; il faut la faute juridique, il ne faut pas qu'on puisse dire : *feci, sed jure feci*.

Ainsi peut-on alléguer une *faute plus rigoureusement interprétée*, analogue à celle dont sont tenus entre eux les propriétaires voisins.

En notre matière, la faute se présumera donc par suite du dommage que les travaux d'exploitation causeraient à la surface. Car l'exploitant aurait dû faire, pour ménager la surface, plus qu'exploiter régulièrement. Il aurait dû, afin d'éviter les dommages, faire des travaux exceptionnels, extraordinaires même, mais enfin possibles et dont le défaut constitue bien une imprudence ou une négligence coupable.

Cette idée se rencontre en d'anciens arrêts :

D'abord dans un arrêt du 20 juillet 1842 (S. 1842. I. 963) de la Cour de cassation : « Attendu, dit-elle, que la propriété de la mine est une propriété modifiée par sa relation immédiate avec la surface ; attendu que la première obligation pour un concessionnaire est de supporter le toit de la mine et, au besoin, de faire des travaux extraordinaires dans ce but ; d'où il résulte en fait et en droit que, dans l'espèce, la faute est présumée d'après l'événement, sans qu'il soit besoin d'autre vérification et qu'il a été fait à la cause juste application des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Encore dans un autre arrêt de la Cour de cassation, rendu en 1853, dans une affaire des mines de la Loire

contre la Compagnie d'éclairage au gaz de Rive-de-Gier (D. 1853. I. 189).

En 1857, la Cour de cassation confirmant (D. 1857. I. 275) un jugement du tribunal d'Autun, confirmé déjà par la Cour de Dijon, le 21 août 1856, pousse encore plus loin sa théorie. La concession de mines, proclame-t-elle, existant dans un certain périmètre, n'attribue pas aux concessionnaires un droit tel que les propriétaires de la surface ne puissent plus, à partir de cette concession, élever sur le sol des constructions nouvelles ; elle ne met pas les constructions nouvelles aux risques et périls de leurs propriétaires et si leur ruine survient par suite des travaux de la mine, ce dommage donne lieu à une action en indemnité en vertu de l'article 1382.

« Attendu que l'exercice de ces droits, notamment du droit de bâtir, ne devient abusif que lorsqu'il se manifeste par des travaux nuisibles à l'exploitation de la mine (atteinte directe à l'exploitation, tendant à faire partie de la concession)... comme le devoir perpétuel et absolu du concessionnaire est de maintenir la solidité du toit de la mine. Si des dégradations se produisent à la surface, résultant de l'excavation de la mine, le concessionnaire doit réparation de ces dommages sans distinction, si l'édifice a été construit après ou avant la concession, puisque, en construisant, le propriétaire n'a fait qu'user du droit inhérent à la propriété... »

La Chambre des requêtes n'a donc pas accueilli la distinction qu'on aurait pu établir entre les constructions postérieures à la concession et celles élevées depuis le commencement de l'exploitation. La Cour a reculé devant une doctrine amenant la création d'une véritable servitude *non ædificandi*. Cette doctrine, professée par M. Rey (*De la propriété des mines*, p. 561), est, en général, repoussée par les auteurs et la discussion au Conseil d'Etat semble aussi la condamner. (Séance du 10 octobre 1809, l'archi-

chancelier, en effet, proposait d'ajouter « depuis l'exploitation commencée » à l'article 17 et le Conseil n'adopta pas sa motion.) Sans doute, l'exercice d'un tel droit imposera parfois au maître de la mine des obligations onéreuses, mais elles seront une charge rationnelle, consistant dans l'obligation de supporter, au profit du sol, une servitude *oneris ferendi*. Les travaux d'affermissement du toit de la mine ne sont autre chose qu'une conséquence logique de cette servitude qui, elle-même, découle inévitablement de la situation respective des deux propriétés de la mine et de la surface.

Et cette idée que nous énoncions précédemment expliquerait encore assez bien la persistance de la citation de l'article 1382 dans les décisions judiciaires.

Dans de nombreux arrêts, en effet, nous relevons cette citation. Ainsi voici les termes d'un arrêt de la Cour de cassation, du 3 février 1857 (S. 1857. I. 470). « Attendu, dit-elle, que les principes généraux, posés par l'article 1382, ne trouvent ici aucune modification ; que le dommage causé à la propriété doit bien donner lieu à une réparation que la juridiction ordinaire doit apprécier... »

La Cour de cassation, dans son arrêt du 4 août 1863 (D. 1863. I. 352), se sert d'expressions identiques :

Attendu, dit-elle, que si aux termes des articles 1382, 1383, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute de qui il est arrivé à le réparer, cette réparation ne doit être ni inférieure, ni supérieure, mais égale au préjudice causé ; que d'accord avec ce principe, l'article 1149...

L'arrêt de la Cour de cassation, du 8 juin 1869 (D. 1870. I. 147), reconnaît qu'on a fait « à l'espèce une juste application de l'article 1382, en condamnant la Compagnie à réparer le dommage qu'elle avait causé... »

Enfin un arrêt de la Cour de Dijon, du 16 mai 1876 (D. 1877. II. 37), s'exprime ainsi :

La Cour,

Considérant que cette obligation qui a pour sanction le principe édicté par l'article 1382 est méconnue si le propriétaire exécute dans son propre fonds des travaux dont l'effet offensif s'attaque aux propriétés de ses voisins de façon à leur porter préjudice ; que cette obligation est bien plus stricte encore lorsqu'il s'agit de travaux souterrains pour l'exploitation des mines ; que cette imprévoyance, si légère qu'elle soit, suffit en pareille matière pour constituer la faute prévue par l'article 1382...

Et, en même temps, l'on comprendrait que les arrêts fissent appel à la loi du 21 avril 1810, en considérant cette loi comme édictant implicitement une présomption de faute contre le concessionnaire, pour dommages provenant de son exploitation, par application de l'idée contenue en l'article 1384, alinéa 1^{er} *in fine* du Code civil et à peu près comme l'article 1386 du Code civil déclare le propriétaire d'un bâtiment responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

On ajouterait que la théorie jurisprudentielle qui permet à l'exploitant de s'exonérer de la responsabilité, lui incombant ainsi, par des conventions conclues avec les propriétaires de la surface, ne contredit pas positivement ce point de vue. Car, il est loin d'être certain que l'on ne puisse pas, par convention, s'affranchir de la responsabilité de ses fautes légères même fondées sur les articles 1382 et 1383 du Code civil. Bien des auteurs admettent qu'on le peut, en exceptant seulement le dol et la faute lourde. Pour nier la possibilité d'une telle convention, on dit qu'aucune convention ne peut modifier la responsabilité délictuelle. Car, en général, une convention destinée à exonérer des conséquences d'un délit ne se comprend pas ; elle n'est pas possible. La convention supposerait la prévision d'une imprudence. Or imprévoyance et convention semblent s'exclure. De plus, presque toujours la responsabilité délictuelle existe entre tiers, entre personnes

qui n'ont pas eu de relations antérieures entre elles. Comment imaginer une convention préalable à un rapport soudain et fortuit ?

« Néanmoins M. de Courcy, dit M. Labbé (*Annales de droit commercial*, t. I, 1886-1887, I^{re} partie, p. 187 et 189), avec son esprit ingénieux, pour qui le droit est, non pas une chose abstraite, mais une réalité vivante, a montré qu'une convention d'irresponsabilité délictuelle n'est pas absolument chimérique et, en donnant à une telle convention une précision concrète, il a fait apparaître clairement qu'il n'était pas plus exorbitant d'admettre, le dol et la faute grave exceptés, la validité de l'exonération convenue d'une responsabilité délictuelle que d'une responsabilité contractuelle. « J'ai le droit de stipuler avec mon » voisin que je ne l'indemniserai pas des dégâts de mes » lapins. La convention qui est fréquente est parfaitement » licite et doit être respectée. Oui, tant que je ne dénaturerai » pas, par mon fait, les conditions normales, prévues de » la convention. Mais si le lendemain de la signature, » quand mon voisin aurait compté sur la continuation » d'habitudes modérées, je répandais dans mon bois » mille lapins qui ravageraient toute la récolte, la con- » vention ne me protégerait plus, je l'aurais fraudée. Cela » n'empêcherait pas qu'elle n'eût été en elle-même » parfaitement licite. » Or l'article 1385 n'est qu'un développement de l'article 1382.

» Quant à moi, ajoute M. Labbé, c'est uniquement pour le délit civil exempt de dol, la faute pure et simple, que je crois juste d'accorder aux parties toute liberté dans leurs conventions. Elles peuvent aggraver, alléger la responsabilité de droit commun ; elles le peuvent que la faute (pure de tout dol) consiste en un acte ou une omission de soins. »

Donc, quoique admettant que la responsabilité de l'article 1382 peut être écartée par convention, tout comme

celle des articles 1149 et suivants, M. Labbé se montre défiant vis-à-vis de l'expression de « délit », qui n'éveille pas, dit-il, à l'esprit une idée suffisamment nette.

La jurisprudence elle-même a reconnu pareille convention valable, en matière d'assurances. (D. 1869. II. 38. Dijon, 3 juillet 1868.)

En matière d'assurances terrestres, en effet, une distinction a été faite entre le dol et cette faute lourde que l'on assimile ordinairement au dol d'une part, et, d'autre part, les fautes plus légères qui peuvent résulter de l'impéritie, de l'imprudence ou de la négligence. (V. Dalloz, *Jurisprudence générale*, v^o assurances terrestres, n^o 114. Paris, 24 août 1850. D. 1851. II. 139, et 16 janvier 1851. D. 1851. II. 99.) Cette distinction, à la vérité, n'est pas admise d'une façon complète et unanime.

CRITIQUE DE LA THÉORIE

Nous avouons ne pas bien saisir ce que l'on entend par cette présomption de faute. Qu'est-ce qu'une faute qui n'est pas volontaire, librement commise ? Est-ce bien une faute ? La faute suppose chez l'agent la connaissance du mal, la possibilité de l'éviter et la volonté de l'accomplir ; elle met en jeu l'intelligence et la volonté humaines. Or si l'intelligence du concessionnaire lui montre le danger, sa volonté ne lui fournit pas les moyens de l'éviter, parce qu'on ne lutte pas avec les forces de la nature. On peut boiser les galeries, les combler après le déhouillement, on évitera ainsi des catastrophes, le toit ne s'effondrera pas, mais on n'empêchera pas les tassements de se produire, les eaux de s'écouler dans la mine au lieu de jaillir à la surface. Ajoutez à cela que non seulement le concessionnaire qui exploite la mine, qui exécute des travaux préjudiciables à la surface est dans

son droit, mais que c'est une obligation pour lui d'exploiter. Ce serait donc bien dès lors une faute nécessaire, matériellement inévitable, légale cependant qu'on viendrait reprocher au concessionnaire. C'est le renversement des idées juridiques les mieux établies.

De plus, *pas de présomption de faute sans texte* : ici il ne peut s'agir que d'une présomption légale. Cette présomption résulterait donc de la loi de 1810. Mais rien dans cette loi ne fait allusion à l'idée d'une faute en dehors des cas d'exploitation *irrégulière*. En effet, pour apprécier et régler les rapports de la mine à la surface, la loi de 1810 ne s'est placée qu'au point de vue de l'exploitation. Il n'est pas à croire qu'elle ait conçu cette idée subtile d'une faute de voisinage rendant l'exploitation responsable alors qu'il n'y aurait pas faute d'exploitation.

En tous cas une présomption, surtout une présomption *juris et de jure*, doit être expressément prononcée par le législateur ; il faut qu'elle soit dans les termes mêmes de la loi, sans qu'on soit obligé de la déduire par une interprétation ; *une présomption légale ne se présume pas*. Or celle que l'on prétendrait trouver ici, n'apparaît pas dans les dispositions de la loi de 1810.

En outre, il importe de remarquer *qu'en bien des hypothèses, la responsabilité*, imposée au concessionnaire, *ne peut nullement être rattachée aux articles 1382 et 1383 du Code civil*. Il en est ainsi notamment lorsqu'on constate une exploitation régulière de la mine sans faute, ni imprudence, ni négligence caractérisée, qui cause pourtant des dommages à la propriété superficière.

Le concessionnaire doit, en effet, réparer tous les dommages qu'il cause à la surface par suite de ses travaux souterrains, qu'ils soient le résultat d'une exploitation vicieuse, de faute ou de négligence de sa part, comme s'ils sont le résultat d'une exploitation normale et régulière. Il est vrai que le concessionnaire devient propriétaire de

la mine et que tout propriétaire ayant le droit d'user et d'abuser de sa chose dans les limites déterminées par la loi, il ne commet aucune faute lorsqu'il use normalement et légalement de sa propriété et que, partant, d'après les principes du droit commun, il n'est tenu à aucune indemnité pour le préjudice qui peut résulter de cet exercice légal d'un droit ; mais précisément la loi de concession ne lui permet l'exercice de son droit qu'en tant qu'il ne porte aucun préjudice aux droits du propriétaire de la surface ; et, dès lors, si l'exploitation souterraine, quelque régulière qu'elle soit, amène une privation de jouissance ou un trouble dans cette jouissance pour le propriétaire de la surface, celui-ci a le droit d'en réclamer la réparation. Ici nous sommes, en effet, sous l'empire d'une loi spéciale régissant une matière spéciale.

Dès lors manifestement la jurisprudence, en consacrant la responsabilité du concessionnaire, *s'écarte du système des articles 1382 et 1383*. Et un arrêt, rapporté dans Sirey (1893. IV. 5), fait nettement application de cette idée dans l'exposé de ses motifs.

« L'article 15 de la loi de 1810, dit-il, qui oblige le concessionnaire d'une mine, le cas arrivant de travaux à faire sous des maisons ou autres exploitations ou dans leur voisinage immédiat, à donner caution de payer indemnité en cas d'accident, déroge au droit commun. La caution ne doit pas être fournie seulement pour parer aux dommages causés par des travaux fautifs et dénotant une impéritie coupable, mais elle doit être fournie même pour les dommages qui sont la suite de travaux dirigés suivant les règles d'une bonne exploitation. »

Car, il est certain que les articles 1382 et 1383 supposent comme condition essentielle de la responsabilité qu'ils consacrent une faute ou du moins une négligence ou une imprudence.

Il faut et il suffit en principe, pour que des dommages-

intérêts soient prononcés, qu'une faute ait été commise et que celle-ci soit préjudiciable aux intérêts du demandeur.

L'existence d'un fait, dit M. Demolombe (t. XXXI, n° 468), est la première condition de la responsabilité civile.

Mais de quel fait ? Est-ce uniquement d'un simple fait même dénué de faute, d'un fait purement matériel ?

On serait peut-être porté à le penser à la première lecture de l'article 1382 : « Tout fait de l'homme... » Il semblerait, d'après cette rédaction, que l'expression principale du texte consiste précisément dans ce mot : « fait », qui domine toute la phrase.

Mais une telle interprétation serait certainement inexacte. Elle se trouve, en effet, immédiatement démentie par la fin de ce même article, qui est inséparable du commencement, et qu'il faut, bien entendu, prendre tout entier.

Or l'article ajoute ces mots, qui, bien que placés en seconde ligne et en quelque sorte secondairement, déterminent le vrai sens et la signification nécessaire du texte tout entier : « Oblige celui par la *faute* duquel il est arrivé à le réparer. »

Il faut donc que le fait matériel soit le résultat d'une faute, c'est-à-dire qu'il faut, en outre, cette seconde condition : la faute, l'imputabilité.

Donc un fait, même nuisible à autrui et imputable à son auteur, ne constitue un quasi-délit qu'autant qu'il y a eu, de la part de ce dernier, soit faute positive, soit tout au moins imprudence.

Ces principes fondamentaux ont été appliqués par la Cour de cassation dans de nombreux arrêts (S. 1891. I. 292; 1893. I. 198; 1889. I. 312; 1871. I. 9; 1890. I. 397). La Cour y décide qu'« il lui appartient de rechercher si les faits souverainement constatés par les juges du fonds présentent les caractères juridiques de la faute par eux recon-

nue. Une faute n'engageant la responsabilité de son auteur qu'autant qu'elle se rattache au préjudice causé par une relation directe. »

Ce dernier principe qui avait été posé en termes identiques, notamment par un arrêt de la Cour de cassation, du 5 février 1884 (S. 1886. I. 423), a été appliqué par un arrêt plus récent, du 13 avril 1886 (S. 1889. I. 312), décidant que, pour justifier une condamnation à des dommages-intérêts, il ne suffit pas qu'il y ait eu préjudice, il faut encore que l'acte qui a été la cause du préjudice constitue un délit ou un quasi-délit.

Or, *les arrêts*, en notre matière, déclarent qu'indemnité est due *indépendamment de toute irrégularité* et en l'absence d'une négligence quelconque.

Il est, en effet, admis par de nombreux arrêts (S. 1885. I, 500 ; 1886. I. 61 ; 1891. I. 301 ; 1874. II. 130) que le concessionnaire est responsable de tous les dégâts survenus aux terrains de la surface compris dans le périmètre de la concession, alors même qu'il n'y aurait aucune faute, même légère, à relever dans l'exploitation. Il suffira de citer comme résumant le plus nettement cette jurisprudence l'arrêt de la Chambre civile, du 21 juillet 1885 (D. 1886. I. 336). « Attendu qu'aux termes de l'article 15 de la loi du 21 avril 1810, tout concessionnaire de mines est tenu de réparer le préjudice que son exploitation occasionne aux constructions ou installations faites à la surface par les propriétaires ou avec leur autorisation ; que cette responsabilité existe sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces constructions ou installations sont d'intérêt public ou privé, si elles sont postérieures ou non à l'exploitation de la mine ; par cela seul qu'un dommage a été causé à la suite de travaux exécutés même suivant les règles de l'art, c'est-à-dire sans faute imputable aux concessionnaires de mines. »

Aussi est-il *bien plus naturel d'interpréter* les textes de

la loi de 1810, d'où la jurisprudence déduit la responsabilité du concessionnaire, *en dehors d'une faute démontrée* à sa charge, comme réglant la situation légale des deux propriétés superposées et impliquant entre elles servitude légale : car cela, la loi des mines ne le pouvait négliger.

L'analogie, que l'on prétend trouver dans l'article 1386 du Code civil, se retourne *a contrario* contre ceux qui font intervenir ici ce texte. Car l'article 1386 exprime nettement le résultat de la présomption légale de faute, qui sert de base à sa décision. De plus, il subordonne celle-ci à des conditions précises qui la justifient rationnellement, en exigeant un défaut d'entretien ou un vice de construction.

C'est ainsi que la Cour de cassation déclare dans un arrêt du 19 juillet 1887 (D. 1888. I. 27) que : « Aux termes de l'article 1386 du Code civil, le propriétaire d'un bâtiment est responsable de plein droit des défauts qui y sont inhérents ; en conséquence, la victime d'un accident, causé par la ruine d'un bâtiment, qui prouve l'existence d'un vice de construction, n'est pas tenue d'établir en outre que le vice de construction provient d'une faute du propriétaire. »

Donc, la preuve faite du défaut d'entretien ou du vice de construction, la responsabilité du propriétaire est engagée, car, de ce fait certain, le défaut d'entretien ou le vice de construction, la loi devait rationnellement conclure et a conclu effectivement à une présomption de faute. « La disposition de l'article 1386, dit fort bien M. Demolombe (*Traité des contrats*, t. VIII, n^{os} 656-657), est fondée sur le principe que chacun est responsable des défauts inhérents à sa chose. Seulement en ce qui concerne le dommage causé par la ruine d'un bâtiment, notre texte spécifie les deux défauts d'où la responsabilité peut résulter pour le propriétaire ; le défaut d'entretien et le vice de construction. Il n'est donc responsable de plein

droit que de ceux-là. Mais de ceux-là, il est responsable de plein droit, sans qu'il puisse être admis à prouver qu'il n'a pas pu empêcher la ruine qui est résultée de l'une ou de l'autre de ces causes, parce qu'il aurait été trompé ou qu'il les ignorait, sauf, bien entendu, dans le cas de ruine pour vice de construction son recours contre l'architecte ou l'entrepreneur. »

Dans notre matière, au contraire, la prétendue présomption de faute contre le concessionnaire existerait sans aucune condition particulière, à défaut d'un texte en précisant l'application. Ce qui ne peut être.

On a voulu faire intervenir aussi l'article 1384 « in fine » : il n'y faut pas songer, car cette disposition ne dispense pas celui qui l'invoque contre le propriétaire d'une chose à raison du dommage causé par cette chose de prouver une faute légalement imputable à ce propriétaire.

Les principes généraux, en effet, imposent la charge de prouver qu'il y a faute à la personne qui réclame une indemnité. Mais la loi a érigé certaines présomptions de responsabilité. Or l'hypothèse de l'article 1384 n'y est point comprise et la preuve de la faute est mise à la charge du demandeur en dommages-intérêts. Un arrêt de la Cour de cassation, de 1871 (S. 1871. I. 9), a tranché la question en notre sens. La Cour de Bruxelles suit la même opinion. « L'article 1384, dit cette dernière, dans un arrêt du 16 avril 1894 (S. 1895. IV. 20), n'édicte pas, relativement à la responsabilité du dommage causé par la chose que l'on a sous sa garde, une présomption de faute. Pour qu'il y ait responsabilité, il faut que l'existence d'une faute soit prouvée et c'est à celui qui réclame des dommages-intérêts qu'incombe le fardeau de cette preuve. »

D'ailleurs, l'idée qu'une certaine faute serait toujours reprochable au concessionnaire n'est pas, en soi, une idée exacte, d'autant que le concessionnaire est tenu, sous la menace d'une déchéance (art. 49, loi du 21 avril 1810, et

art. 10, loi du 27 avril 1838), de poursuivre son exploitation et d'extraire.

Le tribunal de Valenciennes, dans un jugement du 21 mars 1888 (*Revue de Delecroix*, 1890, p. 172), a, du reste, pris en considération ces idées. « ...Attendu, dit-il, en effet, que la loi du 21 avril 1810, qui autorisait et obligeait même le concessionnaire d'une mine à faire des travaux souterrains, a reconnu implicitement que sans faute, sans négligence, par cas fortuit, par accident comme elle le dit, ces travaux pourraient causer un préjudice au propriétaire du sol ;

» Attendu, en effet, qu'il peut arriver que les travaux d'extraction exigés, déterminent fatalement un affaissement de la surface, par suite de la nature du sol et encore bien que l'on eût pris toutes les précautions indiquées par la science pour les prévenir ; que des experts ont parfois reconnu cet affaissement inévitable, qu'ils l'ont fixé au quart de l'épaisseur de la veine extraite ;

» Attendu que, pour ce cas accidentel, ladite loi a créé entre le concessionnaire et le propriétaire de la surface un véritable contrat qu'elle leur a imposé ; le propriétaire devant souffrir l'extraction, le concessionnaire devant y travailler sans arrêt, mais devant néanmoins rembourser même le préjudice que la suspension des travaux aurait seule pu empêcher ;

» Attendu qu'il y avait là une dérogation au droit commun tellement évidente pour le législateur qu'il a cru, dans l'article 15, nécessaire : 1^o d'exiger une caution préalable aux travaux ; 2^o de confirmer la compétence des tribunaux ordinaires pour fixer cette indemnité ;

» Attendu, dès lors, que la cause du préjudice dû aux travaux souterrains d'une mine pouvant être uniquement l'observation de la loi (qui commande d'extraire) jointe au cas fortuit, les conséquences juridiques en étant d'ailleurs prévues, on ne saurait présumer que cette cause soit une faute, ni même une négligence... »

Dans telles circonstances déterminées et moyennant des précautions extraordinaires, il se pourrait que tout soupçon de faute disparût. *Si l'on accepte l'idée de faute présumée, devrait-on, du moins alors, laisser place à la preuve contraire* pour renverser cette présomption (art. 1352, al. 2).

Comme dans le cas que la Cour de Dijon a eu à trancher le 26 décembre 1895 (S. 1896. II. 48) : « L'article 1384, dit son arrêt, édicte, relativement à la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde, une présomption de faute qui ne peut être combattue que par la preuve de la force majeure.

» En conséquence, lorsque des récoltes qu'un entrepreneur de battage mécanique s'était chargé de battre, ont été incendiées par suite de l'explosion de la locomobile employée au battage par l'entrepreneur, celui-ci est responsable du dommage, s'il ne prouve que l'explosion est due à un cas fortuit qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher. »

De même Grenoble (S. 1893. II. 205).

Or la jurisprudence n'admet, en aucune façon, la preuve contraire en notre matière. Elle proclame la responsabilité du concessionnaire sans rechercher des indices de négligence dans chaque hypothèse, sans même ouvrir la porte à la preuve contraire d'une force majeure. C'est donc qu'elle fonde cette responsabilité sur autre chose qu'une présomption de faute.

De plus, *la grande majorité des arrêts admettent que les concessionnaires peuvent s'exonérer de la responsabilité*, qui leur incombe à l'égard des dommages que peut causer à la surface leur exploitation régulière, par une convention passée avec les propriétaires de la surface.

« Un concessionnaire de mines, dit la Cour de cassation, dans son arrêt du 18 juin 1879 (D. 1879. I. 337), peut valablement stipuler, dans une convention intervenue avec

le propriétaire de la surface, qu'il ne sera pas responsable des dommages causés par l'exploitation régulière de la mine aux terrains superficiels compris dans la concession.

» Et cette stipulation peut, par interprétation du contrat et d'après l'intention des parties, dont les juges du fonds sont souverains appréciateurs, être déclarée applicable non seulement aux terrains nus de la surface, mais encore aux constructions élevées sur ces terrains. Alors d'ailleurs que les juges reconnaissent qu'une telle clause ne peut avoir pour but ou pour effet d'affranchir le concessionnaire de la mine de l'obligation de réparer les dommages qui résulteraient d'une faute imputable à lui ou à ses agents. »

De même un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes, du 8 décembre 1880 (D. 1881. I. 351), proclame que :

« Une compagnie concessionnaire de mines qui vend des terrains situés dans le périmètre de son exploitation peut valablement stipuler que l'acquéreur n'aura droit à aucune garantie à raison du préjudice pouvant résulter des travaux souterrains de l'exploitation régulière de la mine.

» Cette] stipulation de non-garantie ne serait nulle qu'autant qu'elle tendrait à exonérer la compagnie de la responsabilité de ses fautes.

» Et l'arrêt de la Cour qui rejette la demande de dommages-intérêts en se fondant sur la clause de non-garantie ainsi interprétée est suffisamment motivé. »

D'autres arrêts rapportés dans Dalloz (1869. II. 38) et dans Sirey (1891. I. 301) appliquent les mêmes principes.

Car c'est un principe de droit commun qu'on ne peut, au moyen d'une clause de non-garantie, s'affranchir de la responsabilité même purement pécuniaire de sa faute. Et une pareille convention serait inopérante si elle prétendait faire échec à la règle d'ordre public des articles 1382

et 1383. Cette manière de voir a été sanctionnée par de fréquents arrêts : ainsi Sirey, 1860. I. 899 ; 1875. II. 73 ; 1879. I. 422 ; tribunal de Saint-Etienne, Sirey, 1887. II. 18 ; Cass. Chambre civile, 15 mars 1876, Dalloz, 1876. I. 449.

Mais s'il résulte de la convention qu'elle a eu seulement pour objet d'exonérer le vendeur de la responsabilité qui peut résulter de faits autres qu'une faute personnelle : la clause est licite, car l'ordre public, ni la morale ne sont intéressés à ce que le vendeur demeure responsable de faits que l'acquéreur a pu prévoir, dont peut-être il lui a été donné formellement connaissance, qui sont inhérents à la situation de l'immeuble vendu, et dont la probabilité ou l'imminence même ne l'a pas empêché d'acheter à ses risques et périls.

Et c'est ce qu'expriment aussi les décisions précitées en faisant observer que la clause d'exonération dont elles proclament la validité « n'a eu nullement pour but et ne saurait avoir pour effet d'affranchir l'exploitant de l'obligation de réparer une faute, qui serait imputable à lui ou à ses agents ».

C'est encore ce qu'indique clairement Féraud-Giraud (n° 642 *in fine*, t. II, p. 71) en disant : « Mais le propriétaire de la mine ne pourrait stipuler l'irresponsabilité de ses fautes parce qu'en principe, on ne peut légalement acquérir un bill d'indemnité pour sa propre faute et surtout pour ses fautes lourdes. Et il ne pourra pas stipuler davantage une décharge de garantie pour les faits des préposés dont il dépend et dont les fautes indiquent un défaut de surveillance de sa part, une négligence constitutive elle-même d'une faute personnelle et directe. »

Ajoutons enfin que la doctrine, d'après laquelle on pourrait s'affranchir de la responsabilité de sa faute légère (rentrant dans le domaine des articles 1382 et 1383), n'est pas, sauf le cas tout spécial du contrat d'assurances ter-

restres (où elle s'explique par des raisons particulières), consacrée par la jurisprudence. Et ce, pour répondre à l'utilisation qu'ont fait de ce cas en sa faveur les défenseurs de la théorie que nous combattons en ce moment.

La plupart des auteurs partagent notre opinion (Sourdat, t. I, n° 662. — Sainctelette, n°s 2 et 5. — Demangeat, *Revue pratique*, t. XLV, année 1884, p. 558. — Troplong, *Transactions*, n° 60). Quant à la Cour de cassation, elle a pris positivement et définitivement position en notre faveur par son arrêt de la Chambre civile du 19 août 1878 (D. 1879. I. 214) :

« Une stipulation de garantie, quelque généraux qu'en soient les termes, ne peut avoir pour effet de décharger directement ou indirectement la garantie de la responsabilité de sa propre faute. Ainsi la convention par laquelle un propriétaire, en cédant à un entrepreneur de travaux publics le droit d'extraire des déblais sur une parcelle de terre lui appartenant, s'est obligé à le garantir de toutes les réclamations qui pourraient résulter du séjour de l'eau dans la parcelle déblayée, ne saurait avoir pour effet légal d'exonérer l'entrepreneur des conséquences et de la responsabilité de la faute par lui commise dans l'exécution des travaux de déblai.

» Il en est ainsi spécialement lorsque la faute consiste de la part de l'entrepreneur à ne pas se conformer à certaines mesures préventives prescrites par le cahier des charges et qu'elle porte atteinte à un intérêt de salubrité publique. »

L'argument que nous avons tiré de la validité reconnue aux clauses d'exonération de la mine pour caractériser la responsabilité du concessionnaire, conserve donc toute sa valeur.

En pratique, l'opinion qui baserait sur une faute quelle qu'elle soit la responsabilité du concessionnaire, est à peu près abandonnée aujourd'hui.

L'administration de l'Enregistrement, elle-même, recon-

naît le caractère non délictuel de la responsabilité de l'exploitant, et s'il lui arrive de ne pas le faire, les tribunaux savent l'y contraindre.

L'administration impose, en effet, au tarif des indemnités à 0 fr. 50 pour 100 (art. 69, § 2, n° 8, loi du 22 frimaire an VII) et non à celui des dommages-intérêts à 2 francs pour 100 (art. 69, § 5, n° 8 de la loi du 22 frimaire an VII et art. 11, loi du 27 ventôse an IX), les réparations dues en dehors de toute faute par les concessionnaires.

Contestée un instant par la Régie, cette solution a été affirmée par la jurisprudence s'inspirant très nettement du caractère non délictuel de la responsabilité reconnue en pareil cas.

Dans notre question, il importe, en effet, de distinguer les indemnités des dommages-intérêts. L'indemnité est la réparation d'un dommage causé sans faute et est frappé d'un droit de 0 fr. 50 pour 100. Les dommages-intérêts sont la réparation d'un dommage causé par une faute et sont frappés d'un droit de 2 francs pour 100. En ce cas présent, il s'agit d'indemnité : l'article 15 de la loi de 1810 dit, en effet, « indemnité en cas d'accidents », puis il n'a pas été commis de faute.

En déclarant que les indemnités dues par le concessionnaire n'étaient soumises qu'à l'impôt de 0 fr. 50 pour 100, la pratique a fait application de la théorie généralement admise et qui est celle-ci : la loi de l'an VII (art. 69, § 2, n° 8) parle d'indemnités mobilières, mais elles sont toutes mobilières, puisque ce sont des créances de sommes d'argent et qu'un préjudice s'évalue toujours en argent. Les auteurs du *Dictionnaire de l'Enregistrement* (v° indemnités, n° 12) sont d'un avis contraire.

Un jugement du tribunal civil de Valenciennes, du 21 mars 1888 (*Revue de Delecroix*, 1890, p. 172), a appliqué ces principes d'une façon décisive.

En l'absence de toute faute constatée, dit-il, l'indemnité pour affaissements causés par les travaux souterrains d'une mine procède d'un quasi-contrat, et non d'un quasi-délit (loi 1810, art. 12). Par suite la condamnation qui intervient alors est passible du droit de 0 fr. 50 pour 100 et non de celui de 2 pour 100.

En droit,

Attendu qu'une condamnation pour réparation d'un préjudice causé n'entraîne la perception d'un droit d'enregistrement de 2 pour 100, en vertu de l'article 2 de la loi du 27 ventôse an IX, que lorsque le préjudice a eu pour cause une faute quelconque, qu'il est le résultat d'un délit ou d'un quasi-délit ;

Que Duchâtel disait, en effet, pour justifier ce droit surélevé de 2 pour 100 lors de la discussion de la loi de l'an IX « celui qui a fait souffrir un dommage à autrui ne mérite guère de ménagements » ;

Attendu qu'une semblable condamnation, en dehors des cas de faute, n'entraîne qu'un droit de 0 fr. 50 pour 100, en vertu de l'article 69, § 2, n. 9 de la loi du 22 frimaire an VII, parce qu'elle ne peut reconnaître pour cause qu'un contrat, un quasi-contrat ou une loi spéciale en tenant lieu ;

Attendu que la loi de 1810 qui autorisait et obligeait même le concessionnaire d'une mine à faire des travaux souterrains a reconnu implicitement que sans faute, sans négligence, par cas fortuit, par *accident* comme elle le dit, ces travaux pourraient causer un préjudice au propriétaire du sol ;

Attendu, en effet, qu'il peut arriver que les travaux d'extraction exigés déterminent fatalement un affaissement de la surface, par suite de la nature du sol et encore bien que l'on eût pris toutes les précautions indiquées par la science pour les prévenir ; que des experts ont parfois reconnu cet affaissement inévitable, qu'ils l'ont fixé au quart de l'épaisseur de la veine extraite ;

Attendu que pour ce cas *accidentel* la loi a créé entre le concessionnaire et le propriétaire de la surface un véritable contrat qu'elle leur a imposé : le propriétaire devant souffrir l'extraction, le concessionnaire devant y travailler sans arrêt, mais devant néanmoins rembourser même le préjudice que la suspension seule des travaux aurait pu empêcher ;

Attendu qu'il y avait là une dérogation au droit commun tellement évidente pour le législateur de 1810 qu'il a cru dans l'article 15, nécessaire : 1^o d'exiger une caution préalable aux travaux ; 2^o de confirmer la compétence des tribunaux ordinaires pour fixer cette indemnité ;

Attendu dès lors que la cause du préjudice dû aux travaux souterrains d'une mine pouvant être uniquement l'observation de cette loi (qui commande d'extraire) jointe au cas fortuit, les conséquences juridiques en étant d'ailleurs prévues, on ne

saurait *présumer* que cette cause soit une faute, ni même une négligence ;

Attendu que le jugement du 11 juin 1885 n'a relevé aucune faute ni négligence à la charge de la Compagnie d'Anzin ;

Qu'il l'a simplement condamnée à payer à la veuve Wargny et consorts une *indemnité* pour le préjudice causé à leurs propriétés par les travaux souterrains qui devaient être présumés avoir été exécutés conformément à la loi ;

Attendu qu'il s'agit là du remboursement d'une perte subie, prononcée en vertu de l'article 15 de la loi de 1810 sur les mines et du quasi-contrat engendré par cette loi ;

Attendu que c'est donc à tort que l'administration de l'Enregistrement y voyant la réparation d'un quasi-délit, réclame aux défendeurs un droit de 2 pour 100 sur le montant de la condamnation au lieu de celui de 0 fr. 50 pour 100 qui a été justement perçu (1).

Avant de finir l'étude de cette théorie qui donnerait comme base à la responsabilité incombant aux concessionnaires de mines à raison des dommages qui peuvent résulter de leur exploitation régulière, l'idée d'une faute présumée, nous indiquerons, dans un intérêt purement doctrinal et pour être le plus complet possible, une *théorie montrant de légères divergences avec la précédente*. M. Guérin, dans sa remarquable thèse sur *L'affranchissement de la responsabilité de la mine vis-à-vis de la surface*, nous la signale (p. 16).

Cette théorie baserait toujours la responsabilité du concessionnaire sur l'idée de faute, mais cette idée on ne la puiserait pas dans une présomption légale. Au lieu de dire : le fait des dégâts produits à la surface prouve qu'il y a eu faute dans l'exploitation, on dirait : l'exploitation elle-même est sinon une faute grave, du moins une imprudence, un attentat contre le droit de propriété du superficiare. Il est, en effet, contraire au droit commun de la propriété qu'on puisse creuser des galeries sous un

(1) Comp. Saint-Etienne, 22 février 1886, *Revue Delecroix*, 1889, p. 308.
— Cass. belge, 18 novembre 1889, *Revue*, 1890, p. 111.

terrain dont on n'est pas propriétaire. C'est bien une imprudence que de s'engager à faire une chose au-dessus de ses forces. Nous devons citer cette phrase de Ihering (traduit par Meulenaere, *De la faute en droit privé*, p. 52): « Nul ne doit s'engager à exécuter une prestation qui dépasse ses moyens. Chacun doit connaître la mesure de ses forces et calculer, avant de contracter, ce qu'il est capable de prester. S'il se fait illusion, le contractant commet une faute dont lui-même et non son adversaire doit supporter les conséquences dommageables... la *culpa* rétroagit ici au moment de la conclusion du contrat. »

Seulement il y a la loi de 1810 qui crée la propriété minière et il y a l'acte de concession. Qu'est-ce donc qu'une faute autorisée par une loi et par un acte du pouvoir exécutif? La loi et l'acte de concession n'autorisent pas l'exploitation de la mine ou, du moins, ils ne suppriment pas ce qu'elle a d'irrégulier à l'égard des droits primordiaux de la surface : ils ont surtout pour but de réglementer, dans l'intérêt du public, l'exploitation de la mine, car la société est intéressée à ce que l'atteinte portée à la surface soit faite suivant certaines règles ; mais ces règles ne lui enlèvent pas son caractère quasi-délictuel.

Personne ne prétendra que la prostitution soit autorisée par le législateur et l'administration ; cependant il y a d'anciennes ordonnances et des règlements de police locaux qui en prévoient l'exercice. « L'établissement d'une maison de tolérance est un fait contraire aux bonnes mœurs ; l'autorisation donnée par l'administration municipale n'en change pas le caractère immoral et intervient moins pour légitimer l'existence de ces maisons que pour en assurer la surveillance. » (Dalloz, *Supplément au répertoire*, v^o prostitution, n^o 80). L'ordre public est intéressé à ce que si les bonnes mœurs doivent être violées, elles le soient de telle façon plutôt que de telle autre qui présenterait de pires inconvénients. Il en est de

même à l'égard de cette violation de propriété qui s'appelle l'exploitation du sous-sol par un autre que par le propriétaire de la surface. Cette violation est réglementée pour éviter de plus graves abus et de peur que le sous-sol qui est une richesse publique ne reste inexploité par un respect exagéré des droits de la surface.

Cette théorie qui peut paraître séduisante doit être rejetée comme la précédente et pour les mêmes motifs : elle repose sur une présomption irréfragable de faute, présomption qui ne se trouve nulle part dans la loi ; de plus, le principe qu'on est en faute de s'engager à une chose qu'on ne pourra tenir est peut-être exact, mais nous ne le croyons pas absolu, il n'est pas écrit dans nos Codes et il ne nous semble pas possible d'en admettre toutes les conséquences.

III. — FAUTE PAR LE SEUL FAIT DE FAIRE ÉCHEC AU DROIT D'AUTRUI

Il n'est pas besoin, dit-on dans cette théorie, d'une faute caractérisée, ni même présumée pour permettre ici l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil : car l'exploitant est en faute par cela seul qu'il fait échec au droit d'autrui. Toute violation d'une obligation légale constitue un délit ou un quasi-délit. Cela suffit à rendre applicables les articles 1382 et 1383. (Comp. Spingard, *Des concessions de mines dans leurs rapports avec les principes du droit civil*, Bruxelles, 1880, n^{os} 102 et 103, p. 130-134.)

Admettons que la faute rende seule le concessionnaire responsable ! Qu'importe, le fait dommageable se confond avec la faute en cette matière. Que l'exploitant ait conduit ses travaux suivant les règles de l'art ou non, il est tenu, aussi bien dans le premier que dans le second cas, de réparer le dommage causé aux habitations et de donner

caution du dommage éventuel. (L. Tart, *Note sur les articles 15 et 45 de la loi de 1810*, n° 16. — *Revue de la législation des mines de Delecroix*, 1894, p. 341-343. — De même, Bury, t. I, n° 665.)

Pour le démontrer, il suffit de remonter aux notions elles-mêmes de la mine et des concessions. La mine est une propriété d'une nature absolument particulière. La concession est une exception au principe absolu de la propriété. De droit naturel, la propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous. Pour des raisons majeures d'utilité publique, on a cru devoir parfois disjoindre de la propriété l'un de ses attributs : le droit de fouiller le sol dans ses profondeurs et d'en extraire les matières utiles. Cette dérogation s'explique par des considérations semblables à celles qui justifient l'expropriation. C'est une dépossession pour cause d'utilité publique. Par ces motifs, on a autorisé des tiers à venir faire des travaux sous la propriété d'autrui et à en arracher les substances minérales ou fossiles. On a ainsi démembré le droit du propriétaire de la surface et constitué une nouvelle propriété : la mine.

Le titre de l'exploitant n'est pas un droit préexistant, c'est la concession du pouvoir souverain. Ses prérogatives sont donc absolument circonscrites dans les termes de cette concession. Celle-ci n'accorde que le droit d'extraire les minerais et de faire les travaux à ce nécessaire. Rien de plus. La concession n'apporte qu'une seule limitation au droit du propriétaire de la surface : il doit laisser l'exploitant tirer du sous-sol les matières utiles.

Mais il n'y a pas d'autre restriction : le pouvoir du concessionnaire ne va pas au delà. Chaque fois donc qu'en exploitant, celui-ci occasionnera un dommage à la surface, il en devra réparation. Sans doute, l'exploitant a le droit de faire tous travaux dans l'intérieur de sa mine, mais c'est à charge de respecter les droits des superficiaires. Le droit du concessionnaire n'est pas absolu, pas plus que

sa propriété. Chaque fois que par des travaux, même conduits et exécutés selon toutes les règles de l'art et de la prudence la plus exacte, il aura occasionné un dommage, ce dommage, fût-il inévitable, fatal : réparation est due. Car l'exploitant est en faute, puisqu'il fait sans droit échec au droit d'autrui.

A la vérité (Bury), l'auteur d'un dommage ne doit le réparer, suivant les principes de droit commun (art. 1382 et 1383 du Code civil), que quand il l'a causé par sa faute. Mais il y a faute lorsqu'on ne remplit pas une obligation qui nous incombe. Or, précisément, le concessionnaire a pour obligation de conduire ses travaux de façon à ne point porter atteinte aux droits de la surface : il doit prendre à cet effet toutes les précautions nécessaires quelles qu'elles puissent être, et si elles sont impuissantes, il doit suspendre ses travaux nuisibles ou, tout au moins, indemniser le propriétaire. C'est la conséquence naturelle des principes développés plus haut : la concession dépouille et indemnise le maître du sol de son droit sur les mines, mais elle n'altère pas les autres avantages de son droit de propriété, car elle ne lui paie rien pour cela. Il importe donc peu que le concessionnaire ait exploité suivant les règles de l'art : en faisant cela, il n'a pas fait assez, si ses travaux ont été néanmoins nuisibles à la surface. Aussi les articles 47 et 50 enjoignent-ils à l'autorité de veiller à la conservation des édifices et à la sûreté du sol, et de prendre les mesures nécessaires pour les garantir, sans distinguer si les travaux des mines sont réguliers ou non. Aussi notre article 15 pose-t-il le principe de la responsabilité de l'exploitant d'une manière absolue, sans exception pour le cas où il n'aurait été commis aucune faute contre les règles de l'art. Il y a plus, il consacre l'obligation de payer toute indemnité *en cas d'accident*, expressions qui révèlent bien la pensée d'engager la responsabilité du concessionnaire par cela seul que ses travaux sont la cause du dommage.

La concession a donc bien séparé la mine du sol, mais elle a laissé à celui-ci tous ses autres avantages. C'est donc d'une manière indirecte, mais certaine, imposer au concessionnaire le devoir strict de les respecter scrupuleusement. Sitôt qu'il y manque, il est en faute, toute violation d'une obligation légale constituant un délit ou un quasi-délit.

Ces principes ont été nettement posés par la Cour de cassation dans un arrêt du 20 juillet 1842 (S. 1842. I. 963).

Attendu, dit-elle, que la propriété de la mine est sans doute la propriété du concessionnaire, mais que c'est une propriété modifiée par sa relation immédiate avec la surface, dont la propriété a elle-même reçu une modification grave par la concession de la mine ;

Attendu que l'obligation première et principale du concessionnaire de la mine envers le propriétaire du sol est de supporter et de maintenir le toit de la mine ; c'est une condition naturelle, absolue, perpétuelle, qu'il est inutile d'imposer et lorsque les moyens ordinaires ne suffisent pas pour soutenir le sol, le concessionnaire doit en employer d'extraordinaires, même faire une voûte si cela est indispensable ; d'où il résulte en fait et en droit que, dans l'espèce, la faute est présumée d'après l'événement, sans qu'il soit besoin d'autre vérification, et qu'il a été fait à la cause une juste application des articles 1382 et 1383 du Code civil ;

Attendu, enfin, que loin de déroger aux conséquences qui résultent de la nature des choses et des principes généraux du droit, la loi du 21 avril 1810 a littéralement consacré le principe d'indemnité en faveur du propriétaire de la surface pour tous les préjudices que lui cause l'exploitation de la mine ; ce principe ressort évidemment du texte, de l'esprit et de l'ensemble de la loi, notamment de la combinaison de l'article 6 avec les articles 10, 11, 15, 43 et 45 (1)...

Critique. — Cette théorie, si l'on s'adressait à la conception que nous avons adoptée et que nous proposons d'adopter, ne reposerait que sur une confusion.

(1) Même sens, Bruxelles, 5 novembre 1828. — Lyon, 20 mars 1852 (S. 1853. II. 277). — Cours cass., 16 novembre 1852 (S. 1853. I. 756). — 3 février 1857 (S. 1857. I. 469). — Liège, 11 avril 1854 (*Journal du palais belge*, 1854, p. 296) ; 9 avril 1867 ; Pas., 1867. II. 319. — Nîmes, 16 janvier 1861 (S. 1861. II. 249). — Bruxelles, 2 janvier 1865 (Pas., 1866. II. 131).

Nous admettons bien que le concessionnaire est responsable envers la surface parce que, par le résultat de ses travaux, il fait échec au droit d'autrui. Mais ceci tient précisément à la situation légale établie par la loi du 21 avril 1810 entre la mine et la surface. Et c'est parce que les suites de l'exploitation régulière donnent lieu aux obligations légalement imposées aux concessionnaires, que ceux-ci se trouvent responsables envers la surface, alors qu'il n'y a aucune faute de leur part. Mais, en l'absence de faute, il n'y a pas à faire intervenir les articles 1382 et 1383 du Code civil.

Ceci est généralement admis, et par la doctrine, et par la jurisprudence. La Cour de cassation, dans son arrêt du 19 juillet 1870 (D. 1870. I. 361), ne nous dit-elle pas en effet :

« L'existence d'une faute, légalement imputable, constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité exercée en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil.

» Et la preuve de cette faute est à la charge du demandeur sans que le défendeur ait à établir le fait sur lequel il fonde une exception de libération, comme, par exemple, le cas fortuit ou la force majeure (art. 1315 du Code civil). »

Les solutions de cet arrêt présentent donc une remarquable application des principes, en matière de responsabilité. L'obligation de réparer un dommage en dehors de toute convention, comme nous le disions, a donc nécessairement pour cause une faute de la personne déclarée responsable. Principe posé par l'article 1382. Il en résulterait qu'on ne pourrait jamais prétendre qu'une personne est tenue de réparer un dommage sans prouver que ce dommage a été occasionné par sa faute. Mais, dans plusieurs cas, la loi a attaché une présomption de faute à certaines circonstances. Il s'ensuit dès lors que lorsque ces circonstances sont établies, le demandeur n'a pas à justi-

fier autrement de la faute du défendeur. Ce sera à celui-ci à prouver que, contrairement à la présomption de la loi, il n'était pas en faute.

Donc, en l'absence de faute, il est impossible de faire intervenir les articles 1382 et suivants.

Il est bien vrai toutefois que cette confusion est fréquente ; d'autant plus que les articles 1382 et 1383 sont considérés comme les textes les plus généraux, portant le principe de la réparation due pour faits ou omissions préjudiciables à autrui. Et ceci nous explique que les arrêts aient souvent cité ces textes en notre matière comme exprimant le droit commun de l'indemnité adéquate au préjudice.

A ce point de vue, l'arrêt du 4 août 1863 de la Chambre civile de la Cour de cassation (S. 1863. I. 432 ; D. 1863. I. 352) est particulièrement intéressant, car il cite aussi et avec plus de raison, en même temps que les articles 1382 et suivants, l'article 1149. « Les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, qui accordent au propriétaire de la surface sur le terrain duquel le concessionnaire d'une mine *établit* des travaux, une indemnité égale au double du produit net du terrain endommagé, ne s'appliquent qu'au cas de travaux établis sur le sol, en vertu de la servitude dont la surface est grevée, dans un intérêt général, au profit du concessionnaire, et non au cas de dommages résultant d'une exploitation imprudente de la mine (art. 1149 et art. 1382 et suiv.).

Ainsi le préjudice causé à la superficie par les travaux souterrains d'exploitation de la mine, travaux qui, par exemple, ont amené la destruction ou la ruine des bâtiments existant sur le sol, donne lieu à des dommages-intérêts fixés conformément aux règles du droit commun en matière de quasi-délit, et, par conséquent, le concessionnaire de la mine doit être condamné au paiement d'une indemnité calculée sur la valeur réelle, et non sur

une valeur double de celle des bâtiments détruits. » (Lardy contre Firminhac.)

Mais il n'en reste pas moins, qu'au point de vue du fond des idées et de la rectitude des solutions, il est essentiel de distinguer les deux idées.

Et, pour s'assurer que la jurisprudence a su le faire très exactement en notre matière, il suffit de comparer les décisions rendues, pour répondre aux réclamations dirigées contre les concessionnaires, en cas de tarissement des sources, causé par leurs travaux d'exploitation.

S'agit-il de sources ouvertes dans les terrains superposés à la mine, celle-ci est responsable dans tous les cas et sans aucune faute démontrée de la part de l'exploitant. (Req., 8 juin 1869. D. 1870. I. 147; S. 1869. I. 413. — Riom, 21 février 1881. S. 1882. II. 15; D. 1881. II. 133. — Comp. Civ. Rej., 27 janvier 1885. S. 1886. I. 60; D. 1885. I. 297.)

Parmi ces arrêts, celui de la Cour de Riom, du 21 février 1881, s'exprime fort nettement sur la question : « Le concessionnaire de la mine, dit-il, est responsable du tarissement des sources existant à la surface du terrain directement superposé aux travaux d'exploitation (loi du 21 avril 1810, art. 15; art. 544, 552 et 1382 du Code civil). — (Mines de Pontgibaud contre divers). »

A ces arrêts, il faut encore ajouter l'arrêt du 4 février 1869 de la Cour de cassation de Belgique. Mais cette dernière Cour, revenant sur sa jurisprudence, s'est prononcée depuis contre la distinction établie et admet la responsabilité des concessionnaires de mines non seulement envers les propriétaires des fonds placés sur les travaux d'exploitation, mais encore envers ceux dont les terrains sont situés dans le voisinage immédiat de la mine. (Cass. Belgique rej., 30 mai 1872. D. 1874. II. 241.) La loi du 27 juillet 1880 qui a modifié celle du 21 avril 1810 (art. 50), porte que si les travaux d'exploitation d'une mine sont

de nature à compromettre la conservation des eaux minérales ou l'usage des sources qui alimentent des villes, il y sera pourvu par le préfet. Mais elle ne contient aucune disposition relative aux sources appartenant à des particuliers.

S'agit-il, au contraire, de sources qui alimentent des propriétés voisines, mais ne pouvant être considérées comme superficie par rapport à la mine, celle-ci ne serait responsable que si on imputait au concessionnaire une faute véritable dont devrait répondre un propriétaire quelconque envers son voisin (1).

Ajoutons encore à cette énumération l'arrêt du 18 février 1879 de la Cour de Dijon (D. 1881. II. 88 ; S. 1879. II. 171), qui s'exprime ainsi : « Les concessionnaires d'une mine, dont les travaux d'épuisement ont tari un puits situé dans le périmètre d'une concession limitrophe, ne sont pas responsables de ce dommage (loi de 1810, art. 15).

» Il en est ainsi, alors même que ces concessionnaires, agissant non seulement dans leur intérêt propre, mais encore dans l'intérêt de la concession limitrophe, ont pratiqué des galeries d'anticipation sur cette dernière concession, s'il est d'ailleurs prouvé que les travaux de percement de ces galeries n'ont pas causé le tarissement du puits. » (Déruty contre Grillot).

C'est que, dans ce second cas, le seul principe de responsabilité qui ait paru pouvoir être mis en jeu, se tire des articles 1382 et 1383 (les art. 552 et 641 consacrant les droits de tout propriétaire sur les veines d'eau du sous-sol), tandis que, dans le premier cas, le concessionnaire enlevant à la surface les sources, dont elle jouissait jusque-là, manque aux obligations légales que lui impose la loi de 1810.

(1) Req. rej., 12 août 1872 (D. 1872. I. 369 et la note ; S. 1872. I. 353 et la note de M. Labbé). — Nîmes, 27 février 1878 (S. 1878. II. 267 ; D. 1879. II. 61).

IV. — QUASI-CONTRAT DE CONCESSION

Les cinq sources des obligations sont connues :

En dehors d'une faute contre les règles de l'art, il est impossible d'attribuer à un délit la responsabilité des concessionnaires vis-à-vis de la surface ; nous avons aussi repoussé l'idée de quasi-délit lorsque l'exploitation a été régulière. L'autorité de la loi est admissible mais seulement, dira-t-on, dans cette nouvelle théorie, à défaut d'autre base plus normale. Sans doute toutes les obligations ont leur source dans la loi, mais celles qui dérivent de l'autorité seule de la loi (art. 1370) sont celles qu'il est impossible de rattacher à l'une des quatre autres sources. (V. Demolombe, t. XXXI, n° 19). Si au moment de la concession, un contrat était intervenu entre la mine et la surface consacrant la responsabilité du concessionnaire, on ne dirait pas que cette responsabilité a sa source dans la loi, mais bien dans le contrat ; pourquoi, dès lors, dire qu'en l'absence de contrat, elle a sa source dans la loi, si, d'ailleurs, il est possible de trouver une autre base, par exemple un quasi-contrat ? Or nous croyons que cette base existe et qu'elle se trouve dans un quasi-contrat. (Thèse Guérin, p. 25.)

Bien entendu si au moment de la concession de la mine, il intervient un traité entre le nouveau concessionnaire et le propriétaire de la surface pour régler leurs rapports réciproques, les obligations qui en naîtraient auraient un caractère contractuel.

Mais si le contrat n'a pas lieu, nous pensons qu'il intervient entre les mêmes parties un quasi-contrat.

Et alors dira-t-on, le concessionnaire n'est pas seulement responsable comme un exploitant quelconque, au regard des superficiaires. Il est plus particulièrement tenu comme

garant, en vertu de contrats de vente ou d'échange par lesquels il a cédé les terrains situés au-dessus de la mine. Dès lors, il se trouve obligé, non seulement en tant que propriétaire, assujetti aux devoirs légaux du voisinage (loi de 1810), mais encore en qualité de contractant et à raison des cessions par lui consenties (art. 1626 du Code civil).

Alors même qu'on ne peut lui imputer une faute, donnant lieu contre lui à l'application des art. 1382 et 1383, du moins peut-on et doit-on voir, dans les dommages causés par son exploitation, un manquement à son contrat, qui l'astreint à ne causer aucun trouble à ses acquéreurs ou à leurs ayants cause.

Les principes généraux en cette matière sont, en effet, ceux-ci : « L'obligation de garantir, disent MM. Aubry et Rau (4^e édition, t. IV, n° 355), la paisible possession de la chose vendue emporte, en premier lieu, pour le vendeur et ses héritiers, celle de s'abstenir de tout acte ou réclamation qui tendrait à inquiéter l'acheteur ou à le priver de partie des avantages sur lesquels il pouvait compter, d'après la destination de cette chose et l'état dans lequel elle se trouvait au moment de la vente...

» L'obligation de garantie impose, en second lieu, au vendeur celle de prendre la défense (le fait et cause) de l'acheteur, lorsque celui-ci est troublé par un tiers, qui s'oppose, soit à son entrée en jouissance, soit à l'exercice d'une servitude active comprise dans la vente, ou qui forme, au sujet de la chose vendue, quelque réclamation judiciaire, fondée sur une cause antérieure à la vente... Enfin la garantie due par le vendeur le soumet, lorsqu'il n'a pas réussi à faire cesser le trouble et que l'acheteur se trouve évincé, à l'obligation de restituer à ce dernier le prix de la vente et de l'indemniser du préjudice que lui cause l'éviction... »

Ajoutons que l'obligation de garantie existe de plein

droit en vertu de la nature du contrat de vente. Le vendeur est donc soumis à cette obligation lors même qu'il n'y a aucune faute à lui reprocher ou qu'il a entièrement ignoré la cause de l'éviction (art. 1682).

Enfin l'éviction partielle donne ouverture à garantie quelque faible que soit la partie pour laquelle elle a lieu, et alors même que la proportion dans laquelle elle est subie n'autoriserait pas l'acheteur à former une demande en diminution de prix, si au lieu d'avoir été évincé, il n'avait à se plaindre que d'un défaut de contenance.

Il résulterait donc pour le concessionnaire, de tout ceci, une responsabilité contractuelle, à titre d'obligation proprement dite.

L'article 1371 nous donne la définition suivante de cette source d'obligations : « Les quasi-contrats sont des faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers et quelquefois un engagement réciproque des deux parties. »

En d'autres termes, ce sont des conventions dans lesquelles une des parties est dispensée de donner son consentement, parce que l'une d'elles aurait intérêt à le donner et qu'il lui est impossible de le faire, ou ce qui est la même chose, parce que l'intérêt général l'exige (Laurent, t. XX, n° 308, p. 339). Ainsi le quasi-contrat de gestion d'affaires se forme indépendamment de la volonté du maître, parce qu'il a intérêt à ce que sa chose soit gérée. Celui qui reçoit un paiement indu devient, malgré lui, le débiteur, parce que tel est l'intérêt de celui qui a fait le paiement par erreur. Il a donc suffi d'un « fait purement volontaire de l'homme », la gestion dans le premier cas, le paiement dans le second, pour créer des obligations.

Le Code civil ne parle que de ces deux quasi-contrats, aussi la question s'est-elle posée de savoir s'il n'y a que ceux-là et si les autres engagements qui, cependant, rentreraient

dans la définition de l'article 1371 ne devaient être que des obligations légales. — « Quant aux autres quasi-contrats dont s'occupe le droit romain, ils rentrent, d'après la classification du Code, dans la catégorie des obligations légales ». (Aubry et Rau, t. IV, § 440, p. 721.)

La grande majorité des auteurs (Demolombe, *Cours de Code civil*, t. XXXI, « Traité des engagements qui se forment sans convention », n° 39, p. 34. — Larombière, t. V, obligation, p. 555. — Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. II, n° 1332, p. 925. — *Contra* : Laurent, t. XX, n° 308, p. 338) est d'avis que l'énumération du Code n'est pas limitative et qu'on doit considérer comme des quasi-contrats tous les faits licites et volontaires qui engendrent des obligations soit à la charge d'une seule, soit à celle des deux parties. Il serait, en effet, surprenant que le législateur eût donné, comme il l'a fait dans l'article 1371, une définition très générale du quasi-contrat, s'il eût voulu la restreindre aux seuls quasi-contrats de gestion d'affaires et de paiement de l'indû.

Au fond, ce que la loi et ses commentateurs appellent obligations nées de quasi-contrats, ce sont des obligations résultant de principes de justice et d'équité. En souvenir du droit romain, on a cru devoir maintenir l'ancienne division des obligations par leurs sources ; mais ces appellations de contrats, quasi-contrats, délits, etc., n'ont pas d'autre intérêt qu'un intérêt de méthode ; il faut dire avec Pothier que « la loi naturelle est la source, au moins médiate, de toutes les obligations ». (Pothier, annoté par M. Bugnet, t. II, n° 123). Dès lors, si l'on veut conserver la terminologie classique, et l'on y est bien forcé sous peine de n'être pas compris, il faut dire que l'on fait rentrer sous la rubrique de *quasi-contrats*, tous les engagements qui ne résultent, ni d'une convention, ni d'un fait illicite, ni d'un texte de loi formel et que, cependant, la justice nous dit devoir exister.

A condition, dès lors, que l'engagement que nous croyons se former entre la mine et la surface au jour où la concession est accordée dérive d'un fait purement volontaire de l'homme, d'un fait licite et produisant des obligations à la charge de l'une des parties ou des deux, nous avons le droit de dire qu'il constitue un quasi-contrat.

Le fait de devenir concessionnaire d'une mine est un fait licite. (Tous les auteurs remarquent que le législateur a commis un oubli dans l'article 1371, en n'indiquant pas que le fait doit être licite, afin de distinguer les quasi-contrats des délits et des quasi-délits : Laurent, t. XX, n° 308). Cela est d'une évidence absolue puisque la concession est accordée par décret administratif en vertu d'une loi.

Mais est-ce un « fait purement volontaire de l'homme » ?

Le jour où il obtient la concession, le propriétaire de la mine accomplit un acte libre de sa volonté, puisqu'il accepte ce qu'on lui offre, puisqu'il l'a sollicité, puisqu'il peut toujours refuser cette faveur en encourant la déchéance qui menace les concessionnaires qui n'exploitent pas. Il ne faut pas attacher une importance exagérée à l'expression « purement volontaire » dont le législateur s'est servi et dire : la concession est bien un fait volontaire et libre de l'homme, mais ce n'est pas un fait purement volontaire, attendu qu'elle est un acte d'administration auquel personne ne peut prétendre avoir droit, le pouvoir l'accorde à qui lui plaît. En réalité, l'adverbe « purement » n'ajoute rien ici. « La loi dit des *faits purement volontaires* pour marquer que dans les quasi-contrats la volonté de l'homme joue un rôle ; tandis que d'après la classification du Code, il y a des engagements qui se forment *involontairement* en vertu de la seule autorité de la loi. » (Laurent, t. XX, n° 308. — Larombière, t. V, p. 554.)

Pour constituer un quasi-contrat, il ne suffit pas qu'un

fait soit licite et volontaire, il faut encore qu'il en résulte un engagement. Par le fait même de la concession, les deux parties, la surface et la mine, s'engagent tacitement à se respecter l'une l'autre, à ne se nuire en rien dans leurs existences indépendantes et par la force même des choses, par le changement seul qu'amènera l'acte de concession dans les rapports de ces voisins par superposition, cet engagement de ne pas se nuire mutuellement, pourtant si simple, fait naître une double relation : de la part du propriétaire du sol, obligation de supporter ce voisinage gênant, défense de lui causer préjudice même par l'exercice d'un droit, par exemple de conduire les eaux à l'entrée de la mine ; de la part du concessionnaire, servitude consistant à soutenir le toit de la mine. Les deux propriétés sont également respectables, ont le même droit à l'existence : la sécurité et l'intégrité de l'une, telle est la limite des droits de l'autre. Comme le disait M. le conseiller Duplan, dans un rapport à la Chambre des requêtes (Cass., 4 janvier 1841. D. 1841. I. 65 ; S. 1841. I. 325) : « Si le concessionnaire pouvait faire dans la mine tout ce qu'il veut et détourner les sources au préjudice du propriétaire de la surface, celui-ci pourrait, par la même raison, conduire ses eaux extérieures jusqu'à l'ouverture du puits, de manière à inonder la mine, ou bien creuser sur son fonds des excavations qui, atteignant la voûte des galeries souterraines, y causeraient des éboulements. »

Avant l'acte de concession, le droit du superficiaire était absolu ; il a cessé de l'être, puisque des actes, qui alors eussent été inoffensifs, sont devenus préjudiciables à quelqu'un : où il n'y avait que des droits, il y aussi aujourd'hui des devoirs. Celui qui est devenu le concessionnaire n'était rien à l'égard de la surface, il n'avait envers elle ni droit ni devoir ; il a aujourd'hui l'un et l'autre. Il a le droit de faire respecter sa propriété en empêchant les

actes nuisibles du superficiaire, mais il a le devoir aussi de respecter la propriété de ce dernier et de s'abstenir de tout acte qui lui serait préjudiciable. Il n'y a pas deux propriétés indépendantes l'une de l'autre d'une manière absolue (Aubry et Rau, § 223, t. II, p. 445. — Féraud-Giraud, t. II, n° 623-625, p. 53-55), il y a deux propriétés égales dans leurs droits. La concession a pu avoir pour effet de séparer la surface et la mine ; elle n'a pas pu enlever à la surface ses droits essentiels, cultiver et bâtir ; ce ne serait plus séparer la mine de la surface, ce serait détruire la surface au profit de la mine ; elle a pu conserver les droits naturels de la surface, mais elle a dû les limiter sous peine de détruire la mine, cette propriété nouvelle qu'elle venait de créer.

Ainsi des obligations réciproques ont pris naissance dans un fait licite et volontaire de l'homme : il y a donc quasi-contrat, puisque d'ailleurs, dans un but d'utilité publique, on s'est passé du consentement de l'une des parties, du propriétaire de la surface pour accorder la concession de la mine. Il n'y a pas eu de contrat, mais il y a des obligations nées comme d'un contrat, *quasi ex contractu*.

Qu'arrive-t-il dans la suite de ce quasi-contrat : il est quelquefois respecté de part et d'autre, il peut être violé par le propriétaire du sol, il peut l'être par le concessionnaire de la mine.

S'il a été violé, la situation est alors très nette, il faut se reporter à l'article 1149 du Code civil, sous la rubrique des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation ; il est ainsi conçu : « Les dommages-intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé... » Il n'y a donc pas à s'occuper de savoir si celui qui n'a pas tenu son engagement est, ou non, en faute aux termes de l'article 1382 du Code civil, il suffit de savoir qu'il a manqué à ses obligations, qu'il est en faute aux termes de l'article 1149.

Ainsi le concessionnaire, lorsque l'atteinte vient de lui, doit indemniser le propriétaire de la surface de tout le tort que son exploitation peut lui causer, sans qu'il y ait à distinguer si les travaux ont été, ou non, conduits suivant les règles de l'art.

Ce système qui semble s'éloigner beaucoup de celui de la jurisprudence et de la doctrine en est, au contraire, tout proche. (On peut, dès lors, faire à cette théorie du quasi-contrat de concession le reproche de manquer totalement d'intérêt pratique : puisqu'on arrive aux mêmes résultats que lui, il est inutile de vouloir renverser le système admis. L'intérêt pratique fait défaut, mais un intérêt purement théorique n'est-il pas suffisant dans une œuvre de doctrine ? Le jurisconsulte a le devoir de signaler l'erreur de droit partout où il croit qu'elle est.) Car nous reconnaissons, disent les partisans de cette théorie, que ce quasi-contrat de concession existe toujours et nécessairement, en sorte que les obligations qui en naissent, ressemblent beaucoup à des obligations légales, à des servitudes naturelles, qu'elles font partie de la propriété minière dont elles sont la limitation, comme les servitudes naturelles font partie du droit de propriété ordinaire pour lui servir de bornes. Et en disant cela, nous ne croyons pas nous mettre en contradiction avec nous-même. Ce que nous avons critiqué, c'est qu'on ait cru nécessaire de recourir à la loi de 1810, pour trouver une base à nos obligations, alors qu'il y en a une autre ; mais nous entendons bien conserver aux servitudes qui prennent naissance dans notre quasi-contrat, le caractère de servitudes naturelles dérivant de la situation des lieux, puisque c'est cette situation anormale qui, en créant une difficulté à laquelle il remédie, rend le quasi-contrat nécessaire.

En un mot, ces obligations ont une origine lointaine dans les positions réciproques de la surface et de la mine,

et une source immédiate dans un quasi-contrat, de telle sorte qu'il y a autant de raisons de dire des servitudes qui en naissent qu'elles sont *naturelles* ou qu'elles résultent du *fait de l'homme*, mais qu'il n'y a ni utilité, ni possibilité de les qualifier servitudes *légales*.

Critique. — Tout ce raisonnement tombe de soi, devant cette observation fort simple que, pour les contrats même dont on se prévaudrait, le concessionnaire peut décliner formellement toute garantie, au moyen d'une clause incontestablement valable. Assurément une telle clause supprime la responsabilité de l'exploitant, envisagé comme concessionnaire de mines, et indépendamment de sa qualité de cocontractant ; mais *a fortiori* et avant tout, peut-on dire, elle supprimerait sa responsabilité de contractant, *si elle existait distincte de l'autre*.

Au surplus, nous ne pensons pas qu'il puisse en être ainsi. La garantie contractuelle n'est qu'un résultat de la volonté des parties. Or, il n'est pas croyable qu'un concessionnaire de mines, aliénant, par exemple par vente ou échange des terrains de la surface, ait entendu diminuer les facilités de son exploitation et aggraver la responsabilité que la loi impose. En l'absence d'une expression formelle d'intention en ce sens, on ne saurait le supposer.

CHAPITRE III

Etendue de la responsabilité de la mine.

Le principe de la responsabilité du concessionnaire est donc bien posé et justifié, nous croyons qu'il peut être utile de passer *en revue les hypothèses très diverses* dans lesquelles elle peut se trouver engagée. Il n'est d'ailleurs pas possible d'en donner une énumération complète : et nous nous contenterons de signaler celles sur lesquelles les tribunaux sont le plus souvent appelés à statuer ou qui soulèvent quelque discussion.

Nous savons, en effet, que l'obligation du concessionnaire, d'après la plus récente jurisprudence, d'après les décisions de la loi du 27 juillet 1880, quant à la réparation de ces dommages doit « rester soumise au droit commun ». *L'indemnité devra donc être adéquate au préjudice causé*, attendu que les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810 n'ont en vue que la fixation des indemnités dues au propriétaire de la surface du sol, par suite de l'occupation temporaire ou définitive des terrains.

Cette question n'est plus douteuse aujourd'hui et n'aurait jamais dû l'être, car, comme le disait fort bien le rapporteur, M. Brossard (Bréchignac et Michel, n° 167) : « On ne voit pas bien pourquoi le concessionnaire serait tenu de payer une indemnité double pour les fissures et autres dégâts de l'exploitation souterraine, comme lorsqu'il s'agit de travaux entrepris à la surface. En effet,

lorsque ces dommages se produisent, l'exploitant se trouve chez lui, il exploite des richesses qui sont siennes, il jouit de son bien propre ; au contraire, lorsqu'il exécute des travaux superficiels, il prend possession de la chose d'autrui, prive le propriétaire de la jouissance de ce qui lui appartient, et ne travaille plus chez lui. Il est donc naturel d'admettre une différence entre les deux cas, et d'allouer une indemnité plus forte dans le second que dans le premier cas. »

Telle sera donc l'étendue de la responsabilité des concessionnaires à l'égard des dégâts de surface, résultant des travaux intérieurs de leur exploitation. Ils ne devront jamais qu'une indemnité adéquate au préjudice causé.

Nous connaissons la base de cette responsabilité, nous avons vu qu'elle se trouvait dans l'autorité de la loi. Mais, en certains cas, n'existe-t-il pas une *responsabilité exceptionnelle* à la charge des concessionnaires ? Par exemple, le propriétaire de la surface l'est en vertu d'un contrat passé avec le détenteur de la mine ; le concessionnaire était, en même temps, propriétaire de la surface et l'a vendue. *Sa responsabilité ne trouve-t-elle pas une nouvelle base dans le contrat de vente ?*

La responsabilité du concessionnaire existe dès que la mine et la surface ne sont plus entre les mêmes mains, et cela que cette division remonte à la concession même ou qu'elle provienne d'une vente postérieure.

Ainsi la responsabilité du concessionnaire en tant que concessionnaire est indépendante de l'origine de la séparation des deux propriétés. En tant que vendeur le concessionnaire a bien aussi une responsabilité, il est tenu, entre autres obligations, à garantir et, parlant, à ne pas troubler son acquéreur ; mais il n'y a aucune utilité à distinguer la garantie due par le vendeur de la responsabilité du concessionnaire ; puisque cette dernière est déjà

extrême, puisque elle s'étend à toute espèce de dommages, la qualité de vendeur ne pourrait rien y ajouter. Mais en admettant qu'on découvre à cette superposition des responsabilités un intérêt qui nous échappe, nous croyons que les principes ne la permettraient pas. Garantie due par le vendeur et responsabilité du concessionnaire, nous croyons que c'est là une même idée, une même chose aperçue de deux points de vue différents.

Dire que le vendeur est tenu de ne pas évincer son acheteur, c'est dire qu'il doit se conduire, à l'égard de l'objet vendu, comme quelqu'un qui n'y a plus aucun droit, comme un étranger se conduit à l'égard d'une chose qui ne lui a jamais appartenu ; en particulier, lorsque le vendeur est un concessionnaire qui aliène la surface, il doit se comporter envers le fonds vendu comme se comportent tous les concessionnaires envers la surface qui les couvre. En sorte que si les concessionnaires n'étaient tenus que des conséquences de leurs fautes, on ne pourrait pas invoquer la qualité de vendeur de l'un d'eux et la garantie qu'il doit à ce titre, pour lui faire réparer les dégâts causés par une exploitation régulière.

Cependant si étendue qu'elle soit, *la responsabilité du concessionnaire ne saurait être engagée par tous les dommages causés à la surface.*

Nous avons déjà dit que l'exploitant n'avait pas à réparer les conséquences des fautes commises par un prédécesseur, ni les dommages déjà apparents au début de son exploitation.

Il en serait de même des dégâts causés par des travaux clandestins opérés dans sa concession, à son insu et sans qu'il y ait de sa part un défaut de surveillance. (Bréchignac et Michel, n° 226.) De même encore pour ceux qui proviennent de l'exploitation régulière de la mine voisine (*ibid.*, n° 228). Il y a bien, en effet, une présomption contre le concessionnaire qui fouille directement sous

l'immeuble endommagé, mais il doit être admis à prouver qu'un autre est l'auteur véritable du préjudice.

L'exploitant doit la *réparation des dégâts* qu'il cause aussi bien de *ceux qui se produisent dans l'intérieur du sol*, tels que la rupture de tuyaux servant de conduits pour l'eau et le gaz (Cass., req., 16 novembre 1852. D. 1853. I. 189) que de *ceux qui se manifestent à la surface* du sol.

Il en est cependant *autrement* des détériorations que la mine peut produire à un tunnel de *chemin de fer* et toute espèce de travaux souterrains ou superficiels servant à l'exploitation d'une ligne, lorsque ces travaux sont postérieurs à la concession de la mine.

Les tribunaux avaient, en effet, établi une distinction entre ces deux cas : ils ne considéraient la responsabilité du concessionnaire comme engagée à l'égard de dommages à des travaux souterrains que lorsqu'il y avait eu faute de sa part, parce que ces travaux souterrains avaient, eux aussi, nui à la solidité du sol au lieu qu'aucune faute n'était exigée en cas de dommages à des travaux superficiels (Lyon, 14 juillet 1846. D. 1847. II. 24). Mais, depuis le 1^{er} janvier 1856, l'article 24 du cahier des charges des chemins de fer porte, sans distinction de dommages, qu'ils seront tous à la charge de la compagnie si la mine était antérieure au chemin de fer.

Les *fumées* qui s'échappent des machines, le *bruit* qu'elles font peuvent être un inconvénient réel dont la réparation est due (Dijon, 2 juillet 1874. D. 1875. II. 86) ; mais le *simple voisinage* d'une mine n'est pas un motif suffisant sur lequel on puisse baser une demande en dommages-intérêts, sans spécifier aucun préjudice particulier et défini (Bréchignac et Michel, n° 386).

Rigoureusement, ces principes spéciaux au droit minier ne devraient profiter qu'aux propriétaires sous les terrains

desquels sont poussés les travaux des mines. La loi les a étendus *au voisinage immédiat*. Mais on ne peut pas aller plus loin. Tout propriétaire qui ne se trouve pas dans le voisinage immédiat d'une exploitation est en dehors des prévisions de la loi sur les mines. Il reste sous les restrictions mais aussi avec les bénéfices du droit commun.

Si des dégâts se produisent chez lui, il devra, pour obtenir une indemnité, prouver non seulement que les mouvements ou les affaissements du sol ou des constructions proviennent des travaux miniers, mais encore que l'exploitant a commis une faute ou une imprudence. En un mot, on appliquera à cette hypothèse les articles 1382 et 1383 du Code civil. « Les rapports entre la mine, devenue par l'acte de concession propriété immobilière distincte, et les propriétés de la surface qui ne sont pas dans son voisinage immédiat, dit avec raison la Cour de cassation belge, ne sont réglés par aucune des dispositions de la loi du 21 avril 1810. Ils sont, en conséquence, régis par le droit commun, conformément aux principes émis dans l'exposé des motifs, et dans le rapport fait au corps législatif par Girardin, sur la loi précitée. » (Cass., 11 avril 1885. *Belgique judiciaire*, 1885, p. 545.)

Du reste, *la question de savoir jusqu'où s'étend le voisinage immédiat est une pure question de fait*. Il serait arbitraire de le restreindre à la distance de cent mètres, prévue par l'article 11 de la loi de 1810. Ce texte n'est d'aucun secours pour la solution de la question : il en prévoit une toute différente. Nulle analogie n'existe entre la prohibition qu'il établit et le cas que nous traitons. Les juges du fonds apprécieront donc souverainement, la Cour de cassation n'a pas à intervenir (Bury, t. I, n° 661).

L'obligation du concessionnaire est donc générale : il doit la réparation des dommages, à quelque moment qu'ils se produisent, de quelque nature qu'ils soient, que l'exécution des travaux, cause du dommage, aient eu lieu conformément ou non aux règles de l'art.

Enfin peu importe que les constructions élevées à la surface, en ce cas particulier, l'aient été antérieurement ou postérieurement à la concession de la mine dont les travaux leur ont occasionné un dommage.

En effet, lorsque les travaux exécutés par l'exploitant dans le sous-sol compromettent la solidité des bâtiments qui se trouvent à la surface, il doit ou prendre les précautions nécessaires, ou indemniser le propriétaire, si un dommage est causé. Il n'y a pas à rechercher à quel moment les bâtiments ont été construits : aucun doute n'est certainement possible quand ils sont antérieurs à la concession ; il n'y en a pas non plus au cas où ils ont été construits postérieurement. La concession ne peut pas enlever au propriétaire de la surface la disposition de son terrain, et il est du devoir du propriétaire de la mine de consolider la propriété du dessus, ou, tout au moins, d'avertir le propriétaire de la surface, du danger qu'il y a à construire. Et, au cas où les travaux de consolidation seraient impossibles, l'exploitant n'aurait d'autre ressource que d'acheter l'interdiction de bâtir. Les auteurs (Delebecque, n° 144. — Bury, t. I, n° 662. — Naudier, p. 274. — Féraud-Giraud, t. II, n° 640. — Aguillon, t. I, n° 386. — Bréchignac et Michel, n° 169) sont unanimes en ce sens. La jurisprudence les a suivis du reste et, dans de nombreux arrêts, consacre ces diverses solutions, qui, aujourd'hui, sont admises d'une façon définitive. (Lyon, 4 mai 1871. D. 1871. II. 108. — Cass., 17 juin 1857. D. 1857. I. 275. — Lyon, 12 novembre 1890. *Moniteur judiciaire de Lyon*, du 5 mars 1892. — Trib. Saint-Etienne, 23 février 1885. *Revue des mines*, 1885, p. 124. — Cass., 21 juillet 1885. *Revue des mines*, 1885, p. 207. — Douai, 13 mars 1900. *Pandectes françaises*, 1900. I. 530.)

Donc, à défaut d'avoir pris ces précautions, le concessionnaire est responsable des dégradations causées par son exploitation, aux constructions élevées à la surface,

même postérieurement à la concession de la mine. De sorte que le concessionnaire d'une mine doit en user de manière à ne porter aucune atteinte à l'usage légitime de la propriété de la surface, il sera donc obligé de donner au toit de la mine la solidité nécessaire à la sécurité des constructions élevées sur le sol, sans qu'il y ait à distinguer entre les constructions antérieures et celles postérieures, soit à la concession, soit à l'exploitation, la situation des parties étant la même quant au devoir du concessionnaire de la mine de respecter le droit du propriétaire du sol, d'y asseoir des bâtiments. De plus, cette responsabilité existe qu'il s'agisse de constructions ou d'installations d'intérêt public ou privé.

Quatre hypothèses particulières engageant la responsabilité du concessionnaire vont maintenant retenir notre attention : 1^o dépréciation ; 2^o gêne dans l'exploitation ; 3^o éboulements, crevasses, etc. ; 4^o suppression des sources.

1^o *Dépréciation.* — Si par ses travaux d'exploitation de la mine, le concessionnaire amène une dépréciation du sol de la surface et une diminution de sa valeur, il doit en indemniser le propriétaire. (Cass., 14 juillet 1875. D. 1875. I. 349. — Rey, t. I, p. 9. — Ducroq, *Précis*, t. I. n^o 334 *in fine*). Or cette indemnité de dépréciation ou de privation de jouissance s'applique aux terrains non occupés ; car pour ceux qui sont occupés, l'indemnité est fixée au double comme nous l'avons vu dans notre première partie. Pour ceux qui ne le sont pas, elle est fixée conformément au droit commun, en vertu de la réserve inscrite au nouvel article 43. Ainsi en dehors : 1^o du paiement du double du produit du terrain occupé dans le cas d'occupation temporaire, ou du prix d'achat dans le cas d'occupation prolongée ; 2^o de l'indemnité pour dommages directs ou matériels occasionnés par l'exploitation, il peut

y avoir lieu à une autre indemnité pour privation ou diminution apportée périodiquement et successivement à la jouissance. Et un jugement du tribunal de Poitiers, du 18 novembre 1872 (rapporté sous un arrêt de cassation, 14 juillet 1875, dans Dalloz, 1875. I. 349), déclare spécialement que dans le cas où la concession d'une mine s'étend sur une partie d'un parc, il peut y avoir lieu à une indemnité annuelle représentative du préjudice progressif résultant d'une circulation incessante de jour et de nuit, de la nécessité d'un surcroît de surveillance, de l'impossibilité temporaire de se livrer à la chasse et de la diminution de la jouissance d'agrément de l'ensemble de la propriété.

De même une indemnité spéciale peut être due, si, pendant la durée de l'exploitation, il vient à se produire un préjudice causé par un fait autre que l'occupation, par exemple il y aura responsabilité envers les propriétaires voisins, du dommage qui leur est causé par l'action corrosive des eaux, qui, amenées artificiellement à la surface et employées à des manipulations industrielles, sont ensuite rejetées sur leurs propriétés qu'elles frappent de stérilité. Et il n'importe, s'il s'agit de fonds situés en dehors du périmètre de la concession, que ces eaux n'y arrivent qu'après s'être confondues, en le corrompant, dans un cours d'eau dont ces propriétés sont riveraines ; « l'article 21 de la loi du 12 juillet 1791, qui disposait qu'aucune indemnité ne sera due lorsque les eaux seront parvenues aux ruisseaux, fleuves et rivières, ne concernant que les propriétaires de la surface de la mine » dit l'arrêt de la Cour de cassation du 9 janvier 1856 (D. 1856. I. 55).

Un arrêt de la Cour de Dijon, du 2 juillet 1874 (D. 1875. II. 86), nous donne un autre cas d'application des mêmes principes : « Lorsque, par suite des travaux, dit-il, le sol d'une forêt est devenu marécageux et que le taillis de

chêne couvrant le sol a dépéri et a dû être remplacé par des bois blancs, il peut être alloué au propriétaire de la surface un capital, une fois payé, représentant la dépréciation du sol. »

Et la même Cour exige réparation d'après les règles du droit commun du dommage résultant de l'envahissement de la forêt par la fumée des machines d'extraction.

Et si le propriétaire de la surface, dans le fonds duquel se trouve une mine, peut avoir droit, comme conséquence de l'occupation de terrain autorisée et réglée par l'article 43 de la loi du 21 avril 1810, à des indemnités autres que celle déterminée par cet article, spécialement pour le tort causé à la partie de son immeuble qui n'a été ni directement ni matériellement atteinte par les travaux, néanmoins l'occupation dont il s'agit n'est pas, à raison de son caractère temporaire et variable, de nature à produire une moins-value proprement dite de l'ensemble de l'immeuble, mais seulement une privation ou une diminution éventuelle de jouissance, et ne saurait, dès lors, donner lieu de ce chef à une indemnité fixe et définitive. (Cass., 15 novembre 1869. D. 1870. I. 17).

2° *Gêne dans l'exploitation.* — Le concessionnaire doit indemniser le propriétaire du préjudice résultant de la gêne et du trouble que le voisinage des travaux lui cause dans la jouissance du surplus de son héritage. La jurisprudence, ainsi qu'en témoignent de nombreux arrêts (Lyon, 14 mars 1877. D. 1879. II. 5. — Nancy, 3 août 1877. D. 1880. II. 39), est bien établie en ce sens. Et le tribunal de Saint-Etienne jugeait encore plus spécialement, le 17 février 1886 (*La loi*, du 5 août 1886), que le concessionnaire d'une mine doit réparer le préjudice causé au propriétaire de la surface par les galeries souterraines que celui-ci rencontre lorsqu'il creuse les fondations de son bâtiment, et établir des remblais de maçon-

nerie à l'intérieur des galeries pour que le propriétaire du sol puisse achever sans danger les constructions qu'il a projetées.

3° *Eboulements, crevasses, etc.* — A ce sujet, il est incontestable que le concessionnaire doit soutenir les terres sous lesquelles il pratique des galeries. Par suite, il sera responsable des éboulements et affaissements causés à la surface par les travaux intérieurs.

La jurisprudence, qui sert à trancher de nombreux cas se rapportant à ce genre de dommages, a, depuis longtemps, accueilli ces principes. (Lyon, 4 décembre 1885. *Revue des mines*, 1886, p. 25. — Trib. Saint-Etienne, *ibid.*, 1890, p. 163. — Cass., 16 novembre 1852. D. 1853. I. 189. — Dijon, 29 mars 1854. — Lyon, 5 août 1858 ; 2 juillet 1859. — Cass., 23 juillet 1862 ; 18 novembre 1863, précités. — Trib. Nancy, 8 juin 1885. *Revue des mines*, 1886, p. 242.)

L'obligation première et principale du concessionnaire de la mine est donc, envers le propriétaire du sol, de supporter et de maintenir le toit de la mine : c'est une condition naturelle, absolue, perpétuelle, qu'il est inutile d'imposer et lorsque les moyens ordinaires ne suffisent pas pour soutenir le sol, le concessionnaire doit en employer d'extraordinaires, « même faire une voûte si cela est indispensable », comme dit l'arrêt de la Cour de cassation du 20 juillet 1842 (D. 1842. I. 396) ; d'où il résultera, en fait et en droit, que « la faute est présumée, lorsqu'un événement se produit, ce qui entraîne l'application des articles 1382 et 1383 du Code civil », aux dires du même arrêt.

De plus, cette obligation de maintenir la solidité de la surface existe que le sol appartienne à un particulier ou au domaine public. Il s'ensuit que lorsqu'il est constaté, en fait, que les dégradations survenues aux digues d'un

canal ont eu pour cause unique les mouvements du sol déterminés par les travaux souterrains d'une compagnie minière, cette compagnie est tenue de la réparation totale des dommages sans qu'elle puisse diminuer sa responsabilité, en alléguant que les conditions particulières des terrains de la vallée dans laquelle est situé le canal ont augmenté dans une certaine mesure l'amplitude et l'étendue de ces dégradations. (Cons. d'Etat, 24 juin 1887. V. 1889. III. 35). Il s'ensuit encore qu'une compagnie, concessionnaire d'un chemin de fer d'intérêt public, a droit à être indemnisée des dommages causés à la voie ferrée par un concessionnaire de mines, si une clause spéciale de son cahier des charges, consentie par lui (telle qu'actuellement l'article 24 du cahier des charges de 1853, pour les compagnies de chemin de fer), n'a pas apporté une dérogation à l'obligation précitée du concessionnaire de la mine. (Cass., 21 juillet 1885. D. 1886. I. 336.) Dans le cas où l'exploitation de la mine a causé un affaissement du sol, et où aucune faute n'est imputable au concessionnaire, le propriétaire du sol affaissé ne peut exiger le rétablissement des lieux dans leur état antérieur; il suffit que le concessionnaire l'indemnise de la perte pécuniaire qu'il éprouve réellement et actuellement, par suite de la dépréciation de son terrain. Cette question a été tranchée par la Cour de Bruxelles, le 5 janvier 1888. (D. 1889. II. 226). Et si le dommage consiste dans la rupture de tuyaux que le propriétaire d'une usine à gaz a établis dans le terrain recouvrant la mine, en vertu d'une concession du propriétaire de ce terrain (cas envisagé par la Cour de Lyon, le 20 mars 1852. S. 1853. II. 277), l'action en réparation du dommage peut être valablement exercée par le propriétaire de l'usine : le propriétaire du terrain n'a pas seul qualité pour former une telle action. Et, en un tel cas, le concessionnaire de la mine ne pourrait repousser l'action du propriétaire

de l'usine en prétendant que celui-ci n'aurait dû placer dans le terrain recouvrant la mine que des tuyaux formés d'une matière autre et plus coûteuse que celle dont sont composés ordinairement les tuyaux à gaz, et qui les aurait préservés du dommage dont ils ont souffert.

4^e *Suppression des sources.* — Le percement des puits et galeries amène très fréquemment la suppression des sources qui jaillissent à la surface ; les veines d'eau se trouvent coupées et l'exploitant exécute des travaux de dessèchement ou de détournement. Les propriétaires de la surface subissent naturellement un préjudice de ce fait : quelle responsabilité en résulte-t-il pour le concessionnaire ? C'est là une question considérable quant aux conséquences qui résulteront du sens dans lequel on la tranchera et, par là même, du plus haut intérêt pratique. De plus, c'est une question absolument générale, car elle se pose pour tous les faits d'interception d'eaux naturelles : sources jaillissantes, ruisseaux, etc.

Dans les premiers temps qui suivirent la loi de 1810, la jurisprudence appliquait simplement la règle que l'exploitant est responsable des dommages que causent ses travaux, indépendamment de toute faute commise. (Cass., 4 janvier 1841. D. 1841. I. 65. — 20 juillet 1842. D. 1842. I. 396. — 8 juin 1869. D. 1870. I. 147.)

Mais cette idée ne tarda pas à soulever des critiques chez les auteurs et même dans la jurisprudence (Jacomy, *Etude sur la législation des mines*, p. 236 et suiv.). On observa qu'elle n'était pas d'accord avec les dispositions du droit commun, qui déterminent les droits du propriétaire sur les eaux de source renfermées dans le sol. D'une part, l'article 552 du Code civil pose le principe que la propriété du dessus emporte celle du dessous, et en tire cette conséquence que le propriétaire peut faire, dans son terrain, toutes les fouilles qu'il jugera à propos ; d'autre

part, l'article 641 (avant la modification de la loi du 8 avril 1898) dispose que celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur peut avoir acquis par titre ou prescription. Or, dit-on, la concession d'une mine crée, en la mine concédée, une propriété nouvelle absolument distincte de la propriété de la surface, parfaite en elle-même, ayant les mêmes attributs que l'autre propriété et régie, sauf les dispositions des lois spéciales, par le Code civil; dès lors, cette propriété souterraine peut invoquer aussi les articles 552 et 641 du Code civil et, par conséquent, suivant les principes du droit commun consacrés par ces textes, le concessionnaire n'a pas à répondre du tarissement causé par ses travaux, tant du moins que, suivant la loi de sa concession, il exploite régulièrement et sans faute. La jurisprudence, pendant un temps, sembla disposée à admettre, au moins en partie, cette théorie et à faire disparaître la responsabilité du concessionnaire, en cas de tarissement. (Cass. belge, 4 février 1869. *Pasicrisie belge*, 1869. I. 141. — Trib. Saint-Etienne, 17 juin 1881. *Revue des mines*, 1896, p. 252.)

Jusqu'à ces derniers temps, la Cour de cassation admit une distinction : le concessionnaire était toujours responsable du tarissement, lorsqu'il s'agissait de sources découvertes dans des terrains « directement superposés » aux travaux de l'exploitation qui avaient occasionné le tarissement. Au contraire, l'exploitant n'était tenu que d'une faute proprement dite, si la privation d'eaux, occasionnée par les travaux, atteignait des propriétés « non directement superposées » à l'exploitation, et ne pouvant, par suite, être considérées comme superficie par rapport à la mine. De nombreux arrêts sont venus donner une sanction pratique à cette opinion, à laquelle Féraud-Giraud (t. II, n° 645) donne une base très rationnelle :

« Les réclamants propriétaires de fonds non dans le voisinage immédiat, non superposés directement, dit-il, n'ont, en effet, aucun droit acquis sur les eaux provenant des fonds voisins. Un propriétaire ordinaire aurait pu légalement les en priver par des fouilles faites dans son terrain à une profondeur quelconque, et la même privation résulte non moins légitimement de l'exploitation d'une mine voisine. Si cette exploitation peut avoir, à ce point de vue spécial, plus d'inconvénient que l'exploitation agricole d'une terre pour les propriétés qui l'entourent, on ne saurait se soustraire pour cela à l'application des règles générales de nos lois, tant que leur application n'a pas été modifiée législativement. Le respect de ces règles est d'autant plus obligatoire que si les inconvénients généraux du voisinage ne continuaient pas à subsister, au profit de l'exploitation des mines, cette industrie si importante dans l'intérêt public, pourrait devenir fatalement ruineuse et par cela même impossible. » (Riom, 21 février 1881. S. 1882. II. 15.)

Si la jurisprudence rend le concessionnaire responsable du tarissement des puits ou sources existant à la surface du terrain sous lequel les travaux sont exécutés, la raison en est dans la constitution artificielle des deux propriétés distinctes, de la superficie et du tréfonds, qui établit entre l'une et l'autre des rapports nécessaires, très différents de ceux qui existent entre deux héritages situés l'un à côté de l'autre et, dès lors aussi, des obligations réciproques diverses. Dans un cas, le concessionnaire qui travaille dans le tréfonds, d'un côté doit prendre les mesures nécessaires pour ne point ébranler les constructions qui sont à la surface, car il commet une faute s'il manque à cette obligation, d'un autre côté il doit veiller à ce que ses travaux ne fassent pas disparaître les eaux qui alimentent le puits de la propriété qui est immédiatement superposée, et s'il ne le fait pas, il encourt encore

la responsabilité de sa faute. Il en est tout autrement lorsque, entre le fonds sur lequel les travaux sont exécutés et la surface où existe le puits ou la source, il n'y a aucune corrélation : dans ce cas, ces eaux ne sont, pour le propriétaire, d'après le droit commun et l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence, qu'un avantage accidentel dont il peut être privé par les fouilles pratiquées dans la propriété voisine. La concession ne doit pas améliorer la situation du propriétaire de la surface voisine de cette concession et lui donner sur les eaux qui se rendent chez lui, en passant par le fonds voisin, un droit plus certain que celui qu'il avait avant la concession. » (Nîmes, 27 février 1878. S. 1878. II. 268.)

Dans le même sens : Cass., 8 juin 1869. D. 1870. I. 147. — 12 août 1872. D. 1872. I. 369. — Nîmes, 14 janvier 1873. D. 1874. II. 245. — Dijon, 18 février 1879. D. 1881. II. 88. — Cass. belge, 11 avril 1885. D. 1885. II. 275.

Pour résumer, nous dirons avec M. Géný (note, *Pandectes françaises périodiques*, 1898. II. 241) que « l'idée rationnelle qui sert de base à cette opinion consiste à faire prévaloir la responsabilité du concessionnaire sur les droits inhérents à sa propriété, dans la mesure exacte où la mine apparaissait comme ayant démembré non seulement légalement, mais matériellement la propriété du sol, c'est-à-dire vis-à-vis de la superficie entamée par l'exploitation ».

Devant le Sénat, à la séance du 18 février 1879 (*Journal officiel*, 1879, p. 1192 et suiv.) (conf. au projet de la loi sur les mines, déposé à la Chambre des députés, le 5 mai 1894, art. 52, *Journal officiel*, 1894, doc. parl., session ordinaire, annexe n° 597, p. 766), on essaya, lors de la discussion de la loi du 27 juillet 1880, de modifier cette jurisprudence par voie législative, mais on échoua, et il fut déclaré que le *statu quo* était préférable.

Mais la jurisprudence elle-même continua son évolution

dans le sens d'une plus large responsabilité du concessionnaire. En Belgique, d'abord, la Cour de cassation décida que le concessionnaire devait être tenu, indépendamment de toute faute, du tarissement des sources situées non seulement dans les terrains directement superposés aux travaux, mais dans ceux du voisinage immédiat. Mais à cet arrêt du 30 mai 1872 (D. 1874. II. 241), on peut opposer un arrêt de la même Cour, rendu en sens contraire à la date du 4 février 1869, et un arrêt de la Cour de Liège, du 11 janvier 1867 (S. 1869. I. 415, notes). D'ailleurs le cahier des charges des concessions belges contient une clause expresse, permettant le recours du propriétaire voisin, et ce droit stipulé à son profit étant une condition de la propriété du concessionnaire, on comprend comment il lui est difficile d'en repousser l'application. Il faut remarquer de plus, en parcourant un arrêt de la Cour de cassation belge, du 11 avril 1885 (D. 1885. I. 275), que, dans tous les cas, la Cour déclare que, pour que l'action en dommages-intérêts soit recevable, « s'il ne faut pas que les travaux soient poussés sous les terrains mêmes qui contiennent ou supportent les eaux, il faut du moins qu'ils en soient très rapprochés ».

On pouvait de plus reprocher à cette manière de comprendre la responsabilité du concessionnaire, qu'elle laissait une trop large place à l'arbitraire quand il s'agissait de déterminer ce qu'il fallait entendre par voisinage immédiat. Et, en effet, par voisin de la mine, faudra-t-il entendre exclusivement le voisin immédiat, ou tous les propriétaires qui se trouveront dans le voisinage ? Si le voisin immédiat a une propriété fort étendue, la responsabilité du concessionnaire est-elle acquise à ce voisin, quel que soit le point où surgit la source tarie, où est creusé le puits privé d'eau ? Faut-il, au contraire, limiter le rayon de responsabilité au profit du voisinage dans les cent mètres, comme pour les travaux prévus par l'article 11

de la loi de 1810? ou enfin le point de savoir où finit ce voisinage est-il une question de fait abandonnée à l'appréciation du juge? C'est à cette dernière opinion que se rallie le fameux arrêt de la Cour de cassation belge, du 30 mai 1872. Bacon a dit : « *Optima lex quæ minimum judici, optimus judex qui minimum sibi.* » Cette maxime, à notre avis, ne paraît pas présider à cette solution qui menace également les propriétaires et les concessionnaires toujours incertains de leurs droits et de leurs devoirs.

La jurisprudence française, par de récents arrêts, a inauguré une autre distinction, qui tend aussi à élargir la responsabilité du concessionnaire. Elle a décidé qu'un exploitant peut être déclaré responsable, par cela seul que le tarissement des sources, provenant des travaux de la mine, était subi par un terrain superficiaire, situé dans le périmètre de la concession, alors même qu'ils ne sont pas exécutés verticalement au-dessous de la propriété du réclamant. (Cass., 27 janvier 1885. D. 1885. I. 297. — Aix, 23 juillet 1894. *Revue des mines*, 1896, p. 44.)

La Cour de Nancy, le 7 décembre 1895 (*Pandectes françaises périodiques*, 1898. II. 241), s'est prononcée aussi en ce sens en décidant que la responsabilité du concessionnaire s'applique, notamment au préjudice consistant dans la suppression ou le tarissement des sources qui émergeaient à la surface, lorsque ces événements résultent de l'exploitation souterraine, et sans qu'il soit nécessaire que la propriété privée d'eau soit placée précisément au-dessus des travaux qui ont occasionné le préjudice, pourvu seulement qu'elle soit située dans le périmètre de la concession. C'est là, dit M. Gény dans une note sous cet arrêt, le germe d'une distinction nouvelle tendant à imputer au concessionnaire tout dommage consistant en privation d'eaux naturelles, à condition toutefois que ce dommage ayant pour cause des travaux souterrains,

atteignit des propriétés comprises dans le périmètre de la concession. D'où il suit, comme le déclarent un arrêt de la Cour de Dijon, du 18 février 1879 (D. 1881. II. 88), et un jugement du tribunal de Forcalquier, du 23 juin 1893, suivi d'un arrêt d'Aix, du 23 juillet 1894 (*Revue des mines*, 1895, p. 100, et 1896, p. 44), que le droit commun, résultant des articles 552 et 641 du Code civil, n'est maintenu que pour le même dommage occasionné à des propriétés extérieures audit périmètre.

Ce qui a inspiré ces décisions, continue M. Géný, c'est que la disposition de la loi de 1810 est absolue, et rend le concessionnaire responsable de tous les dommages causés à la surface sans aucune distinction ; que le droit à l'indemnité ne peut dépendre du plus ou moins d'étendue de la propriété dans laquelle émerge la source tarie, de façon à créer une situation privilégiée aux propriétaires de vastes domaines et à priver de tout droit à une réparation les propriétaires dont les fonds n'auraient pas assez d'étendue, pour correspondre, par un point quelconque de leur surface, à la partie du tréfonds dans laquelle les travaux dommageables auraient été effectués ; qu'enfin, il suffit, pour que la responsabilité du concessionnaire se trouve engagée, notamment en ce qui concerne le tarissement d'une source, qu'il y ait relation de cause à effet entre les travaux de mine et le tarissement. Ces motifs semblent se rattacher à une dernière tendance de la jurisprudence, revenant après les vicissitudes de l'évolution au point de départ, marquée par les arrêts de 1841 et 1842 et consacrant la responsabilité de l'exploitant pour tarissement des sources, comme pour tout autre dommage, indépendamment de toute faute d'exploitation, sans s'attacher ni à la superposition des terrains asséchés aux travaux souterrains, ni à leur voisinage immédiat de ces travaux, ni même à leur situation dans le périmètre concédé, mais uniquement à la relation de cause à effet

démontrée entre les travaux et le dommage. En tout cas, il n'est pas douteux que cette dernière phase de l'évolution dont on trouve le principe dans l'arrêt du 25 janvier 1885, s'est traduite depuis lors dans un certain nombre de décisions, telles : tribunal de Saint-Étienne, 30 juin 1884, *Annales des mines*, 1885, t. IV, p. 268. — 30 mai 1894, *Revue des mines*, 1894, p. 245. — 30 mars 1901. *Moniteur judiciaire de Lyon*, du 20 mai 1901.

Voici donc la doctrine exprimant seule la vérité juridique, « reposant sur une base très solide », ajoute M. Gény, et il est possible de réfuter les objections dirigées contre elle par les opinions divergentes.

En effet, le principe essentiel qui justifie les obligations légales incombant à la mine envers la surface, indépendamment de toute faute du concessionnaire, tient à la situation respective de ces deux propriétés. Non pas précisément que la mine doive être considérée comme une propriété d'ordre inférieur et juridiquement subordonnée à la surface, comme le soutenait M. Dupin devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, en 1841. Une pareille conception répugnerait, en effet, aux principes supérieurs du droit moderne (art. 68 du Code civil) et, en tout cas, serait peu conforme aux idées essentielles qui ont inspiré le système des concessions consacré par la loi du 21 avril 1810. Cependant, il faut dire que la propriété de la mine, résultat d'une concession arbitraire du pouvoir social et de création postérieure à la propriété du sol, doit laisser intacte la destination naturelle de celle-ci, culture, construction d'édifices, etc., et lui maintenir tous les avantages que comporte cette destination. Que si, en fait, les nécessités de l'exploitation souterraine entraînent la diminution des prérogatives normales de la propriété du sol, la mine est tenue à indemnité de ce chef, en dehors de toute faute démontrée. Et c'est ce qui résulte tant de l'esprit de la loi de 1810 que de la combi-

raison de son article 6 avec les articles 10, 11, 15, 43 et 45, où l'on voit les intérêts du propriétaire de la surface protégés contre les entreprises du propriétaire de la mine.

Cela étant, reste à savoir si le droit d'user des eaux enfouies dans le sol est un apanage normal de la propriété superficière. Comment en douter en présence de l'article 552 du Code civil consacrant, quant à ces eaux, le principe de l'accession naturelle ?

Qu'importe que cet article 552, confirmé par l'article 641 du Code civil, implique en même temps que le droit aux eaux souterraines puisse légitimement être ravi au propriétaire, par les fouilles et travaux pratiqués par le voisin sur son propre sol ? Oui, cela est vrai, dans le cas de deux propriétés de même nature, ayant même origine et placées pour ainsi dire sur le même plan juridique. Mais cela n'est plus vrai quand l'atteinte aux prérogatives de la propriété naturelle et primitive du sol vient de la propriété artificielle et postérieure, résultant d'une concession minière. La loi de 1810, loi spéciale quant à ce, fait échec au droit commun et consacre la responsabilité de la mine. Il semble bien, d'ailleurs, que ce cas soit entré dans les prévisions mêmes du législateur, à l'occasion de l'article 15 de la loi de 1810, texte invoqué à l'appui de la responsabilité générale du concessionnaire envers la surface. C'est ce qu'on induit sans peine de ces paroles prononcées par Napoléon, dans la séance du 13 février 1810 : « Pour prévenir toute entreprise nuisible aux voisins, on pourrait astreindre l'exploitant à donner caution des dommages que son entreprise peut occasionner, toutes les fois qu'un propriétaire voisin craindrait que les fouilles ne vinsent ébranler les fondements de ses édifices, *tarir les eaux* dont il a l'usage, ou lui causer quelque tort. » (Locré, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. IX, p. 125.)

Tel étant le principe, pourquoi diminuer sa portée, en

restreignant l'application au profit de la partie du terrain superficielle superposée directement aux travaux d'exploitation? Cette restriction tiendrait sans doute à l'idée que le régime artificiel de servitudes légales, excédant le droit commun, serait dû exclusivement à la superposition matérielle de la surface au tréfonds. Et c'est ainsi que la formule des arrêts de cassation du 8 juin 1869 a pu déterminer le premier revirement de la jurisprudence. Mais cette formule traduisait trop étroitement la pensée de la loi de 1810, qui n'implique nullement que les obligations légales, consacrées par elle à la charge de la mine, fussent limitées à la surface placée par superposition du contact immédiat avec les travaux du sous-sol.

Que si, avec la jurisprudence belge, on consentait à admettre la responsabilité du fait de privation d'eau, en faveur des terrains du *voisinage immédiat* de la mine, sans aller plus loin, ce n'était que par une application peu heureuse de l'article 15 de la loi de 1810, visant seulement l'obligation imposée exceptionnellement au concessionnaire de donner caution pour la réparation de certains dommages éventuels.

On peut trouver plus spécieux le système qui établirait cette responsabilité dans tout l'intérieur du périmètre de la concession, sans le dépasser. Ce périmètre, dirait-on, circonscrit l'action de la mine, en quelque sorte, et détermine alors la limite de son champ de responsabilité. Au delà de son périmètre, la mine n'existe plus comme propriété distincte du sol. Elle est arrêtée dans sa pénétration par les plans verticaux menés suivant la ligne de ce périmètre, de la surface à l'intérieur de la terre (art. 29, loi de 1810). Hors de là elle ne compte plus, puisque légalement elle disparaît. Et de même que la redevance tréfoncière ne saurait être due à des terrains situés à l'extérieur du périmètre, puisque la mine ne peut les atteindre, de même ils n'ont rien à prétendre en

cas de privation des eaux dont ils jouissaient, occasionnée par des travaux qui leur restent totalement étrangers et sur lesquels ils n'ont aucun contrôle, aucune surveillance.

Malgré l'apparence de ce raisonnement, il est facile de découvrir son vice capital. La ligne fictive du périmètre ne saurait empêcher que, par répercussion, les travaux miniers causent préjudice à certains terrains extérieurs à ce périmètre. Sans cela, notre question ne se poserait pas. Et, dans ces conditions, comment sacrifier ce propriétaire sous prétexte que son terrain n'est pas compris dans le périmètre de la mine? C'est bien la concession et son exploitation qui constituent l'occasion *sine qua non* du dommage à lui causé. Le motif de la responsabilité subsiste exactement le même.

Sans doute, la mine ne doit pas de redevance tréfoncière aux propriétés situées hors de son périmètre. Mais cela, parce que cette redevance représente la fraction des produits du sol dérobée à celui-ci par la mine concédée (art. 6, loi de 1810). Il ne faut rien en conclure au point de vue de la responsabilité qui est basée sur une idée toute différente.

En dehors de cela, dirait-on que ce lien entre la responsabilité du concessionnaire et le périmètre, limitant l'étendue de cette responsabilité quant aux terrains privés d'eau, est établi par la loi de 1810? Ce serait méconnaître l'importance de la fixation d'un périmètre à la concession. La détermination d'un périmètre est une nécessité de fait et de pratique et ne sert qu'à préciser l'individualité de la mine et son champ d'action. Elle ne limite point la responsabilité du concessionnaire au point de vue de son étendue. Aussi on n'a jamais songé à nier cette responsabilité à raison des dommages causés par la déconsolidation ou les fissures. Pourquoi en serait-il autrement à raison du tarissement des eaux provenant des travaux de la

mine? La source juridique de responsabilité restant exactement la même, il ne faut point établir ici de distinction.

Et M. Génv, dans la note citée précédemment, conclut en ces termes : « Finalement donc, nous pensons qu'après les premières hésitations dues à une confusion aujourd'hui dissipée, la tendance de la jurisprudence va s'accroître de plus en plus dans le sens des décisions les plus récentes et que la responsabilité du concessionnaire pour dommages de tarissement ou diminution d'eaux, causés par ses travaux, s'affirmera, indépendamment de toute faute et sans distinction pour toutes propriétés superficielles, ayant éprouvé un dommage de ce genre, manifestement imputable aux travaux de l'exploitation. L'évolution de notre théorie aura été analogue à celle qui s'est produite dans la jurisprudence du Conseil d'Etat, en matière de tarissement de sources, résultant de travaux publics, et qui a définitivement abouti à l'arrêt de principe du 11 mai 1883 (S. 1885. III. 25). »

Les prévisions formulées ainsi par M. Génv semblent se réaliser, notamment dans un récent arrêt de la Cour de Dijon, du 21 avril 1902 (*Gazette des tribunaux*, 21 juin 1902), qui a résumé ainsi les règles de la matière : « Le concessionnaire d'une mine ne peut pas être assimilé au propriétaire ordinaire, auquel l'article 552 du Code civil confère sur son fonds les droits les plus étendus. Si le législateur a dû, dans l'intérêt général, placer en dehors des règles du droit commun la partie souterraine du sol où se trouvent des richesses dont l'extraction intéresse la fortune publique, il n'a pas entendu sacrifier les intérêts privés au delà de la mesure nécessaire pour le but à atteindre et priver du droit à une légitime indemnité ceux à qui l'exploitation de la mine peut causer un préjudice. Le droit à la réparation de ce préjudice, universellement admis en faveur du propriétaire de la surface immédia-

tement supérieure, appartient au même titre au propriétaire voisin, puisqu'il dérive non pas d'une faute commise par le concessionnaire, mais d'un principe d'équité, que l'un et l'autre sont également fondés à invoquer, et dont la démarcation, qui est destinée à délimiter l'étendue de la concession, ne peut restreindre l'application. En conséquence, le concessionnaire d'une mine doit être tenu de réparer le dommage causé au propriétaire d'une source que les travaux de la mine ont fait tarir, ou dont ils ont diminué le débit, quand même le terrain sur lequel émerge la source serait situé en dehors de la concession, alors surtout que le domaine dont ce terrain dépend est en majeure partie compris dans ce périmètre. »

Un arrêt de Douai, du 26 décembre 1896 (*Revue des mines*, 1897, p. 179), fait application des mêmes principes : le concessionnaire du sous-sol d'une mine est tenu au paiement d'une indemnité vis-à-vis du propriétaire de la surface, qui, par suite d'affaissement du sol provenant de son fait, a presque complètement supprimé l'usage des eaux d'une rivière non navigable ni flottable, traversant l'héritage de ce propriétaire et dont celui-ci se servait, conformément aux articles 644 et 645 du Code civil depuis un temps immémorial.

De même auparavant déjà un arrêt du 7 juin 1869 (D. 1871. I. 117) avait décidé que les concessionnaires d'une mine dont les travaux d'exploitation ont pour effet d'altérer et de corrompre les eaux d'une source, sont responsables du préjudice causé aux propriétaires inférieurs, à raison de ce que les eaux qui s'écoulent de la source ne peuvent plus, comme auparavant, servir à l'irrigation des propriétés. Et que dans ce cas, lorsqu'il est constant que le préjudice, bien que temporaire, doit être de longue durée, il peut être alloué aux propriétaires inférieurs à titre de dommages-intérêts, au lieu d'une rente annuelle, un capital une fois payé, répondant à la

fois à la perte déjà subie et à celle qui doit être éprouvée.

Par contre, il a été décidé que les concessionnaires de la mine ne sont pas responsables du tarissement des sources que leurs propriétés renferment. (Cass., 12 août 1872. S. 1872. I. 353. — Nîmes, 14 janvier 1873. *Revue des mines*, 1876, p. 226. S. 1874. II. 129. — 27 février 1878. S. 1878. II. 267 ; D. 1879. II. 61.)

CLAUSES D'EXONÉRATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA MINE

Une lourde responsabilité pèse donc sur les concessionnaires de mine quant à la réparation des dommages que peuvent causer leurs travaux intérieurs d'exploitation à la surface. Peuvent-ils s'en exonérer ?

En d'autres termes, les exploitants peuvent-ils, par une convention avec le propriétaire du sol, échapper aux conséquences des travaux qu'ils accomplissent ? Le principe de la liberté des conventions oblige à faire à la question posée en ces termes généraux une réponse affirmative.

Aussi la jurisprudence et la doctrine sont-elles d'accord pour admettre que les clauses d'exonération sont licites, notamment dans le cas où elles apparaissent sous la forme d'une stipulation de non-garantie insérée dans les actes d'aliénation des terrains superficiels. Cette validité n'est toutefois certaine, qu'autant que ces clauses ne tendent pas à exonérer le concessionnaire des conséquences de ses fautes ou de celles de ses préposés, et notamment lorsqu'elles ont pour but de le prémunir contre le préjudice, pouvant résulter pour les terrains vendus par lui et pour les constructions élevées sur ces terrains par les acquéreurs, des travaux souterrains de l'exploitation régulière de la mine.

Qu'il nous suffise d'indiquer ainsi les principes généraux qui dominent cette matière, en renvoyant, pour son étude complète et approfondie, à la remarquable thèse de M. Guérin : *De l'affranchissement de responsabilité de la mine vis-à-vis de la surface.*

CHAPITRE IV

Dommages causés à la mine par le propriétaire de la surface.

De même que la propriété de la surface est exposée à subir des dommages par suite de l'exploitation de la mine, il se peut que cette exploitation ait à subir des préjudices résultant de certaines entreprises faites ou poursuivies par le propriétaire du sol.

Or le superficiaire a le droit de propriété sur le sol, le concessionnaire a, de son côté, le droit de propriété sur la mine. Il y a donc en présence deux droits de propriété, l'un de droit naturel, l'autre de création légale, mais certains tous deux et équivalents au point de vue de la protection à laquelle ils ont droit. Il faudrait alors chercher dans la loi les règles qui doivent régir leurs relations réciproques. Mais muette ou obscure quand il s'agit des entreprises de l'exploitant de la mine contre la surface, elle l'est encore plus pour le cas inverse.

Il a été dit que l'exploitant ne doit pas causer de dommages au propriétaire du sol ou qu'il est tenu de les

réparer : logiquement et équitablement, il faut admettre un droit identique au profit du propriétaire de la mine, et si le propriétaire de la surface lui cause un dommage, il lui en doit réparation (1).

Si une faute est relevée à sa charge, la responsabilité du propriétaire superficiaire ne peut faire aucun doute.

Mais comment justifier cette responsabilité, lorsque le dommage causé à la mine ne sera que le résultat de l'exercice normal du droit de propriété ? Certes, le propriétaire du sol peut faire ce qu'il veut sur son terrain, y construire, y creuser, y planter ; est-il limité dans l'exercice de ce droit par l'existence de la mine dans le tréfonds ?

M. le procureur général Dupin, devant les Chambres réunies de la Cour de cassation, lors de la discussion de l'arrêt du 3 mars 1841 (S. 1841. I. 259), a brillamment soutenu la négative. Pour lui, la propriété superficiaire a une véritable suprématie sur la propriété minière et il en conclut que rien ne peut limiter les entreprises du propriétaire de la surface ; l'exploitant de la mine devant les subir, quelles qu'en puissent être les conséquences fâcheuses pour lui.

« La propriété de la mine ne doit pas être placée, dit-il, sur la même ligne que la propriété de la surface, elle lui est inférieure ; celle-ci a conservé sa liberté, la mine, au contraire, doit le support à toutes les édifications qui se font sur le sol ; c'est une condition de la concession : elle ne peut donc se plaindre alors même que, par la suite, cette concession se trouverait moins avantageuse... Evidemment toutes les propriétés sont respectables, mais elle ne sont pas toutes de même espèce, il y en a de sou-

(1) Peyret-Lallier, t. I, n° 274. — Féraud-Giraud, t. II, n° 649. — Bury, t. I, n° 690. — Aguillon, t. I, n° 395. — Cuvillier, p. 177. — Bréchignac et Michel, n° 64.

mises à des conditions plus ou moins restrictives et parmi celles-ci, la propriété de la mine... De plus, cette propriété de la mine a des caractères particuliers qui résultent de la disposition expresse de la loi et de la situation inférieure de la mine par rapport au sol... (Et M. Dupin énumère trois conditions auxquelles sont soumises les mines : support du sol, obligation d'exploiter sous peine de déchéance, prohibition de partage.) Par contre, par la concession d'une mine, le propriétaire de la surface n'est privé que du droit accordé à un tiers de chercher les matières minérales qui sont l'objet de la concession, de les extraire de leur gisement... alors que la mine est assujettie de plein droit à toutes les conséquences de l'infériorité de sa situation... Or si telle est la condition générale et naturelle de la propriété des concessionnaires d'une mine, il en résulte que si, par le fait de l'existence d'un édifice, dont ils ne doivent pas compromettre la sûreté, ils éprouvent quelque restriction dans l'exploitation, on ne leur doit pas pour cela d'indemnité... Le caractère des réserves exprimées dans les articles 11, 15, 47 et 50 de la loi de 1810 est général, absolu, d'ordre public, et ces réserves s'étendent non seulement aux édifices existant au jour de la concession, mais aussi à tous les besoins publics, à toutes les survenances, et pourquoi? parce que ces survenances sont l'exercice du droit propre de la surface qui n'est pas asservie à la mine, tandis que la mine est assujettie à la surface... »

L'opinion qui a prévalu ne veut pas admettre cette suprématie et la Cour de cassation, dans son arrêt du 3 mars 1841, a refusé de la consacrer. Il y a donc en présence deux propriétés qui doivent être également protégées : l'une ne doit pas avoir plus de force que l'autre et le droit de chaque propriétaire doit être limité par le droit équivalent de l'autre : « Si, dit l'arrêt, nonobstant la concession de la mine, les droits inhérents à la propriété de la surface

restent entiers, conformément à l'article 544 ; il ne s'ensuit pas que le propriétaire de la surface ait le droit de pratiquer des travaux nuisibles à l'exploitation, dans l'étendue de son périmètre. »

L'affirmation de la Cour est très nette. Et la Cour d'Angers, dans son arrêt du 5 mars 1847 (S. 1847. II. 276), a fait, en l'absence de tout contrat, une application fort nette du principe, en condamnant à une indemnité envers un exploitant de mine le propriétaire d'une exploitation de carrières de sable, dont le résultat était d'aggraver la position du concessionnaire en occasionnant l'infiltration d'eau dans la mine et lui imposant des frais d'épuisement plus considérables. « Et ce, a-t-elle dit, en vertu d'une sorte de servitude résultant de la superposition des propriétés. »

La Cour de Lyon, à la date du 3 janvier 1845 (D. 1847. II. 26), a reconnu implicitement le même principe en refusant de l'appliquer à la compagnie du canal de Givors « qui ne serait responsable, disait la Cour, que dans le cas où le canal n'aurait pas été établi suivant les règles de l'art ; que les précautions n'auraient pas été prises pour empêcher les infiltrations ou l'accroissement des infiltrations dans la mine, soit par le fonds, soit par les parois latérales. »

Mais ces arrêts ne tranchent point la difficulté, et la question n'en subsiste pas moins : quelle est la limite des droits respectifs du propriétaire superficiaire et du concessionnaire de mines ? Aucun des deux ne peut nuire à l'autre, et cependant, chacun d'eux peut user de sa propriété. Faut-il donc décider que le propriétaire du sol ne sera responsable que de sa faute ? Il faut reconnaître que c'est à cette opinion que se rallient les auteurs ; ils décident qu'il faut appliquer l'article 1382 du Code civil : le propriétaire superficiaire sera responsable lorsque ses actes seront constitutifs de faute dans le sens large du mot

En définitive, c'est admettre qu'il faudra, dans chaque espèce, rechercher si le propriétaire de la surface n'a fait qu'user normalement de son droit ou s'il l'a excédé. Telle est la conclusion à laquelle aboutit Bury : « C'est aux tribunaux de déterminer les mesures propres à réaliser la conciliation équitable entre les deux intérêts. »

CHAPITRE V

Relations entre exploitants de mines voisines et de mines superposées.

PRÉLIMINAIRES

Il est aisé de concevoir que des concessions différentes peuvent se trouver dans le voisinage les unes des autres. Dans les bassins miniers, les entreprises sont souvent nombreuses et rapprochées. Il peut même arriver que des concessions se trouvent à des profondeurs différentes et soient superposées. Dans toutes ces hypothèses, il est nécessaire de régler les relations qui peuvent naître de mine à mine.

La législation de la matière est peu abondante. Ces relations n'ont fait l'objet dans la *loi de 1810 que de l'article 45*, qui règle le cas où les eaux d'une mine envahissent une autre mine.

Cet article, se bornant à régler explicitement la servitude d'écoulements des eaux entre deux mines voisines, ne saurait être invoqué pour d'autres objets tels que les servitudes d'aérage, les envahissements de gaz, les empiétements, etc. *Pour de pareils faits, il n'y a plus de dispositions spéciales dans le droit minier, le droit commun doit donc reprendre son empire* comme s'il y avait en présence

deux propriétés ordinaires : la propriété de l'une devra donc indemnité à l'autre pour tout dommage résultant de sa faute ou de sa négligence, conformément aux principes des articles 1382 et suivants du Code civil, ou, si l'on veut, suivant l'interprétation que la jurisprudence donne à ses articles pour tout dommage dépassant les servitudes que le voisinage autorise ; mais on n'aperçoit nulle part de clause spécifiant explicitement une indemnité de plus-value à payer à une des mines par celle qui bénéficierait purement et simplement du voisinage, sans lui occasionner un dommage immédiat, direct et matériel.

Toutefois, nous verrons que, en certaines hypothèses, l'administration s'est reconnu le droit, *par les cahiers des charges des concessions*, en vertu de son pouvoir de police et de surveillance sur les mines, de suppléer au silence de la loi et d'organiser, entre mines voisines ou superposées, un système de relations qui ne cadre peut-être pas parfaitement avec les précédentes observations.

En ce qui concerne plus spécialement les dommages divers que l'exploitation d'une mine peut occasionner à l'autre, la mine menacée peut, en tout cas, tout comme la propriété de la surface, invoquer *l'article 15* pour obtenir caution préventive, si l'on admet que l'article 15 est applicable à l'exploitant concessionnaire et n'est pas strictement limité à l'explorateur. La Cour de Bruxelles, dans son arrêt du 28 novembre 1891 (S. 1893. IV. 1), a fait l'application de cet article et ordonné la caution dans un cas où une esponte s'était rompue par suite du creusement d'un puits et avait ainsi causé un dommage.

Pour compléter cette revue des mesures établies par la loi et les règlements sur les relations de mine à mine, il faut enfin rappeler *la première partie de la loi du 27 avril 1838* et *l'ordonnance*, pour son exécution, *du 23 mai 1841*, qui ont été faites l'une et l'autre en vue d'organiser les mesures de nature à prévenir ou à

combattre l'inondation dont pourrait être menacé un groupe de mines.

Dans ce chapitre, nous étudierons donc en premier lieu la réparation des dommages autres que ceux résultant de l'écoulement des eaux ; en deuxième lieu, les prescriptions spéciales édictées par les cahiers des charges concernant l'établissement de mesures préventives, les rapports entre concessions superposées ou limitrophes ; en troisième lieu, les dommages résultant de l'écoulement des eaux, et, enfin, en quatrième lieu, le régime créé, pour un cas spécial, par la loi du 27 avril 1838 et l'ordonnance du 23 mai 1841.

I — DOMMAGES AUTRES QUE CEUX RÉSULTANT DE L'ÉCOULEMENT DES EAUX

Comme nous l'avons indiqué précédemment, tous ces dommages sont soumis exclusivement au droit commun, sous réserve éventuelle, bien que discutable en l'espèce (puisque, à notre avis, l'article 15 n'est pas applicable à l'exploitant concessionnaire et doit être strictement limité à l'explorateur), de la caution prévue à l'article 15 de la loi du 21 avril 1810.

Parmi ces dommages, l'un, résultant de *l'empiètement d'une exploitation sur le domaine de la mine limitrophe*, retiendra spécialement notre attention.

En empiétant ainsi, c'est-à-dire en extrayant pour son profit des matières qui auront fait l'objet d'une concession, accordée à un tiers, l'exploitant aura alors commis une faute et sa responsabilité sera engagée en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. Le concessionnaire voisin aura donc, en vertu de ces articles, une action en réparation du préjudice à lui causé par cet empiètement. Il aura droit notamment à une indemnité représentative

du bénéfice dont l'extraction faite par autrui le prive, sans parler des autres dommages que la pénétration dans l'autre mine peut entraîner éventuellement pour celle-ci.

Or l'empiètement sur le périmètre d'une mine voisine peut se faire de deux façons : 1^o par suite d'une erreur : l'auteur ayant involontairement ou inconsciemment méconnu les limites de sa concession ; 2^o avec réflexion et en connaissance de cause, d'où empiètements de bonne foi et empiètements de mauvaise foi.

1^o *Empiètements de bonne foi.* — La bonne foi doit être admise assez difficilement, car le concessionnaire possède un plan très complet de son périmètre et qu'il est par lui-même ou par ses ingénieurs à même d'en faire un utile usage.

Mais si nous la supposons existante, quelles seront les conséquences ? M. Bury (1) considère les produits des mines comme fruits du sol, et alors le concessionnaire, qui les a acquis de bonne foi, n'est pas tenu à les restituer. Mais ce n'est point là la théorie couramment admise. En général, on n'admet pas que les produits des mines sont des fruits, donc le concessionnaire devra les restituer ; mais il ne devra seulement que le produit brut net, c'est-à-dire le rendement, déduction faite des frais d'extraction. Sans cela, l'autre concessionnaire réaliserait un bénéfice injustifié (2).

En outre, faisons remarquer que ces actions en restitution seront de la compétence des tribunaux judiciaires.

Dès lors, dans l'évaluation du préjudice, on devra tenir compte, soit de la réduction occasionnée par l'exploitation induite à la concession dont la couche fait partie, soit de la diminution de valeur de cette couche, soit du coût des

(1) Bury, t. I, n^o 49 ; t. II, p. 726.

(2) Aguillon, t. I, n^o 404.

travaux prescrits pour l'isolement des deux concessions. (Bruxelles, 7 février 1890. *Revue des mines*, 1891, p. 239).

Enfin, si au lieu d'empiéter sur une concession voisine, on attaquait des terrains non concédés, le propriétaire de la surface aurait le droit de s'opposer aux travaux, et même de réclamer des indemnités en cas de dommages (1).

2° *Empiètements de mauvaise foi*. — Si l'empiètement est le résultat d'un calcul frauduleux, la jurisprudence considère alors deux faits : l'empiètement proprement dit et la soustraction frauduleuse. Le second fait constitue un vol, un délit pénal, et son auteur est passible des articles 379 et 401 du Code pénal, ainsi que l'ont décidé, et la Cour de Lyon, le 7 mai 1884, et la Chambre criminelle de la Cour de cassation, le 17 juillet 1884.

Quant au premier fait, il ne donne lieu qu'à une action civile, il constitue simplement un acte préparatoire qui n'est puni par aucune loi, un délit civil qui entraîne avec lui la sanction de la responsabilité civile (2).

Ainsi l'empiètement commis par l'exploitant d'une mine, sur le périmètre d'une concession voisine, est une entreprise sur la propriété immobilière d'autrui, qui, si elle peut avoir pour but de s'emparer du charbon après l'avoir détaché du sol, n'en demeure pas moins un fait dommageable, distinct du fait d'enlèvement d'objets mobiliers. (Nîmes, 7 juillet 1893. Cass., 3 juillet 1895. S. 1895. I. 331.) D'où l'action en indemnité, basée sur un empiètement de cette nature, n'est pas soumise à la prescription de trois ans, comme l'action civile, contre l'auteur et à raison d'un délit de vol.

L'évaluation de l'indemnité, en définitive, dépend essentiellement des circonstances de l'espèce. Mais le

(1) Féraud-Giraud, t. II, n^{os} 665, 666, p. 91.

(2) Aguillon, t. II, n^o 841. — Cuvillier, p. 181.

principe est évident et revient à cette règle d'équité posée dans l'article 548 du Code civil concernant la restitution des fruits, déduction faite du coût.

Il faut admettre aussi l'application des articles 549 et 550 du Code civil : dans le cas, par exemple, où l'administration aurait commis une erreur de délimitation sans que le concessionnaire ait pu rectifier, l'empiètement ne devrait pas entraîner la restitution des fruits.

II. — PRESCRIPTIONS SPÉCIALES DES CAHIERS DES CHARGES

La loi ne prévoit pas, sauf pour les eaux, les moyens d'empêcher les dommages. Seuls les cahiers des charges contiennent quelques prescriptions spéciales sur les relations entre exploitants de mines voisines ou superposées. Le cahier-modèle de 1882 (1) donne des exemples et le régime qu'il organise touche à trois points :

1^o *Les investitions* ou massifs de protection à laisser intacts en bordure le long des limites des concessions. Ces massifs de protections sont appelés en Belgique des *espontes*.

La clause M du modèle de 1882 prescrit une mesure devant éviter les empiètements entre mines voisines et, à cet effet, elle prescrit la réserve entre les deux exploitations d'un massif auquel il est interdit de toucher.

Cette mesure est assimilée par les cahiers des charges aux mesures de police que le préfet peut prendre en vertu de l'article 50 de la loi de 1810. Un arrêté du préfet fixera donc la délimitation ; et cette obligation qui en résulte,

(1) Texte dans Cuvillier, p. 653.

constituera une véritable servitude légale d'utilité publique : d'où pas d'indemnité à réclamer de son chef.

En dehors du cas où il est intervenu un arrêté préfectoral pour prescrire l'investison, il peut être sage de laisser entre les deux concessions une certaine épaisseur : si un concessionnaire néglige cette précaution, et que sa négligence entraîne des dommages ou des accidents, comme une invasion d'eau ou un incendie, il peut en être déclaré responsable vis-à-vis de l'autre exploitant (Tribunal de Saint-Etienne, 28 avril 1893. *Revue des mines*, 1893, p. 290). Le tribunal de Saint-Etienne a fait ici l'application du principe qu'un exploitant, ayant la garde et la surveillance de tous les travaux existant dans son exploitation, est tenu de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que ces travaux ne puissent nuire à la mine voisine.

En toute hypothèse, qu'il soit intervenu ou non un arrêté préfectoral, le concessionnaire obligé de subir l'investison, faisons-le remarquer, demeure toujours propriétaire du massif : il lui est seulement interdit d'y toucher. Et cela est si vrai que les clauses des cahiers des charges prévoient explicitement que, les circonstances changeant, le préfet pourra autoriser le concessionnaire à prendre partiellement ou même totalement l'investison (1).

2° *Règlement des relations entre concessionnaires de substances superposées et différentes.* — Les clauses K L O du modèle actuel des cahiers des charges de 1882 l'établissent.

Les *clauses K et O* se correspondent et établissent un régime qui revient au même.

L'un et l'autre concessionnaires sont astreints à supporter les travaux que l'un d'eux voudrait faire pour

(1) Aguilhon, t. I, n° 406. — Cuvillier, p. 181.

l'exploitation du gîte qui lui est concédé, à la condition, en cas de contestation, que l'administration ait reconnu l'utilité des travaux controversés. En vertu du pouvoir d'intervention que lui confère l'article 50 de la loi de 1810, le préfet statuera, en cas de pareille contestation, sur le rapport des ingénieurs des mines, les parties entendues.

L'application de ces mesures donnera lieu, s'il y échet, à une indemnité, ajoutent ces clauses, dont à défaut d'entente amiable, fixation est dévolue aux tribunaux, d'après les principes généraux de la loi de 1810.

« Ce système est équitable, dit M. Aguillon (n° 412), et devrait être consacré par la loi. Mais, en l'état, rien ne nous paraît moins établi légalement que ce droit à indemnité. Car les mesures que peut prendre l'administration doivent être considérées comme servitudes légales d'utilité publique, dont le principe est d'être supportées sans entraîner un droit à indemnité... Invoquerait-on le principe de l'enclave et du droit de passage, par assimilation aux articles 682 et suivants du Code civil, en ajoutant qu'en vertu du principe des compétences respectives, en matière de mines, de l'administration et de l'autorité judiciaire, c'est à la première à prescrire des mesures techniques pour l'exécution des travaux et à la seconde à régler l'indemnité qui peut en être la conséquence. Ici encore nous avons un système excellent conforme à l'équité, aux principes généraux, mais qui a un défaut grave en droit, c'est de ne s'appuyer sur aucun texte qui le justifierait. Donc, en l'état de la législation, les mesures prescrites par l'administration ne doivent entraîner aucune indemnité. Et le législateur doit aviser. »

En cas de *concessions superposées*, ces mêmes clauses K et O reconnaissent à l'administration, en cas de nécessité seulement, le droit d'accorder, en le réglementant, le passage à un concessionnaire dans les travaux de l'autre, toujours moyennant une indemnité à régler par les tribu-

naux à défaut d'entente amiable (cette indemnité est aussi discutable que dans le cas précédent).

En fait, remarquons qu'une pareille nécessité, strictement entendue comme elle doit l'être, doit rarement se présenter.

La *clause L* du modèle de 1882 crée un régime de faveur pour la concession la plus ancienne en date.

L'administration pourra interdire au propriétaire de la concession la plus récente d'exploiter la partie de ses gîtes où l'extraction serait reconnue offrir un inconvénient pour la mine la plus ancienne, ou ne lui permettre l'exploitation que sous les mesures qui seraient prescrites dans l'intérêt de l'exploitation des deux substances.

Cette clause pourra donc faire perdre, en fait, au deuxième concessionnaire la faculté de disposer d'une partie de sa propriété. Et ce régime de faveur fait au premier concessionnaire ne s'appuie sur aucun texte, remarquons-le, ni sur aucune considération juridique. L'antériorité du titre du premier concessionnaire ne confère pas à celui-ci, en effet, un droit acquis au sens juridique du mot, mais seulement une simple expectative, car il devait savoir que sa concession est soumise à certaines servitudes légales susceptibles de la frapper en cours d'exploitation, notamment en cas d'institution postérieure.

Cette clause est donc bien discutable.

On pourrait lui préférer un système que les raisons de faits justifient dans plusieurs législations étrangères : on donnerait le pas à celui qui atteindrait le premier un point donné du champ commun.

3° *Servitudes réciproques de service ou de passage entre concessions limitrophes.* — La *clause N* du modèle de 1882 s'occupe des cas où il est nécessaire de faire des travaux devant mettre en communication deux mines

pour l'aérage ou l'écoulement des eaux, ouvrir des voies d'aérage, de secours destinées aux services des mines voisines. Et le concessionnaire sera tenu de souffrir l'exécution de ces travaux et d'y participer dans la proportion de son intérêt. Ces ouvrages seront ordonnés par le préfet sur le rapport des ingénieurs des mines, les concessionnaires entendus ; dans le cas d'urgence, les travaux seront entrepris sur la simple réquisition des ingénieurs des mines de la circonscription, conformément à l'article 14 du décret du 3 janvier 1813.

M. Bury (1) a justement relevé combien toutes ces dispositions sont d'une légalité douteuse. « On se demande, dit-il, en vertu de quel droit, de quel texte l'administration s'est donné cette faculté ? »

La critique de ces clauses K L M N O du modèle de 1882, qui constituent le régime créé par l'administration pour régler, partiellement du moins, les relations des concessionnaires de mines superposées ou voisines, nous conduit donc à *deux conclusions* : d'une part, il serait désirable que ces questions délicates fussent bien et dûment tranchées par le législateur ; d'autre part, il convient de n'appliquer ou de n'invoquer ces dispositions controversables qu'avec mesure et circonspection ; car elles pourraient amener de graves difficultés si les intéressés ou les tribunaux judiciaires en contestaient la légalité.

III. — DOMMAGES RÉSULTANT DE L'ÉCOULEMENT DES EAUX

La présence des eaux dans une mine constitue toujours une gêne et souvent un danger, il faut donc trouver le moyen de les évacuer. Or l'exploitation simultanée de

(1) Bury, 2^e édit., n^o 772. — Aguillon, t. I, n^o 415.

mines rapprochées peut produire un double résultat. Il peut arriver d'abord que les travaux exécutés dans l'une des mines, en déplaçant les eaux souterraines, les rejettent, sans que le premier exploitant le veuille, dans la mine du second qui va ainsi se trouver subir un dommage par cela seul que l'autre mine est exploitée. Inversement, il peut arriver aussi que les travaux exécutés dans l'une des mines aient pour résultat d'attirer les eaux en excès dans l'autre qui s'en trouve ainsi délivrée sans frais ni travaux alors que l'autre mine les absorbe et est obligée de les évacuer.

L'article 45 de la loi du 21 avril 1810 prévoit ce double événement : il est ainsi conçu : « Lorsque, par l'effet du voisinage ou pour toute autre cause, les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, à raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité ; lorsque, d'un autre côté, ces mêmes travaux produisent un effet contraire et tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine, il y aura lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre ; le règlement s'en fera par experts. »

La Cour de cassation a *caractérisé* la disposition qui forme l'article 45 en faisant observer « que l'article 45 subordonne le droit à l'indemnité à deux conditions clairement déterminées : il exige, d'une part, qu'un préjudice ait été occasionné et, d'autre part, que les travaux, actuels ou non, de l'exploitation soient la cause de ce préjudice. » (Req. Cass., 18 juin 1883.)

En d'autres termes, en ce qui concerne les dommages par écoulement d'eau — et l'on pourrait ajouter les économies faites dans l'épuisement des eaux — *il suffit de constater un fait*, résultat de l'exploitation présente ou passée d'une des mines, *sans qu'il y ait lieu de se préoccuper d'une faute*. C'est là une disposition toute spéciale, explicitement formulée par la loi.

La Cour de Lyon, le 1^{er} mars 1882, infirmant un jugement du tribunal de Saint-Etienne, du 30 mars 1881, a décidé que l'indemnité prévue par l'article 45 devait être nécessairement évaluée en argent tant pour le préjudice passé que pour le préjudice futur dont l'éventualité était assez certaine pour qu'il donnât immédiatement ouverture à l'octroi d'une indemnité, comme s'il s'agissait d'un préjudice actuel, suivant une doctrine couramment reçue en matière de dommages-intérêts. L'indemnité pour le passé peut être fixée à une somme arrêtée en capital ; pour l'avenir elle peut être réglée sous forme de redevances annuelles, suivant même des bases variables d'après les circonstances des faits.

Au contraire, la Cour de Dijon, infirmant un jugement du tribunal d'Autun, le 21 novembre 1876, après avoir fixé en argent les indemnités dues pour le passé par la mine qui avait souffert de la servitude d'écoulement, règle l'avenir en déterminant la nature et la force de la machine d'épuisement à établir à frais communs et la proportion respective suivant laquelle chacune des mines intéressées devait concourir tant à l'établissement qu'à l'entretien et à la mise en marche de la machine. Ce motif l'a déterminé dans l'adoption de ce mode de règlement : « Qu'il importe à l'intérêt des concessionnaires d'éviter par des règlements d'indemnité juridique, de remettre en question tous les six mois ou tous les ans des bases de répartition qui sont reconnues exactes et équitables et de multiplier sans nécessité des expertises ruineuses. » (Arrêt du 26 juin 1877.)

L'argument porte peu en fait, car un règlement par redevance annuelle, convenablement établi, permet d'éviter de nouvelles expertises. En droit : il soulève de sérieuses objections.

Le tribunal d'Autun a été mieux inspiré en rejetant ce mode de règlement sur cette observation, « qu'aux termes

de la loi du 27 avril 1838 et de l'ordonnance du 23 mai 1841, il appartient au gouvernement, lorsque plusieurs mines situées dans des concessions différentes sont atteintes ou menacées d'une inondation commune, de préciser les travaux, soit pour assécher tout ou partie des mines inondées, soit pour arrêter les progrès de l'inondation ».

Examinons donc ce que prévoit l'article 45 de la loi de 1810 : il prévoit deux hypothèses distinctes : 1° l'envoi des eaux dans une seconde mine par suite des travaux exécutés dans la première ; 2° l'absorption des eaux d'une première mine par suite des travaux exécutés dans une seconde.

Il y a une différence essentielle entre les deux cas, puisque, dans le premier, une mine est délivrée de ses eaux par son propre fait, tandis que, dans le second, elle en est délivrée par le fait même de la mine qui les reçoit.

Nous allons examiner successivement ces deux cas.

Premier cas. — Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine, dit l'article 45, à raison des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité, il y a lieu à une indemnité. C'est ce que l'on appelle l'*indemnité d'exhaure*.

Le caractère équitable de cette indemnité n'est pas contestable. Cette simple constatation sert de point de départ au mode de fixation de l'indemnité ; la mine exhaurée ne doit qu'une chose : la réparation du préjudice qu'elle a causé. Il ne saurait être question d'un bénéfice réalisé par elle. Ce préjudice dont la réparation est due peut comprendre deux éléments : l'augmentation de frais à la charge de la mine inondée, qui est forcée d'extraire une plus grande quantité d'eau, les dommages indirects qui peuvent résulter de l'envahissement des eaux : tels que la

perte de clientèle, l'interruption des travaux, etc. Les tribunaux devront tenir compte de toutes ces considérations, dans la fixation de l'indemnité ; une expertise les guidera au besoin. On ne peut contester à l'exploitant d'une mine, qui cause un dommage à une mine voisine par l'invasion d'eaux, le droit de prévenir ce dommage au moyen de l'épuisement des eaux ; si, aux termes de l'article 45 de la loi de 1810, il ne peut y être contraint d'une manière absolue et indéfinie, il ne saurait être privé de la faculté qui lui appartient comme un attribut essentiel du droit de propriété d'employer tous les moyens nécessaires pour prévenir et faire cesser le dommage.

De plus il n'y a pas lieu de rechercher les causes de la pénétration des eaux, le fait de la pénétration établi, le dommage doit être réparé.

Nous avons vu qu'il n'y avait donc pas à se préoccuper si une faute avait été commise et qu'il suffisait de la simple constatation du fait, résultant de l'exploitation, pour donner lieu à une telle indemnité. Mais cette doctrine n'est pas admise sans aucune contestation. Divers auteurs (1) soutiennent que l'article 45, § 1^{er}, se confond avec l'article 1382 et n'est que la reconnaissance, au profit de la mine, du droit de réclamer à la mine voisine la réparation du préjudice causé par une inondation due à une faute de l'exploitation de la mine.

Une autre opinion considère l'article 45 comme la reproduction de l'article 640, § 3, du Code civil. Il obligerait chaque concessionnaire à ne rien faire qui aggrave la servitude d'écoulement, de retenir, par conséquent, les eaux par lui détournées ou accumulées, d'empêcher que, par leur écoulement sur le fonds voisin, ces eaux ne causent à autrui un dommage, obligation légale

(1) Delebecque, *Traité des mines*, t. II, n° 895. — Dufour, *Lois des mines*, p. 126, n° 1181. — Peyret-Lallier, t. I, n°s 434 à 449.

du voisinage entraînant, en cas d'inexécution, la réparation du préjudice occasionné. Cette interprétation a été donnée par M. Capitant (1). « L'article 45 peut être considéré comme une application de ce principe : le propriétaire de la mine est responsable de tous les dommages que son exploitation, abstraction faite de toute faute, est susceptible de causer aux concessions voisines. »

Or l'article 1382 s'appliquerait et non pas l'article 45 de la loi de 1810, s'il était établi que l'envahissement des eaux est dû à une faute commise dans l'exploitation.

Mais cette doctrine est généralement repoussée et avec raison, comme l'observe M. Delecroix (2), il n'y a pas à rechercher les fautes de chacune des sociétés en présence, à se demander si l'une aurait pu éviter tel travail dangereux, et si l'autre a laissé accumuler des eaux menaçantes. « De pareilles appréciations seraient impossibles, dit-il, et la mesure dans laquelle il faudrait en tenir compte toucherait à l'arbitraire, ou tout au moins à des évaluations trop délicates.. La disposition de l'article 45 exclut toute distinction entre les diverses causes pouvant faire passer les eaux d'une mine dans une autre mine. Il importe peu que les venues d'eau dont se plaint un concessionnaire aient été causées par ses propres travaux. En ces matières spéciales, l'article 1382 est sans application en ce sens qu'il n'y a pas lieu de rechercher, non plus si la mine qui déverse ses eaux dans la concession voisine a commis une faute, ou, au contraire, a exploité suivant les règles de l'art. La faute commise par la mine inondée ne lui enlève pas le droit à une indemnité ; la justification de toute absence de faute de la part de la société qui déverse ses eaux dans la mine voisine, ne suffit

(1) *Revue des mines*, année 1900, p. 194.

(2) Etude de l'article 45 de la loi de 1810, *Revue des mines*, 1892, p. 260 et 264.

pas pour la rendre indemne, et faire tomber l'action en indemnité d'exhaure qui est dirigée contre elle. »

Il résulte encore de ces principes que l'indemnité est due alors même que la cause de pénétration des eaux demeure inconnue ; et alors même que la mine dont les travaux ont occasionné le dommage aurait cessé d'être exploitée (1).

Deuxième cas. — Les travaux d'une mine ont pour résultat d'évacuer les eaux d'une autre mine à laquelle elle procure ainsi un bénéfice. La mine exhaurente a droit à une indemnité pour le service qu'elle se trouve, en fait, avoir rendu à l'autre. Cette indemnité est appelée, souvent, *exhaure d'équité*.

Pour que le droit à cette indemnité soit ouvert, il faut et il suffit : 1^o que l'évacuation résulte bien des travaux miniers ; 2^o qu'un bénéfice soit constaté pour la mine exhaurée ; 3^o que ce bénéfice soit le résultat de l'évacuation des eaux par l'autre mine (2).

Comme la précédente, l'indemnité d'exhaure d'équité est indépendante de toute considération de faute ou même d'intention, elle est due par le seul fait des travaux, qu'ils aient été bien ou mal conduits, d'un côté ou de l'autre. La cause de l'obligation est le bénéfice réalisé par la mine exhaurée. Ce bénéfice sera aussi la limite de l'indemnité : la mine exhaurée ne doit indemniser l'autre que dans la limite de l'avantage qu'elle a réalisé.

L'indemnité reste fixée à ce bénéfice, alors même que l'évacuation a été rendue nécessaire par la faute des concessionnaires de la mine exhaurée. Il résulte de là encore que le fait de produire l'exhaure à une mine voisine bien

(1) Bruxelles, 28 juin 1890, *Revue des mines*, 1892, p. 301. — Féraud-Giraud, t. II, n^o 682.

(2) Delecroix, étude sur l'article 45, *Revue des mines*, 1892, p. 257.

qu'il ne soit pas onéreux pour l'exhaurant, engendre un droit à une indemnité en sa faveur. D'autre part, l'indemnité due par la mine exhaurée ne doit jamais dépasser ce que lui aurait coûté l'épuisement, si elle l'avait fait elle-même. Et pour un même fait, il ne peut pas y avoir cumul de l'indemnité d'exhaure et de l'exhaure d'équité.

L'indemnité de l'article 45 est une charge réelle, ce n'est pas contestable, une créance de la mine exhaurante sur la mine exhaurée, constituant pour celle-là une véritable action réelle, immobilière. Sans doute, elle sera réclamée au concessionnaire actuel, mais ce n'est là qu'un mode de paiement de l'indemnité due, qui n'en altère pas le caractère et la nature.

La jurisprudence belge est unanime sur ces principes (1). De même la Cour de Lyon, 1^{er} mars 1882, et la Cour de cassation, le 18 juin 1883. « Considérant, dit la Cour de Lyon, que la Compagnie de Montieux a le droit de réclamer l'indemnité qui lui est due, tout à la fois à la Société des Houillères, amodiataire de la concession de la Côte-Thiollière, qui a établi elle-même ou par ses auteurs les communications existantes entre cette mine et celle de Montieux, et la Compagnie de Terre-Noire, propriétaire de la concession de Côte-Thiollière ; qu'elle n'a pas à se rendre juge des rapports qui existent entre la compagnie propriétaire et la compagnie amodiataire ; que ces deux compagnies sont débitrices de l'indemnité vis-à-vis d'elle, sinon solidairement, au moins *in solidum*, l'une à défaut de l'autre. »

Correcte est cette doctrine qui met directement en cause, à l'égard des tiers, la responsabilité du propriétaire actuel de la concession, sauf à lui à appeler en garantie, suivant les cas, ses auteurs ou ses amodiataires.

(1) Bury, 2^e édit., n° 767. — Aguillon, n° 401.

IV. — RÉGIME DE LA LOI DU 27 AVRIL 1838

Cette loi, provoquée par la menace d'une inondation des mines de houille du district de Rive-de-Gier, a été rendue, dans sa première partie du moins, pour donner au gouvernement, dans le cas où plusieurs mines, situées dans des concessions différentes, seraient atteintes ou menacées d'une inondation commune de nature à compromettre leur existence, la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les moyens légaux de contraindre les concessionnaires de ces mines à exécuter, en commun et à leurs frais, les travaux nécessaires, soit pour assécher tout ou partie des mines inondées, soit pour arrêter le progrès de l'inondation.

D'après l'article 1^{er}, cette loi ne peut être appliquée que dans ce seul cas. Et encore auparavant l'utilité de l'application de cette mesure doit avoir fait l'objet d'une enquête administrative dont les formes ont été déterminées par *l'ordonnance du 23 mai 1841*.

L'enquête est ordonnée par le ministre des travaux publics. Elle a pour base un dossier constitué par l'ingénieur en chef des mines et visé par le préfet. La durée de l'enquête est de deux mois, et ses résultats sont soumis à une commission qui entend les propriétaires des mines inondées ou menacées d'inondation, les ingénieurs des mines et, généralement, tous ceux qui peuvent lui fournir d'utiles renseignements.

Après cette enquête, le ministre décide quelles sont les mines intéressées qui doivent concourir à l'opération. Et les concessionnaires ainsi désignés se réunissent en assemblée générale à la diligence du préfet pour nommer un syndicat, qui gérera les intérêts communs. Ce syndicat proposera le système et le mode d'exécution et

d'entretien des travaux d'épuisement. Il proposera aussi les bases de répartition de la dépense entre les concessionnaires intéressés, et, après observation de ceux-ci, elles sont fixées par un décret rendu, le Conseil d'Etat entendu. Ces taxes seront recouvrées comme en matière de contributions directes et l'article 6 de la loi édicte une sanction pour assurer leur recouvrement ; après sommation, le défaut de paiement dans le délai de deux mois donne lieu à l'ouverture de la procédure de retrait de la concession.

Nous bornerons à cet exposé notre étude sur la première partie de la loi de 1838, renvoyant pour les détails au texte très clair de la loi. Ajoutons, en terminant, que jusqu'ici il n'en a point été fait d'application.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE

CHAPITRE PREMIER

Législation dans les colonies françaises.

L'article 7 de la loi du 21 avril 1810 définit la propriété des mines perpétuelle et transmissible, c'est absolument la même définition que nous trouvons dans les trois décrets miniers de la Nouvelle-Calédonie, des établissements de l'Inde, de l'Annam, du Tonkin (art. 43) et de Madagascar. L'article 4 du décret du 17 octobre 1896, relatif à l'exploitation des mines en Nouvelle-Calédonie, nous dit en effet : « La propriété de la mine, distincte de la propriété de la surface, constitue une propriété perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme tous les autres biens immeubles... » De même, l'article 12 du décret du 7 novembre 1884, portant réglementation du régime des mines dans les établissements français de l'Inde, nous indique que : « les autres droits de privilèges et hypothèques pourront être acquis sur la propriété de la mine aux termes et en conformité du Code civil comme sur les autres propriétés immobilières ». Comme dans la métropole, la

législation coloniale rattache donc le caractère de perpétuité à la propriété minière, mais elle prévoit aussi certaines causes de retrait ou de déchéance et ces causes de déchéance ne sont pas tout à fait les mêmes ici que dans la législation de la métropole, cette première différence entre les deux législations doit être signalée. Une seconde différence, toujours au point de vue très général où nous nous plaçons ici, mérite encore de l'être : elle résulte de ce que la propriété des métaux précieux n'est pas instituée suivant le même mode et les mêmes formes que la propriété des autres mines et cette différence dans le mode de concession engendre forcément des différences dans la nature du droit de propriété minière.

Ces différences très générales séparant les deux législations de la métropole et des colonies indiquées — et sans nous attarder aux différences sur les points de détail réglés presque spécialement pour chaque colonie, et quant à la réglementation des formalités à suivre en cas de recherches de mines, et quant à l'institution du droit d'exploitation, et quant au régime fiscal propre à chaque colonie, et quant à la surveillance administrative, la compétence des tribunaux, qui sont réglés par des décrets spéciaux — arrivons à l'étude de notre législation coloniale en ce qui concerne le point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire les relations des explorateurs et des exploitants avec les propriétaires de la surface et avec les propriétaires des mines voisines ou superposées.

Mais, auparavant, deux *remarques* à faire : la *première* est que ce que nous dirons à propos des exploitants est applicable, en général, aux explorateurs.

La *seconde* est que notre législation minière métropolitaine est celle de plusieurs de nos colonies. A partir du décret du 5 janvier 1855, en effet, notre législation minière, organisée par la loi du 21 avril 1810, est devenue

celle de l'*Algérie*, aussi bien en ce qui concerne les permis de recherches et les concessions des mines qu'en ce qui concerne leur exploitation. Puis sont applicables en Algérie, comme en France, les règles de la responsabilité de droit commun, devant les juridictions civiles en matière d'accidents, de dommages causés à la propriété superficielle, survenus dans l'exploitation des mines, mais avec cette différence que ces règles de responsabilité ne seront applicables que dans les cas visés par l'article 1382 du Code civil.

En *Tunisie*, le régime légal des mines est, sauf de légères modifications, le même qu'en Algérie et en France. Quant aux cas d'indemnités qui nous intéressent, ils seront soumis à la même réparation qu'en Algérie.

Le décret du 22 avril 1858 a promulgué purement et simplement à la *Guyane*, pour les mines autres que les métaux précieux, la loi du 21 avril 1810. Le régime minier français doit donc s'y appliquer dans toute son intégrité.

1° *Occupation des terrains.* — Dans le décret néo-calédonien, il faut distinguer s'il s'agit des terres du domaine ou de terrains appropriés.

L'exploitant peut occuper gratuitement les terres du domaine. L'article 33 du décret du 17 octobre 1896 s'exprime, en effet, ainsi : « Le concessionnaire pourra occuper gratuitement dans le périmètre de sa concession, mais à titre précaire, les terrains du domaine nécessaire à l'exploitation de la mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement de rigoles, canaux et de toutes voies de communication, ainsi qu'à la plantation des bornes nécessaires pour le bornage des concessions. Le concessionnaire aura un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains du domaine situés dans le périmètre de sa concession. » Mais remarquons-le, il ne jouit là que d'un droit précaire.

Cependant le législateur toujours soucieux d'encourager, dans la mesure du possible, l'exploitation des mines, lui facilite le moyen de donner plus de solidité à ce droit, en lui reconnaissant un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains situés dans le périmètre de sa concession. L'exploitant pourra ainsi devenir propriétaire, sur une grande étendue, de la superficie et du tréfonds de la colonie. Ce système destiné à prévenir les luttes entre exploitants et propriétaires de la surface nous semble cependant présenter certains inconvénients au point de vue de la mise en valeur agricole des terrains ainsi aliénés ; il est d'ailleurs loin de prévoir tout conflit entre mineurs et superficiaires : car, vraisemblablement, les terrains non utilisés pour les dépendances de la mine ne seront pas ordinairement cultivés par le propriétaire de la mine lui-même, il les louera, et dès lors, les conflits entre superficiaires et exploitants de mines seront remplacés par des conflits entre locataires et propriétaires.

Pour faire usage du droit d'occupation que lui confère la loi sur les *terrains privés*, le concessionnaire devra obtenir une autorisation du directeur de l'intérieur ; depuis le décret du 21 mai 1898, ce sera le gouverneur qui la donnera.

Quant à l'indemnité que le concessionnaire devra payer au propriétaire de la surface, elle fait l'objet de dispositions minutieuses de l'article 34 du décret néo-calédonien.

« Si l'occupation, dit-il, doit porter sur des terrains aliénés par le domaine, elle ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le directeur de l'intérieur (le gouverneur aujourd'hui) sur l'avis du commissaire des mines, le comité consultatif entendu, après que le propriétaire aura été mis en demeure de fournir ses observations.

» Le propriétaire du sol aura droit à une indemnité, qui, à défaut d'entente à l'amiable, sera réglée après

expertise par les tribunaux dans les conditions suivantes :

» Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou un explorateur muni d'un permis de recherches, mentionné à l'article 12, ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé. Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, ou si après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol. La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige. Le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

» L'occupation des terrains par le concessionnaire pourra avoir lieu avant le règlement des indemnités précitées, mais après que l'arrêté d'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifié au propriétaire et que la constatation de l'état des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts, nommés l'un par le concessionnaire et l'autre par le propriétaire du sol ou par le juge de paix, sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire de l'avoir indiqué dans la huitaine de la notification qui lui aura été faite par le concessionnaire. »

Cette indemnité n'est donc pas préalable, comme cela semble résulter du deuxième alinéa de l'article 34 : « Le propriétaire du sol aura droit à une indemnité... », mais elle est en général *réglée au double* comme dans la métropole. Si donc l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année ou si après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du con-

cessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol comme le prescrit l'article 44 de la loi du 21 avril 1810. On ne pouvait, en effet, contraindre un propriétaire agricole à supporter d'une manière continue des travaux qui l'empêchent de jouir librement de sa propriété.

Une disposition semblable a été insérée pour l'Annam et le Tonkin dans l'article 59 du décret du 25 février 1897 : « Si des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la mine sont possédés par un tiers, l'exploitant, à défaut d'entente amiable avec celui-ci, pourra occuper temporairement ou définitivement la surface dont l'occupation aura été déclarée nécessaire par le résident, moyennant le paiement d'une indemnité préalable, calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation si celle-ci est définitive ou au double de leur revenu si l'occupation n'est que temporaire. Cette dernière indemnité sera due pour chaque année d'occupation. Toutefois si l'occupation se prolonge au delà de trois années, le propriétaire de la surface aura le droit d'obliger l'exploitant à acquérir ses terrains, au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation. »

De plus l'occupation ne peut avoir lieu qu'après constatation de l'état des lieux, faite conformément à l'article 34 *in fine* du décret néo-calédonien. Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine, l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation de l'administration, tous les travaux de services que nécessite l'exploitation. Il peut également sur ces terrains établir toutes voies de transport telles que sentiers, chemins de charroi, canaux de navigation, etc. L'indemnité en faveur du propriétaire de la surface est fixée par expertise ; le décret néo-calédonien porte dans son article 37 qu'elle sera réglée comme en matière d'exécution de travaux publics. « ... Les indemnités, dit cet article *in fine*, dues en ce cas, pour les terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, soit aux

propriétaires de terrains aliénés, soit à ceux qui les occupent par location ou permission seront réglées comme en matière d'exécution de travaux publics. »

L'article 61 du décret du 25 février 1897, relatif à l'Annam et au Tonkin, donne le même caractère à cette indemnité en disant : « Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine et sous réserve de l'application de l'article 63, l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation du gouverneur général, tous les travaux de secours que nécessiterait son exploitation, en se conformant pour l'occupation aux prescriptions des articles 58 et 59 suivant le cas. Il pourra établir sur ces terrains toutes voies de transport, telles que sentiers, chemins de charroi, chemins de fer, canaux de navigation, en observant les règles concernant les travaux publics. »

De même encore l'article 32 du décret du 20 juillet 1897 concernant Madagascar : « Un arrêté du résident autorisera, de même, après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'article 33, l'occupation temporaire des terrains, situés en dehors de la concession, nécessaires pour l'exécution des travaux de secours, tels que puits et galeries d'aérage, d'épuisement et de sortage, et voies de communication. Ces terrains seront réputés dépendances de la mine. »

Ces dispositions créent une innovation de la législation coloniale destinée à permettre des étendues plus considérables d'exploitations de mines. Dans un projet de loi de 1894 concernant la métropole, nous trouvons une disposition analogue.

Le législateur colonial a énuméré les travaux pour lesquels le propriétaire de mines pouvait prétendre à exercer son droit d'occupation : nous trouvons la liste qu'il en a dressée dans l'article 33 du décret néo-calédonien du 17 octobre 1896 ; à notre avis, cette énumération doit être considérée comme limitative, en étant donnée

la forme. Le législateur n'a pas voulu laisser, comme dans la métropole, la détermination de ces travaux au pouvoir discrétionnaire de l'administration, afin de prévenir, autant que possible, tout conflit. C'est la même idée qui l'a amené à fixer, d'une manière précise, le taux de l'indemnité due par l'exploitant, suivant les différents dommages causés à la surface.

Dans les établissements français de l'Inde, le décret du 7 novembre 1884 reproduit à peu de chose près le régime néo-calédonien. Les articles 37 et 38 du décret du 17 octobre 1896 qui a remanié la législation, reproduisent le régime néo-calédonien.

« Aucun travail de mine, dit l'article 37, ne pourra être poussé par un explorateur ou un concessionnaire, sous des maisons ou lieux d'habitation, sous des rivières ou grands canaux d'irrigation ou sous des voies de communication publiques qu'après déclaration faite au directeur de l'intérieur avec plans à l'appui.

» Si le directeur n'a pas fait d'opposition dans le délai d'un mois, il sera passé outre par le concessionnaire à l'exécution des travaux. Si les propriétaires intéressés le requièrent, les explorateurs ou concessionnaires pourront être astreints à donner caution de payer toutes indemnités, en cas de dommages qui résulteraient des travaux ; les tribunaux ordinaires connaîtront de toutes les questions relatives à la caution, tant pour apprécier si elle est nécessaire, que pour en fixer, s'il y a lieu, la nature et la quotité.

» ART. 38. — Le concessionnaire peut être autorisé par une décision du directeur de l'intérieur, prise après avis du commissaire des mines, et après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper, dans le périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation des minerais et au lavage des combustibles,

à l'établissement des routes ou à celui des chemins de fer ne modifiant pas le relief du sol, à la plantation des bornes destinées à délimiter la concession.

» En aucun cas, il ne pourra être délivré des autorisations pour occupation de terrains dans des enclos murés, cours ou jardins, sans le consentement du propriétaire.

» Le propriétaire du sol sur lequel une autorisation d'occupation aura été accordée, aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, sera réglée, après expertise, par les tribunaux dans les conditions suivantes :

» Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou l'explorateur ne sont que passagers et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an, comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

» Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, ou lorsque, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires peuvent exiger l'acquisition du sol ; la pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige ; le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

» L'occupation du terrain par le concessionnaire pourra avoir lieu avant le règlement des indemnités précitées, mais seulement après que l'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifiée au propriétaire et que la constatation des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par le concessionnaire, l'autre par le propriétaire du sol ou par le juge de paix, sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire d'avoir indiqué à son expert dans la huitaine de la notification qui devra être faite par le concessionnaire. »

Nous avons vu que cette indemnité, due en cas d'occupation, était accordée pour des hypothèses spéciales dont l'énumération était donnée par les décrets, puis qu'elle était fixée selon certaines formalités et réglée comme en matière de travaux publics.

Quel est son taux ? Il faut reconnaître que l'article 44 de la loi du 21 avril 1810 a exercé ici une sérieuse influence : c'est sa reproduction presque littérale que nous retrouvons dans les divers articles des décrets relatifs à la législation minière de chaque colonie. Il suffira de rappeler les termes des articles 32 et 34 du décret néo-calédonien du 17 octobre 1896 pour connaître la détermination de notre indemnité.

L'article 32 déclare : « Les explorateurs ou concessionnaires ne pourront pousser leurs travaux sous des maisons ou lieux d'habitation qu'après en avoir obtenu l'autorisation du directeur de l'intérieur, donné sur l'avis du commissaire des mines, et après que les propriétaires intéressés auront été entendus.

» Les explorateurs ou concessionnaires devront, si les propriétaires intéressés le requièrent, donner caution de payer toutes indemnités en cas de dommages résultant des travaux ; les tribunaux ordinaires connaîtront de ces questions. »

L'article 34 : « Si l'occupation doit porter sur des terrains aliénés par le domaine... le propriétaire du sol aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente à l'amiable, sera réglée, après expertise, par les tribunaux dans les conditions suivantes :

» Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou par un explorateur muni d'un permis de recherches mentionné à l'article 12 ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une *somme double du produit net* du terrain endommagé.

» Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, ou si, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol.

» La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige.

» Le terrain à *acquérir* sera toujours estimé *au double de la valeur* qu'il avait avant l'occupation.

» L'occupation des terrains par le concessionnaire pourra avoir lieu *avant le règlement des indemnités précitées*, mais après que l'arrêté d'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifié au propriétaire et que la constatation de l'état des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts, nommés l'un par le concessionnaire et l'autre par le propriétaire du sol, ou par le juge de paix sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire de l'avoir indiqué dans la huitaine de la notification qui lui aura été faite par le concessionnaire. »

Tout commentaire sur ces textes serait certes inutile, car les prescriptions qu'ils édictent le sont d'une façon on ne peut plus claire. L'article 38 du décret du 17 octobre 1896, concernant les établissements français de l'Inde ; les articles 59 et 61 du décret du 25 février 1897, concernant l'Annam et le Tonkin ; les articles 12 et 33 du décret du 20 juillet 1897, concernant Madagascar, et l'article 29 du décret du 14 août 1896, concernant l'Afrique occidentale française, reproduisent, dans des termes presque identiques, les dispositions des articles 32 et 34 du décret néo-calédonien.

Sauf cependant en ce qui concerne la détermination de l'indemnité due par l'exploitant pour occupation de la surface, les législations minières du Tonkin et de Mada-

gascar reproduisent les principes consacrés par le régime métropolitain et le régime néo-calédonien. En effet, l'article 59 du décret du 25 février 1897 ne reproduit la disposition du décret néo-calédonien pour l'acquisition forcée du sol, que pour l'exploitant seul : « Si l'occupation se prolonge au delà de trois années, le propriétaire de la surface aura le droit d'obliger l'*exploitant* à acquérir ces terrains au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation. » Ce texte ne parle pas de l'explorateur comme l'article 34 du décret du 17 octobre 1896. Cette différence entre les deux régimes miniers se comprend très bien : dans l'Annam et le Tonkin, le même explorateur ne peut exercer des recherches sur un même terrain que pendant trois ans (art. 15) ; au contraire, en Nouvelle-Calédonie, le permis de recherches est indéfiniment renouvelable, et sous le nom de permis de recherches se font souvent de véritables exploitations ; dans ces conditions, les travaux de l'explorateur devaient être soumis aux mêmes règles que les travaux du véritable exploitant.

Nous devons encore, en ce qui concerne ces deux législations, noter une particularité relative au régime foncier en vigueur dans les colonies. On sait qu'avant l'arrivée des Français (1) dans l'Annam, le Tonkin et à Madagascar, il n'existait pas, à proprement parler, de propriété foncière dans ces deux pays. Dès lors, il arrive que beaucoup d'indigènes qui cultivent cependant de père en fils les mêmes terres, ne sont pas propriétaires du sol. Il importait pourtant qu'ils fussent protégés à l'égal de véritables propriétaires, contre le tort que peuvent faire à leurs exploitations agricoles, les travaux des mines. Il serait excessif d'attribuer à ces simples possesseurs, à ces occupants de terre, les droits que l'on considère généralement

(1) De Valroger, p. 204.

comme inhérents au propriétaire du sol ; mais il serait abusif de ne point les indemniser des dégâts que font subir à leurs cultures les prospecteurs et les exploitants de mines. Il faut en conclure que les décrets miniers du Tonkin et de Madagascar, lorsqu'ils parlent des relations du propriétaire de mines avec les propriétaires de la surface, entendent protéger contre l'exploitation des mines non seulement les Européens ou les indigènes dont les propriétés ont été instituées ou régularisées dans ces deux colonies, conformément à des règlements élaborés parallèlement au règlement des mines, mais aussi les indigènes simples possesseurs du sol. C'est, au surplus, ce qui apparaît nettement dans l'article 59 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin), qui « parle des terrains possédés par un tiers » à l'intérieur du périmètre de la mine.

2^o *Domages causés par l'exploitation des mines, par leurs travaux intérieurs.* — En ce qui concerne ces dommages causés par l'exploitation intérieure des mines aux terrains de la surface, la législation coloniale a, en général, suivi le dernier état, que nous avons constaté précédemment, de la jurisprudence dans la métropole, état dont la loi du 27 juillet 1880 s'est inspirée, en disant que ces dommages donneront lieu à une réparation de droit commun. En effet, ces dommages ne donneront lieu qu'à une réparation qui devra être évaluée au simple du préjudice causé ; on obéira donc aux règles du droit commun, alors que les dommages causés par l'occupation ou les travaux extérieurs nécessités par l'exploitation donnaient lieu à une indemnité évaluée au double du préjudice causé.

C'est ainsi que l'article 36 du décret néo-calédonien, du 17 octobre 1896, décide que : « L'explorateur ou le concessionnaire sera tenu à réparer tous autres dommages

(dommages autres que ceux causés par l'occupation) que ses travaux pourraient occasionner à la propriété superficielle. Il ne devra, dans ce cas, qu'une indemnité simple à fixer par les tribunaux après expertise. »

De même l'article 39 du décret du 17 octobre 1896 concernant les établissements français de l'Inde : « Les dispositions de l'article précédent, relatives au mode de calcul de l'indemnité due au cas d'occupation ou d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherches ou d'exploitation.

» La réparation de ces dommages, à laquelle l'explorateur ou le concessionnaire sont tenus, ne donnera lieu qu'à des indemnités représentatives du préjudice subi par le propriétaire. »

L'article 60 du décret du 25 février 1897 sur l'exploitation des mines dans l'Annam et le Tonkin suit encore la même doctrine : « L'exploitant sera tenu de payer une indemnité, déterminée par expertise, pour tous les dommages que ses travaux causeraient aux propriétés ou établissements de la surface. »

De même enfin, l'article 29 du décret du 20 juillet 1897, relatif aux mines de Madagascar : « L'exploitant d'une mine est tenu de réparer les dommages occasionnés à la surface par les travaux de la mine. Le montant de l'indemnité sera fixé par le tribunal compétent, qui statuera d'urgence comme en matière sommaire. »

Cependant l'article 29 du décret du 14 août 1896 régissant l'Afrique occidentale française, le Sénégal, le Soudan et la Guinée française ne suit plus les principes généralement admis et consacre une exception pour la réparation de ces dommages. Dans ce décret, cet article 29 seul s'occupe des dommages causés aux terrains superficiels et décide que : « Dans les champs de culture, tout dommage causé par la recherche ou l'exploitation des mines donne lieu à

une indemnité égale au double de sa valeur. » Que les dommages soient donc causés ou par l'occupation ou par l'exploitation intérieure des mines, leur réparation sera la même et sera égale au double de la valeur du préjudice causé. Du reste le décret du 6 juillet 1899 qui est venu reviser celui du 14 août 1896 reproduit la même solution en en précisant les détails d'application. Son article 12 est ainsi conçu : « Tout dommage causé à une propriété immobilière privée ou à des champs en culture par des travaux d'exploration, de recherches ou d'exploitation, donne lieu, de la part de celui qui a exécuté les travaux, en faveur de celui qui a subi le préjudice, à une indemnité d'une valeur double dudit préjudice. L'action en indemnité est portée devant l'administrateur du cercle ou de la circonscription qui en connaît en dernier ressort, si la valeur du litige ne dépasse pas 150 francs, et au delà, à charge d'appel dans les six mois, devant le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue de la région. » Cet article confirme donc notre exception.

3° *De la redevance tréfoncière.* — C'est ici assurément que nous trouvons la différence la plus grave entre la législation coloniale et la législation métropolitaine sur les rapports des propriétaires de la mine et les propriétaires de la surface : elle consiste dans le refus de la redevance tréfoncière en faveur de ces derniers.

La législation coloniale ne reconnaît au propriétaire de la surface aucun droit sur la mine et ne lui attribue par conséquent aucune redevance tréfoncière. Dans la plupart des colonies où s'est développée l'industrie des mines, la propriété foncière n'avait pas le passé qu'elle a en France où à différentes époques elle avait englobé la propriété des mines. En France, le législateur se trouvait assez gêné pour détacher complètement de la propriété superficière,

la propriété minière, et les dispositions de l'article 552 du Code civil devaient encore augmenter son embarras. Mais en Nouvelle-Calédonie, au Tonkin, à Madagascar, quand ont été promulgués les différents décrets miniers, la propriété foncière n'était pour ainsi dire pas encore constituée. C'est d'ailleurs un fait fréquent dans l'histoire de la colonisation moderne, de voir l'activité du peuple colonisateur commencer son œuvre coloniale par l'exploitation des mines avant toute exploitation agricole. La propriété foncière dans ces colonies est le plus souvent issue d'aliénation ou de concessions faites par l'Etat ; rien de plus naturel dès lors que l'Etat les ait consenties avec les restrictions et dans les limites qu'il lui plaisait. Ainsi, d'une part, l'Etat concédait à des colons de vastes espaces à mettre en valeur, mais, d'autre part, dans les décrets miniers coloniaux il spécifiait que la propriété des mines est distincte de cette propriété superficielle ainsi concédée.

Telles sont les véritables raisons de l'absence de redevances tréfoncières dans ces législations minières.

Mais alors les établissements de l'Inde ne constituaient plus des pays neufs quand fut élaborée la législation minière relative à ces colonies ; le sol était au contraire approprié depuis longtemps à l'image de la métropole, la population très dense, l'exigibilité de la redevance tréfoncière réapparaissait, et l'article 9 du décret du 7 novembre 1884 la consacre : « L'acte de concession, dit-il, règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées, nonobstant toutes conventions antérieures qui auraient pu être passées, à cet effet, entre les parties. »

4° *Relations entre exploitants de mines.* — Ce sont les principes de la loi du 21 avril 1810 qui sont entièrement applicables ici. On a seulement donné la forme légale à

certaines clauses figurant le plus ordinairement dans les décrets de concession. Nous voulons parler de la disposition autorisant l'exploitant à se servir de sentiers et chemins de charroi établis par un concessionnaire voisin moyennant une indemnité annuelle. Il en est de même des textes du décret néo-calédonien prescrivant de laisser un massif de protection entre chaque mine. La section IV du titre IV, du décret du 25 février 1897, pour l'Annam et le Tonkin, réglemeute ces relations entre les exploitants de mines voisines et superposées et édicte des prescriptions très complètes et très minutieuses à cet égard. Pour les connaître, il nous suffira de citer les articles 62 à 67. L'article 62 dit en effet : « Il sera laissé, autour du périmètre de chaque mine, un massif intact de roche en place de dix mètres au moins, lequel ne pourra être enlevé ou traversé qu'avec l'autorisation du gouverneur général.

» Tout propriétaire de mine qui, nonobstant cette prescription, poursuivrait les travaux dans une mine voisine, resterait civilement responsable jusqu'après l'expiration de la troisième année qui suivrait la découverte du fait.

» ART. 63. — Il y aura entre les mines voisines une servitude réciproque pour l'établissement de travaux de secours, tels que ceux nécessités par les besoins de l'aérage ou de l'écoulement des eaux ; à défaut d'entente amiable entre les intéressés, il sera statué par le gouverneur général sur la situation et la nature des travaux à exécuter. L'exploitant, au profit duquel seront faits les travaux, devra payer à celui qui subirait un dommage matériel ou qui le ferait bénéficier d'une économie dans l'exploitation, une indemnité fixée par expertise.

» ART. 64. — Si deux mines de catégorie différente se trouvaient superposées l'une à l'autre, à défaut d'entente amiable entre les exploitants pour la conduite de leurs

travaux respectifs, il serait également statué par le gouverneur général, sous réserve de l'indemnité qu'un des exploitants pourrait devoir à l'autre, et qui serait réglée comme à l'article précédent.

» ART. 65. — Tout exploitant de mine sera responsable des dommages que ses travaux causeraient à une mine voisine ou superposée.

» ART. 66. — Tout propriétaire de mine a le droit de se servir des sentiers et chemins de charroi établis par le propriétaire d'une mine voisine dans le périmètre de celle-ci, sauf paiement d'une indemnité pour cet usage.

» ART. 67. — S'il existe entre plusieurs mines voisines des terrains libres qui, par leur contenance et leur forme, ne peuvent, aux termes de l'article 24, faire l'objet d'une institution de propriété, ils ne pourront qu'être ajoutés à celles des mines contiguës dont le propriétaire en fera la demande, en se conformant aux prescriptions de la section II du titre III.

» Si plusieurs propriétaires de mines contiguës à ces terrains libres en revendiquent tout ou partie, pendant l'instruction de cette demande, ces terrains seront partagés entre eux par l'administration, à défaut d'entente amiable, proportionnellement à la surface des mines intéressées. »

Ajoutons que les articles 38 à 42 du décret néo-calédonien, du 17 octobre 1896, reproduisent presque textuellement ces dispositions.

4^o *Obligations envers les explorateurs.* — Conformément à l'article 23 du décret néo-calédonien du 17 octobre 1896 : « Le concessionnaire devra indemniser les explorateurs évincés, en raison de l'inutilité de leurs travaux, compris dans la concession, qui seraient utilisés ou pourraient l'être, ou qui auraient donné des indications utiles pour l'exploitation.

» Il devra, en outre, leur tenir compte des matières extraites dont ils n'auraient pas disposé.

» Ces indemnités seront réglées, après expertise, par le conseil du contentieux administratif. »

Et conformément à l'article 28 du décret du 7 novembre 1884, concernant les établissements français de l'Inde : « Le concessionnaire devra indemniser les explorateurs évincés, pour les travaux desdits explorateurs, compris dans la concession, qui seraient utilisés ou pourraient l'être par lui ou auraient donné des indications utiles pour l'exploitation. Cette indemnité sera évaluée en raison de l'utilité directe ou indirecte que ces travaux pourront avoir pour le concessionnaire au moment de l'institution ou de la concession. Le concessionnaire pourra disposer, moyennant indemnité, des matières extraites par les explorateurs. Toutes ces indemnités seront réglées, après expertise, par le conseil du contentieux administratif. »

Les propriétaires de mines doivent donc, pour leurs travaux de recherches, des indemnités aux explorateurs qui n'ont pas obtenu la concession. Cette disposition n'est, évidemment, applicable qu'en Nouvelle-Calédonie et aux Indes. Elle ne saurait l'être dans l'Annam, le Tonkin et Madagascar, où les recherches de mines ont lieu en « périmètre réservé ».

APPENDICE

OR ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Dans les diverses colonies, où se trouvent des mines d'or et de métaux précieux, une législation spéciale à chacune est intervenue pour réglementer l'exploitation utile de tels gisements.

Pour les cas de règlements d'indemnités que nous avons toujours seules en vue, un décret du 18 mai 1881 est d'abord venu pour la Guyane nous donner des prescriptions spéciales. L'article 35 nous dit en effet : « L'administration conserve la faculté d'établir ou de laisser établir sur les terrains du domaine faisant l'objet d'un permis de recherches ou d'exploitation les routes, chemins, canaux et aqueducs, qui seront jugés nécessaires au service public. Donneront seuls droit à une indemnité les constructions, aménagements et installations dont les emplacements pourraient être nécessaires à l'établissement ou au passage de ces routes, chemins, canaux et aqueducs. »

Le décret du 20 février 1902, pour Madagascar, réglemente avec plus de précision, dans ses articles 25, 26 et 27, les droits qui nous occupent. La propriété de ces mines, y est-il dit, est distincte de celle de la surface. Le titulaire d'un permis de recherches ou d'exploitation a le droit d'occuper librement, dans l'intérieur du périmètre correspondant, les terrains domaniaux nécessaires à ses travaux, d'y abattre les bois, d'y établir des chemins d'accès, des dérivations et des canalisations d'eau. S'il s'agit de propriété privée ou de terrains mis en culture, l'occupation ne peut avoir lieu, à défaut du consentement du propriétaire ou de l'occupant régulier desdits travaux, que moyennant une autorisation donnée, s'il y échet, par le chef de la province, après que les intéressés auront été entendus. Le permissionnaire peut, en outre, occuper en dehors de son périmètre, dans les conditions définies aux deux paragraphes qui précèdent, les terrains destinés à l'établissement des chemins d'accès, de dérivations et de canalisations d'eaux. Les travaux ainsi autorisés donneront lieu au paiement, par le permissionnaire, d'une indemnité réglée ainsi qu'il suit :

Si les travaux entrepris ne sont que temporaires et si le

sol où ils ont eu lieu peut être utilisé au bout d'un an, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé. Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année ou lorsque, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne peuvent plus être utilisés comme auparavant, le propriétaire peut exiger l'acquisition du sol. Le terrain à acquérir ainsi sera, dans tous les cas, estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation. En terrain domanial, les taxes concernant le droit de passage, le droit d'eau, l'abatage des bois et l'occupation des terrains seront fixés, s'il y a lieu, par le gouverneur général sur les propositions des chefs de service des domaines et des eaux et forêts.

Les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires ou occupants du sol seront déferées aux tribunaux civils.

CONCLUSION

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte au cours de cette étude, le législateur colonial a peu à peu abandonné le système de la métropole. Il a suivi en cela le courant d'idées qui se manifeste actuellement en France relativement à la loi de 1810. Le législateur colonial, en effet, a commencé, en 1858, par appliquer purement et simplement la loi de 1810 en Guyane; dès 1881, toutefois, il ajoutait certaines dispositions spéciales à cette législation pour l'exploitation des gisements aurifères. Lorsqu'en 1883, il a eu à réglementer l'exploitation des mines en Nouvelle-Calédonie, il consacrait bien encore le principe de 1810, mais il lui faisait déjà subir certaines modifications telles que l'attribution d'une partie de la mine comme prime à l'inventeur. Dans le régime minier de l'Annam et

du Tonkin, le législateur de 1888 consacrait pleinement le système de la mine à l'inventeur ; et il adoptait le système de la prise de possession pour les métaux précieux à Madagascar en 1896, qu'il abandonnait cependant quand il se trouvait en face des régions de l'Afrique occidentale française. Dans ces pays, en effet, le gouvernement voulut se réserver un pouvoir discrétionnaire pour l'autorisation de recherches de mines et pour l'attribution de la propriété minière. Le système de la mine à l'inventeur ne lui convenait dès lors plus. Dans cette dernière législation, les recherches sont subordonnées à la délivrance du permis de recherches et l'exploitation ne peut découler que de permis temporaires d'exploitation.

Remarquons enfin que ce régime a la faveur des derniers temps, et la preuve en est dans l'application de ce système dans le décret du 11 décembre 1897, concernant la Guinée française.

En face de toutes ces lois ou de tous ces décrets particuliers à chaque colonie, une première question nous arrête : doit-on désirer une législation unique pour toutes nos colonies ? Ne serait-il pas préférable que toutes nos colonies fussent soumises à notre régime de la métropole ? A notre avis, nous ne le croyons pas. En effet, trop de points distinguent le régime d'une de nos colonies de celui de la loi de 1810, et le principal est certainement la différence du taux des redevances qui seront dues. Puis, dans certaines régions, devra exister la distinction entre les régimes qui devront s'appliquer, et en cas de mines proprement dites, et en cas de gisements de métaux précieux, de telle sorte que la réglementation minière devra varier suivant les longitudes et les latitudes, en un mot s'adapter aux milieux pour lesquels elle sera édictée. Enfin, une dernière considération d'un ordre tout spécial proclame, à notre avis, le besoin d'une législation coloniale différente de

celle de la métropole : la mise en valeur de notre domaine colonial ne fait, en effet, que traverser sa première phase, et, avant tout, la législation doit être une législation très large, permettant à tous les efforts de se développer sans contrainte, en un mot une législation d'encouragement.

CHAPITRE II.

Législations étrangères.

I. — DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR LES TRAVAUX DE RECHERCHES, L'OCCUPATION

Nous n'étudierons pas en détail ce qui concerne, à proprement parler, la recherche des mines, comment se demande, s'obtient ou se prend ce droit, qu'il soit exercé par le propriétaire du sol ou par un tiers, avec ou sans l'autorisation du gouvernement, sur des terres de domaine public ou de propriété privée. Nous n'étudierons pas en détail les mesures préventives ou de garantie qui sont plus ou moins édictées, plus ou moins prévues par les divers pays que nous aurons l'occasion de citer et où elles offrent plus ou moins d'intérêt, d'utilité. Ce que nous nous attachons plutôt à faire ressortir, dans ce premier paragraphe de notre étude des législations étrangères, c'est le taux des indemnités et les indemnités elles-mêmes que ces diverses législations fixent et accordent aux propriétaires de la surface recouvrant la mine, soit pour les dommages que les travaux de recherches ont causés à leurs terrains, soit pour les dommages qui peuvent résulter de leur

occupation, et pour cette occupation elle-même. Cela nous permettra de voir ce en quoi ces indemnités et leur taux diffèrent de celles que la loi de 1810 a fixées et quel système peut être préféré à l'autre.

La nature d'un pays, les mœurs et coutumes de ses habitants, le mode de culture et d'exploitation du sol, son mode d'appropriation ont fait que les attributions de la propriété de la mine et les garanties qui doivent l'entourer quant à la protection des droits du propriétaire du sol varient de façon très sensible suivant les différentes régions du globe. C'est, du reste, ce qui a créé les divers systèmes sous lesquels on a cru pouvoir sérier ces divergences dans l'attribution de la propriété de la mine. Ainsi, dans le système dit de l'accession où le propriétaire du sol est propriétaire de la mine, en vertu de l'adage *accessorium sequitur principale*, rentrent les législations russe et anglo-américaine. Dans le système dit de l'occupation, où la mine est au contraire *res nullius* et appartient au premier occupant, rentrent plusieurs législations. Le système de la domanialité, où les mines sont à l'Etat, a été appliqué par presque toutes les législations anciennes (nous avons vu dans quelle mesure l'ancienne législation française avait usé de ce système) et aujourd'hui encore par celle de la Prusse. Avec le système des concessions régaliennes, enfin (ainsi que cela existe en Belgique, en Turquie, en Grèce, en Hollande), lorsque la mine est découverte, l'Etat en attribue la propriété, par voie de concession, à celui qu'il croit le plus capable de tirer le meilleur parti des produits de la mine. En France, le mode employé est un peu composite et emprunte différents principes à chacun des systèmes précédents, mais on se rapproche davantage, dans l'ensemble, du dernier des systèmes que nous venons d'énumérer.

Suivons donc cette classification.

Accession. — En premier lieu en *Angleterre*, et dans les colonies anglaises, qui sont régies par la *common law*, les mines sont soumises au régime de l'accession; la propriété du tréfonds n'est donc pas séparée de celle de la surface; on est propriétaire du dessus et du dessous; dans ce cas, il ne peut y avoir lieu à aucune indemnité si le propriétaire du sol exploite lui-même la mine. Mais il peut souscrire à un tiers le droit d'exploiter et alors deux indemnités seront à considérer, d'après la loi anglaise, d'abord une redevance fixe et annuelle, puis une seconde, dite *royalty*, proportionnée au nombre de tonnes extraites. De plus, en principe, le propriétaire de la mine a le droit d'établir à la surface les choses nécessaires à son exploitation sous réserve, le cas échéant, de la réparation des dommages qui peuvent en résulter pour le propriétaire superficiaire. Ceci résulte de nombreuses lois fondues en une seule, la loi du 16 septembre 1887. (*Revue de législation des mines*, 1888, p. 320.)

Le droit minier *russe* assez spécial a pour principe fondamental le système de l'accession. Si la mine est découverte sous une propriété privée, le propriétaire seul a le droit de l'exploiter. Si elle se trouve sous des terres de la Couronne, trois manières de faire peuvent alors être employées : ou le droit d'exploiter s'acquiert par découverte, ou la Couronne agit comme propriétaire privé, ou si ces terres sont affectées à des usines privées, la mine appartiendra à ces usines. Les relations avec la surface, en ce qui concerne les occupations de terrains, y ont donc peu d'intérêt. De plus, au cas où les terres sont occupées par des paysans, des communautés ou des clans de Cosaques, on doit les indemniser des terrains dont on les prive et, en général, ce sera en leur attribuant d'autres terrains pris sur les domaines de la Couronne. Toutes ces réglementations sont renfermées dans le Code minier russe. (*Revue de la législation des mines*, 1896, p. 65.)

Occupation. — En *Autriche* (loi du 23 mai 1854, complétée par l'ordonnance du 25 septembre 1854 et les lois des 28 avril 1862, 25 juillet 1871 et 3 mai 1896. *Annales de législation étrangère*, 1897, p. 252), la propriété de la mine s'acquiert à la priorité de la demande, sous la condition que la substance, objet de la demande, ait été, dans le champ sollicité, suffisamment reconnue dans son gisement naturel pour pouvoir être réputée exploitable. La mine appartient donc, en principe, à la personne qui a, la première, sollicité la concession, en prouvant l'existence de la mine et la possibilité de l'exploiter. Mais alors l'explorateur doit simplement acheter au propriétaire du sol la portion de terrain nécessaire à ses fouilles et donner caution pour les dommages éventuels.

En *Italie*, où il n'y a pas de législation générale, en ce qui concerne le *Piémont*, la loi du 20 novembre 1859 (Aguillon, *Législation minière étrangère*, p. 413) ne reconnaît aucun droit au propriétaire du sol sur le tréfonds, mais lui donne cependant le droit d'être indemnisé des dommages que les travaux de recherches peuvent occasionner à la surface, et si on lui assure les moyens d'être indemnisé, en lui octroyant la faculté de la caution, il ne lui est attribué aucune indemnité comme représentation d'un droit quelconque à la mine.

La loi du 18 novembre 1874 contient la législation minière du *Chili*, elle sépare très nettement la mine et la propriété de la surface, d'où l'exploitant n'a aucune redevance tréfoncière à payer au propriétaire du sol. De plus, l'exploitant a le droit d'occuper à la surface tous les terrains nécessaires à l'exploitation, y compris ceux nécessaires à l'établissement des voies de communication reliant la mine aux voies publiques et ce, en payant simplement le préjudice que cette servitude d'occupation entraîne pour les propriétés superficielles (art. 6, § 1^{er} de la loi de 1874) : c'est une servitude active que la loi confère

ainsi à l'exploitant et non un droit d'achat ou d'expropriation qu'elle lui attribue.

Le *Mexique*, à l'article 30 du Code des mines, du 22 novembre 1884, et à l'article 15 de la loi du 2 juin 1892 (*Annales de législation étrangère*, 1885, p. 822, et 1894, p. 926),^r accorde « les concessions au premier sollicitant, hors le cas où un explorateur aura découvert un gisement » ; l'article 10 de cette dernière loi déclare d'utilité publique « les travaux exigés pour l'exploitation et l'approvisionnement des mines et placers », si bien que l'on pourra, en conséquence et faute d'entente préalable, procéder à l'expropriation forcée des terrains nécessaires. Et l'article 11 prévoit encore le cas de non-entente amiable de l'explorateur et du propriétaire du sol, en faisant fixer les indemnités dues à l'aide d'expertise.

Domanialité. — Les mines sont à l'Etat qui les concède.

L'*Allemagne* n'a pas, sur cette matière comme sur beaucoup d'autres, de législation applicable à tout l'empire. Sauf une ordonnance de 1898, concernant l'Afrique orientale allemande, chaque Etat a conservé sa législation propre.

Cependant, en notre matière, la loi, si souvent modifiée, du 24 juin 1865, édictée pour la Prusse, contient l'esprit de la plupart des autres lois allemandes et a été adoptée même par la plupart d'entre elles, tels que l'Alsace-Lorraine, le Hanovre, le Wurtemberg, le Schleswig-Holstein, la Bavière, le Brunswick, la Saxe, etc. (V. Gouse, note, *Annales de législation étrangère*, 1873, p. 571.)

La propriété minière ou le droit d'exploiter une substance minière dans un certain périmètre est acquise par voie de préférence, à l'inventeur ; à défaut elle est acquise par ordre de priorité de la demande, *Muthung* (art. 1^{er}

à 6). Mais les propriétaires de la surface n'ont pas droit à une redevance fixe et annuelle à raison de l'exploitation, puisque les mines sont à l'Etat. Ce n'est que si la concession occupe des terrains à la surface qu'il est dû au propriétaire une indemnité équivalente au préjudice causé (art. 135 et suiv).

Dans la *République Argentine*, d'après le code minier, du 25 novembre 1886 (*Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 971), les mines appartiennent à la nation ou aux provinces suivant leur situation ; leur propriété est susceptible de concession ; elle est distincte de celle du sol, qui, lui, est assujetti au tréfonds. Et l'exploitant peut même exiger la cession des terrains qui lui sont nécessaires, pourvu qu'il les paie ou donne une caution suffisante.

L'*Espagne*, au point de vue historique, au point de vue de l'importance des exploitations qui y ont été soumises, a un droit minier qui présente le plus grand intérêt. Sa législation minière qui prend son origine en 1387 est actuellement écrite dans un décret du 27 décembre 1868. Les mines appartiennent à l'Etat qui les concède en tenant compte de la priorité de la demande. L'exploitant paie des redevances à l'Etat, mais ne doit aucune redevance tréfoncière au propriétaire superficiaire. Rien n'est intervenu, rien ne limite la liberté absolue de l'exploitant, qui ne dépend que des tribunaux de droit commun. Et, en cas de dommages, le propriétaire de la surface n'a que son recours de droit commun aux tribunaux. L'article 22 du décret de 1868 prévoyait que l'exploitation des mines pourrait être soumise à des règles de police et cela seulement. C'est certainement dans cette législation que s'étalent le plus manifestement les principes généraux du système de la domanialité.

Les colonies espagnoles appliquent, aujourd'hui encore, la législation métropolitaine.

Deux cantons de la *Suisse*, celui de *Fribourg*, avec la loi du 4 octobre 1850 et celui de *Berne*, avec celle du 17 mars 1853, donnent la propriété des mines à l'Etat, qui exploitera lui-même ou cédera son droit. Et, d'après l'article 15 de la loi de 1850, les propriétaires du sol sous les terrains desquels on exploite ont droit à une indemnité annuelle, fixée par les tribunaux et proportionnée aux produits de l'exploitation. L'article 34 de la loi de 1853 reconnaît le même droit au propriétaire superficiaire, comme mesure transactionnelle. En ce qui concerne les occupations de terrains nécessaires à l'exploitation, les deux lois, la première dans son article 27, la seconde, dans son article 22, laissent opter entre une indemnité annuelle ou un achat, comme en France; seulement l'indemnité ou l'achat, en ces cas, se régleront toujours à la simple valeur.

Enfin le *Japon*, dans la loi de 1873, reconnaît au gouvernement la propriété de toutes les substances minérales et l'article 22 fixe très largement pour l'exploitant le droit d'occuper les terrains de la surface nécessaires aux besoins de son exploitation. L'article 17 nous indique le principe d'une réparation équivalente au préjudice.

Concessions régaliennes. — Par ce système, l'Etat, lorsqu'une mine est découverte, en attribue la propriété, par voie de concession. Comme nous l'avons indiqué précédemment, c'est de ce système que se rapprochent le plus les prescriptions de notre législation minière. Plusieurs pays ont adopté dans leurs lois, avec des modifications nulles ou à peine sensibles, les divers articles de notre loi du 21 avril 1810, et ont fait leur propre régime minier. Parmi ceux-ci, nous citerons, en particulier, la *Belgique* qui a adopté telle quelle notre loi de 1810 et suit la jurisprudence qui en découle, de concert avec nos Parlements. De même le *Luxembourg* qui n'a modifié que notre

article 11 dans sa loi du 10 mai 1898 (*Annales de législation étrangère*, 1898, p. 497).

« Désormais, y est-il dit, aucune permission de recherches et aucune concession de mines ne peuvent, sans le consentement du propriétaire de la surface, donner le droit de faire des sondages, d'ouvrir des puits ou galeries, d'établir des machines, ateliers ou magasins, dans les habitations ou les bâtiments d'exploitation agricole ou industrielle ou les enclos y attenants. Aucun puits ou galerie ne peut être ouvert dans un rayon de cinquante mètres des habitations et des terrains clos de murs y attenants, sans la permission des propriétaires de ces bâtiments... »

Enfin la législation de la Grèce, par plusieurs lois des 22 août, 3 septembre 1861, 8 mai 1867, 29 janvier 1877, 26 mai 1882 (*Annales de législation étrangère*, 1883, p. 965), a suivi pas à pas la loi du 21 avril 1810 et la plupart des articles de notre loi ont passé textuellement dans la loi grecque et dans le même ordre.

Ces trois législations soumettent donc l'exploitant de la mine, en ce qui est de l'occupation du sol et des indemnités qui peuvent en découler en faveur de son propriétaire, au régime de la double valeur consacré par notre loi.

La principauté de Lucques (l'Italie n'ayant pas une législation unique pour les différents Etats qui la composent), quoique ne suivant pas pied à pied le système français dans la loi du 3 mai 1847, maintient l'acquisition des terrains à la double valeur, avec droit d'option en faveur du propriétaire surperficiaire. De même le canton suisse du Valais, par la loi du 21 novembre 1856, suit encore d'une façon générale notre loi française, mais avec une disposition nouvelle et restrictive de la portée de nos principes : son article 38 est ainsi conçu : « ...Cependant, en cas d'occupation de terrain, le propriétaire peut opter, comme en France, entre une indemnité annuelle

au double ou la vente non au double, mais seulement avec plus-value d'un tiers... »

Cette idée d'indemnité à la simple valeur, avec une plus-value fixée arbitrairement, se trouve encore dans deux lois : ainsi le canton suisse de *Neuchâtel*, à l'article 9 de la loi du 19 juin 1867, déclare que l'indemnité due dans les cas qui nous occupent ne sera augmentée que de 50 pour 100 de sa valeur.

De même les provinces italiennes de *Modène* et *Reggio*, par l'article 51 de la loi napoléonienne, du 9 août 1808, édictent que : « Les explorateurs et les concessionnaires ont le droit d'occuper tous les terrains de surface qui leur sont nécessaires en indemnisant au préalable les propriétaires à la simple valeur du dommage causé ou du terrain occupé avec augmentation d'un sixième de ladite valeur. »

De nombreuses législations ont consacré le principe de l'indemnité au simple.

En *Norvège*, la loi du 14 juillet 1842, modifiée partiellement par divers décrets, déclare que l'exploitant a le droit, en indemnisant à la simple valeur les propriétaires du sol intéressé, d'occuper les terrains nécessaires à son exploitation.

Le *Portugal*, dont la loi essentielle en notre matière est la loi du 31 décembre 1852, considère que les concessionnaires ont le droit d'occuper, à titre définitif, tous les terrains nécessaires à l'exploitation. A défaut d'entente amiable, on appliquera les règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 39, loi de 1852) et les concessionnaires peuvent d'ailleurs, en dehors de l'expropriation, occuper temporairement les terrains qui leur sont nécessaires, en donnant une caution suffisante à réparer tout préjudice éventuel.

Les lois suisses des cantons de *Vaud*, dont l'article 4 de la loi du 13 février 1800 ne donne au propriétaire du

sol droit qu'à une indemnité préalable de tous les préjudices que l'exploitation de la mine peut lui occasionner, et de *Zurich* l'adoptent d'une façon très nette, le paragraphe 686, de la loi du 18 décembre 1805, régissant ce dernier canton, étant ainsi conçu : « Le propriétaire du sol, dans le fonds duquel a lieu l'exploitation, doit être entièrement indemnisé de tous les préjudices qui résultent des travaux, comme aussi de ce qu'il est nécessaire de céder à l'exploitant dans l'intérêt de son entreprise. »

Quant au *Venezuela*, les lois du 30 juin 1891 (*Revue de législation des mines*, 1892, p. 193) et du 15 novembre 1883 font de la mine une propriété immobilière, distincte de celle de la surface, mais soumise, en principe, aux règles de la propriété immobilière ordinaire (art. 10, 26, 54 à 57 de la loi de 1883).

D'autres régimes, comme le régime *Parmesan*, réglé par la loi du 21 juin 1852, n'admettent, pour le propriétaire du sol, droit qu'à la simple restitution du revenu dont il se trouve privé par l'occupation, et à la réparation des dommages qui peuvent en résulter.

La *Roumanie* (art. 52, loi du 20 avril 1895) (*Annales de législation étrangère*, 1895, p. 751) décide que l'explorateur est tenu de payer au propriétaire superficiaire un simple droit de fermage pour les portions de terrain occupées.

La loi du 16 mai 1884 régissant, en *Suède*, le domaine minier, édicte, dans ses articles 11 et 12, que l'explorateur doit indemniser le propriétaire du sol des dommages résultant de l'occupation des terrains et qu'il doit fournir caution pour leur paiement dans son article 13, paragraphe 2. De plus, d'après les articles 31 et 35, l'exploitant peut occuper, moyennant indemnité et, après délimitation administrative contradictoire, les terrains nécessaires à son exploitation.

Enfin, le canton suisse de *Genève*, dont la loi du

13 mai 1839 forme un type isolé dans la législation minière, donne une solution assez intéressante à la question en déclarant, article 8 de la loi de 1839 : « L'indemnité due au propriétaire du sol exproprié doit être proportionnée au produit net de l'exploitation et (article 9) peut consister en une redevance annuelle durant l'exploitation... »

II. — DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR LES TRAVAUX INTÉRIEURS DES MINES

L'indemnité accordée en réparation des dommages de ce genre, causés à la surface par les travaux d'exploitation proprement dits des mines, est fixée, par la jurisprudence de certains Etats, d'après les mêmes fondements qui permettent de l'établir chez nous, puisque leur législation s'est inspirée de la nôtre ou n'en a été que l'adoption. La *Belgique*, le *Luxembourg* et la *Grèce* rentrent, en effet, dans ce cas ; leur jurisprudence a suivi la nôtre, et, quant à la Belgique, non seulement sa jurisprudence a suivi l'évolution de la nôtre au cours du dix-neuvième siècle, mais aussi a contribué, dans une large mesure, à cette évolution même.

De plus, bien des législations étrangères qui ont cru devoir régler expressément la question, n'ont pu mieux faire que de consacrer un système fort analogue à l'état de notre droit.

Ainsi consacre d'une façon générale la responsabilité de l'exploitant pour dégradations à la surface la *loi prussienne* du 24 juin 1865, dans son article 148 qui statue en ces termes : « Le propriétaire de la mine est obligé de payer une indemnité complète pour tous les dommages causés à la propriété superficielle ou à ses dépendances par des travaux souterrains, ou faits à la superficie pour

l'exploitation de la mine, sans qu'il y ait à distinguer si l'exploitation a eu lieu sous le fonds endommagé ou non, si le dommage provient ou non de la faute du propriétaire de la mine et s'il pouvait être prévu ou non. » Puis son article 150 porte une double restriction à cette responsabilité bien établie en déclarant que : « Le concessionnaire de la mine n'est pas tenu de payer les dommages causés par l'exploitation de la mine à des bâtiments ou d'autres établissements, lorsque ceux-ci ont été installés à une époque où le danger qui les menaçait, par suite de cette exploitation, ne pouvait pas rester inconnu au possesseur du sol, si celui-ci y portait une attention ordinaire. Lorsque, à cause d'un danger pareil, l'érection de pareils établissements ne peut avoir lieu, le possesseur du sol n'a pas droit à un dédommagement de la moins-value que le terrain subit, s'il ressort des faits que l'intention d'ériger ces établissements n'est manifestée par lui que pour obtenir ce dédommagement. » Par l'article 148, la responsabilité du propriétaire de la mine est donc indéfinie et illimitée. Et la jurisprudence allemande paraît admettre que l'action en indemnité, ainsi accordée au propriétaire superficiaire, est une action exclusivement personnelle au propriétaire du sol contre celui de la mine au moment où le dommage a été reconnu, sans avoir à rechercher l'époque où il remonte et à qui incomberait la responsabilité des travaux, cause du dommage.

L'article 150, en face de cette large responsabilité, est venu apporter un tempéramment commandé par l'équité. L'exploitant n'est alors plus responsable que des dégâts aux bâtiments, lorsque ceux-ci ont été élevés à un moment où le danger qui les menaçait ne pouvait être ignoré du propriétaire superficiaire avec une attention ordinaire. Mais il n'en faudrait pas déduire que l'exploitant acquiert de la sorte gratuitement, à l'encontre du propriétaire superficiaire, une servitude *non ædificandi* :

si l'exploitant n'est plus responsable des dégâts aux bâtiments, il le reste pour le préjudice éventuel subi par le propriétaire qui ne peut plus construire. Ce qui le prouve, c'est le second alinéa de l'article 150 qui exonère l'exploitant de cette responsabilité, s'il résulte des circonstances que le projet de construire n'a été mis en avant qu'en vue de réaliser une indemnité, c'est là une simple application de l'adage : *malitiis non est indulgendum*. (Aguillon, *Législation des mines*, t. III.)

Il est donc facile de voir maintenant que ces textes ne contiennent rien qui ne résulte de notre jurisprudence. La toute dernière disposition implique qu'en principe et comme nous l'avons constaté aussi dans notre droit, le propriétaire superficiaire peut se faire indemniser de la dépréciation actuelle de son terrain devenu impropre à bâtir. Quant au tempérament que la loi prussienne apporte à cette faculté, pour le cas où le projet de construire n'aurait été mis en avant par le propriétaire du sol qu'en vue d'augmenter le montant de son indemnité, il reste également conforme à l'esprit de notre jurisprudence et nous ne doutons pas qu'il ne soit, le cas échéant, et moyennant la preuve assez difficile qu'il suppose, consacré par elle.

Une loi promulguée en *Bavière*, le 20 mars 1869, contient, dans ses articles 151 et 153, des dispositions semblables à celles de la loi prussienne et même presque textuellement reproduites.

Les mêmes dispositions se retrouvent encore dans l'article 130 de la loi du 16 décembre 1873, relative aux mines d'*Alsace-Lorraine*. (*Annales de législation étrangère*, 1874, p. 582.)

Le duché de *Brunswick*, dans la loi du 15 avril 1867, modifiée par la loi du 10 juin 1893 et par celle du 12 juin 1899, le duché de *Hesse* et celui de *Wurtemberg* suivent aussi les mêmes principes.

C'est encore de ces prescriptions de la loi prussienne que paraît avoir été directement inspiré l'article 65 d'un projet présenté par le docteur Enrique Rodriguez pour la *République Argentine*. L'exploitant est tenu, en effet, de réparer tous les dommages qu'il occasionne à la surface, d'après l'article 64, à moins que le propriétaire superficiaire eût pu s'apercevoir, avec une attention ordinaire, de l'imminence du danger qu'allait courir un établissement projeté, d'après l'article 65, auquel cas il ne lui est dû qu'une indemnité de *non ædificandi*.

Enfin, dans la *loi saxonne* du 16 juin 1868, après avoir établi une responsabilité très large, paragraphe 139 (« pour le cas de privation d'eau, par exemple », dit textuellement ce paragraphe); pour le cas des dommages qui nous occupent, la pensée de la loi prussienne se retrouve encore avec une expression qui paraît amplifier quelque peu sa portée pratique : « Le droit à indemnité, dit en effet le paragraphe 140 (du chef de la mine), disparaît, lorsque les travaux souterrains qui ont occasionné le dommage existaient avant les bâtiments et établissements ou les droits lésés, ou lorsque le danger existant pour ces objets, par le fait de l'exploitation des mines, n'a pu rester inconnu de celui qui les a installés ou acquis pour peu qu'il y appliquât une attention ordinaire. » (Texte traduit par M. Ichon, *Annales des mines*, partie administrative, 1870, 6^e série, t. IX.) Ce qui distingue ici la loi saxonne, c'est qu'elle supprime *a priori* le droit à indemnité pour les ouvrages établis postérieurement à l'existence des travaux. Indépendamment même de cette circonstance, son texte indique que la conscience du danger, de la part du propriétaire superficiaire, peut avoir le même résultat. Cela suppose, si l'on veut donner un sens utile à cette seconde partie de l'article, ou des établissements faits en prévision de la marche future de l'exploitation, quoique antérieurement à celle-ci, ou plutôt sans

doute, des reconstructions ou autres travaux de remplacement de certains ouvrages antérieurs, à raison desquels le propriétaire du terrain eût déjà été indemnisé.

Un système assez différent des précédents se rencontre dans la *loi autrichienne* du 23 mai 1854. Cette loi ne dit nulle part explicitement que l'exploitant des mines est tenu de réparer tous les dommages occasionnés à la surface par ses travaux. Mais cependant la jurisprudence l'admet. En outre, le paragraphe 106 déclare dégagée la responsabilité de l'exploitant « à l'égard des édifices, conduites d'eaux, ou autres établissements, faits sans le consentement de l'autorité, dans le périmètre d'une mine et après sa concession », l'autorité minière pouvant et devant, d'après le paragraphe 222, imposer à l'exploitant les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des « édifices, terrains, sources d'eaux minérales, sources d'eaux ordinaires, et autres installations ». Ces dispositions sont en conformité avec l'esprit général de la loi autrichienne assujettissant la surface au tréfonds, comme nous l'avons vu précédemment.

D'après la *loi chilienne* du 18 novembre 1874 (art. 6, § 2), l'exploitant est tenu à réparer sans distinction tous les dommages que l'exploitation peut entraîner pour la surface. De plus l'article 127 statue en ces termes : « Si l'exploitation doit s'étendre sous des habitations ou édifices, l'exploitant peut être tenu à donner caution pour garantir la réparation des dommages dont l'éventualité est possible; toutefois l'exploitant pourra se libérer de la caution en justifiant, à dire d'experts, qu'il a exécuté les travaux propres à éviter tout dommage. »

En *Italie*, la *loi piémontaise*, du 20 novembre 1859, et la loi de la province de *Lucques*, du 3 mai 1847, reconnaissent, et surtout la première dans son article 78, que le concessionnaire est tenu de réparer tous les dommages causés à la surface d'une manière générale et de plus (la première encore dans son article 81) qu'il peut être

tenu de donner caution, au profit du propriétaire superficiaire, en cas de travaux à faire sous des maisons d'habitation ou sous les lieux clos ou dans leur voisinage immédiat.

Les provinces de *Modène* et de *Reggio*, dans leur loi napoléonienne, du 9 août 1808, articles 75 et 76, et le duché de *Parme*, dans sa loi du 21 juin 1852, ne font que constater la responsabilité des concessionnaires pour tous les dommages que l'exploitation de la mine peut occasionner et ce, d'une façon très large.

L'*Afrique orientale allemande*, pour qui cependant une législation fort importante fut élaborée, ne fait encore que constater, d'une manière très large, dans l'ordonnance du 9 octobre 1898, à l'article 60, que l'exploitant est tenu de réparer tout dommage occasionné par l'exploitation de la mine à la propriété foncière (art. 67) ou aux dépendances de celle-ci.

L'article 55 de la *loi roumaine*, du 20 avril 1895, déclare qu'on est tenu de réparer les dommages causés.

La *Suède* (art. 33 de la loi du 16 mai 1884), la *Norvège* (art. 40 de la loi du 14 juillet 1842) déclarent que le propriétaire de la mine indemniserait complètement le propriétaire ou le détenteur du sol pour tout dommage causé à la surface par son exploitation.

L'article 22 du *décret-loi mexicain*, du 22 novembre 1884, fait déterminer par expertise l'indemnité due en réparation des préjudices que l'exploitation peut causer au superficiaire.

Le canton suisse de *Zurich* porte, dans sa loi du 18 décembre 1805, le paragraphe 686 ainsi conçu : « Le propriétaire du sol dans le fonds duquel a lieu l'exploitation doit être indemnisé entièrement de tous les préjudices résultant des travaux... »

Enfin le *Venezuela*, dans l'article 79 de la loi du 30 juin 1891, ne fait qu'indiquer que les concessionnaires

sont tenus d'assurer la solidité du toit de la mine ainsi que des côtés.

Nous souvenant des différents principes sur lesquels on avait essayé d'établir le fondement juridique de la responsabilité du concessionnaire de mines et des controverses qui s'en suivirent, nous constaterons dans trois lois l'exigence d'une faute commise par l'exploitant pour entraîner sa responsabilité.

D'abord l'article 22 de la loi du 17 mars 1853 du canton suisse de *Berne* est ainsi conçu : « Le concessionnaire est tenu de donner caution pour les indemnités qu'il est tenu de payer pour tous dommages résultant de son fait. »

L'article 34 de la loi du 4 octobre 1850 du canton de *Fribourg* est encore plus net : le concessionnaire n'est responsable « que des dommages résultant de sa faute », dit-il.

Enfin l'article 29 de la *loi portugaise*, du 31 décembre 1852, déclare les concessionnaires responsables « de la rigoureuse application des règles de l'art » dans l'exécution de leurs travaux, d'où tenus à réparer tous dommages causés par un manquement à ces règles de l'art, et dans ce cas seulement.

Les deux législations que nous allons maintenant citer, présentent toutes deux un caractère d'exceptionnalité tout spécial. Pour la première, l'*Espagne*, le cas qui nous occupe n'a point été prévu dans le décret-bases du 29 décembre 1868 et alors le propriétaire du sol lésé n'a que son recours aux tribunaux de droit commun.

Quant à la deuxième, le *Japon*, l'article 17 de la loi de 1873 prévoit le principe de la réparation par une indemnité équivalente des dommages causés à la surface, et il est curieux d'y relever que l'exploitant est en outre frappé, en ce cas, d'une amende égale perçue au bénéfice de l'Etat.

Enfin la question d'indemnités que nous étudions ne

peut, en principe, se présenter en ce qui concerne les législations des *Iles Britanniques* et de la *Russie*, puisque le propriétaire du tréfonds l'est aussi généralement de la surface : ces deux législations étant basées nettement sur le principe de l'accession. Cependant, dans le cas où le propriétaire superficiaire aurait souscrit à un tiers le droit d'exploiter son tréfonds, il pourrait évidemment y avoir lieu à indemnité, comme cela a été prévu dans un nouveau projet de loi pour l'Angleterre et on y ajoute que « cette indemnité sera simplement proportionnée au dommage causé, mais aussi aucun lien juridique ne pourra exister entre l'exploitant de la mine et le propriétaire superficiaire de parcelles voisines ».

Avant de quitter cette intéressante matière, essayons d'en résumer les principaux traits et d'en voir l'enseignement que nous en pouvons tirer.

Parmi ces législations, les unes accordent, en cas des dommages dont nous nous occupons, une indemnité double du préjudice ainsi causé, d'autres une indemnité simple avec en plus une proportion toute arbitraire, telle que un demi comme dans le canton suisse de Neuchâtel, un sixième comme dans les provinces italiennes de Modène et de Reggio, d'autres une indemnité absolument simple, d'autres enfin n'accordent aucune indemnité.

Ce désaccord nous montre bien que l'appréciation du préjudice ainsi causé n'est pas encore établie, quant à son *quantum*, en général d'une façon précise par les législateurs. Indiquons alors dès à présent le sentiment que nous désirerions voir entrer dans l'esprit des législateurs préparant la loi nouvelle, devant réformer nos anciens principes.

L'équité ne serait-elle pas mieux respectée? n'obéirait-on pas mieux à ses lois? en posant le principe d'une indemnité simple : tout préjudice quel qu'il soit, exigeant

une réparation, et en admettant le principe d'une indemnité plus complète, sa possibilité tout au moins indiquée dans la loi ; la loi allemande possède certainement le sentiment le plus équitable et répondant le mieux aux *desiderata* de notre matière. Mais non en fixant arbitrairement ce supplément à l'indemnité simple, mais en indiquant seulement d'une façon très nette dans la loi que le juge aura le droit d'outrepasser les limites d'une réparation normale comparativement aux cas ordinaires du droit commun et que cela sera bien. D'après l'appréciation des juges et selon les circonstances sera ainsi fixé ce supplément d'indemnité et non pas d'une manière brutale et arbitraire ainsi que cela arriverait si dans la loi on en fixait le taux. Cela ne semble-t-il pas plus conforme aux principes de l'équité ? mieux respecter les droits des parties et les sauvegarder respectivement d'une manière plus égale ?

III. — MINES VOISINES

Il est curieux de constater que la réparation des dommages ou simplement des empiétements qui peut se soulever entre deux mines contiguës ou superposées, n'a fait l'objet de prescriptions spéciales que dans un très petit nombre de lois, et, au contraire, que d'importantes législations, comme celles de la *Prusse* par exemple, ne s'en sont pas préoccupées, alors, en particulier pour celle-ci, que la législation de l'*Afrique occidentale allemande*, contenue au décret du 9 octobre 1898, a consacré à cette question de nombreux articles. Son article 46, entre autres, donne le droit à l'exploitant d'effectuer des travaux de secours à sa guise « sur un terrain libre. Le même droit peut lui être attribué par l'autorité minière, à l'égard d'un champ d'exploration ou d'exploitation

étrangers, si le travail de secours a pour objet l'évacuation des eaux ou l'aérage, ou une exploitation plus profitable de la mine et que l'exploitation sur le champ étranger ne soit ni troublée ni compromise par ce travail. La personne admise à effectuer le travail de secours doit réparer intégralement le dommage causé par son exécution. »

L'article 49 établit les droits des différents exploitants à l'intérieur d'un même champ : « Si le droit d'extraction des substances minérales appartient à des exploitants différents à l'intérieur des limites d'un même champ, chacun des intéressés a le droit, lors de l'extraction des substances minérales qui lui sont attribuées, d'extraire également celles qui sont dévolues à l'autre intéressé ; toutefois les substances appartenant à l'autre intéressé, qui ont été extraites de la sorte, doivent être livrées à ce dernier sur sa demande, contre remboursement des frais d'abatage et de sortage au jour. »

Le royaume de *Saxe*, dans sa législation, indique que tout dommage doit être réparé entre mines ou voisines ou superposées.

Le *Japon*, dans l'article 21 de sa législation, constate aussi qu'il y a lieu à réparation quand deux mines voisines se sont causé un dommage.

En ce qui concerne ces relations de mine à mine, la caractéristique de la *législation anglaise* est que, en ce cas, on se basera sur les règles des fonds ordinaires. Ainsi la mine inférieure ne peut réclamer aucune indemnité pour les eaux qui découlent de la mine supérieure par le seul effet de la pesanteur. Toutefois l'irresponsabilité de la mine supérieure cesserait si l'aggravation de la servitude provenait d'une exploitation irrégulière.

La *législation espagnole* envisage notre hypothèse (article 24 de sa loi fondamentale sur les mines) ; elle soumet les mines voisines, l'une envers l'autre, à des

servitudes d'aérage et d'écoulements d'eaux et les déclare tenues, réciproquement, à la réparation des dommages qu'elles peuvent s'occasionner l'une à l'autre.

La *loi vénézuélienne*, du 30 juin 1891, dans son article 11, n'envisage que le cas d'empiétement : « Si, en cours d'exploitation, un concessionnaire empiète sur une concession voisine, il devra s'arrêter dès qu'il s'en sera aperçu ou qu'il aura reçu les réclamations du voisin. Si l'empiétement a eu lieu de bonne foi, on partagera par moitié, entre lui et le voisin, la valeur des minerais extraits. Si l'empiétement a eu lieu de mauvaise foi, non seulement il perdra son droit à la moitié de la valeur des minéraux extraits, mais encore il devra tenir compte du double de cette valeur ; c'est au voisin qui allègue cette mauvaise foi à en justifier en justice. »

Le *code chilien*, du 18 novembre 1874, réglemente de façon très précise les rapports des mines entre elles. Les mines voisines y sont assujetties, les unes envers les autres, à des servitudes qui astreignent l'une au profit de l'autre à faciliter l'aérage ou l'écoulement naturel des eaux, moyennant réparation préalable, à dire d'experts, du préjudice qui peut incomber de ce chef à la mine assujettie. Puis tout exploitant est déclaré responsable par l'article 128 des dommages que l'exploitation de sa mine entraîne à un titre quelconque pour la mine voisine. Au cas de travaux à exécuter dans la mine voisine dans les conditions sus-énoncées, dit ensuite l'article 137, il peut même être tenu de donner caution pour la réparation des préjudices éventuels. Et la législation de la *République Argentine* suit, dans son article 263, la solution suivante, très spéciale, du code chilien : un exploitant arrivant, suivant la pente, à la limite de son champ, avant l'exploitant voisin, peut continuer à exploiter dans le champ de celui-ci à la seule condition de l'aviser au préalable. Les travaux qui se poursuivront jusqu'à ce

que ceux du voisin aient été atteints se continuent à frais communs et leurs produits se partagent également.

Au *Mexique*, l'article 12 du code des mines de 1884, édicte de nombreuses prescriptions : « Les propriétés minières et celles auxquelles elles confinent jouiront et souffriront, suivant les cas, des servitudes légales de passage, aqueduc, épuisement ou ventilation. Des indemnités correspondantes seront dues. La servitude légale de dessèchement consiste, et dans l'obligation à tout propriétaire de concession d'indemniser le propriétaire d'une concession voisine pour tous les dommages et préjudices qu'il pourrait lui occasionner soit en ne maintenant pas le dessèchement des travaux, soit en ne le maintenant pas d'une façon suffisante pour empêcher l'affluement des eaux d'une concession dans une autre, et dans l'obligation incombant à tout propriétaire de concession de permettre l'établissement sur cette concession de tuyaux ou galeries d'épuisement.

» Tous les propriétaires qui bénéficieront du dessèchement demeureront tenus d'une indemnité proportionnelle à l'avantage qu'ils en auront retiré.

» La servitude légale de ventilation consiste dans l'obligation qui incombe au propriétaire de concession de permettre aux propriétaires de concessions voisines, la communication avec ses travaux intérieurs afin d'établir la ventilation.

» Le service de ventilation ne donnera pas au concessionnaire, sur la concession duquel est établie la ventilation, le droit d'exiger une indemnité des propriétaires des autres travaux ventilés. Mais tous les frais, occasionnés par les travaux destinés à établir la ventilation, et les frais ultérieurs de conservation de ces travaux demeureront à la charge de ceux qui auront sollicité l'établissement de la servitude. »

Les articles 115, 116 et 117 décident que l'indemnité

due à celui qui, par ses travaux, facilite ou diminue les frais d'épuisement, etc., se calculera à raison des bénéfices que cette situation procure. Pour l'aérage, au contraire, aucune indemnité.

Enfin, l'*Autriche* possède une des lois les mieux faites sur la question. Elle pose d'abord le principe de servitudes réciproques entre les mines, et le principe d'une indemnité appropriée en faveur de la mine asservie. Puis, aux termes du paragraphe 196, en tous cas l'exploitant de la mine dominante est responsable de tous les dommages que la servitude peut entraîner pour la mine asservie. Enfin il résulte de la loi que tous ces droits constituent des servitudes au sens juridique du mot et sont, à ce titre, transcrites comme charges réelles tant pour la mine asservie que pour la mine dominante.

CONCLUSION

La loi du 21 avril 1810 pèche par bien des points : la preuve indiscutable s'en trouve dans ces variations qu'a subies la jurisprudence et cette incertitude qui a fait osciller cette dernière au cours du siècle précédent. Celle-ci a dû, en effet, régler bien des questions ou mal, ou insuffisamment résolues dans cette loi cependant fondamentale et ses tendances ont forcé le législateur à intervenir pour édicter la loi du 27 juillet 1880, modifiant l'article 43 de la loi de 1810.

Dans sa nouvelle rédaction, ce texte, pour les dommages causés par les travaux d'exploitation, renvoie au droit commun. Mais, déjà bien avant 1880, on s'était préoccupé de remédier aux faiblesses de notre loi fondamentale : sous les gouvernements de juillet, en 1832 ; en 1847 ; sous la seconde république, en 1848 ; sous le second empire, en 1860 ; en 1875, avec le rapport de M. de Marcère, déposé le 15 avril ; en 1877, avec le rapport de MM. Paris et Caillaux, proposant une réforme émanant du gouvernement et représentée, encore en 1884, sur

l'initiative des membres du Parlement ; en 1886, avec quatre projets refondant complètement la loi de 1810 ; encore en 1894, un nouveau projet particulièrement intéressant est déposé, au nom du gouvernement, par M. Jonnart, ministre des travaux publics ; et, enfin, le 23 mars 1900, à la Chambre, et, le 5 novembre 1901, au Sénat, un projet en sept articles est présenté par M. Baudin, ministre des travaux publics. Aucun de ces divers projets n'a encore été adopté définitivement, malgré l'urgence qui s'en faisait sentir et il faut le regretter.

Le projet de loi sur les mines, déposé à la Chambre des députés au nom du gouvernement, par M. Jonnart, le 5 mai 1894, contient, à notre avis, les solutions les plus précises et les plus justes sur les questions que nous avons envisagées au cours de notre étude : la réparation de tous les dommages occasionnés à la surface serait désormais assurée par ses articles 53 et 58, dans le système large et équitable de la jurisprudence actuelle : toutefois une plus grande faculté d'appréciation est légalement donnée aux tribunaux par l'article 53, paragraphe 3, pour les cas où l'exploitant se plaint de l'imprudence notoire d'un superficiaire.

En ce qui concerne les occupations en elles-mêmes, le projet distingue : celles, quelle qu'en soit la destination, à faire dans le périmètre de la mine, article 54 ; celles concernant certains travaux à faire en dehors de ce périmètre, article 55 ; et, enfin, les voies de toute nature nécessaires pour relier la mine hors du périmètre aux voies publiques du voisinage, article 57.

Ces divers articles doivent former le titre V de la nouvelle loi dont la rubrique serait ainsi conçue : « Exploitants et propriétaires superficiaires. » Le titre VI concernerait les relations entre exploitants voisins. On a cru devoir renoncer à la disposition de l'article 45 de la loi du 21 avril 1810. Si l'écoulement des eaux d'une mine

occasionne un préjudice à une autre mine, la réparation sera due en vertu de l'article 61. Mais si une mine procure une économie à une autre, on ne voit pas de raison de droit ni même d'équité pour faire donner, par cette seconde mine, une récompense à la première : le bénéfice qu'on peut retirer indirectement d'une action, faite par un tiers en vue de son seul intérêt, ne se paie pas.

L'article 52 tranche bien une controverse déjà abandonnée, mais il laissera planer, disons-le tout de suite, le même doute qui existe aujourd'hui sur la base juridique de cette responsabilité des exploitants d'une mine, relativement aux dommages dont leurs travaux peuvent être cause, responsabilité que tout le monde admet. Car il ne nous suffit pas de dire que le concessionnaire doit réparer, sans distinction, tous les dommages qu'il cause à la surface, nous voudrions aussi voir indiqué par la loi pourquoi il en doit réparation. Cet article peut être mis en regard de l'article 43 de la loi de 1880 et est ainsi conçu :

« Le propriétaire d'une mine est tenu de réparer les dommages occasionnés à la surface par les travaux qui sont exécutés dans la mine.

» L'action ou indemnité peut être également dirigée contre l'exploitant.

» Le montant de l'indemnité sera fixé par le tribunal civil d'après les règles du droit commun, en tenant compte toutefois des circonstances dans lesquelles les constructions, plantations et améliorations ont été faites par le propriétaire de la surface. Le tribunal statuera d'urgence comme en matière sommaire. S'il y a lieu à expertise, il pourra désigner un seul expert, sa décision sera exécutoire nonobstant appel. » (*Journal officiel*, documents parlementaires, Chambre, 1894, 2^e annexes, n^o 597, p. 766.)

Aujourd'hui la jurisprudence est bien établie : la responsabilité de l'exploitant existe, qu'il y ait faute ou non

de sa part, il suffit de prouver que le préjudice résulte de son fait. C'est donc une responsabilité *ex lege*, au lieu d'une responsabilité *ex delicto*. L'article 52 a voulu fixer définitivement ce principe, en déclarant que l'indemnité se fixe à la simple valeur. De plus, l'article fait nettement de l'action une action réelle contre la mine et non une action personnelle contre l'auteur du dommage; mais l'article laisse au propriétaire lésé le droit de suivre, de préférence, l'exploitant actuel. La réserve stipulée à la fin de l'article permettra aux tribunaux d'atteindre certaines manœuvres qui pourraient être tentées contre les exploitants par des propriétaires bâtissant sur des terrains n'ayant plus de solidité, dans le seul but de se créer des droits à indemnité. Les exploitants pourront éventuellement acquérir par là une sorte de servitude *non ædificandi*, par autorité de justice et dans des conditions qu'elle aura à apprécier. Enfin, les simplifications de procédure du dernier paragraphe pourront permettre aux particuliers lésés d'obtenir justice plus rapidement, plus sûrement et plus économiquement sans qu'ils aient, notamment, à redouter d'être entraînés devant toutes les juridictions avant de toucher leur indemnité.

Telle qu'elle se présente à première vue, cette disposition paraîtrait donc simplement consacrer législativement la jurisprudence résumée plus haut. Toutefois le commentaire officiel du projet de loi a pu sembler lui attribuer une portée plus considérable. Il portait, à propos de l'article 52: « La réserve stipulée à la fin du paragraphe 3 permettra aux tribunaux d'atteindre certaines manœuvres qui pourraient être tentées contre les exploitants par des propriétaires bâtissant sur des terrains n'ayant plus de solidité dans le seul but de se créer des droits à indemnité. Les exploitants pourront éventuellement par là acquérir une sorte de servitude *non ædificandi* par autorité de justice et dans des conditions

qu'elle aura à apprécier. » (*Journal officiel*, 1894, Chambre, annexes, n° 597, p. 767.)

Si, d'après ce commentaire, il avait fallu comprendre la disposition précitée du projet comme permettant d'imposer aux terrains superficiels une véritable impossibilité de bâtir, à titre de servitude et dans l'intérêt de la mine, c'eût été là, certes, une innovation considérable et dont le mérite nous paraîtrait d'ailleurs fort sujet à critique. « Mais il serait exagéré, nous dit M. Gény, dans une note aux *Pandectes françaises* (1896. I. 337), de tirer pareille conséquence de cette simple phrase, empruntée au commentaire du projet. En réalité, celui-ci avait simplement pour but de dénier le droit à une indemnité aux propriétaires superficiels, ayant établi de mauvaise foi, sur le sol déjà déconsolidé, les ouvrages endommagés par la mine. Pour revêtir ce résultat d'une fausse valeur juridique, le commentateur du projet y voyait une sorte de servitude *non ædificandi*, en ce sens du moins qu'on dépouillait le propriétaire superficiel d'un des avantages naturels de sa propriété. Ce n'était là qu'une conception par à peu près, mais qui ne pouvait modifier la formule très nette du texte projeté. Celui-ci consacre simplement la jurisprudence en vigueur et ne réalise, à vrai dire, aucune innovation. »

L'article 53 complète fort utilement le précédent, il est ainsi conçu : « Les propriétaires de la surface et celui de la mine ont le droit de faire constater contradictoirement l'état des propriétés bâties et non bâties, situées dans le périmètre de la mine. Les frais de ces constatations restent à la charge de la partie qui les a requises. » (*Journal officiel*, 1894, Chambre, annexes, n° 597, p. 767.)

Cet article a pour but de faciliter les relations entre les exploitants et les propriétaires de la superficie. Son adoption nous paraît fort précieuse pour combler une lacune de l'état de choses actuel. Celui-ci ne pêche pas tant, il

faut le remarquer, par le défaut de principes, qui résultent bien suffisamment du droit commun, que par une difficulté de mise en œuvre très sérieuse. Si l'on considère, en effet, les exigences des faits et les nécessités de la vie pratique : voilà un propriétaire dont le sol est déconsolidé par les travaux souterrains, il connaît cette situation, mais il estime, de très bonne foi, qu'elle n'est pas suffisamment menaçante pour l'empêcher de construire. D'autre part, il a un désir bien légitime de bâtir sur son terrain. Il est aisé de concevoir les difficultés auxquelles peut donner lieu ultérieurement une pareille situation. La compagnie concessionnaire, en avisant le propriétaire par une signification en règle, l'empêchera d'alléguer son ignorance. Mais, malgré l'avertissement, le propriétaire peut croire, de très bonne foi, pouvoir passer outre et bâtir sans une imprudence. Il serait fort utile qu'il eût à sa disposition un moyen pratique de faire trancher, d'une façon contradictoire, la divergence de vues qui existe entre la compagnie et lui. Et le même moyen devrait s'offrir au concessionnaire, à défaut par le superficiaire d'en user. Dans ce but, un simple constat requis unilatéralement par une des parties ne peut suffire. Il faut une expertise où tous les droits soient représentés et qui soit conduite sous l'autorité des tribunaux. Une pareille expertise pourrait-elle être provoquée dans l'état actuel de notre législation ? Pour nous, nous pensons qu'elle le pourrait, puisqu'il est admis que « celui qui possède la preuve de son droit et qui craint de le voir déprécier peut agir en justice aux fins de l'administrer », comme le fait remarquer Garsonnet (*Traité de procédure*, t. I, § 118). L'expertise dont s'agit ne nous paraîtrait pas plus étrange que l'enquête à futur dont la légalité est admise par beaucoup d'auteurs tels que Garsonnet (*Traité de procédure*, t. II, § 343); Colmet-Daage sur Boitard (*Leçons de procédure*, n° 471, t. I, p. 433, note 1). On pourrait

d'ailleurs lui trouver des précédents dans la jurisprudence : un arrêt de Besançon (31 août 1844. S. 1845. II. 625) et des appuis dans la doctrine (notamment Aubry et Rau, 4^e édit., § 746, t. VIII, p. 118).

Quoi qu'il en soit, il se pourrait que des doutes sérieux fussent levés sur ce point. L'article 53 du projet aurait le grand avantage de mettre hors de contestation une pratique qui serait d'une grande utilité dans les rapports entre propriétaires de la surface et concessionnaires de mines.

Le titre VI règle les rapports des explorateurs et des exploitants au sujet de l'occupation.

« L'exploitant d'une mine, dit l'article 54, peut occuper, avec l'autorisation du préfet et après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'article 56, les terrains situés à l'intérieur du périmètre, nécessaires, soit à l'exploitation de la mine, soit à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, soit à l'établissement des voies de communication exclusivement destinées à relier la mine avec ses dépendances ou avec des voies publiques. L'exploitant devra justifier que justification a été faite aux propriétaires intéressés... »

L'article 54 supprime donc la controverse qui existait au sujet de l'époque du paiement de l'indemnité, puisqu'il dit très explicitement que cette indemnité de dépossession doit être payée au préalable. De plus, il permet d'occuper toutes voies de communication sans faire aucune distinction entre elles ; on pourra donc occuper les chemins de fer, par exemple. Enfin, ajoutons que l'énumération de cet article ne doit être considérée que comme énonciative.

L'article 55 peut être comparé à l'article 44 de la loi de 1880. Mais il innove sur deux points : d'abord, au fond, il permet d'ouvrir des puits ou galeries pour l'aérage, l'épuisement, etc., comme on l'a admis depuis 1880. Puis quant à la forme, il n'exige plus une déclaration

d'utilité publique, s'il maintient l'approbation de l'ouvrage par un décret rendu en Conseil d'Etat « Un décret rendu en Conseil d'Etat, dit-il, autorise, s'il y a lieu, l'exploitant à exécuter, en dehors de son périmètre, à titre de travaux de secours, qui seront réputés dépendances de la mine, les puits et galeries pour l'aérage, l'épuisement et le sortage, ainsi que les voies de communication nécessaires pour relier les puits et galeries à la mine.

» L'autorisation qui fixera les conditions d'établissement de l'ouvrage ne sera donnée qu'après que les propriétaires intéressés auront été mis en demeure...

» Les terrains ne pourront être occupés qu'après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'article 56. »

L'article 56 n'innove pas, il ne fait que rapporter l'article 43 de la loi de 1880, en fixant une indemnité au double au cas d'occupation.

Enfin le titre VII de notre projet ne crée rien de nouveau en ce qui concerne les relations entre les exploitants voisins, il se contente de reproduire, en leur donnant une forme légale, les diverses clauses des cahiers des charges.

L'examen du projet de 1894 et le peu de critique que nous lui avons adressé, montrent quelle conclusion nous désirons donner aux diverses questions qui ont été soulevées au cours de cette étude, et vers quelles tendances nous voudrions voir marcher la législation, la doctrine et la jurisprudence.

De critiques à adresser aux titres V, VI, VII, il y en a peu : les questions concernant les relations des exploitants de mines et des propriétaires superficiaires sont solutionnées de façon très juridique et aussi équitable qu'elles peuvent l'être dans l'état général de notre droit.

Il en est de même des questions concernant les relations entre exploitants voisins.

En ce qui concerne l'occupation, nous ne regretterons qu'une chose : pourquoi reproduire cette indemnité au

double que la jurisprudence d'abord et ensuite la loi ont abandonnée en matière de dommages causés par les travaux intérieurs ? Est-ce que le droit commun, c'est-à-dire une indemnité au simple, ne devrait pas tout régir ? Qu'on permette aux tribunaux d'user d'un large pouvoir d'appréciation : ils sauront bien faire respecter les principes d'équité et de justice en accordant une indemnité assez large, quand ils le jugeront opportun, pour qu'il n'y ait point de violation d'intérêt. Il faut réagir contre une tendance de l'heure actuelle à créer des droits spéciaux et restrictifs pour chaque matière commerciale, industrielle, civile. Il ne faut pas édicter de règles comminatoires à l'égard de certains : loi égale pour tous. Pas de présomption de faute en face du moindre geste, parce qu'il émane de certain. Il nous faut un droit large, généreux, assurant à chacun le respect, et de lui-même, et de ses biens.

Et cette tendance que nous regrettons de voir s'accroître de jour en jour, même dans la jurisprudence, puisque de nombreux arrêts ont affirmé une présomption de faute *a priori* en certains cas, finirait bien par se manifester en notre matière ; aussi nous ne pouvons négliger d'en parler ici : au sujet du fondement juridique à donner à toute responsabilité, en effet, une théorie qui renverse toutes les idées admises jusqu'à ce jour, *prend la loi comme tel*. Et alors, en l'appliquant à notre matière, le concessionnaire serait responsable de toutes les suites de son exploitation, par cela seul que c'est son exploitation et non en vertu de la loi de 1810. Car d'après M. Saleilles (*Les accidents du travail et la responsabilité civile*), en droit civil, comme il ne s'agit jamais d'imposer une peine à l'auteur d'un fait dommageable, à l'inverse de ce qui se passe en droit pénal, mais toujours de réparer le préjudice, c'est le fait matériel qu'il faut considérer et non l'intention de l'agent, sa culpabilité subjective. La faute

est indifférente ; le fait suffit. Il n'y a plus de responsabilité basée sur la négligence ou l'imprudence, il n'y a plus que des *risques* ; quiconque *agit* court des risques et la loi, d'après M. Saleilles, le rend responsable de tout ce qu'il fait. Nous ne voulons pas juger ce système et l'ingéniosité qui préside à son établissement, mais nous regretterions fort de le voir pénétrer en notre matière.

Vu :

E. GAUDEMET.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Dijon, le 2 février 1906,

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILLON, *Législation des mines françaises et étrangères.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU, *Des biens.*
- AUBRY et RAU.
- BIOT, *De la propriété des mines.*
- BRÉCHIGNAC et MICHEL, *Résumé de la doctrine et de la jurisprudence en matière de mines.*
- BURY, *Traité de la législation des mines en Belgique et en France.*
- CHEVALLIER, *De la propriété des mines.*
- COTELLE, *Cours de droit administratif.*
- CUVILLIER, *Législation minière et contrôle des mines.*
- DALLOZ, *Répertoire et jurisprudence.*
- DEFOOZ, *Points fondamentaux de la législation des minières.*
- DELEBECQUE, *Traité de la législation des mines.*
- DELECROIX, *Traité théorique et pratique de la législation des mines.*
- DUFOUR, *Traité général de droit administratif. — Les lois des mines.*
- DEMOLOMBE, *Cours de Code civil, t. I à VIII.*
- FÉRAUD-GIRAUD, *Code des mines et minières.*
- FUZIER-HERMANN, *Répertoire et jurisprudence.*
- GUÉRIN, *Affranchissement de responsabilité de la mine vis-à-vis de la surface.*
- GÉNY et TOUSSAINT, *Commentaire sur rapport de l'affaire Schneider contre Gouthière.*
- LAURENT, *Principes de droit civil.*
- HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil.*
- LAFERRIÈRE, *Jurisprudence administrative et recours contentieux.*
- MAZODIER, *Recherche et exploitation des mines.*

NAUDIER, *Traité théorique et pratique de la législation et de la jurisprudence des mines.*

PEYRET-LALLIER, *Traité sur la législation des mines, minières, carrières.*

Pandectes françaises : répertoire et jurisprudence.

Pasicrisie belge.

REY, *De la propriété des mines.*

Répertoire général et alphabétique du droit français.

PLANIOI, *Traité de droit civil*, t. I, p. 720 et suiv.

RICHARD, *Législation française sur les mines.*

SIREY, *Répertoire et recueil de jurisprudence.*

SPLINGARD, *Des concessions de mines dans leurs rapports avec les principes du droit civil.*

TOULLIER, *Droit civil.*

DE VALROGER, *Etude sur la législation française des mines dans les colonies françaises.*

ERRATA

- Page 62, 30^e ligne, au lieu de : *l'inventaire*, lire : *l'inventeur*.
- 88, 25^e ligne, au lieu de : *plaine*, lire : *plaindre*.
- 124, 24^e ligne, au lieu de : *D. 1857*, lire : *D. 1875*.
- 126, 11^e ligne, au lieu de : *souterrain*, lire : *son terrain*.
- 140, 29^e ligne, au lieu de : *distinction*, lire : *distinctions*.
- 142, 6^e ligne, au lieu de : *le fonds*, lire : *le fond*.
- 145, 18^e ligne, au lieu de : *l'article 132*, lire : *l'article 1382*.
- 147, 29^e ligne, au lieu de : *par elle encourue que cette responsabilité*,
lire : *par elle encourue, que cette responsabilité*.
- 153, 15^e ligne, au lieu de : *la loi de 1811*, lire : *la loi de 1810*.
- 158, 18^e ligne, au lieu de : *D. 890*, lire : *D. 1890*.
- 166, 19^e ligne, au lieu de : *fonds servant*, lire : *fonds dominant*.
- 197, 25^e ligne, au lieu de : *nécessaire*, lire : *nécessaires*.
- 198, 8^e ligne, au lieu de : *nettement posés*, lire : *suivis*.
- 265, 18^e ligne, au lieu de : *intégrité*, lire : *intégralité*.
- 266, 25^e ligne, au lieu de : *l'objet de dispositions*, lire : *l'objet des dispositions*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Domages occasionnés par les travaux de recherches.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>De la recherche des mines</i>	15
I. — Définition.	15
II. — Recherche par le propriétaire du sol	17
III. — Recherche par un tiers :	
1 ^o Avec l'autorisation du gouvernement	21
2 ^o Sans l'autorisation du gouvernement	23
CHAPITRE II. — <i>Mesures préventives</i>	26
I. — Résultant du permis de recherches	26
II. — Résultant du décret de concession.	30
III. — Résultant de l'article 11 de la loi de 1810.	34
IV. — Résultant des règlements administratifs.	37

CHAPITRE III. — <i>Mesures de garantie</i>	43
I. — Résultant de l'article 10 de la loi de 1810.	43
II. — Résultant de l'article 14 de la loi de 1810	46
III. — Résultant de l'article 15 de la loi de 1810.	47
CHAPITRE IV. — <i>Indemnités</i>	52
I. — Au propriétaire de la surface	52
II. — A l'inventeur	57
1 ^o Pour la découverte de la mine	58
2 ^o Pour les frais de recherches	61
3 ^o Pour les travaux utiles à l'exploitation	63
CHAPITRE V. — <i>Occupation du sol</i>	67
I. — Exercice du droit d'occupation	71
II. — Indemnité pour privation de jouissance.	74
III. — De l'acquisition obligatoire des terrains soumis à l'occupation.	78
IV. — Dommages prévus au dernier alinéa de l'article 43.	80

DEUXIÈME PARTIE

Dommages résultant des travaux intérieurs des mines.

<i>Introduction</i> . — Leur définition	83
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Evolution de la doctrine et de la jurispru-</i> <i>dence, de 1810 à nos jours</i>	86
Trois périodes :	
1 ^o Complète irresponsabilité des concessionnaires.	93
2 ^o Double indemnité	99
3 ^o Droit commun.	118

CHAPITRE II. — <i>Bases de la responsabilité de la mine.</i>	138
<i>Introduction.</i> — Faute commise ; article 1382 ; absence de faute.	138
I. — Autorité de la loi.	145
II. — Faute présumée en vertu de l'article 1382	172
III. — Faute par le seul fait de faire échec au droit d'autrui.	196
IV. — Quasi-contrat de concession.	204
CHAPITRE III. — <i>Responsabilité de la mine.</i>	213
I. — Son étendue	213
II. — Faits engageant cette responsabilité.	219
<i>Appendice.</i> — Clauses d'exonération de la responsabilité de la mine	237
CHAPITRE IV. — <i>Dommages causés à la mine par le propriétaire de la surface</i>	239
CHAPITRE V. — <i>Relations entre exploitants de mines voisines et de mines superposées.</i>	244
<i>Préliminaires.</i>	244
I. — Dommages autres que ceux résultant de l'écoulement des eaux.	246
1 ^o Empiètements de bonne foi.	247
2 ^o Empiètements de mauvaise foi	248
II. — Prescriptions spéciales des cahiers des charges	249
1 ^o Les investisons.	249
2 ^o Relations entre concessionnaires de substances superposées et différentes	250
3 ^o Servitudes réciproques de service ou de passage entre concessions limitrophes.	252
III. — Dommages résultant de l'écoulement des eaux.	253
IV. — Régime de la loi du 27 avril 1838	261

TROISIÈME PARTIE
Législation comparée.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Législation dans les colonies françaises</i> . . .	263
<i>Appendice.</i> — Or et métaux précieux.	281
<i>Conclusion.</i>	283
CHAPITRE II. — <i>Législations étrangères</i>	286
I. — Dommages occasionnés par les travaux de re- cherches, l'occupation	286
II. — Dommages occasionnés par les travaux intérieurs des mines	296
III. — Mines voisines.	305

CONCLUSION

Examen des projets de réforme de la loi de 1810	309
BIBLIOGRAPHIE.	319

